PROCES VERVAL DU

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 29 JUIN 2021

La Teste de Buch mercredi 23 juin 2021

CONVOCATION
à l'attention des Membres du
CONSEIL MUNICIPAL

Direction Générale des Services
Affaire suivie par M. PELIZZARDI
tél : 05.56.22.38.74
réf : SP/VG n° 2021-06-23

DGS :
Cab :
DGA :
Adjoint :
CS :

Objet : CONVOCATION CONSEIL MUNICIPAL

Chère collègue, cher collègue,

Je vous prie de bien vouloir participer à la réunion du CONSEIL MUNICIPAL qui se tiendra à l'Hôtel de Ville, 1 esplanade Edmond Doré, salle du conseil municipal, le :

MARDI 29 JUIN 2021 à 15 H 00

Ordre du jour : ci-joint.

L'ensemble des documents joints à la présente convocation sont transmis ce jour par voie dématérialisée sécurisée sur votre adresse mail prenom.nom@latestedebuch.fr par le biais de la plateforme de convocation électronique Gironde Numérique (Mairie de La Teste de Buch - pastell@girondenumerique.info). Il vous suffit de cliquer sur le lien proposé.

Dans le cadre de la loi du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire qui fixe la fin de l'état d'urgence sanitaire au 30 septembre 2021, ce conseil municipal se réunira sans la présence du public. Le caractère public de la séance sera satisfait par la retransmission des débats en direct sur le site internet de la ville ou depuis sa chaine YouTube.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de bien vouloir agréer, chère collègue, cher collègue, l'expression de mes salutations distinguées.

Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch

❖ *Pièces jointes à la présente convocation : Ordre du jour, procès-verbaux du conseil municipal du 18 février et 13 avril 2021, Délibérations accompagnées des notes explicatives de synthèse et annexes correspondantes ainsi que les Décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

Hôtel de Ville ▪ 1, Esplanade Edmond Doré ▪ B.P. 50105 ▪ 33164 La Teste de Buch Cedex
Tél. 05 56 22 35 00 ▪ Fax 05 56 54 46 40 ▪ mairie@latestedebuch.fr

Monsieur le Maire :

Bonjour à tout le monde, nous allons commencer cette séance compotant 52 délibérations plus une motion.

M. SAGNES a donné procuration à M le Maire

Mme GRONDONA présente

M. PASTOUREAU présent

Mme POULAIN présente

M. BOUDIGUE présent

Mme DEVARIEUX a donné procuration à M AMBROISE

M. BERILLON présent

M. BERNARD présent

Mme DELFAUD a donné procuration à M BOUYROUX

M AMBROISE présent

Mme DESMOLLES présente

M SLACK présent

Mme SECQUES présente

Mme COUSIN présente

M. BOUYROUX présent

Mme DELEPINE présente

M VOTION présent

Mme PLANTIER présente

M. BOUCHONNET présent

Mme PETAS a donné procuration à Mme GRONDONA

M. MAISONNAVE présent

M. DUCASSE présent

Mme DELMAS présente

Mme PHILIP a donné procuration à M. DUCASSE

M. MURET présent

Mme MONTEIL- MACARD présente

M. CHAUTEAU présent

Mme PAMIES absente

M. DEISS absent

Mme TILLEUL présente

M. DUFAILLY présent

Mme JECKEL présente

M. BUSSE présent

Mme OTHABURU présente

M. DAVET présent

Monsieur MURET :

Je souhaiterais, au nom de notre groupe et comme l'usage républicain le recommande, vous féliciter pour votre élection d'hier.
Nous formons le vœu qu'au sein des instances départementales vous défendiez aussi bien les sujets et les projets testerins que ne l'a fait votre prédécesseur.
C'est un mandat que vous n'avez pas souhaité et que vous allez devoir assumer, vous allez aussi redécouvrir l'opposition, que vous avez quittée il y a plus d'un an, et nous formons le vœu, effectivement ce soit la ville de la Teste qui gagne.

Suite à cette élection, vous dire effectivement que le bilan que laisse Jean-Jacques Eroles, le conseiller départemental, est loin d'être anecdotique, et je pense particulièrement à son action déterminante pour le dragage du port, nous pouvons tous aujourd'hui nous féliciter… et j'en profite pour tirer un coup de chapeau également à quelqu'un qui à mon sens a eu beaucoup d'action en faveur du dragage du port testerin, c'est Jacques Chauvet, qui malheureusement n'a pas été reconduit dans ses fonctions, et pourtant nous savons tous qu'il a pendant tout l'exercice de ses mandats mis l'intérêt général bien en avant et grâce à lui aussi le dragage du port testerin a pu être mené à bien. Je pense que nous les testerins nous lui sommes reconnaissants de ça.
Il a malheureusement été piétiné pour des raisons qui tiennent beaucoup plus à la politique politicienne et à la vendetta Gujanaise, et quelque part il a sans doute été abattu parce qu'il s'est trop impliqué en la faveur du dragage du port de la Teste.
Pour ça, nous devons lui adresser tous nos remerciements et notre gratitude.

J'en viens à ce conseil d'aujourd'hui que vous avez souhaité convoquer à 15 heures.
Une fois de plus je ne peux que déplorer cette pratique, elle est d'autant plus grave ou aggravée cette semaine par votre consœur de Gujan-Mestras qui a eu la même bonne idée en convoquant le conseil de la COBAS hier, à 15 heures, un lundi, et qui a occasionné un absentéisme rarement connu dans les rangs de la COBAS, avec près de 20 élus manquant à l'appel.
C'est effectivement le marqueur que finalement, oui, qu'importe si les élus sont là, et ça dénote un réel mépris dans la pratique démocratique, et sans doute que le tout un chacun pourra supposer que c'est pour peut-être procurer l'éviction de l'expression de l'opposition que l'on met les conseils à 15 heures.
A la vérité cela empêche M Deiss de nous rejoindre, probablement Alexandra qui doit être devant ses élèves, à la vérité ce sont pour des raisons de confort que vous ou Mme Des Esgaulx imposez le conseil à 15 heures ; ça permet à Mme Des Esgaulx d'avoir moins de problèmes de garde d'enfant et à vous M le maire d'être à l'heure au restaurant que vous avez réservé avec votre équipe ce soir.

Monsieur le Maire :

M Muret, je vois que vous démarrez fort, vous avez bien fait, je suis chaud, on va passer un bon après-midi.
Vous faites allusion au port, je ne voulais pas en parler du port, vous savez moi, j'ai joué au rugby ; à la finalité cela ne servait à rien de traverser le terrain pendant 90 mètres si on ne faisait pas les 10 derniers et si on ne marquait pas.
Les 10 derniers n'avaient pas été faits, nous, nous les faisons. Je ne comptais pas en venir à ça mais je tiens à le dire.
Vous auriez pu commencer par dire qu'il y avait une belle salle qui était bien décorée, vous l'avez même pas vue, tellement que votre colère et votre haine vous ont aveuglé sur ces 3 premières minutes.

M Muret vous êtes un grand garçon, quand on décide de faire de la politique, on ne commence pas à regarder quels sont les avantages et les inconvénients.
Vous avez été candidat aux Départementales, vous nous l'avez annoncé mais vous vous êtes échappé, sachez que jeudi matin nous sommes convoqués à 9H30, on ne m'a pas demandé mon avis, ça veut dire que vous si vous aviez été candidat et imaginons élu, vous auriez dit la même chose ?
Quand on fait le choix d'être un élu, eh bien on fait avec, moi aujourd'hui je le fais à 15 heures, par respect parce qu'il y a 52 délibérations et une motion.
Quant à ce que nous faisons après, c'est qu'habituellement ça ne se faisait pas, ou pas dans les mêmes conditions. Nous nous sommes un Groupe qui vit bien et l'on fait ce que l'on veut.
Le fait que vous sachiez que nous ayons réservé quelque part, un ça ne vous regarde pas, ça m'aurait fait plaisir de vous dire de venir avec nous, mais je ne le dirai pas, de la façon dont vous êtes désagréable.
Pour finir vous savez, il y a tout un tas de manifestations qui ne sont pas à 15heures dans lesquelles on ne vous a pas vu du tout.

Monsieur MURET :
Nous ne sommes pas invités…..

Monsieur le Maire :
Si, un élu est toujours invité……

Monsieur MURET :
Je n'ai jamais été invité aux manifestations…..

Monsieur le Maire :
Vous continuerez à ne pas l'être. M Muret, le conseil commence et je vous dis de vous taire.
Vous démarrez comme ça, c'est très bien vous êtes en dessous de tout.

Moi j'avais l'intention de commencer en disant, puisque vous parlez des élections cantonales, surtout j'avais l'intention de remercier tout le monde dans son ensemble, nous avons fait un score de 79% qui évidemment ne reflète pas uniquement ma famille politique.
Si cela s'est fait c'est qu'il y a eu une conscience républicaine, dans ce vote-là.

Au 2ème tour il y avait certes une liste de droite représentée par May Antoun et Patrick Davet, mais en face il y avait surtout Marine Le Pen, les 2 représentants qui était M Lamara et Mme Erb que je ne connaissais pas, mais la dame était « posée » ici, c'était vraiment Marine Le Pen que nous avions en face.
Je tenais à remercier les électeurs, y compris vous, parce qu'il y a eu une prise de conscience.
Merci, M Muret vous gâchez un peu la fête, et croyez-moi si vous en voulez il va y en avoir…

Avec l'accord de l'assemblée je vais désigner un secrétaire de séance, conformément à l'article 2121-15 du code général des collectivités territoriales, je vous propose M PASTOUREAU, merci.

Le procès-verbal du 13 avril 2021, y a-t-il des interventions ?

Monsieur MURET :
Vous en voulez, il y en aura, page 151, on a un peu éborgné la citation de Montesquieu c'est « on ne touche à la Constitution que d'une main tremblante » et on ne dit pas on ne touche PAS à la …..

Monsieur le Maire :
Le procès-verbal est adopté à l'unanimité

Avant de passer au conseil, je voudrais présenter notre directeur général des services techniques, M Nicolas PEZAS.

Monsieur PEZAS :
Je suis de formation « Ingénieur des travaux publics », je suis fonctionnaire public territorial depuis déjà de nombreuses années, j'étais précédemment au Département de la Gironde ces 10 dernières années, en responsabilité des infrastructures routières du département de la Gironde, dont certaines irriguent la belle commune de la Teste de Buch.
Je suis vraiment très heureux de pouvoir être à vos côtés pour défendre nos valeurs et offrir un service de qualité avec l'équipe des services techniques que j'ai commencé à rencontrer.
Je suis d'ores et déjà très impressionné par tous les métiers, toutes les personnalités qui sont présentes au niveau des services techniques, je pense que l'on a un bel outil, de belles ambitions.
Venant du Département, apprenant effectivement les projets et ambitions de la commune, je suis impressionné et très motivé, très heureux de pouvoir apporter tout ce que je serai capable de faire, avec mes équipes surtout.

Monsieur le Maire :
Comme vous avez pu le percevoir, M Pezas est une pointure, avec une humilité et simplicité remarquables.
Je sais d'ores et déjà qu'avec lui, et Roberto Bensi nous avons aujourd'hui les moyens de faire du très bon travail, que nous allons faire, on sera en capacité de présenter des choses dans le courant de l'année.
Merci à vous, bon vent à la Teste pour de nombreuses années.

CONSEIL MUNICIPAL du MARDI 29 JUIN 2021

Ordre du jour

M. DAVET ➢ Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 13 avril 2021

M. DAVET ➢ Motion d'opposition à la demande d'agrément aux fins d'adoption d'un plan simple de gestion déposée par la Sarl Athanor et portant sur une parcelle intégralement située en forêt usagère

ADMINISTRATION GÉNÉRALE, RELATIONS HUMAINES, FINANCES ET BUDGETS, SERVICES A LA POPULATION

M. DAVET 1. Approbation du pacte de gouvernance de la COBAS

M. BOUDIGUE 2. Budget principal exercice 2021 : créance éteinte suite à une procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire

M. BOUDIGUE 3. Droits de place du marché municipal extérieur pour les commerçants abonnés exerçant une activité non alimentaire : exonération avril 2021

M. BERNARD 4. Tarification de l'Occupation du domaine public : tournage films et de prises de vue au moyen de drone

Mme OTHABURU 5. Tarification de l'occupation du domaine public pour l'implantation de nouveaux marchés

M. BOUYROUX 6. Tarification de l'occupation du domaine public pour l'Implantation d'un manège Place du Marché

M. BERNARD 7. Tarification de l'occupation du domaine public routier en faveur de l'Etablissement La Co(o)rniche à Pyla sur Mer

M. BOUDIGUE 8. Mise en place de consignes connectées plage du Petit Nice : tarif 2021

Mme POULAIN 9. Harmonisation des tarifs des conservatoires et écoles de musique de la Cobas : approbation des tarifs à compter du 1er septembre 2021

M. DAVET 10. Modification du tableau des effectifs des emplois permanents

M. SAGNES 11. Mise en place des contrats d'apprentissage

Mme GRONDONA 12. Approbation d'un plan prévisionnel de formation et de développement des compétences 2021/2026

DÉVELOPPEMENT DURABLE, DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ, VIE COLLECTIVE ET ASSOCIATIVE

M. VOTION	13. Théâtre Cravey : remboursement de billets pour l'annulation de spectacles durant la crise sanitaire du covid 19 (période du 26 septembre 2020 au 30 avril 2021)
Mme POULAIN	14. Approbation du règlement intérieur du Théâtre Cravey
Mme COUSIN	15. Bibliothèque municipale : Approbation du règlement intérieur de la Biblio
M. BOUCHONNET	16. Approbation du règlement intérieur des salles d'exposition
M. BOUYROUX	17. Festival « Mouvements d'Arts » : Dotation et Règlement du concours
Mme GRONDONA	18. Appel à initiative L'un et L'autre 2021-2022 : Convention de partenariat avec le Conseil Départemental, le ccas et l'association l'Antichambre
M. DUFAILLY	19. Opération Cap 33 2021 : reconduction de l'opération et conventions de partenariat
M. DUFAILLY	20. Convention de partenariat avec l'association sportive testerine section char à voile – saison sportive 2021-2022
Mme JECKEL	21. Convention de partenariat avec le cercle de voile de Pyla sur Mer– saison sportive 2021-2022
M. VOTION	22. Convention de partenariat avec le cercle de voile de cazaux lac– saison sportive 2021-2022
Mme DESMOLLES	23. Convention de partenariat avec l'association Les Jeunes du Captalat– saison sportive 2021-2022
Mme DESMOLLES	24. Convention de partenariat avec l'association Grimpe en Teste– saison sportive 2021-2022
M. SLACK	25. Convention de partenariat avec l'association Football Club du Bassin d'Arcachon– saison sportive 2021-2022
M. SLACK	26. Convention de partenariat avec l'association Tennis Club de La Teste de Buch – saison sportive 2021-2022
M. AMBROISE	27. Convention de partenariat avec l'association Tennis Club de Cazaux– saison sportive 2021-2022
M. BOUCHONNET	28. Convention de partenariat avec l'Union Surf Club du Bassin d'Arcachon– saison sportive 2021-2022
M. BERNARD	29. Convention de partenariat avec l'association Les Archers du Bassin– saison sportive 2021-2022

M. PASTOUREAU — 30. Tarifs publics de la restauration scolaire et municipale et vie éducative – Tarifs à partir du 1er septembre 2021

M. AMBROISE — 31. Convention de participation financière communale avec l'OGEC du Bassin d'Arcachon pour les écoles St-Vincent et Saint Thomas : versement du solde pour l'année scolaire 2020-2021

M. PASTOUREAU — 32. Etablissements Petite enfance : Modification des règlements de fonctionnement des deux multi-accueils

Mme SECQUES — 33. Convention Territoriale Globale : Prolongation du 1er janvier au 31 décembre 2021 - avenant n° 3

M. SAGNES — 34. Projet d'animation de la vie sociale : Convention de partenariat avec le Département de la Gironde

RÉNOVATION URBAINE, AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

M. BOUCHONNET — 35. Convention pour la lutte collective contre le ragondin, rat musqué et raton laveur 2021-2022

M. BUSSE — 36. Rue Ostrea Edulis – Effacement des réseaux secs : convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage avec le SDEEG

M. BUSSE — 37. Rue Ostrea Edulis – Effacement des réseaux secs : convention d'enfouissement du réseau de distribution électrique avec le SDEEG

M. BUSSE — 38. Rue Ostrea Edulis - Effacement des réseaux secs : Convention d'enfouissement du réseau télécom avec Orange

M. BERILLON — 39. Aménagement du Boulevard des Miquelots (1ère tranche) : convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Cobas pour l'aménagement d'une piste cyclable

Mme DELEPINE — 40. Aménagement l'A660 et la RN 250 : convention relative à la domanialité et à la gestion de l'aménagement des échangeurs

M. PASTOUREAU — 41. Mise à disposition par la Cobas de l'école Victor Hugo

Mme PLANTIER — 42. Rue Victor Hugo : convention d'occupation d'une emprise privée nécessaire à Implantation d'un support à vélo

M. SAGNES — 43. Opposition au transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la Cobas

Mme JECKEL — 44. Projet de création d'une chambre funéraire avenue du Parc des expositions : avis du conseil municipal

Mme TILLEUL — 45. Acquisition des parcelles FX 558 et 559, alignement rues Gaston de Foix et Jean de Grailly

Mme JECKEL	46. Acquisition des parcelles CV 532 et 534p dans le cadre de l'aménagement de la rue du docteur Orfila à Cazaux
M. BERILLON	47. Acquisition des parcelles GC n°350, 351, 345, 346 et 354 partie de la voirie rue du Capitaine
M. BOUDIGUE	48. Actualisation des tarifs de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2022
Mme OTHABURU	49. Renouvellement de la demande de classement de l'Office de Tourisme en catégorie 1
Mme SECQUES	50. Vente d'un terrain sis Lande des deux crastes et Bonneval au Sud du Pôle hospitalier
Mme TILLEUL	51. Convention d'occupation du site de l'Ile aux oiseaux en vue de la réalisation de travaux d'urgence sur la cabane tchanquée n° 3
M. DAVET	52. Lancement de la procédure de création d'un Site Patrimonial remarquable pour le quartier de Pyla sur Mer

COMMUNICATION

- Décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

<u>Rapporteur</u> : M. DAVET **DEL2021-06-245**

MOTION D'OPPOSITION A LA DEMANDE D'AGREMENT AUX FINS D'ADOPTION D'UN PLAN SIMPLE DE GESTION DEPOSEE PAR LA Sarl ATHANOR ET PORTANT SUR UNE PARCELLE INTEGRALEMENT SITUEE EN FORET USAGERE

<u>MOTION DE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH</u>

Mes chers collègues,

La société immobilière ATHANOR a déposé le 27 juin 2019 auprès du Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) un projet de plan simple de gestion aux fins d'agrément conformément aux dispositions du code forestier portant sur une parcelle de plus de 43 hectares située intégralement en Forêt Usagère.
En date du 26 juin 2020, le CRPF a prononcé son agrément puis a sollicité, conformément aux dispositions du code de l'environnement, l'agrément de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), laquelle s'est prononcée favorablement à l'issue de sa réunion du 14 décembre 2020.

Ces avis ont dès lors été transmis par les services de la préfecture au Ministère de la transition écologique pour délivrance de l'arrêté ministériel afférent.

Pour précision, un plan simple de gestion (PSG) constitue pour le propriétaire forestier un outil d'analyse des fonctions économique, écologique et sociale de sa forêt. Il programme les coupes et travaux. Le PSG agréé permet notamment au propriétaire de bénéficier d'exonérations fiscales et d'aides de l'État.

Or, l'adoption d'un plan simple de gestion en cœur de Forêt Usagère serait assurément un non-sens à plusieurs titres.

Tout d'abord, un non-sens juridique : il s'agirait effectivement de l'édiction d'une autorisation administrative totalement contraire aux dispositions issues des baillettes et transactions lesquelles régissent le régime juridique de la Forêt Usagère depuis plus de 5 siècles.

Pour rappel, l'expression Forêt Usagère désigne l'ensemble forestier sur lequel s'exerce des droits d'usage (gemme, bois mort, bois vif, pacage, soutrage, glandage et herbage) conférés aux habitants du captalat de Buch lequel correspond aux paroisses de La Teste, Gujan-Mestras, Cazaux auxquelles ont succédé les communes de La Teste, Gujan-Mestras, Arcachon et Lège Cap-Ferret.

Ces droits ont été aménagés par divers textes (baillettes et transactions). Plus particulièrement, en application d'une baillette en date du 10 octobre 1468, le seigneur Jean de Foix, Comte de Candale, Captal de Buch a concédé aux habitants des paroisses de La Teste de Buch, Cazaux et Gujan certains droits et avantages procurés par l'exploitation du massif forestier ou «montagne» situé sur le territoire de La Teste de Buch et formé par une

longue chaîne de dunes couverte en majeure partie de pins maritimes s'étendant sur une longueur de plusieurs kilomètres des rives du Bassin d'Arcachon à celles de l'étang de Cazaux.

Ces droits d'usage sur la forêt seigneuriale conféraient aux habitants des paroisses de La Teste de Buch, Cazaux et Gujan-Mestras la faculté d'extraire de la gemme, ou résine, moyennant redevance mais aussi le droit de prendre dans la forêt du bois mort sec et abattu pour le chauffage et du bois mort pour bâtir et construire des embarcations. Les habitants ou usagers bénéficiaient également du droit de glandage et de soutrage.

Ces droits d'usage ont été définis comme constituant une servitude discontinue non apparente donnant à leurs titulaires le droit d'exiger pour leurs besoins et en raison de leur domicile une portion des produits de la forêt d'autrui.

Au fil du temps, l'exercice de l'usage s'est divisé de telle sorte qu'apparurent dans le ressort de chacune des paroisses de la forêt usagère de la Teste de Buch deux catégories d'habitants :

• les uns ne disposant que des droits d'usage pour le bois de chauffage et le bois de construction (et subsidiairement de glandage et de pacage) que l'on distingua sous dénomination « d'usagers non ayant-pins » ;
• les autres conservant les droits d'usage pour le bois de chauffage et le bois de construction mais aussi le droit d'extraire de la résine de la forêt dénommés «usagers ayant-pins» ou «propriétaires ».

C'est dans ce contexte juridique qu'une autorisation de plan simple de gestion rentrerait en totale contradiction avec les textes s'appliquant en l'espèce.

Il ne s'agit nullement d'un folklore local mais bien de règles ancestrales, symboles de notre patrimoine culturel, et ayant permis à ce massif de développer son caractère environnemental exceptionnel.

Car l'autre richesse de ce massif, au-delà de son régime juridique unique en France, réside surtout dans la qualité de sa biodiversité générée grâce à ces usages de gestion. C'est un exemple authentique de développement durable : la richesse des espèces végétales le composant, la faune le peuplant en abondance, l'épaisseur de son sous-bois en faisant un moyen de défense naturel contre l'incendie sont autant de facteurs pour préserver l'équilibre naturel de ce milieu.

Nul doute qu'autoriser un plan simple de gestion, agrément attisant l'intérêt évident d'autres propriétaires en Forêt Usagère à terme, ne pourra que dénaturer ce site remarquable, défigurant cette richesse dont nous sommes les garants en tant que représentants des usagers : ce serait un non-sens environnemental.

L'appel d'air que pourrait provoquer cette autorisation constituerait en outre une réelle contrainte sociétale : comment satisfaire les demandes de prélèvements en bois (vif ou mort) des habitants conformément aux droits d'usage conférés, en pleine expansion actuellement si de tels plans étaient adoptés majoritairement ?

Aussi, une réelle contrainte économique pourrait également faire jour dans la mesure où se poserait la problématique d'appréhender, par anticipation, le possible regain d'activité de commercialisation de la résine de pins eu égard au contexte international en la matière (hausse des matières premières, forte demande de pays émergents, faible qualité de la résine actuellement sur le marché), le gemmage pouvant avoir de fortes conséquences sur la physionomie de la Forêt.

En raison de l'ensemble de ces développements, je vous propose donc, mes chers collègues :

- **D'EMETTRE UN AVIS DEFAVORABLE** à la demande d'agrément aux fins d'autorisation de plan simple de gestion déposée par la Société ATHANOR et portant sur une parcelle intégralement située en Forêt Usagère,

- **DE SOLLICITER** audience des Maires des communes d'Arcachon, de La Teste de Buch, de Lège-Cap-Ferret et de Gujan-Mestras auprès de Madame Barbara POMPILI, Ministre de la transition écologique, afin de lui exposer notre ferme opposition conformément aux développements précités.

Monsieur le Maire :
Lecture de la délibération,

Monsieur DUCASSE :
« Les usagers ont droit au bois mort et abattu pour le chauffage mais au bois *vif* et non pas au bois mort, pour bâtir et construite leurs embarcations. »
Il y a une correction à amener, ensuite je suis content de voir que Mme Pompili a tapé en touche et j'espère que nous arriverons un jour, non pas à un plan de gestion qui serait une sylviculture industrielle, mais un plan de régénération.. que cette forêt dure dans l'intérêt des usagers et dans l'intérêt des propriétaires qui ont les pieds sur terre et qui aiment leur pays et qui ne sont pas là pour faire des affaires.

Monsieur le Maire :
Effectivement, moi le geste de Mme Pompili que je respecte mais je n'y crois pas l'ombre d'une seconde, cette dame a tapé en touche parce que nous étions à quelques jours d'échéances électorales, et nous sommes à quelques mois de l'échéance principale, et évidemment elle a reçu la pétition qui se mesure à plusieurs dizaines de milliers de signatures, elle a mis ça sous le tapis, cela ne veut pas dire qu'elle a pris une décision ferme et définitive, puisqu'elle veut diligenter une enquête.
Une enquête, on n'en a pas besoin, on y est défavorable pour des raisons qui ont été évoquées, on sent bien que derrière, cette société Athanor n'a qu'un seul objectif, faire des transactions commerciales, en se moquant bien des conséquences que cela puisse avoir, et derrière on voit bien qu'il y a quelques propriétaires qui sont prêts à s'engouffrer derrière. Le risque, ce sont des coupes d'hectares entiers dans cette forêt qui mettraient en danger notre équilibre, la biodiversité et même la sécurité.

Cette forêt c'est un des endroits où il y a le plus de départs de feux et c'est l'endroit où il y a le moins d'incendies, tout simplement parce que nous avons une végétation sous cette forêt usagère dans laquelle il y a de l'humidité avec les fougères, la mousse, et il ne faut pas dérégler tout ce système-là, on prendrait inévitablement trop de risques.
Une fois de plus je le redis, j'ai eu l'occasion de le recevoir une fois, M Lemaire est d'un autre monde, il est de la Belgique, qu'il fasse ça chez lui, il a une façon de faire et de se comporter qui est assez ahurissante.
Je ne souhaite pas discuter avec lui, je l'ai fait une fois, il faut que nous les fassions mettre à genoux dans notre intérêt commun.

Monsieur MURET :
Comme vous je trouve ce propriétaire particulièrement coriace et ça ne présage que des contentieux sur la durée, il est bien entendu il est tout à fait souhaitable que la représentation municipale ici réunie se prononce en faveur de ce PSG ; j'adresse un compliment à ceux qui ont rédigé cette délibération, à part la petite erreur qu'a relevée M Ducasse, et que je n'avais pas vue ; c'est toujours assez compliqué et délicat de résumer les choses de la forêt usagère en quelques lignes.
Une petite question, j'imagine que cette délibération sera soumise de la même façon, sous la même forme par les autres maires ?

Monsieur le Maire :
Elle va être proposée aussi au conseil municipal de Gujan, ils font aussi le conseil aujourd'hui, M De Goneville m'a confirmé sa signature et Yves Foulon m'a confirmé la signature aussi.

Monsieur MURET :
Une petite observation, puisque les maires des communes ne sont pas cités, il aurait été préférable de laisser Mme Pompili « ès » qualité de ministre et non pas mettre son nom, pour la bonne raison qu'il pourrait prendre l'idée suite aux résultats des régionales à faire un remaniement ministériel et on ne sait pas si demain alors que cette délibération ne sera pas passée au contrôle de légalité, si Mme Pompili sera encore Ministre, pourtant elle connaît bien notre commune, puisque avant d'être « marcheuse » elle était venue alors qu'elle était encore écologiste, pour visiter le port de la Teste, je m'en souviens très bien.

Je suis étonné, c'est une motion qui a divisé pour essayer de convaincre les pouvoirs ministériels, je l'entends très bien, mais l'ambition qui est portée sur le nouvel essor du gemmage m'a fait un petit peu sourire, cela serait sympathique que ça se produise, mais je n'en vois pas pour l'instant le début, je trouvais ça très optimiste sur un développement quasi industriel, un retour du gemmage, l'arrière-petit-fils de résinier que je suis ne pourrait que s'en réjouir, mais malheureusement je crois que ça n'arrivera pas.

Monsieur BOUDIGUE :
Je voudrais apporter des précisions à ce sujet, depuis la nomination des nouveaux syndics des usagers de la Teste de Buch, avec les syndics de Gujan et en collaboration avec le syndicat des propriétaires nous ne sommes pas restés inactifs.
Nous travaillons sur la production de documents simplifiés, de procédures simplifiées pour les demandes de bois d'œuvre de la part des usagers.

La mise à disposition d'un local pour les syndics généraux proche du pôle forestier du Natus, servira à analyser les demandes de bois et recevoir les usagers qui le souhaitent.
Ce bureau sera avec l'accord du président de l'ACCA situé dans la Maison de la chasse.
Un projet de plan de gestion spécifique à la forêt usagère est à l'étude avec toutes les parties concernées, où le prélèvement de pins vifs se ferait pied par pied selon l'usage et respect des baillettes et transactions. Un test grandeur nature est envisagé avec l'accord d'un propriétaire et du président du syndicat des propriétaires.

Une recherche de méthode non invasive et non destructrice du sous-bois par des engins mécaniques est aussi à l'étude dans le cadre de ce projet, pour rebondir sur ce que disait M Ducasse.
Une étude sur le gemmage est aussi en cours, totalement abandonné en France depuis les années 90. La récolte des molécules présentes dans la gemme des pins, sapins et autres épicéas pourrait reprendre.
La recherche scientifique veut offrir de nouveaux débouchés sur ces molécules, d'un grand intérêt économique, la gemme récoltée en forêt usagère étant de grande qualité.

La forêt usagère est une forêt privée, conditionnelle aux respects de droits d'usage, ces droits quels qu'ils soient, ceux des ayants pins et des usagers doivent respecter les textes qui sont les baillettes et transactions, et qu'aujourd'hui ces droits sont réservés aux usagers du Captalat de Buch.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition
Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. DAVET **DEL2021-06-246**

APPROBATION DU PACTE DE GOUVERNANCE

Mes chers collègues,

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5211-11-2 du CGCT,

Vu la délibération du conseil communautaire du 05 novembre 2020 actant la décision de conclure un pacte de gouvernance,

Vu la délibération du conseil communautaire du 08 avril 2021 relative à l'approbation du pacte de gouvernance,

Vu le pacte de gouvernance joint en annexe,

Considérant qu'il appartient aux communes membres de la Cobas de valider à leur tour le pacte de gouvernance ainsi proposé,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER le pacte de gouvernance établi par la COBAS pour la période du mandat 2021-2026.

APPROBATION DU PACTE DE GOUVERNANCE
Note explicative de synthèse

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 dite Engagement et proximité prévoit l'adoption d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'EPCI.

Après chaque renouvellement général des conseils municipaux et communautaire, le conseil communautaire doit donc se prononcer sur l'opportunité d'établir un pacte de gouvernance. Dans l'affirmative, le pacte de gouvernance devra être approuvé, après avis des conseils municipaux des communes membres sur le projet de pacte.

Le pacte de gouvernance est un outil important au service de l'intercommunalité et de ses communes membres. C'est un document déclinant les grands principes de politiques publiques pour un projet de territoire.

Le pacte présenté par la Cobas a pour objectif de :

- Garantir le respect et la place de tous les conseillers communautaire de la Cobas,
- Permettre l'élaboration, la co-construction d'un projet commun pour le territoire, pour les années à venir.

Ainsi, les politiques publiques de la cobas reposeront sur 3 piliers :

1. La cobas, ses communes membres et ses élus :

Le pacte est fondée sur des valeurs partagées (équilibre territorial, solidarité entre les communes, respect de l'identité des communes, coopération et partage pour travailler en cohérence et transversalité avec les partenaires extérieurs, transparence des activités de l'Intercommunalité, confiance mutuelle basée sur l'engagement de chacun).

La continuité de la présence communale dans la gouvernance communautaire se présente notamment sous la forme d'un Conseil Communautaire (44 conseillers : 7 pour Arcachon, 18 pour La Teste de Buch, 14 pour Gujan-Mestras et 5 pour le Teich).

La Conférence des Maires, instance de concertation et de dialogue, est le pilier de la gouvernance. Les 4 Maires ont connaissance en amont de tous les dossiers et prennent leurs décisions à l'unanimité.

2. La Cobas, ses habitants, son conseil de développement et ses partenaires :

Afin de permettre la participation de la population locale, il sera instauré un Conseil de Développement (CODEV) composé de 24 membres désignés par la Cobas et de 10 habitants tirés au sort par la Cobas. Ce CODEV sera consulté notamment sur les documents de prospective et de planification et constituera un espace pertinent de dialogue et d'échanges.

L'action de la cobas repose également sur des partenariats étroits avec des partenaires privilégiés (le Pays Barval, le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne, le SIBA, le SYBARVAL…)

- La Cobas et ses agents : le pacte s'appuiera sur une administration et un organigramme à l'écoute des enjeux de politiques publiques et disposant de finances stables et basées notamment sur le respect, la solidarité et la collégialité.

Enfin, le pacte de gouvernance se traduira par la réalisation de deux documents :

- Un pacte financier et fiscal qui permettra de coordonner la programmation des interventions entre les communes et l'Agglo, de définir les priorités, d'échanger en vue d'optimiser les ressources et la capacité d'investissement du territoire. Ce pacte sera l'outil de mise en œuvre du projet de territoire et constituera un outil de référence pour la gestion et l'identification des actions à mettre en œuvre.

- Un projet de territoire, document stratégique qui reprendra les diagnostics et les orientations des documents déjà existants et fera le lien entre tous les plans (mobilité, plan climat-air-énergie, Scot, PLH…). Véritable feuille de route de l'Intercommunalité.

Monsieur le Maire :
Lecture de la délibération.

Ce pacte que nous avions déjà évoqué en COBAS est une régularisation par commune.

Monsieur MURET :
Vous vous doutez que c'est un sujet que j'aime bien, puisqu'il a déjà été abordé par 2 fois à la COBAS.
C'est vrai que l'on entend souvent la Présidente nous dire à la COBAS, « non ça c'est des histoires de vos communes, ce n'est pas le lieu pour en parler » ici à la commune on nous a dit que c'est des affaires COBAS.

Cette délibération, c'est l'occasion de traiter un petit peu des 2 sujets. Pour planter le décor, je rappellerai à l'ensemble de nos collègues que ce pacte est un document facultatif, et qu'il n'était pas du tout imposé. La COBAS aurait pu se passer de cette procédure, elle a fait le choix contraire de fonder ce pacte et je pense que vu la pauvreté de ce que l'on y retrouve, on aurait pu s'en passer, puisque ce pacte en réalité ne rassemble, ne compile que les obligations aujourd'hui légales et réglementaires qui s'imposent à une intercommunalité envers l'ensemble des élus du territoire.

Je ne peux pas admettre quand j'entends la présidente de la COBAS, avec un aplomb formidable, nous présenter comme une avancée extraordinaire le fait que simplement on respecte la loi. On aurait pu aller beaucoup plus loin effectivement dans ce pacte de gouvernance, dans le sens de la proximité, de la transparence.
J'aurais souhaité dans ce pacte de gouvernance que l'on améliore le sort des élus municipaux qui ne sont pas des élus communautaires.
C'est une vraie difficulté pour une instance comme notre intercommunalité de faire vivre ces sujets, d'informer, et d'être transparente et d'aller vers ces élus municipaux de nos 4 communes qui n'ont pas toute l'information de ceux qui siègent à la COBAS.

La présidente se contente du transfert de mail des ordres du jour, je pense que l'on aurait pu faire beaucoup mieux, on aurait pu faire une communication spécifique à leur intention, on aurait pu faire une conférence des communes, puisque l'expression est la sienne, qui aurait pu rassembler une fois par an tous ces élus municipaux.
On a plusieurs incongruités si je puis me permettre le terme : par exemple M Dufailly qui est adjoint aux sports, n'est pas élu communautaire, en tout cas formellement, parce que j'imagine que ça se passe autrement, mais formellement il est exclu de tous les débats que peut avoir la COBAS sur les DSP, les politiques sportives dont elle a à connaître.

Effectivement ce pacte de gouvernance aurait pu être le moyen d'instituer une conférence des élus aux sports, des outils, des instruments qui auraient permis une meilleure circulation de l'information et en tout cas une meilleure information dans l'exercice de leurs mandats municipaux de l'ensemble des élus.
La pratique aujourd'hui de la gouvernance à la COBAS, moi, je suis un jeune élu, c'est la première fois que je siège, je suis quand même encore un petit peu surpris de ce que j'y découvre.
Pour moi c'est un des premiers actes manqués, quand on a foulé aux pieds le règlement intérieur que nous venions à peine de voter, la présidente qui avait instauré une règle très généreuse, très ouverte, très transparente très empreinte de bon sens et de démocratie, elle avait prévu de confier la présidence de la commission des finances à un membre de l'opposition.

Cela ne s'est pas passé comme ça puisque effectivement l'exécutif a voulu choisir à la place de l'opposition le membre qui devait représenter et présider la commission des finances. Que s'est-il passé, après tout ça, après ses grandes déclarations et ses bonnes intentions, eh bien c'est la présidente elle-même qui cumule la présidence de la commission des finances, tout ça est un petit peu aberrant, mais le manque de respect à l'endroit des élus de l'opposition au sein de notre COBAS, on le connaît ne serait-ce qu'avec le fameux sujet de la convocation à 15 heures, dont vous savez que j'en fais une petite affaire personnelle.

Dès le début du mandat quand on a vu les différentes convocations nous nous sommes émus de cet horaire qui n'était pas du tout coutumier des assemblées de la COBAS, et qui interdisait de fait à certains élus, y compris dans les majorités, de siéger parce qu'ils ont des obligations professionnelles dans l'après-midi.
Que croyez-vous qu'a répondu la présidente. Elle n'a pas dit « bon j'entends, oui je comprends, parfois nous ferons le conseil à 17 heures, je vais trancher, couper en 2 à 16 heures », non ce n'est pas du tout ce que nous avons entendu, nous avons entendu, « c'est 15 heures, je l'ai décidé et c'est comme ça et il n'y a pas besoin d'être un ss allemand pour le comprendre ». Comprendra qui peut.

Effectivement on aurait pu faire de ce pacte un outil de progrès et d'amélioration des conditions d'exercice de notre interco, cette COBAS qui n'est pas simplement une chambre d'enregistrement, et là je n'utiliserai pas l'expression que vous n'aimez pas M le Maire, de parlement godillot, puisque même si elle est dans tous les bons ouvrages de sciences politiques.

Les élus s'y expriment très peu, rares sont les dissonances au sein de la COBAS, il y a très peu d'interventions en dehors des rapports des délibérations, on est en fait dans une vraie cathédrale d'autosatisfaction où à longueur de séance on nous dessert avec souvent la plus grande mauvaise foi, une doxa du pouvoir monocorde et sans nuances.

C'est un petit peu soporifique, on aurait pu encore une fois améliorer les choses ; pour toutes ces raisons M Le Maire je puis vous reprocher à vous qui êtes le vice-président délégué à la gouvernance, de ne pas avoir pris à bras-le-corps ce sujet et de ne pas avoir fait quelque chose de plus ambitieux de ce pacte de gouvernance.
Je regrette que ce soit resté à l'état embryonnaire avec en fait une enveloppe pour tout dire assez vide.
C'est en l'état que la présidente l'a souhaité et je ne vous le reproche pas, puisque je sais bien que cette pratique et codification de ce qui existe aujourd'hui ça vient d'elle et pas de vous…..

Monsieur le Maire :
Merci M Muret….

Monsieur MURET :
Je n'ai pas fini, vous auriez pu à cette occasion moderniser notre institution, la dépoussiérer se tourner vers plus de proximité, plus de transparence, telle n'a pas été la volonté de la présidence, et par votre silence, M le Maire, et en dépit de votre délégation, vous en êtes quelque part le complice. Les délais n'ont pas été respectés dans la notion de ce pacte, on est totalement hors légalité, mais ce n'est pas grave, là il n'y aura pas de recours sur un document qui finalement n'est qu'intentionnel.

Le pacte financier fiscal en revanche qui est prévu par ce pacte de gouvernance, il est intéressant, et nous sur les rangs de l'opposition nous l'attendons, la présidente nous l'avait promis pour le mois de juin, le mois de juin est fini et nous n'avons pas vu le début du

commencement du pacte financier et fiscal de la COBAS pour ce mandat, si vous pouviez nous en dire un petit peu M le Maire.
En l'état de pacte bien mince, bien peu innovant, bien peu ambitieux, nous et notre groupe nous nous abstiendrons sur cette délibération.

Monsieur le Maire :
Vous savez, je sais vous souffrez de quelque chose M Muret, c'est vrai que mon prédécesseur ne parlait de rien et à personne, donc effectivement vous n'aviez pas toutes les informations.
Nous, ici, c'est tout à fait le contraire, les élus même s'ils ne sont pas à la COBAS, nous nous voyons régulièrement, nous échangeons et ils ont toutes les informations.

Après, vous faites tout un fromage sur toutes ces choses-là, le pacte de gouvernance vous voulez vous abstenir, moi je n'en dirai pas plus, vous faites ce que vous voulez. Aujourd'hui il y a une mise en place et sachez que de l'ambition moi j'en ai effectivement beaucoup, c'est pour ma ville, pendant un an, puisque cela faisait un an hier que nous sommes en place, on a fait beaucoup de choses et on va continuer à en faire, avec le pacte ou sans le pacte de gouvernance.
Nous passons au vote,
M Muret, vous vous opposez ? J'ai posé la question, vous n'avez pas levé le bras,

Monsieur MURET :
Vous allez trop vite…

Monsieur le Maire :
Vous ne comprenez pas tout…

Monsieur MURET :
Vous reposez……..

Monsieur le Maire :
Je ne repose rien, M Muret, on n'est pas à l'école là, attention, ne faites pas le turbulent, soyez correct, s'il vous plaît, je sais que ce n'est pas votre marque de fabrique, la correction, moi c'est la mienne, alors attention, et là je suis sérieux.
Une autre remarque de ce type-là je vous fous dehors, je vous le certifie.

Monsieur DUCASSE :
Je voudrais appeler à la sagesse, M le Maire, le haka est terminé, on fait un match propre maintenant.

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : M. DUCASSE – Mme PHILIP par procuration – M. MAISONNAVE – Mme DELMAS – M. MURET – Mme MONTEIL MACARD

Le dossier est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Rapporteur : M. BOUDIGUE **DEL2021-06-246**

BUDGET PRINCIPAL
Exercice 2021

Créance éteinte suite à une procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire par la commission de surendettement de la Banque de France

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi de finances rectificative n°2010-1658 et des décrets consécutifs, notamment l'article 55,
Vu l'instruction codificatrice numéro 11-022-MO du 16/12/2011sur le recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,
Vu le courrier de Madame la trésorière d'Arcachon en date du 29 avril 2021,

Mes chers collègues,

Considérant la décision de la commission de surendettement de la Banque de France en date du 18/03/2021, prononçant l'effacement de la dette d'un débiteur à l'égard de la Ville dans le cadre d'un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire pour un montant de 150.26 €.

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la Commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, service à la population du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- CONSTATER l'effacement du solde de la dette au titre de recettes n°1485 de l'exercice 2018,

- IMPUTER ces dépenses d'un montant total de 150.26 € à la nature 6542, fonction 01 du budget principal 2021 de la commune,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ce dossier.

Constatation d'extinction de créance suite à une procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire suite à une procédure de surendettement
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Conformément au principe de séparation entre l'ordonnateur et le comptable posé par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 (article L2343-1 du CGCT), le comptable de la commune est chargé seul et sous sa responsabilité d'exécuter les recettes, de poursuivre la rentrée de tous les revenus de la commune et de toutes les sommes qui lui sont dues.

Pour cela et conformément à l'instruction comptable n°11-022-MO en date du 16 décembre 2011, relative au recouvrement des recettes publiques des collectivités territoriales, en application de l'article 55 de la loi de finances rectificative n°2010-1658 et de ses décrets consécutifs, le comptable public dispose d'un panel de moyens amiables et contentieux à l'encontre des débiteurs de la commune.

Lorsque le comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites à sa disposition, n'a pas pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander à la collectivité l'admission en non-valeur de ces sommes.

L'admission en non-valeur doit être prononcée par le Conseil Municipal sur présentation d'un état des sommes non recouvrées détaillant les noms des débiteurs, les montants, les motifs du non recouvrement.

Cette procédure correspond à un apurement comptable qui se traduit par une charge dans le budget au compte 6541.

L'instruction comptable M14 fait la distinction depuis le 01 janvier 2012 entre les créances éteintes et les créances à admettre en non-valeur (poursuites sans effet, créances minimes, personnes disparues, …).

Les créances éteintes sont des créances qui restant valides juridiquement en la forme et au fonds mais dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement. Cette procédure se traduit par une charge dans le budget au compte 6542.

Il s'agit notamment :

- Du prononcé d'un jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (article 643-11 du code du commerce) ;
- Du prononcé de la décision du juge du Tribunal d'Instance de rendre exécutoire une recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (article L332-5 du code de la consommation) ;
- Du prononcé de la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (article L332-9 du code de la consommation).

Par courrier en date du 29/04/2021, Madame La Trésorière d'Arcachon, nous a informé d'une décision de la commission de surendettement de la Banque de France, décidant l'annulation de la dette d'un débiteur de la ville suite à une procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire, pour un montant de 150.26 €.

Le tableau ci-dessous détaille le montant de la perte liée à ce jugement :

Objet	Lieu	Date du jugement	Type de jugement	Exercice	N°titre	Objet du titre de recettes	Montant créances éteintes
CREANCES ETEINTES 2021	Commission de surendettement de la Banque de France	18/03/2021	Rétablissement personnel sans liquidation judiciaire	2018	1485	location salle de receptions	150,26 €
Total créances éteintes							**150,26 €**

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir constater l'effacement de cette dette pour un montant de 150.26 €. Cette dépense est imputée à l'article 6542 « créances éteintes » du budget principal 2021.

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue, des interventions ? Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : M. BOUDIGUE **DEL2021-06-247**

DROITS DE PLACE DU MARCHE MUNICIPAL EXTERIEUR EN RAISON DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID 19 POUR LES COMMERCANTS ABONNES EXERCANT UNE ACTIVITE NON ALIMENTAIRE <u>EXONERATION DU MOIS D'AVRIL 2021</u>

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2331-2

Vu le décret n°2021-384 du 2 avril 2021 modifiant le décret n°2020-130 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Vu la délibération n°2020-12-525 du 18 décembre 2020 fixant les tarifs publics 2021

Mes chers collègues,

Considérant–qu'il appartient au conseil municipal de fixer les tarifs d'occupation du domaine public,

Considérant que durant la période du 4 avril au 19 mai 2021, seuls les commerces alimentaires ou proposant la vente de plantes, fleurs, engrais, semences et plants d'espèces fruitières ou légumières étaient autorisés dans les marchés ouverts ou couverts,

Considérant que la commune a décidé de soutenir les commerçants abonnés du marché extérieur municipal exerçant une activité non alimentaire,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCORDER une exonération des droits de place pour les commerçants précités dont la liste est annexée à la présente délibération, correspondant à un montant total de 10 332 euros.
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents y afférents.

DROITS DE PLACE DU MARCHE MUNICIPAL EXTERIEUR EN RAISON DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID 19 POUR LES COMMERCANTS ABONNES EXERCANT UNE ACTIVITE NON ALIMENTAIRE
EXONERATION DU MOIS D'AVRIL 2021

Note explicative de synthèse

L'état d'urgence sanitaire et la mise d'un confinement ont rendu impossible l'occupation du domaine public pour les commerces non alimentaires au sein du marché municipal extérieur.

Cette situation, sans mesure de soutien, peut mettre en péril la viabilité de certaines entreprises notamment les plus fragiles ou les plus récentes.

En effet, par décret du 2 avril 2021, le Gouvernement a ordonné la fermeture des commerces non alimentaires du 4 avril au 19 mai 2021.

Après concertation et échanges avec les associations de commerçants, la Commune souhaite une nouvelle fois mettre en œuvre des mesures complémentaires afin de soutenir les commerçants exerçant une activité non alimentaire qui ont été impactés par les mesures gouvernementales liées à la crise sanitaire et n'ayant pu exercer leur activité.

Il est proposé au conseil municipal d'accorder une exonération de droits de place aux commerçants abonnés du marché municipal extérieur.

Annexes : Liste des commerçants concernés par la mesure

	Abonnés activités non essentielles	Activités	Prix
1	**ABSOLUMENT PLUMES (ERNANDES)**	bijoux fantaisies	31,50 €
1	**ALIK Mehdi**	Présentoir à couteaux, parapluie	126,00 €
1	**ALIOT Fréderique**	vêtements enfant	94,50 €
1	**ALOHA (LOZANO José)**	vêtement, fripes	189,00 €
1	**ASMARD Jean**	confection-bonneterie	126,00 €
1	**AZAIS Casimir**	bijoux	63,00 €
1	**AZAIS Christian**	textile	126,00 €
1	**BADETZ Isabelle**	poterie	126,00 €
1	**BENHAIM Francis**	Chaussures	63,00 €
1	**BENSOUSSAN Réouven**	textile	126,00 €
1	**BIELSA-GIRIBET Katia**	foutas, maillots de bain femme	126,00 €
1	**BLECH Didier**	vêtements femmes	126,00 €
1	**Bleu Soleil (JAVELOT Catherine)**	cadeaux, décoration de la table	63,00 €
1	**BOREL Christiane**	peinture	189,00 €
1	**BRUNET Maryse**	bijoux	63,00 €
1	**CARRIE Vincent**	Ustensiles de cuisines	126,00 €
1	**CHAPELLE Christelle**	chaussures	126,00 €
1	**CHEVALLIER Laurent**	maroquinerie; …	94,50 €
1	**COLLIN Karine**	accessoires femmes	126,00 €
1	**CROSET Jérôme**	chaussures, vêtements femme	126,00 €
1	**DIOP Ali**	artisanat africain	189,00 €

1	**DIOP Mamadou**	artisanat africain	94,50 €
1	**DRAY Rahma**	textile homme	252,00 €
1	**DREAN Philippe**	textile	63,00 €
1	**DUMARTIN Cécile**	prêt à porter femme	252,00 €
1	**ECO-STYLE (JOANEL Kenny)**	chaussures	94,50 €
1	**ENTREPRISE STEPHANE ALISON (FARGEAS Fernand)**	brocante	94,50 €
1	**FAVERJON Brigitte**	vêtements bébés	126,00 €
1	**FAVREAU Fabien**	textile féminin	94,50 €
1	**FERNANDES Sylvain**	bijoux	31,50 €
1	**FOUCHE BOUGOIN Céline**	Chaussons pour enfants, bonnets	126,00 €
1	**GARDAIS Jacky**	leggins	126,00 €
1	**GAY Marie**	textile	252,00 €
1	**GAY Olivier**	textile femmes	126,00 €
1	**GIRALDES Lucie**	Décorations fait main	31,50 €
1	**GONFALONIERI Nadège**	collants,leggins	63,00 €
1	**GUEDJ Marie**	cosmétiques	94,50 €
1	**HANDSCHUTTER Alain**	linge maison,couettes	126,00 €
1	**IMAGIN(KROSZAWIC Nathalie)**	Tableaux	126,00 €
1	**JACOBS COMPANY**	textile	126,00 €
1	**JORY Christina**	lingerie	94,50 €
1	**JOURNET Pascale**	porte monnaie	126,00 €

1	**KALFA Andre**	Vêtements femmes	189,00 €
1	**KESETIAAN (SUPRIATNA Sylvie / PERRIAT Matthieu)**	bijoux	189,00 €
1	**KHAN Nasir Ahmad**	textile homme	252,00 €
1	**Le Petit Souk d'Hanna**	Sacs et Bijoux	63,00 €
1	**LORIEUL Grégory**	Linge de maison	189,00 €
1	**LOUGRAT Elise**	fripes	189,00 €
1	**LOZADA Marie**	lingerie féminine	283,50 €
1	**MANOLEO FANTAISIES (Pereillo)**	Paniers et sacs artisanauts	63,00 €
1	**MARBOEUF Valérie / Samuel**	vestimentaire femme	157,50 €
1	**MAREE HAUTE (PINSOLLE Philippe)**	deco marine	126,00 €
1	**MASSINET Fabien**	chaussures	252,00 €
1	**MENUISERIES JP HERNANDEZ**	fenêtre, portail	63,00 €
1	**METBACH Henri**	vêtements femme	63,00 €
1	**MOINOT Maurice**	textile enfants	63,00 €
1	**MORA Sophie**	accessoires féminin	126,00 €
1	**MOREL Patricia**	livres	94,50 €
1	**NAVARRI Sylvie**	bijoux	252,00 €
1	**NOLIBOS Laurent**	bijoux	126,00 €
1	**OVALET Pierrick**	Foutas, écharpes, nappes	126,00 €
1	**PAILHAS Christelle (Delporte)**	bijoux, coques téléphone	157,50 €
1	**PEREZ David**	Prêt à porter	94,50 €
1	**PEREZ Yan / PEREZ Bernadette**	textile féminin	378,00 €

1	**PICHONNET Bruno**	Minéraux	126,00 €
1	**PONT Ludovic**	bijoux fantaisies, montres	63,00 €
1	**REINHARD Catherine**	soldes	63,00 €
1	**ROMERO Jean-Marc**	textile homme enfants-ados	126,00 €
1	**ROMUALD Eric**	legging, bonnet, maillot de bain	189,00 €
1	**SAMB Mamadou Lamine / Papa**	objets africains	94,50 €
1	**STOP FASHION (ASNAR)**	prêt à porter	252,00 €
1	**TARAZON Swany**	accessoires téléphone	63,00 €
1	**TRIBU (Lacoste)**	création textiles, sacs	63,00 €
1	**TURANI Y BELLOTO Yannick**	linge de table	252,00 €
1	**V CREATION (LE COCQ Vohangy)**	bijoux fantaisies	94,50 €
1	**VENTURA Sophie**	textile féminin	252,00 €
1	**WINTERSTEIN Bruno**	soldeurs	31,50 €
1	**WINTERSTEIN Eric**	soldeurs	126,00 €
1	**WINTERSTEIN Jean (65)**	soldeurs	63,00 €
1	**WINTERSTEIN Jean(dic)**	soldeurs	31,50 €
80	**TOTAL**		**10 332,00 €**

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue, là ce sont des cotisations réglées par les commerçants, ils ne règleront pas le mois de juillet, qui correspondra au mois d'avril.
Ils n'ont pas pu fonctionner normalement, c'est pour les gens du marché extérieur, on a souhaité faire ce geste supplémentaire pour nos commerçants extérieurs qui viennent régulièrement.
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : M BERNARD **DEL2021-06-248**

TARIFICATION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LE TOURNAGE DE FILMS ET DE PRISE DE VUE AU MOYEN DE DRONE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2 et L2331-2,

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs sans équipage à bord,

Vu l'arrêté municipal du 29 mars 2021 réglementant l'utilisation d'engins volants de type drone sur le territoire communal,

Vu la délibération n°2020-12-525 du 18 décembre 2020 fixant les tarifs publics 2021,

Mes chers collègues,

Considérant que qu'il appartient au conseil municipal de fixer les tarifs d'occupation du domaine public,

Considérant que le nombre de demande de tournage de film ou de prise de vue au moyen de drone est en forte augmentation sur le territoire communal,

Considérant qu'à ce jour aucun tarif n'était prévu pour ces tournages ou prise de vue, il convient donc d'adopter les redevances correspondantes pour l'année 2021,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- FIXER le montant de la redevance liée à l'occupation du domaine public pour le tournage de film à 150 euros/jour,

- FIXER le montant de la redevance liée à l'occupation du domaine public pour l'utilisation d'un drone à titre professionnel à 35 euros /jour par zone d'exclusion de tiers

TARIFICATION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR LE TOURNAGE DE FILMS ET DE PRISE DE VUE AU MOYEN DE DRONE

Note explicative de synthèse

Cette délibération doit apporter un cadre juridique à l'utilisation du domaine public lors de tournage de film et de prise de vue de drone. Aujourd'hui, aucun tarif n'est prévu pour ce genre d'opération qui représente une perte financière non négligeable pour la commune, alors que l'image de la ville et du territoire testerin est utilisée dans de nombreux reportages, films, ou publicité à des fins commerciales.

Lors de la délivrance d'une autorisation d'occupation du domaine public pour l'utilisation de drone, la réglementation prévoit une zone pour sécuriser le vol afin de limiter les risques en cas d'atterrissage d'urgence voir de crash.

Le pilote utilise la zone d'exclusion de tiers pour effectuer ces opérations de décollage et d'atterrissage. Pour information, cette zone ne peut être inférieure à 10 mètres de rayon pour faciliter le pilotage du drone en toute sécurité

Monsieur le Maire :
Merci M Bernard, nous avons décidé de mettre cela en place, nous avons une cinquantaine de demandes par an, donc il n'était pas inutile de mettre en place cette délibération.

Monsieur MURET :
En fait je n'ai pas compris, M le Maire arrête pas de le dire, je ne comprends pas tout, je ne comprends pas pourquoi 2 tarifs, films et prises de vues, si vous pouvez me détailler le fonctionnement. Pourquoi un régime tarifaire différent….

Monsieur BERNARD
On peut tout comprendre, le film, ce sont des images qui durent pendant un certain temps, destinées à des opérations commerciales. Quand on pense film, on peut penser « aux petits mouchoirs », ce sont à des utilisations des films d'une grande dimension alors que les autres images qui peuvent être des images plutôt à courte durée pour contribuer par exemple au développement d'un produit qui pourraient être des opérations de marketing par exemple à dimension de bâti immobilier, des opérations plus courtes, ce sont plutôt des photographies ou des films à usage non pas grand public au sens des dimensions de distribution, à du professionnalisme, c'est à usage commercial plutôt que film qui est à usage cinématographique grande diffusion.
La nuance est difficile.

Monsieur le Maire :
Pour compléter, il y a 2 tarifs, le tarif à la journée de 150€ et il y a le tarif pour les décollages qui est à 35 €.
Celui qui va l'utiliser aura 150€ dans un premier temps et ensuite décollage, atterrissage à 35€.
C'est pour une zone de protection, on délimite une zone pour éviter que les gens ne prennent un drone sur la tête.
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme OTHABURU **DEL2021-06-249**

TARIFICATION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'IMPLANTATION DE NOUVEAUX MARCHÉS

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2331-2

Vu la délibération n°2020-12-525 du 18 décembre 2020 fixant les tarifs publics 2021

Mes chers collègues,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer les tarifs d'occupation du domaine public,

Considérant que la commune a décidé de redynamiser les activités sur le centre-ville en organisant des marchés nocturnes à La Teste de Buch, à Cazaux ainsi qu'un marché des producteurs à Pyla sur Mer.

Considérant qu'à ce jour aucun tarif n'était prévu pour ce type de marché, il convient donc d'adopter les redevances correspondantes pour l'année 2021

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget, services à la population du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- FIXER le montant de la redevance pour l'occupation du domaine public lors de ces marchés comme suit :

  - Marchés nocturnes de La Teste de Buch : 4 € m²/jour.
  - Marchés nocturne à Cazaux : 2 € m²/jour.
  - Marchés des producteurs à Pyla sur Mer : 2 € m²/jour.

Etant précisé que la taille des stands sera de 9 m² minimum et doit fonctionner par carreaux de 3x3m.

TARIFICATION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'IMPLANTATION DE NOUVEAUX MARCHÉS

Note explicative de synthèse

Cet été, la ville de La Teste de Buch souhaite redynamiser son cœur de ville et organiser de nouveaux marchés sur l'ensemble du territoire :

Des marchés nocturnes, Place du Marché, de 18h à 22h

- Vendredi 16 juillet 2021
- Vendredi 6 août 2021
- Vendredi 20 août 2021
- Vendredi 17 septembre 2021

Des marchés nocturnes à Cazaux, de 18h à 22h

- Samedi 7 Août 2021, Esplanade Jean Labat
- Samedi 21 Août 2021, Place du Général de Gaulle

Les marchés nocturnes accueilleront des créateurs et artisans non alimentaires avec une priorité donnée aux locaux.

Des marchés diurnes à Pyla sur Mer, Avenue de l'Ermitage, de 9h à 13h

- Vendredi 9 juillet 2021
- Vendredi 16 juillet 2021
- Vendredi 23 Juillet 2021
- Vendredi 30 juillet 2021
- Vendredi 6 Août 2021
- Vendredi 13 Août 2021
- Vendredi 20 Août 2021
- Vendredi 27 Août 2021

Les marchés diurnes du Pyla seront dédiés aux commerçants et artisans principalement alimentaires avec une priorité donnée aux locaux et à l'agriculture biologique.

A ce jour, les tarifs publics 2021 ne prévoient pas de tarifs pour la création de ces nouveaux marchés. Ainsi, il convient de :

– FIXER le montant de la redevance pour l'occupation du domaine public lors de ces marchés comme suit :

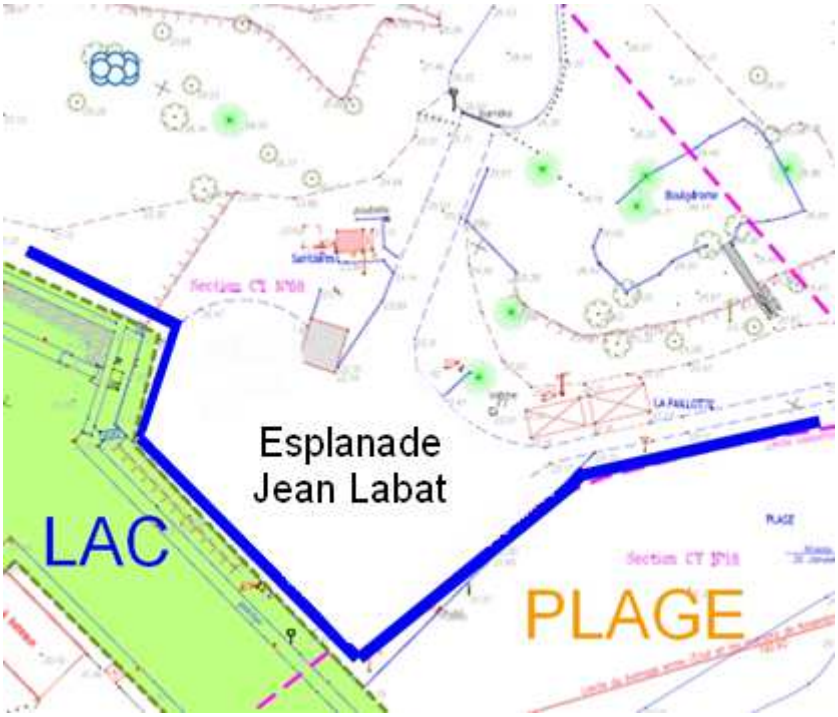
- Marchés nocturnes de La Teste de Buch : 4 € m²/jour.
- Marchés nocturne à Cazaux : 2 € m²/jour.
- Marché des producteurs à Pyla sur Mer : 2 € m²/jour.

Etant précisé que la taille des stands sera de 9 m² minimum et doit fonctionner par carreaux de 3x3m.

Place du marché LA TESTE DE BUCH



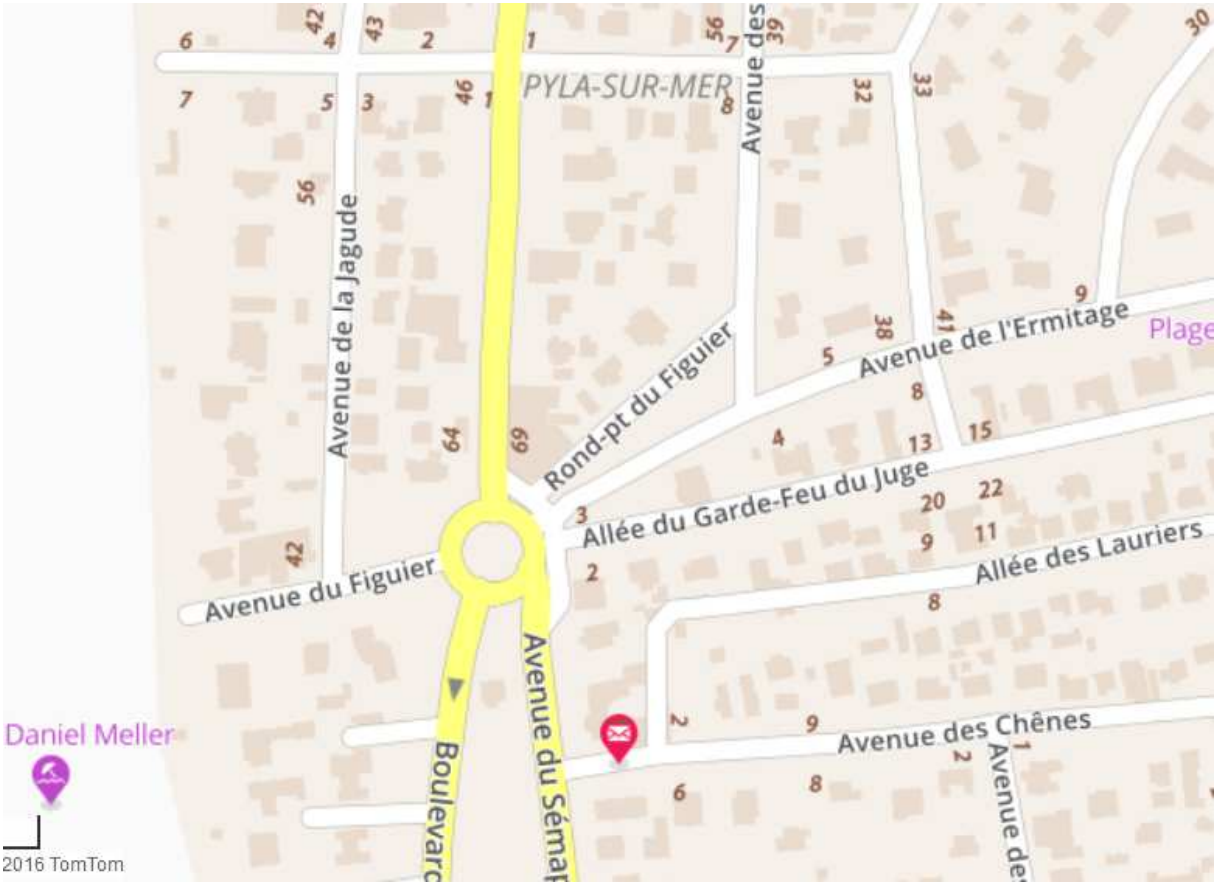
Esplanade Jean Labat Lac de CAZAUX



Plan Place du Général de Gaulle, CAZAUX



Avenue de l'Ermitage PYLA SUR MER



Madame Othaburu
Lecture de la délibération
Je vous ai préparé un power point qui reprend les manifestations des marchés

Monsieur le Maire
Merci Mme Othaburu, si vous me posez la question pourquoi 4€ pour la Teste et 2€ pour Cazaux et Pyla, c'est à titre expérimental, et si ça fonctionne bien on le mettra à 4€

Madame Monteil-Macard :
Concernant les 8 marchés du Pyla est-ce qu'il y a eu une concertation avec les commerçants ?

Madame Othaburu :
Hors micro….

Madame Monteil-Macard :
Je les ai rencontrés hier et ils m'ont dit ne pas être au courant de cette situation et de la création des 8 marchés en juillet et août.

Madame Othaburu :
A première vue ils ont été informés et ils sont au courant

Madame Monteil-Macard :
On leur avait déjà posé la question et on n'avait pas fait ces marchés parce que les commerçants étaient contre.

Madame Othaburu :
Nous avons travaillé avec Éric Bernard sur le sujet.

Monsieur Bernard
Cette information sur le marché expérimental des producteurs à Pyla , c'est un sujet qui a été évoqué à plusieurs reprises.
Nous savons très bien que les commerçants qui sont à proximité, notamment ceux qui sont concernés le plus directement, le savaient, ce n'est pas une nouvelle récente.
Maintenant chacun peut défendre ses intérêts propres, notre but c'est que la population soit la mieux satisfaite possible, c'est quelque chose qui n'est pas énorme, qui débute doucement, c'est un segment qui n'est pas totalement à l'identique des produits développés en superette, ou des produits qui sont développés en commerce alimentaire qui sont plus loin. On est dans un segment qui est distinct, donc c'est complémentaire, c'est en ce sens-là qu'on le voit.
On est dans une ouverture de diversité et quand on s'adresse à des producteurs on est aussi sur la logique plutôt bio, ou des produits du terroir local.
Chacun va dire qui est d'accord ou pas d'accord, libre à chacun.

Monsieur le Maire
Là c'est que les vendredis, il reste 6 jours supplémentaires, un marché c'est fait pour emmener du monde en général et pas forcément du monde qui vient habituellement peut-être chez les commerçants concernés. Je ne vois absolument pas de concurrence et pour preuve M Bouyroux va vous en parler, depuis que nous avons fait le marché à Cazaux du mardi qui s'est amplifié, nous avons fait le marché du samedi, les commerçants n'en sont que ravis.

Monsieur Bouyroux
Je profite de cette délibération pour vous parler du marché de Cazaux. Il y a un an, il y avait 4-5 commerçants le mardi matin à Cazaux. Nous avons cherché à développer ce marché en

faisant venir de nouveaux commerçants, notamment un poissonnier, un traiteur et des commerçants non-alimentaires comme des marchands de vêtements, sacs et accessoires. Aujourd'hui, il y a une dizaine de commerçants présents chaque mardi matin.

Dans le cadre de la redynamisation de Cazaux et afin de proposer le même service à tous les Cazalines et Cazalins, notamment les actifs qui travaillent du lundi au vendredi et qui ne peuvent donc pas profiter du marché du mardi matin, nous avons créé un nouveau marché le samedi matin.
Ce dernier a été lancé il y a 3 semaines.
Les Cazalines et Cazalins sont au rendez-vous lors de ces deux jours de marché pour le plus grand bonheur des commerçants.

L'année prochaine, les habitants pourront faire leurs courses à l'abri les jours de pluie, puisque la halle devrait être opérationnelle pour la saison 2022.

Madame Monteil-Macard :
Oui, j'entends très bien, quand nous avons créé le marché de Cazaux le mardi, il y avait la demande des Cazalins, et effectivement ils sont éloignés du marché municipal, Pyla… nous sommes à 5 minutes du marché municipal, il y a des producteurs bio qui vont être gênés par cette situation.

Monsieur le Maire :
On fait un test et on agira, on va mettre en place ce marché et on fera un bilan à l'issue de cette saison.

Monsieur DUCASSE :
Juste un mot pour dire que c'est génial de redynamiser après un an de brouillard et d'inquiétudes cela fait du bien, c'est dommage que l'on n'ait pas fait cette consultation préalable au moins au Pyla, respectons aussi la légalité comme pour le pacte de gouvernance, ne pas faire les choses, mettre la charrue avant les bœufs, bien qu'il y ait eu des affiches pour prévenir à l'avance.

Monsieur Bernard
Le premier conseil de quartier qui a eu lieu… on l'a évoqué en même temps que nous avions évoqué bien en amont de la réunion plénière de conseil de quartier, les orientations que nous prendrions en matière d'animations du quartier du Pyla.
Ce n'est pas un secret, on est en mode expérimental, on pense répondre à une demande qui a été plébiscitée dès que ça a été annoncé par moi-même aux élus du conseil de quartier.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,
Opposition : pas d'opposition

Abstentions : M. DUCASSE – Mme PHILIP par procuration – M. MAISONNAVE – Mme DELMAS – M. MURET – Mme MONTEIL MACARD

Madame Monteil-Macard :
On s'abstient, par rapport à cette délibération, on est d'accord sur le principe mais on s'abstient par rapport au Pyla, et l'information qui n'a pas été relayée M Bernard.

Madame OTHABURU :

Pour en revenir à l'ensemble des marchés, j'ai préparé avec Astrid un tableau qui reprend l'ensemble des manifestations de l'été, dont les marchés font partis,
Les guinguettes du marché … ce qui pouvait être appelé auparavant les Noctambouches auront lieu en marché nocturne durant le mois de juillet et août à titre expérimental, ce sera de 18 à 22h tous les 15 jours le vendredi soir avec l'association du marché intérieur qui sont co-organisateurs et nous avons également sollicité des marchands ambulants extérieurs qui ne sont pas forcément les mêmes que ceux du matin.
Nous allons voir ce que cela donne, nous allons prévoir également une guinguette du marché en septembre au moment de l'ouverture de la saison culturelle qui sera couplée le même soir, le 17/09.

Ensuite les marchés nocturnes de Cazaux, même format 18h 22h le 7/08 sur l'esplanade Jean Labat et le 21/08 place du général de Gaulle. Evidemment l'objectif c'est de dynamiser les quartiers et le centre-ville et de développer l'économie locale par un effet d'entrainement de passage de population touriste ou locale qui va drainer de l'économie sur les commerçants alentour.
La preuve a été faite déjà avec l'interrogation des commerçants et des acteurs touristiques que nous avons sollicités pour avoir un avis, y compris ceux du quartier du Pyla et qui étaient tout à fait favorables à ce genre de manifestations pour justement créer des synergies commerciales sur l'ensemble du quartier.

La cible de ces marchés c'est évidemment les personnes qui habitent les quartiers, les touristes et que ce soit intergénérationnel puisque certains quartiers sont plus ou moins peuplés de personnes plus ou moins âgées ou de gens plus jeunes, notamment à Cazaux nous avons remarqué le marché du samedi intéresse des habitants de Cazaux qui se sont rajeunis et qui ne sont pas là de la semaine, travaillant à l'extérieur, et qui sont contents de pouvoir venir au marché et le samedi matin et sur les nocturnes.
Le concept ça va être plusieurs espaces avec des espaces thématiques, de la restauration, de la buvette, de l'animation musicale qui sera prise en charge côté musical par les commerçants du marché intérieur.

La suite c'est la Matinée des producteurs à Pyla, c'est en fait un marché bio élargi aux produits non alimentaires, des productions de vêtements, de l'agriculture raisonnée, des circuits courts les producteurs locaux, c'est très différent de la superette ou des commerçants qui sont autour, c'est complémentaire.
Il a 4 dates en juillet et 4 dates en août, les 6, 13, 20,27/08 c'est à titre expérimental, nous verrons ce que ça donne, pour dynamiser le quartier du Pyla en proposant un marché qui est adapté aux attentes de la population et ça je le confirme.
La cible c'est bien sur la population locale, également les touristes avec une particularité de ce quartier, ce sont des catégories socio-professionnelles avec moyens financiers un peu plus élevés que la moyenne.

Le port de la Teste… nous avons souhaité le dynamiser. Les fêtes du port telles qu'elles sont d'habitude organisées étaient difficiles à imaginer en période Covid, nous avons travaillé avec le comité des fêtes et M Bordagaray pour arriver à une solution un peu hybride cette année, on va dire une petite fête du port, nous les avons appelées autrement pour justement ne pas les assimiler à ce qui se faisait d'habitude.
Avec le comité des fêtes nous avons choisi les Nuits du port de la Teste qui auront lieu aux dates prévues par le comité des fêtes du 29/07 au 01/08 de 19h à minuit, c'est le comité des fêtes qui organise conjointement avec la mairie , la restauration, les animations musicales et le plan d'occupation de ces fêtes qui sera un peu diffèrent de ce qui se faisait auparavant hors

covid, avec une jauge qui est prévue plus fiable sachant que le port n'est pas imperméable, on ne peut pas le fermer complètement et comptabiliser les participants.

L'avantage les commerçants alentour, les cafés et restaurants ont envie de participer à leur niveau et faire des animations musicales de leur côté, le V and B, le Pestacle et au Basque du bassin, nous allons associer les cabanes de dégustation qui souhaitent aussi s'investir dans le projet avec l'accord du syndicat mixte qui nous aide dans ce domaine-là et qui va leur permettre un peu d'élargir leur AOT à ces dates-là.
La sous-préfecture est assez favorable à notre format et prévision d'organisation, puisque c'est assez diffus et un peu allégé à ce que l'on fait d'habitude.

Nous allons tester le 25/08 la Guinguette du port puisque nous avions les guinguettes du marché on va rester dans le thème des guinguettes, un terme qui plaît à toutes les générations et si vous avez des enfants ou petits-enfants c'est à la mode en ce moment d'aller dans les guinguettes pour les jeunes et que nous les vieux on aime bien aussi, on va essayer de faire quelque chose qui va plaire à tout le monde.
Donc le 25/08 Guinguette du port avec restauration, animation musicale et on souhaite y associer les ostréiculteurs.

Mme JECKEL :

En termes d'animations en centre-ville, on sera plus sur une matinée citoyenne concernant le 14 juillet, comme on l'avait plus ou moins annoncé lors des conseils précédents.
Nous aurons la célébration lors de la fête nationale qui se décomposera en 3 étapes, la cérémonie qui mettra à l'honneur la base avec ses militaires, la police municipale, les pompiers et la jeunesse engagée.
Une cérémonie sur l'esplanade devant l'hôtel de ville, cette cérémonie sera suivie d'un défilé des troupes à pied de la Base, ainsi que des véhicules militaires, de la police municipale et des pompiers, et on clôturera ce défilé par une exposition de véhicules militaires et pompiers sur la place Gambetta.
Une matinée citoyenne en centre-ville pour essayer de remettre un petit peu à l'honneur nos pompiers, nos militaires, notre police municipale et remettre de la citoyenneté au cœur de notre ville.

Monsieur MURET :
Beaucoup de bonnes choses et un programme qui n'a pas dû être facile à élaborer dans le contexte, sous la tutelle préfectorale en quelque sorte.
J'ai apprécié votre explication Mme l'adjointe sur la dénomination des fêtes du port, effectivement il y a eu comme une émotion, un émoi, avant tout des bénévoles qui sont très attachés au nom des fêtes du port, j'ai mieux compris avec votre explication que c'était un nom provisoire et expérimental, et votre démarche qui se veut à la fois empreinte d'humilité et aussi d'un petit peu d'innovation pour expérimenter de-ci de-là d'autres formules , je la trouve plutôt très bien , en tout cas merci d'avoir précisé ça.
Ce qui serait embêtant pour cette petite fête du port c'est que l'on en vienne à casser la dynamique, on sait toute la machinerie humaine qu'il y a derrière l'organisation de ces fêtes, et effectivement il ne faut pas laisser tous ces bénévoles inactifs, il faut leur proposer quand même quelque chose, donc c'est beaucoup mieux qu'il y ait ces petits fêtes plutôt qu'aucune fête du tout et espérons que l'on puisse vite revenir au format auquel nous sommes habitués.

Monsieur le Maire :
La nouvelle municipalité, M Muret n'est pas une machine à casser, c'est une machine à construire, innover.

Je voulais remercier à la fois tous les services, les élus, il y en a beaucoup qui se sont mobilisés pour réaliser cela, ma seule déception c'était le Rafale qui devait atterrir sur le parvis de la mairie mais cela n'a pas été possible, le colonel de la base n'a pas souhaité.
C'est un gros travail, croisons les doigts pour pourvoir le mettre vraiment en réalisation, ce qui pourrait nous empêcher c'est si il y avait des soucis de covid qui repointent le bout du nez,
Nous ne l'espérons pas d'ici le 14 juillet, nous espérons passer un bel été dans la bonne humeur, la fête est aussi dans la maîtrise, oui les fêtes du port nous sommes en train de travailler pour maîtriser tout cela.
Merci à vous tous d'avoir travaillé les uns les autres ensemble sur ces projets.

Madame OTHABURU :
Je précise concernant les bénévoles du comité de fête, M Bordagaray le Président a souhaité comme moi-même que l'on maintienne quelque chose, parce que les bénévoles 2 ans sans fête, Mme Desmoles ne dira pas le contraire, perdent un peu le moral et cela permet aussi de trouver de nouveaux bénévoles qui vont prendre la relève, il faudra aussi continuer les fêtes et régénérer aussi , car il y a beaucoup de bénévoles qui sont très âgés, tous vaccinés, une condition pour pouvoir faire quelque chose et j'espère que ça va générer des vocations chez de jeunes bénévoles pour la suite.

Monsieur le Maire :
Nous sommes en train de travailler pour chercher de nouveaux bénévoles, une source de réflexion qui est en train de se faire.

Monsieur MAISONNAVE :
Concernant Cazaux, nous aussi on a des fêtes ? Les fêtes du lac, au mois de juillet et août, je voulais savoir ce qu'il en était ? Vous parliez d'absence de 2 ans , pour nous c'est très compliqué aussi, surtout pour les clubs.

Monsieur le Maire :
Ils ont tous avancé le souhait de ne pas faire ces fêtes

Monsieur BOUYROUX :
Ils ont dit clairement qu'ils ne voulaient pas les faire, ils pensaient le faire en format réduit, uniquement de la restauration, sans aucune animation, ils ont estimé que ce n'était pas vraiment des fêtes, donc ni au port ni au lac ni fête du village.

<u>Rapporteur</u> : M. BOUYROUX **DEL2021-06-250**

TARIFICATION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'IMPLANTATION D'UN MANEGE PLACE DU MARCHE
Année 2021

———

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2331-2

Vu la délibération n°2020-12-525 du 18 décembre 2020 fixant les tarifs publics 2021

Mes chers collègues,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer les tarifs d'occupation du domaine public,

Considérant qu'à ce jour aucun tarif n'est prévu pour un manège avec une implantation annuelle, il convient donc d'adopter la redevance correspondante pour l'année 2021

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- FIXER le montant de la redevance liée à l'occupation du domaine public pour l'implantation d'un manège à 3 500 euros pour l'année 2021.

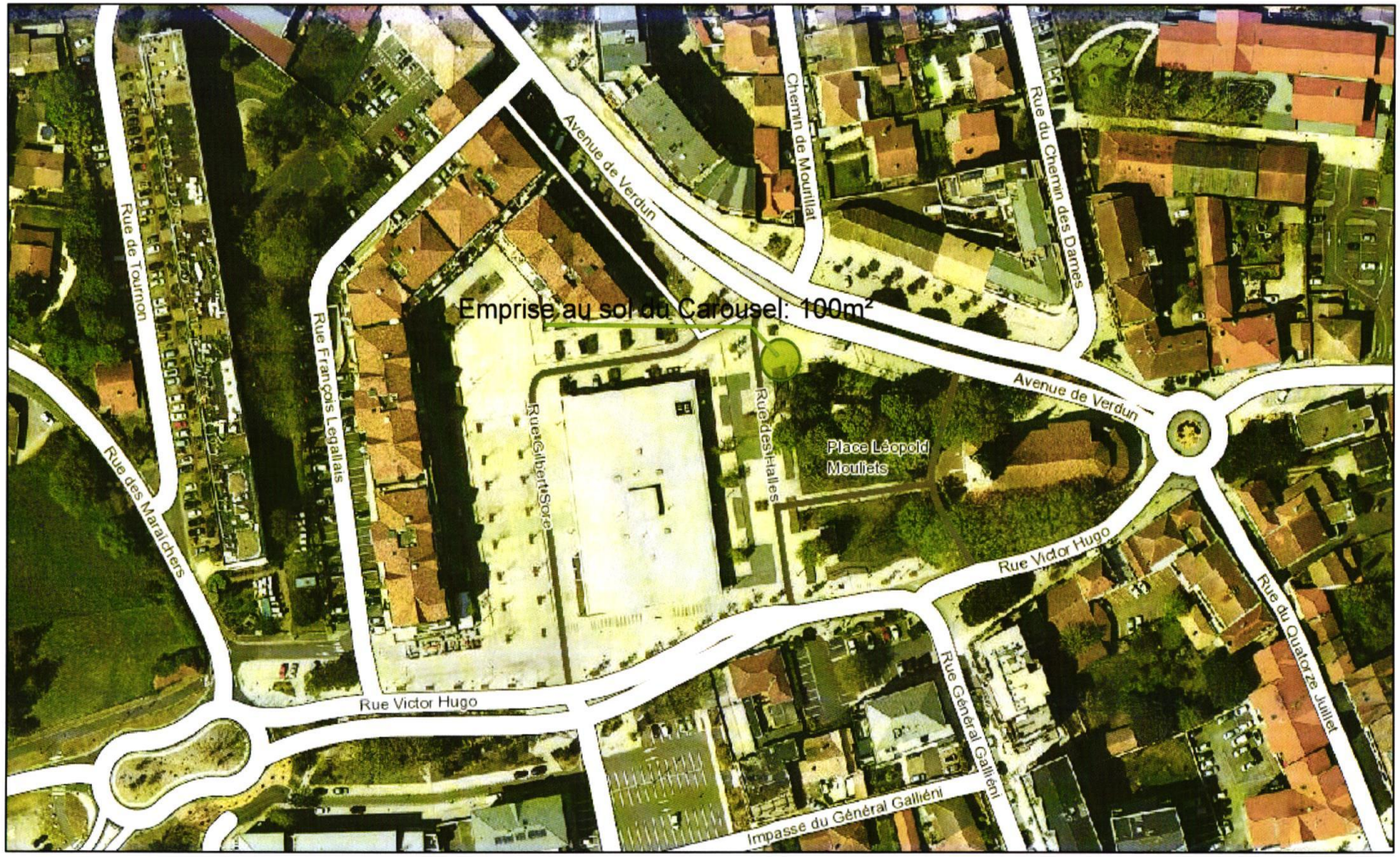
TARIFICATION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'IMPLANTATION D'UN MANEGE PLACE DU MARCHE
ANNEE 2021
Note explicative de synthèse

Cette délibération doit apporter une solution tarifaire pour l'implantation d'un manège sur la place du Marché municipal à proximité immédiate de l'église.

A ce jour, les tarifs publics 2021 adoptés par délibération du conseil municipal du 18 décembre 2020 ne prévoient pas ce genre d'opération.

Etant donné que la municipalité souhaite redynamiser son cœur de ville, il est important de prévoir un tarif pour ce type d'animation tout au long de l'année.

Plan de localisation



19/05/2021 à 15:06:22

1:1 477

0 0,01 0,03 0,05 mi

0 0,02 0,04 0,08 km

La Teste de Buch

Ville de la Teste de Buch

Monsieur le Maire :
Merci M Bouyroux, vous l'avez tous vu

Monsieur BOUYROUX :

En avril dernier, nous avons concrétisé l'installation d'un manège entre le marché et l'église. Cette installation a été possible grâce à un partenariat avec Caramel, bien connu dans de nombreuses villes pour ces installations, et grâce aux services techniques de la ville.

Nous avons souhaité un manège qui puisse protéger les enfants des intempéries toute l'année, identique au matériel installé jetée Thiers à Arcachon.
Celui du Quai des Marques à Bordeaux ne fonctionnait plus sur décision municipale. Caramel nous a donc proposé de le déplacer à La Teste de Buch, ce que nous avons accepté immédiatement.
Les habitants sont ravis et les commerçants nous confirment que leurs clients apprécient énormément cette animation.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : M. BERNARD **DEL2021-06-251**

TARIFICATION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER EN FAVEUR DE L'ETABLISSEMENT LA CO(O)RNICHE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L 2211-1, L2212-2 et suivants,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code de la route,

Vu la délibération n°2020-12-525 du 18 décembre 2020 fixant les tarifs publics 2021

Mes chers collègues,

Considérant la demande de l'Etablissement La Co(o)rniche, sis 46 avenue Louis Gaume à Pyla sur Mer, hôtel-restaurant emblématique de la commune pour la réservation de 5 places de stationnement au droit de son établissement afin de réguler le stationnement des véhicules,

Considérant que l'avenue Louis Gaume possède un nombre suffisant de places de stationnement,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer les tarifs d'occupation du domaine public,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- FIXER le montant de la redevance liée à l'occupation du domaine public routier en faveur de l'Etablissement La Co(o)rniche comme suit :

  - Forfait de 1 500 euros pour l'occupation maximale de 5 places de stationnement du 1er juillet au 15 septembre 2021.

TARIFICATION DE L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER EN FAVEUR DE L'ETABLISSEMENT LA CO(O)RNICHE

Note explicative de synthèse

Le service de la Police municipale a été sollicité par le responsable de l'Etablissement La Co(o)rniche, sis 46 avenue Louis Gaume à Pyla sur Mer, hôtel-restaurant emblématique du rayonnement de notre ville, employant jusqu'à 350 personnes en période estivale et générant un fort flux d'activité touristique sur son site.

Il sollicite la réservation de 5 places de stationnement au droit de son établissement afin de réguler le stationnement des nombreux clients qui fréquentent son établissement mais également le point de vue du site de la Corniche.

L'avenue Louis Gaume possède un nombre suffisant de places de stationnement.

Cette autorisation, si elle est accordée, ne le sera que pour cette période de l'année 2021, et ne peut être que personnelle, précaire et révocable. Elle ne peut être vendue, cédée ou louée, même à titre gratuit. Elle n'est valable que pour les emplacements pour lesquels elle sera délivrée.

Cette autorisation d'occuper le domaine public est délivrée au regard du respect des règles d'occupation du domaine public et notamment du Code de la route, du Code de la voirie routière, du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2211-1, L2212-2 et suivants.

A ce jour, les tarifs publics 2021 ne prévoient pas ce genre d'opération. Cette délibération a pour but de fixer la redevance à 1 500 euros pour l'occupation maximale de 5 places de stationnement du 1er juillet au 15 septembre 2021.

Monsieur le Maire :
Merci M Bernard, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M. BOUDIGUE** **DEL 2021-06-252**

MISE EN PLACE DE CONSIGNES CONNECTÉES PLAGE DU PETIT NICE Tarif 2021

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29,

Vu la délibération n°2020-12-525 du 18 décembre 2020 fixant les tarifs publics 2021

Mes chers collègues,

Considérant l'afflux de population durant la saison estivale et notamment sur les plages océanes,

Considérant que la commune souhaite accueillir les vacanciers dans de bonnes conditions, grâce à la mise en place de casiers individuels afin qu'ils puissent laisser des affaires personnelles et passer un moment sur la plage en toute sérénité,

Considérant l'installation de ce nouveau service de consignes connectées sur la plage du Petit Nice pour la prochaine saison estivale, mais également sur d'autres lieux en fonction de la demande,

Considérant qu'à ce jour aucun tarif n'est prévu pour l'utilisation de ces consignes,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- FIXER le montant d'utilisation de ces consignes à 1 euro/heure pour l'année 2021 quel que soit l'emplacement choisi.

MISE EN PLACE DE CONSIGNES CONNECTÉES
PLAGE DU PETIT NICE
Tarif 2021
Note explicative de synthèse

La commune souhaite accueillir les vacanciers dans de bonnes conditions, grâce notamment à la mise en place de casiers individuels.

Il s'agit de casiers consignes, dans lesquels il est possible de laisser ses affaires personnelles lorsque l'on va se baigner ou marcher le long de l'océan. Un système facile et efficace pour passer un moment sur la plage en toute sérénité, n'ayant plus à devoir laisser ses affaires dans son sac sur le sable.

Pour la saison estivale 2021, le dispositif sera installé sur la plage du Petit Nice. Ensuite il pourra être positionné sur des emplacements ponctuels (click and collect, évènements sportifs ou culturels).

Ce dispositif (habillage bois) se compose de 14 casiers de 2 tailles différentes afin d'y ranger casque de moto, bagage ou portefeuille.. :

- 6 casiers taille M: L375xH398xP560
- 8 casiers taille S: L375xH185xP560

Un écran tactile de 10 pouces permettra de louer un casier, le terminal de paiement se connectant au serveur bancaire via une carte sim pro multi-operateurs.

Ce service payant fonctionnera de 9 h à 21 h.

Dans un premier temps la réservation se fera uniquement via l'interface des consignes connectées. Par la suite il pourra éventuellement se faire à l'aide de son smartphone ou via une page dédiée sur le site internet de la ville.

Ces consignes déjà testées sur d'autres stations balnéaires connaissent un franc succès.

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue,

Monsieur BUSSE :

Je tiens à souligner que cette innovation constitue une première sur la façade maritime du Sud-Ouest.
Elle répond à un besoin de sécurité et de sérénité recherché par certains baigneurs pour leurs effets personnels (clés, argent, papier,….)
Ce nouveau service sera installé à l'entrée de la plage du Petit Nice après le 14 Juillet.
Il associe les technologies modernes de paiement et demain même la réservation en ligne à des caissons classiques, il constitue un mobilier urbain parfaitement intégré à l'environnement avec son habillage en bois.
Ce dispositif a l'avantage d'être démontable et déplaçable sur un autre lieu pour des besoins de consignes ou de click and collect.
Son avènement est le fruit d'un partenariat avec une entreprise prometteuse de La Teste, l'entreprise Onlywood qui réalise l'habillage en bois dans la zone industrielle.
Notre ville est ainsi fière de soutenir l'innovation et le développement local, comme elle le fait dans d'autres domaines.

Monsieur DUCASSE :
M Le Maire on est un peu jaloux, mais ça existe depuis 2016 à Biscarrosse, peut-être pas aussi connecté, on était un peu en retard et j'en étais jaloux.

Monsieur le Maire :
C'est la raison pour laquelle on n'a pu les mettre dans un premier temps qu'au petit Nice car à la Salie la connexion ne passait pas.

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme POULAIN **DEL2021-06-253**

HARMONISATION DES TARIFS DES CONSERVATOIRES ET ECOLES DE MUSIQUE DE LA COBAS

Approbation des tarifs du Conservatoire de Musique de La Teste de Buch à compter du 1e septembre 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu le tableau récapitulatif des tarifs ci-joint.

Mes chers collègues,

Considérant que depuis plusieurs années, les 4 structures musicales municipales de la Cobas mettent leurs moyens en commun pour proposer des projets musicaux pédagogiques et d'envergure,

Considérant que la mutualisation s'est poursuivie avec le transfert du personnel enseignant à la Cobas depuis septembre 2020,

Considérant que la Cobas a sollicité l'ensemble des Maires pour une harmonisation des tarifs des structures musicales intercommunales afin, d'une part, de poursuivre les objectifs de mutualisation en s'alignant pour la plupart sur les tarifs les plus avantageux déjà proposés sur le territoire, et d'autre part pour favoriser la reprise des activités culturelles suite à la crise sanitaire,

Considérant la volonté de la commune de renforcer l'équité sociale de tous les habitants du territoire de la Cobas et d'ouvrir l'enseignement de la musique au plus grand nombre,

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la Commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, service à la population du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER l'harmonisation des tarifs proposée par la Cobas,

- APPROUVER les nouveaux tarifs du Conservatoire de musique de la Teste de Buch à compter du 1er septembre 2021 conformément au tableau récapitulatif ci-joint.

HARMONISATION DES TARIFS DES CONSERVATOIRES ET ECOLES DE MUSIQUE DE LA COBAS

Note explicative de synthèse

La Communauté d'agglomération du bassin d'Arcachon sud compte sur son territoire quatre structures musicales municipales : deux conservatoires de musique à La Teste de Buch et Gujan-Mestras et deux écoles de musique à Arcachon et Le Teich.

Depuis plusieurs années, l'élaboration d'actions communautaires et la mutualisation d'une partie des compétences culturelles, a permis la mise en place de projets musicaux pédagogiques et d'envergure.

En septembre 2020, une première étape est franchie avec le transfert du personnel enseignant des quatre établissements musicaux à la Cobas.

Dans une logique de continuité des axes de mutualisation, il convient de poursuivre ces actions par l'harmonisation des tarifs. Cette proposition a pour objectif de :

- Favoriser les échanges pédagogiques et la possibilité pour les élèves inscrits pour un cours d'instrument dans un établissement de suivre un cours collectif dans un autre sans avoir à payer des frais d'inscription supplémentaires ;
- Renforcer l'équité sociale et l'égalité de traitement pour tous les habitants de la Cobas ;
- Permettre à terme la création d'un conservatoire à rayonnement intercommunal ou départemental offrant à tous les habitants du territoire des formations de qualité et la possibilité d'obtenir des diplômes amateurs et professionnels reconnus sur le plan national.

La deuxième étape est l'harmonisation des tarifs pour la rentrée 2021, à compter du 1er septembre.

Suite aux concertations des 4 structures, il a été décidé de :

- Retenir les tarifs les plus avantageux ;
- L'accès au cours pour un deuxième instrument gratuit sera subordonné à d'excellents résultats, dans le premier instrument et sera validé par les professeurs et les directeurs concernés ;
- Les adultes ne seront pas prioritaires : leur inscription sera validée en fonction des places disponibles, elle sera réétudiée au début de chaque année scolaire.

Apres étude, la perte financière annuelle de 3000 euros en tenant compte des effectifs actuels sera compensée via une C.L.E.T que la Cobas réalisera à cet effet dans le cadre d'une dotation de compensation.

La délibération a donc pour objet d'approuver le tableau récapitulatif des tarifs à compter du 1er septembre 2021.

TARIFS DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE LA TESTE DE BUCH AU 1ER SEPTEMBRE 2021

OBJET	Tarifs résidents Cobas		Tarifs extérieurs Cobas	
	Tarif 2021 en vigueur	Proposition au 1er septembre	Tarif 2021 en vigueur	Proposition au 1er septembre
Cours pour ENFANTS et ETUDIANTS (-26 ans)				
Pour le 1er enfant	95,00 €	**100,00 €**	215,00 €	**250,00 €**
Pour le 2ème enfant	80,00 €	**80,00 €**	185,00 €	**200,00 €**
Pour le 3ème enfant	70,00 €	**60,00 €**	165,00 €	**150,00 €**
Pour le 4ème et suivant	60,00 €	**40,00 €**	155,00 €	**100,00 €**
Deuxième instrument et pour chaque instrument supplémentaire pratiqué (voir NB 1)	50,00 €	**0,00 €**	110,00 €	**0,00 €**
Eveil musical seul	45,00 €	**50,00 €**	95,00 €	**100,00 €**
Formation musicale seule		**50,00 €**		**100,00 €**
Pratique collective seule		**50,00 €**		**100,00 €**
Cours pour ADULTES (voir NB 2)				
Cours collectifs, participation uniquement aux ateliers de pratique amateur et ensembles	95,00 €	**50,00 €**	215,00 €	**130,00 €**
Cours individuels de pratique instrumentale	175,00 €	**130,00 €**	255,00 €	**300,00 €**
Atelier vocal adultes	45,00 €	**50,00 €**	95,00 €	**100,00 €**
Big Band ou Ensemble instrumental du pays de Buch	45,00 €	**50,00 €**	95,00 €	**100,00 €**
Cours individuels de pratique instrumentale pour les membres de l'Orchestre d'Harmonie, du Big Band, de l'Ensemble Instrumental du Pays de Buch	95,00 €	**90,00 €**	95,00 €	**90,00 €**

NB 1 : L'accés au cours pour un deuxième instrument est subordonné à d'excellents résultats dans le premier instrument
Ces résultats sont évalués par les professeurs et les directeurs concernés

NB 2 : Les adultes ne sont pas prioritaires : leur inscription est validée en fonction des places disponibles, elle est réétudiée au début de chaque année scolaire.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Poulain, vous avez pu lire dans la note de synthèse, pour nous qu'il y avait une perte de 3000€ mais qui est compensé comme cela se fait dans d'autre cas avec un système de CLECT cela nous permet une harmonisation totale.

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. DAVET **DEL2021-06-254**

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS PERMANENTS

———

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2321-2 et R 2313-3 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;

Vu la délibération n° 2021-04-135 du 13 avril 2021 portant modification du tableau des effectifs des emplois permanents et des emplois non permanents,

Vu l'arrêté municipal n° 2021-259 du 05 mai 2021 portant approbation des Lignes Directrices de Gestion RH,

Mes chers collègues,

Considérant les orientations générales en matière de recrutement, promotion, valorisation des parcours professionnels, adaptation des compétences et des métiers ainsi que la diversité des profils présentées dans les lignes directrices de gestion,

Considérant la mise en œuvre des lignes directrices de gestion par le plan d'action n° 8 qui précise notamment : « *Définir et mettre en place une politique d'avancement de grade, de nomination par promotions internes et suite à réussite aux concours pour les agents titulaires »,*

Considérant que conformément aux dispositions fixées par l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant,

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique élargit les possibilités de recruter des agents sous contrats,

Considérant que les avis de vacance d'emploi ont été publiés, accompagnés de la fiche de poste précisant les missions, les qualifications requises, les compétences attendues, les conditions d'exercice, les sujétions particulières,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs titulaires afin de l'adapter pour permettre le recrutement par voie de mutation externe,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 3-3-2°de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités peuvent recruter principalement des agents contractuels sur des emplois permanents lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté statutairement (recherche infructueuse de candidats statutaires, quelle que soit la catégorie hiérarchique),

Considérant que le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ce contrat est renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat est reconduit, il ne peut l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Considérant, les besoins des services et l'ajustement des emplois aux qualifications nécessaires, qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs afin de permettre le recrutement de contractuels sur des emplois permanents de catégorie B,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs afin d'assurer d'une part, la promotion d'agents reçus à des concours ou examen professionnel, et d'autre part de permettre des avancements de grade et promotions internes,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et aux grades ainsi créés sont inscrits au budget de l'exercice en cours,

Ces modifications qui prendront effet au 1er juillet 2021 nécessitent une mise à jour du tableau des effectifs,

En conséquence, je vous propose, Mes Chers Collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population en date du 22 juin 2021 :

- de CREER un poste au tableau des effectifs titulaires à temps complet, en prévision de recrutement par mutation externe :

    - 1 poste d'Adjoint technique principal de 2ème classe.

- d'ACCEPTER les créations des postes des effectifs titulaires à temps complet, en prévision de nominations, qui se décomposent de la façon suivante :

    - 1 poste de rédacteur principal de 2e classe en prévision d'avancement de grade ;
    - 4 postes d'adjoint administratif principal de 1re classe en prévision d'avancement de grade ;
    - 1 poste de technicien principal de 1re classe en prévision d'avancement de grade ;
    - 3 postes d'agent de maîtrise en prévision de promotion interne ;
    - 3 postes d'adjoint technique principal de 1re classe en prévision d'avancement de grade ;
    - 1 poste d'agent spécialisé principal de 1re classe des écoles maternelles en prévision d'avancement de grade
    - 1 poste d'animateur en prévision de nomination suite à réussite à concours ;
    - 1 poste d'adjoint d'animation principal de 1re classe en prévision d'avancement de grade.

- de TRANSFORMER dans le tableau des emplois permanents le poste de contractuel de technicien principal de 1er classe par

    - 1 poste de technicien contractuel à temps complet,

- de CREER, dans le tableau des emplois permanents des postes de contractuels

    - 1 poste de technicien à temps complet ;

- d'APPROUVER la modification des tableaux des effectifs ci-joints :
  annexe 1/ tableau des effectifs titulaires et stagiaires,
  annexe 2/tableau des contractuels sur emplois permanents.

- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

- d'INSCRIRE les crédits budgétaires correspondants.

Modification du tableau des effectifs des emplois permanents,
Note explicative de synthèse

Références

Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires (art. 3).
Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (art. 7 et 34).

A. Rappel cadre juridique

I). Compétence et conditions

Compétence de l'organe délibérant

« Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement » (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 34).

Le pouvoir de créer (ou de supprimer) des emplois est un des éléments du principe de la libre administration des collectivités territoriales inscrit dans la Constitution du 4 octobre 1958 que la loi ne peut elle-même réduire.

La loi ne peut obliger les collectivités territoriales à créer des emplois, c'est ce qu'a relevé le Conseil constitutionnel dans sa décision du 20 janvier 1984 (n° 83-168 DC, JO du 21 janvier 1984).

Ouverture des crédits

« Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent » (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 34).

Conditions de création de certains emplois et de grades d'avancement

La création de certains emplois et de certains grades d'avancement est soumise au respect de règles liées à l'existence de seuils démographiques, de quotas, de ratios, d'effectifs encadrés, ou subordonnée à un nombre d'ouvrages ou à l'inscription sur une liste fixée par arrêté conjoint du ministre de la Culture et du ministre chargé des Collectivités territoriales.

2). Délibération fixant le tableau des effectifs des emplois permanents

Occupation des emplois

L'emploi créé a normalement vocation à être occupé par un fonctionnaire (loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 3). « Les fonctionnaires territoriaux ont vocation à occuper les emplois de la fonction publique territoriale » (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 7).

Cadre d'emplois

L'emploi doit obligatoirement relever d'un cadre d'emplois existant.

Compétence de l'organe délibérant

Le nombre, la définition et le contenu des emplois relevant des cadres d'emplois restent de l'entière compétence de l'organe délibérant.

En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité technique (CT).

3). Mise en œuvre des lignes directrices de gestion

La loi de transformation de la fonction publique prévoit l'obligation pour toutes les collectivités territoriales quelle que soit leur taille de définir leurs Lignes Directrices de Gestion (LDG) à partir du 1er janvier 2021.

Les lignes directrices de gestion visent à :

- déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de GPEEC
- fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. En effet, les CAP n'examineront plus les décisions en matière d'avancement et de promotion interne.

Les LDG sont définies par l'autorité territoriale après avis du comité technique. Elles s'appliqueront en vue des décisions individuelles (promotions, nominations).
Les CAP ne sont plus compétentes en matière d'avancement de grade et de promotion interne, mais l'autorité territoriale reste seule compétente pour établir les listes d'aptitude au titre de la promotion interne et le tableau annuel d'avancement de grade

B. Points essentiels de la délibération du 29 juin 2021

I). Mouvements des effectifs sur le budget Ville de La Teste de Buch

Des adaptations au tableau des effectifs des titulaires apparaissent indispensables pour permettre le recrutement par voie de mutation externe, pour assurer la promotion d'agents reçus à des concours ou examen professionnel, et pour permettre des avancements de grade et promotions internes. Ainsi, nous devons créer :

- 1 poste de rédacteur principal de 2e classe en prévision d'avancement de grade ;
- 4 postes d'adjoint administratif principal de 1re classe en prévision d'avancement de grade ;
- 1 poste de technicien principal de 1re classe en prévision d'avancement de grade ;

- 3 postes d'agent de maîtrise en prévision de promotion interne ;
- 3 postes d'adjoint technique principal de 1re classe en prévision d'avancement de grade ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 2e classe en prévision du recrutement par voie de mutation externe ;
- 1 poste d'agent spécialisé principal de 1re classe des écoles maternelles en prévision d'avancement de grade ;
- 1 poste d'animateur en prévision de nomination suite à réussite à concours ;
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 1re classe en prévision d'avancement de grade.

Compte tenu des besoins des services et de l'ajustement habituel des emplois aux qualifications, il est nécessaire d'adapter le tableau des emplois permanents contractuels. Il convient :

- de transformer le poste de technicien principal de 1re classe par 1 poste de technicien à temps complet,
- et de créer 1 poste de technicien à temps complet,

Ces modifications qui prendront effet au 1er juillet 2021 nécessitent une mise à jour des tableaux des effectifs des titulaires (annexe 1), des contractuels sur emplois permanents (annexe 2).

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

ANNEXE I - ETAT DU PERSONNEL TITULAIRE
VILLE

GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/05/2021	création / suppression	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/07/2021	EFFECTIFS POURVUS	
EMPLOIS FONCTIONNELS	**A**	**4**		**4**	**3**	
. ***Directeur général des services***	A	1		1	1	
. ***Directeur général adjoint des services***	A	3		3	2	
SECTEUR ADMINISTRATIF		**129**	**5**	**134**	**101**	
. Administrateur général	A	1		1	1	
. Administrateur hors classe	A	1		1	0	
. Administrateur	A	1		1	0	
. Attaché hors classe	A	1		1	1	
. Directeur	A	2		2	1	* 1
. Attaché principal	A	5		5	3	
. Attaché	A	12		12	10	
. Rédacteur principal 1re classe	B	2		2	0	
. **Rédacteur Principal 2e classe**	B	7	**+ 1**	**8**	6	
. Rédacteur	B	13		13	8	* 2
. **Adjoint Administratif Principal de 1re cl**	C	17	**+ 4**	**21**	16	
. Adjoint Administratif Principal 2e cl	C	43		43	35	* 3
. Adjoint Administratif	C	24		24	20	* 4
*1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 1 en détachement)						
*3 (+ 2 en disponibilité)						
*4 (+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR TECHNIQUE		**273**	**8**	**281**	**217**	
. Directeur Général des services techniques	A	1		1	1	
. Ingénieur en chef hors classe	A	1		1	0	
. Ingénieur Principal	A	4		4	2	
. Ingénieur	A	4		4	3	
. **Technicien principal 1re classe**	B	4	**+ 1**	**5**	4	
. Technicien principal 2e classe	B	10		10	8	
. Technicien	B	8		8	6	* 1
. Agent de maîtrise principal	C	19		19	15	
. **Agent de maîtrise**	C	21	**+ 3**	**24**	17	* 2
. **Adjoint Technique principal 1re cl**	C	26	**+ 3**	**29**	21	* 3
. **Adjoint Technique principal 2e cl**	C	72	**+ 1**	**73**	58	* 4
. Adjoint Technique	C	103		103	82	* 5
* 1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 1 en disponibilité)						
*3 (dont 1 en détachement,)						
*4 (dont 1 en détachement, +1 disponibilité)						
*5 (+ 3 disponibilité)						
SECTEUR SOCIAL		**32**	**+ 1**	**33**	**23**	
. Assistant socio-éducatif	A	2		2	1	
. Educateur de jeunes enfants	A	4		4	3	*1
. **A.S.E.M. principal 1re classe**	C	7	**+ 1**	8	6	
. A.S.E.M. principal 2e classe	C	19		19	13	*2
*1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR SPORTIF		**11**		**11**	**9**	
. Educateur Activités Physiques Sportives principal 1re cl	B	6		6	6	
. Educateur Activités Physiques Sportives principal 2e cl	B	2		2	1	
. Educateur Activités Physiques Sportives	B	3		3	2	
SECTEUR CULTUREL		**17**		**17**	**10**	
. Assistant de conservation principal 1re classe	B	3		3	2	
. Assistant de conservation principal 2e classe	B	2		2	1	
. Assistant de conservation du patrimoine	B	2		2	1	
. Adjoint du Patrimoine principal 1re classe	C	3		3	3	
. Adjoint du Patrimoine principal 2e classe	C	5		5	2	
. Adjoint du Patrimoine	C	2		2	1	*1
* 1(+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR ANIMATION		**45**	**2**	**47**	**33**	
. Animateur principal 1re classe	B	4		4	3	
. Animateur principal 2e classe	B	2		2	1	
. **Animateur**	B	1	**+ 1**	**2**	1	
. **Adjoint d'Animation principal 1re classe**	C	3	**+ 1**	**4**	3	
. Adjoint d'Animation principal 2e classe	C	13		13	11	
. Adjoint d'Animation	C	22		22	14	*1
* 1(+3 en disponibilité)						

SECTEUR POLICE MUNICIPALE		**30**		**30**	**22**
. Chef de service de police municipale	B	2		2	2
. Brigadier Chef Principal	C	11		11	8
. Gardien-Brigadier / Brigadier	C	16		16	12
. Garde champêtre	C	1		1	0
** 1 (+ 2 en disponibilité)*					
SECTEUR MEDICO-SOCIAL		**19**		**19**	**12**
. Psychologue de classe normale	A	1		1	0
. Puéricultrice hors classe	A	3		3	3
. Puéricultrice de classe supérieure	A	3		3	0
. Auxiliaire de puériculture principal 1re classe	C	4		4	4
. Auxiliaire de puériculture principal 2e classe	C	8		8	5
** 1 (+ 1 en disponibilité)*					
TOTAL GENERAL (au 01/07/2021)		**560**	16	**576**	**430**

dernière modification CM du 13 avril 2021

ANNEXE 2- ETAT DU PERSONNEL CONTRACTUEL PERMANENT VILLE

GRADES OU EMPLOIS	CAT	SECTEUR	EFFECTIFS BUDGETAIRES au 13/04/2021	CREATION	EFFECTIFS BUDGETAIRES au 01/07/2021	EFFECTIFS POURVUS	BASES	CONTRAT	Dont TNC
EMPLOIS NON CITES (1)									
Directeur de cabinet	A	ADM	1		1	1	883	art. 110 = 1	
Conseiller Technique	A	ADM	1		1	0		art. 110	
Ingénieur	A	TECHN	2		2	2	774 565	art 3-3 2° = 1 art 3-2 = 1	
Technicien principal de 2e cl	B	TECHN	1		1	0			
Technicien	B	TECHN	3	+ 2	5	2	397 372	art 3-1 = 1 art 3-3 2° = 1	
Adjoint Technique	C	TECHN	54		54	42	354 354-355-356	art 3-1 = 5 art 3-3 2° = 37	
Attaché principal	A	ADM	2		2	1	791	art 3-3 2° = 1	
Rédacteur principal 1re	A	ADM	1		1	1	707	art 3-2 = 1	
Adjoint Administratif	C	ADM	6		6	3	354 354	art. 3-1 = 1 art 3-3 2° = 2	
Assistant conservation patrimoine	B	CULT	1		1	1	372	art 3-3 2° = 1	
Adjoint du patrimoine	C	CULT	1		1	0			
Adjoint Animation	C	ANIM	5		5	1	354	art. 3-1 = 1	
Psychologue hors classe	A	MED-SOC	1		1	1	995	art 3-3 2° = 1	
Psychologue	A	MED-SOC	2		2	2	Vacation 619	art. 3-1 = 1	1
Auxiliaire puericulture pal 2e cl	C	MED-SOC	1		1	0			
Educateur jeunes enfants de 2e cl	A	SOC	1		1	1	478	art 3-2 = 1	
Assistante maternelle			8		8	4			
TOTAL GENERAL (01/07/2021)			**91**	**+ 2**	**93**	**62**			

(1) CATEGORIE: A.B.C
(2) SECTEUR ADM: Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
FIN: Financier
TECHN: Technique et Informatique (dont emplois de l'article 47 loi du 26 janvier 1984)
URB: Urbanisme (dont aménagement urbain)
ENV: Environnement (dont Espaces Verts et aménagement rural)
COM: Communication
S: Social (dont aide sociale)
MS: Médico-Social
MT: Médico-Technique (dont laboratoires)
SP: Sportif
CULT: Culturel (dont enseignement)
ANIM: Animation
RS: Restauration Scolaire
ENT: Entretien
CAB: Collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984)
(3) REMUNERATION: Référence à un indice brut de la fonction publique ou en euros annuels bruts
(4) CONTRAT: Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

3-1: 1er alinéa
3-2: Article 3, 2ème aliéna
3-3: Article 3, 4ème aliéna
47: Article 47
110: Article 110

Monsieur le Maire :
Lecture de la délibération,

Monsieur MAISONNAVE :
Une délibération classique avec des modifications dues à des avancements de grade et mutations pour les titulaires, une transformation de poste pour des contractuels , ce tableau il permet une gestion réactive et dynamique de l'effectif en tenant compte des contraintes à la fois juridiques et budgétaires.
Il permet aussi de cartographier les postes occupés, à ce sujet qu'en est-il des postes fonctionnels des DGA, sont-ils occupés à ce jour et si c'est le cas auprès de quels services ont été affectés ces agents ?

Monsieur le Maire :
Hors micro…..ce que nous avons fait en 2021, et ce qui m'a paru assez intéressant c'est, il y a eu des nominations en 2021 nous avons fait des avancements de grade et promotions internes, on en a fait 53, je ne vais pas parler du passé, on n'est pas sur la même cadence, c'est une volonté de reconnaître le personnel, ça c'est depuis un an, on a d'excellents retours en conséquence, on a aujourd'hui une qualité de travail qui est assez importante, une volonté de bien faire et nous en sommes ravis.

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : Mme GRONDONA **DEL2021-06-255**

MISE EN PLACE DES CONTRATS D'APPRENTISSAGE

———

Vu *le code général des collectivités territoriale ;*
Vu *le Code du travail ;*
Vu *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;*
Vu *la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;*
Vu *la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;*
Vu *la loi n°2016-1088 du 08 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;*
Vu *la loi n°2018-771 du 05 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;*
Vu *la loi n°2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment les articles 62, 63 et 91 ;*
Vu *le décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage et au service chargé de la médiation en matière d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;*
Vu *le décret n°2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;*
Vu *le décret n°2020-373 du 30 mars 2020 relatif à la rémunération des apprentis ;*
Vu *le décret n°2020-372 du 30 mars 2020 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage ;*
Vu *le décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre national de la fonction publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant ;*
Vu *le décret n° 2021-340 du 29 mars 2021 modifiant le décret n° 2020-1622 du 18 décembre 2020 relatif aux modalités de versement de l'aide financière exceptionnelle pour le recrutement d'apprentis par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,*
Vu *les Lignes Directrices de Gestion (LDG) présentées lors du Conseil municipal du 13 avril 2021, visant à formaliser la stratégie et les orientations de la politique RH du mandat, de communiquer et d'anticiper les impacts potentiels et prévisibles des mesures envisagées,*
Vu *l'avis favorable du Comité Technique en date du 18 juin 2021 ;*

Mes chers collègues,

Considérant le plan d'actions n°4 des LDG, applicable à compter du 1er mai 2021,

Considérant les futurs et nombreux départs en retraite au sein de différents services et la volonté de la collectivité d'assurer une Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences (GPEEC),

Considérant la nécessité pour la collectivité de conserver et développer ses compétences afin de maintenir le niveau de service public rendu,

Considérant la possibilité, via l'apprentissage, de valoriser, partager et transférer les compétences des agents, et de permettre aux apprentis de suivre leurs études souhaitées,

Considérant que l'apprentissage dans les collectivités représente environ 14 000 jeunes qui apprennent chaque année un métier de la fonction publique territoriale et constitue donc un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Considérant que le recours à l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 ans au minimum et de 29 ans révolus au maximum d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, service à la population du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER de recourir au sein des services de la Ville au contrat d'apprentissage ;

- INSCRIRE les dépenses correspondantes, notamment les salaires et les frais de formation, au budget et prévoir les crédits correspondants ;

- AUTORISER Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services par délégation, à signer tout document relatif à ce dispositif

- AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter les services de l'Etat, de la Région Nouvelle Aquitaine, du FIPHFP et du CNFPT pour les éventuelles aides financières susceptibles d'être versées dans le cadre de ces contrats d'apprentissage.

MISE EN PLACE DES CONTRATS D'APPRENTISSAGE

Note explicative de synthèse

Notre collectivité va compter une centaine de départs à la retraite d'ici la fin du mandat en 2026. Pour pallier ces départs, la collectivité souhaite faire appel à des étudiants par le biais des contrats d'apprentissage afin de valoriser, conserver et transmettre les compétences de ses agents.
Le cadre juridique dans lequel s'inscrivent les contrats d'apprentissage sera détaillé dans une première partie, puis une seconde partie présentera les aides auxquelles la collectivité pourra prétendre.

1) Cadre juridique :

Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé par lequel l'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise ou administration et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage (article L 6221-1 du code du travail). L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat et à suivre cette formation.
L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 ans au minimum et de 29 ans révolus au maximum d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration.
Ce dispositif peut être ouvert, sous condition, à des mineurs de 15 ans ou des majeurs de plus de 30 ans (personnes reconnue handicapée ou qui envisage de créer ou de reprendre une entreprise supposant l'obtention d'un diplôme).
Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

L'apprentissage présente de nombreux avantages pour les collectivités employeurs.
Tout d'abord, il va permettre d'assurer la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences pour anticiper les départs à la retraite.
C'est également un mode de recrutement facilitant l'intégration dans la fonction publique territoriale après une période test pour l'employeur comme pour l'apprenti.
Le recours aux contrats d'apprentissage permet de créer des opportunités d'échanges de compétences et de connaissances entre apprentis et agents de la collectivité : ainsi, les agents, maîtres d'apprentissages, se retrouvent valorisés et motivés dans leur métier en partageant leurs savoirs et savoirs faires.

L'apprentissage ne se limite pas aux métiers manuels mais concerne l'ensemble des secteurs professionnels : administration, animation, bâtiments et travaux publics, informatique, espaces verts...

La collectivité se trouve ainsi par le biais de l'apprentissage au cœur de la participation à l'insertion professionnelle des jeunes en les formant à de nombreux diplômes, du CAP au Master en passant par le diplôme d'ingénieur.

L'apprentissage est un outil de formation intéressant également pour les collectivités en termes de prise en charge des salaires et du coût de la formation.

L'apprentissage repose sur une relation tripartite entre :

- Un apprenti
- Un maître d'apprentissage au sein de la collectivité employeur
- Un formateur référent au sein d'un Centre de Formation des Apprentis.

L'objectif commun de ces trois parties est l'obtention du diplôme et la professionnalisation de l'apprenti. L'accompagnement tutorial de l'apprenti est assuré plus largement par différents acteurs :

- Au sein de la collectivité : le maître d'apprentissage, les agents du service, le responsable du service, le référent apprentissage de la collectivité…
- En dehors de la collectivité : le CFA, la Région…

Une fois signé, le contrat d'apprentissage, assorti de la convention de formation, est transmis à l'unité territoriale de la DIRRECTE pour validation et enregistrement.

Réglementairement, c'est la collectivité employeur qui adresse à l'unité territoriale de la DIRRECTE.

Il n'y a cependant pas de convention tripartite entre la collectivité territoriale, le CFA et le CNFPT. En tant que collectivité, la relation contractuelle avec le CFA reste identique à la pratique actuelle :

• La collectivité territoriale signe le contrat d'apprentissage avec le CFA et l'apprenti.
• La collectivité signe avec le CFA une convention de formation. Cette convention définit notamment le coût annuel de la formation.
• Le CFA facture au CNFPT 50 % du coût annuel, dans la limite du montant maximal défini par le barème, et facture le reste à charge à la collectivité territoriale.

2) <u>Coûts et subventions :</u>

La rémunération des apprentis est versée en tenant compte de leurs âges et de leurs progressions dans le ou les cycles de formation qu'ils poursuivent.

En effet, l'Etat prend en charge :

- La totalité des cotisations patronales d'assurances sociales et d'allocations familiales,
- Les cotisations salariales d'origine légale ou conventionnelle dues au titre des salaires versés aux apprentis.

De plus, la loi de transformation de la fonction publique fixe à 50 % la contribution financière du CNFPT aux CFA pour le financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et ce, pour toutes conventions signées entre le 1er juillet 2020 et le 31 décembre 2021.

Il reste alors à la charge de l'employeur :

- le salaire de l'apprenti. Depuis la loi de transformation de la fonction publique, les apprentis du public perçoivent le même salaire que ceux du privé. La rémunération est la suivante, en fonction de l'âge de l'apprenti et de l'année d'exécution du contrat d'apprentissage (en % du SMIC) :

Age de l'apprenti	1ère année du contrat	2ème année du contrat	3ème année du contrat
- de 18 ans	27%	39%	55%
18-20 ans	43%	51%	67%
21-25 ans	53%	61%	78%
26 ans et +	100%	100%	100%

- les 50% des frais de la formation non pris en charge par le CNFPT,
- la cotisation au titre du Fonds national d'aide au logement,
- la contribution de solidarité autonomie,
- la cotisation retraite complémentaire versée à l'IRCANTEC,
- la cotisation accident du travail et maladie professionnelle.

Notre collectivité se laisse la possibilité de recruter pour la rentrée prochaine une dizaine d'apprentis :

Service d'accueil de l'apprenti	**Nombre de postes**	**Diplôme ou titre préparer par l'apprenti**	**Durée de la formation**
Service Espaces verts	2	BTS aménagement paysagers	2 ans
Atelier Menuiserie	1	CAP Menuiserie	2 ans
Atelier Peinture	1	CAP Peinture	2 ans
	1	Economie bâtiment	2 ans
Direction de l'information Numérique et des Systèmes d'Information	1	Licence puis Mastère 2 informatique	3 ans
Direction de la Communication	1	Mastère 2 UX Design	2 ans
Direction des affaires Juridiques et de la Commande Publique	1	Master 1 Droit Public	1 an
Service Petite Enfance	2	CAP SAPVER	2 ans

La délibération a donc pour objet de :

- ACCEPTER de recourir au sein des services de la Ville au contrat d'apprentissage ;

- INSCRIRE les dépenses correspondantes, notamment les salaires et les frais de formation, au budget et prévoir les crédits correspondants ;

- AUTORISER Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services par délégation, à signer tout document relatif à ce dispositif

- AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter les services de l'Etat, de la Région Nouvelle Aquitaine, du FIPHFP et du CNFPT pour les éventuelles aides financières susceptibles d'être versées dans le cadre de ces contrats d'apprentissage.

Monsieur le Maire :

Merci Mme Grondona, l'apprentissage voilà quelque chose qui nous intéresse particulièrement, que l'on veut développer, je l'ai dit plusieurs fois nous avons une belle jeunesse, une jeunesse intelligente, qui fait des études et qui veut vivre ici.
C'est le moment de les aider, l'apprentissage aujourd'hui cela se résume très souvent par de l'alternance, nous en avons déjà, il y a 10 postes, sur 10 il n'en reste que 2 à pourvoir, les autres ont été mis en place, ce sont des locaux, dans la communication, l'informatique, il nous reste à trouver un peintre et dans la commande publique.
Ce sont des jeunes qui ont 20, 22 ans on est en train de les former, avec de la qualité que l'on veut garder, nous mettons beaucoup l'accent sur cette jeunesse et on compte aussi sur tous les cadres d'aujourd'hui pour former cette jeunesse, notamment je pense aux services techniques nous avons aussi de la qualité chez les jeunes y compris dans des postes d'encadrement.

Mme GRONDONA :

Dans le cadre des Lignes directrice de gestion, l'état des lieux a permis d'identifier une centaine de départs potentiels à la retraite d'ici la fin du mandat en 2026.

Pour commencer à anticiper ces départs et favoriser la continuité du service public, la ville souhaite lancer une campagne d'embauche d'apprentis, afin de rechercher de jeunes profils issus si possible du territoire et également de valoriser, conserver et transmettre les compétences de nos agents.

Il est à noter que désormais l'apprentissage s'adresse à des personnes âgées de 16 ans au minimum et jusqu'à 29 ans révolus au maximum, poursuivant un cursus dans un établissement agréé. Les apprentis sont recrutés avec un contrat de droit privé, comme le prévoit le code du travail. La rémunération de l'apprenti dépend de son âge et du diplôme qu'il prépare.

La ville peut bénéficier :

- de dispositifs d'aides à l'embauche sous forme de subvention (aide de L'Etat de 3000€/apprenti),
- d'allégements des cotisations sociales
- de 50% de prise en charge des frais de scolarité par le CNFPT.

L'objectif est d'ouvrir une dizaine de postes sur les services de la ville par le recrutement de profils allant du CAP jusqu'au master. Je vous donne le détail à titre indicatif :

Service d'accueil de l'apprenti	Nombre de postes	Diplôme ou titre préparer par l'apprenti	Durée de la formation
Service Espaces verts	2	BTS aménagement paysagers	2 ans
Atelier Menuiserie	1	CAP Menuiserie	2 ans
Atelier Peinture	1	CAP Peinture	2 ans
	1	Economie bâtiment	2 ans
Direction de l'information Numérique et des Systèmes d'Information	1	Licence puis Mastère 2 informatique	3 ans
Direction de la Communication	1	Mastère 2 UX Design	2 ans
Direction des affaires Juridiques et de la Commande Publique	1	Master 1 Droit Public	1 an
Service Petite Enfance	2	CAP SAPVER	2 ans

La délibération a donc pour objectif de lancer cette campagne, de permettre les embauches des apprentis, de solliciter les aides et d'inscrire les dépenses correspondant à ces embauches

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme GRONDONA DEL2021-06- 256

PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES
PLAN DE FORMATION
DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
2021 / 2026

Vu *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
Vu *la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
Vu *le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie,*
Vu *le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,*
Vu *les Lignes Directrices de Gestion (LDG) présentées lors du Conseil municipal du 13 avril 2021, visant à formaliser la stratégie et les orientations de la politique RH du mandat, de communiquer et d'anticiper les impacts potentiels et prévisibles des mesures envisagées,*
Vu *l'avis favorable du Comité Technique en date du 18 juin 2021 relatif au plan de développement des compétences / plan de formation,*

Mes chers collègues,

Considérant les plans d'actions n°4, 5, 6, et 8 des LDG applicables à compter du 1er mai 2021,

Considérant la réorganisation des services ayant fait suite au changement de municipalité du 3 juillet 2020,

Considérant les Job Dating des 5 novembre 2020 et 1er décembre 2020 ayant entrainé la mobilité de plus de 50 agents,

Considérant les demandes formulées par les agents et leurs évaluateurs lors de la dernière campagne d'entretiens professionnels,

Considérant la nécessité de construire et de proposer aux agents de la collectivité un plan de formation, appelé désormais « plan de développement des compétences », cohérent et lisible, qui, conformément aux prescriptions de la loi du 19 février 2007, doit répondre simultanément aux besoins des agents et à ceux de la collectivité,

Considérant la date de construction de ce plan de développement des compétences,

Considérant la nécessité de prévoir au budget primitif les sommes nécessaires à la réalisation de ce plan,

Considérant la période de crise sanitaire et l'état d'urgence déclaré du 17 mars 2020 au 9 juin 2021,

Considérant que cette situation sanitaire a généré l'annulation de tout ou partie des formations prévues antérieurement,

Considérant que ces propositions d'actions pourront, au cours de la période retenue, faire l'objet d'adaptations en fonction de besoins plus spécifiques.

Considérant que ce plan devra s'adapter aux futurs recrutements, mobilités, aux prochaines campagnes d'entretiens professionnels, mais également aux écarts entre le plan prévisionnel et le plan réalisé.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la Commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, service à la population du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER le plan de développement des compétences / plan de formation prévisionnel pour la période 2021/2026 ci-joint,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents qui y sont liés,

- INSCRIRE au budget les crédits nécessaires au budget chaque année.

PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES
PLAN DE FORMATION
DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
2021 / 2026

Note explicative de synthèse

Depuis le 1er janvier 2019, le Plan de Développement des Compétences, créé par la Loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018, a succédé à l'ancien « plan de formation ».

Cet outil de pilotage de la formation professionnelle regroupe l'ensemble des actions et des mesures de formation visant à soutenir l'activité de la collectivité, accompagner ses projets de développement et ses orientations stratégiques. Il facilite l'arbitrage, l'anticipation et l'organisation des actions de formation ;

Le Plan de Développement des Compétences s'organise aujourd'hui en distinguant deux types d'actions : obligatoires et « non obligatoires », alors que l'ex-plan de formation distinguait les actions de maintien dans l'emploi (adaptation au poste de travail) et de développement des compétences.

Pour autant la collectivité a toujours l'obligation d'assurer l'adaptation des agents à leur poste de travail et de veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi, au regard notamment de l'évolution des emplois, des technologies et des organisations (article L6321-1 du Code du travail).

Le Plan de Développement des Compétences permet aux agents de suivre des actions de formation à l'initiative de leur hiérarchie, ou à leur propre initiative

Dans le cadre de ses Lignes Directrices de Gestion promulguées par arrêté du Maire, notre collectivité a construit son Plan de Développement des Compétences prévisionnel, pour une durée de 5 ans à compter du 1er juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2026, sur sept axes pédagogiques, pour une application au 1er mai 2021.

Ensuite, les priorités 2021 du Plan de Développement des Compétences seront présentées.

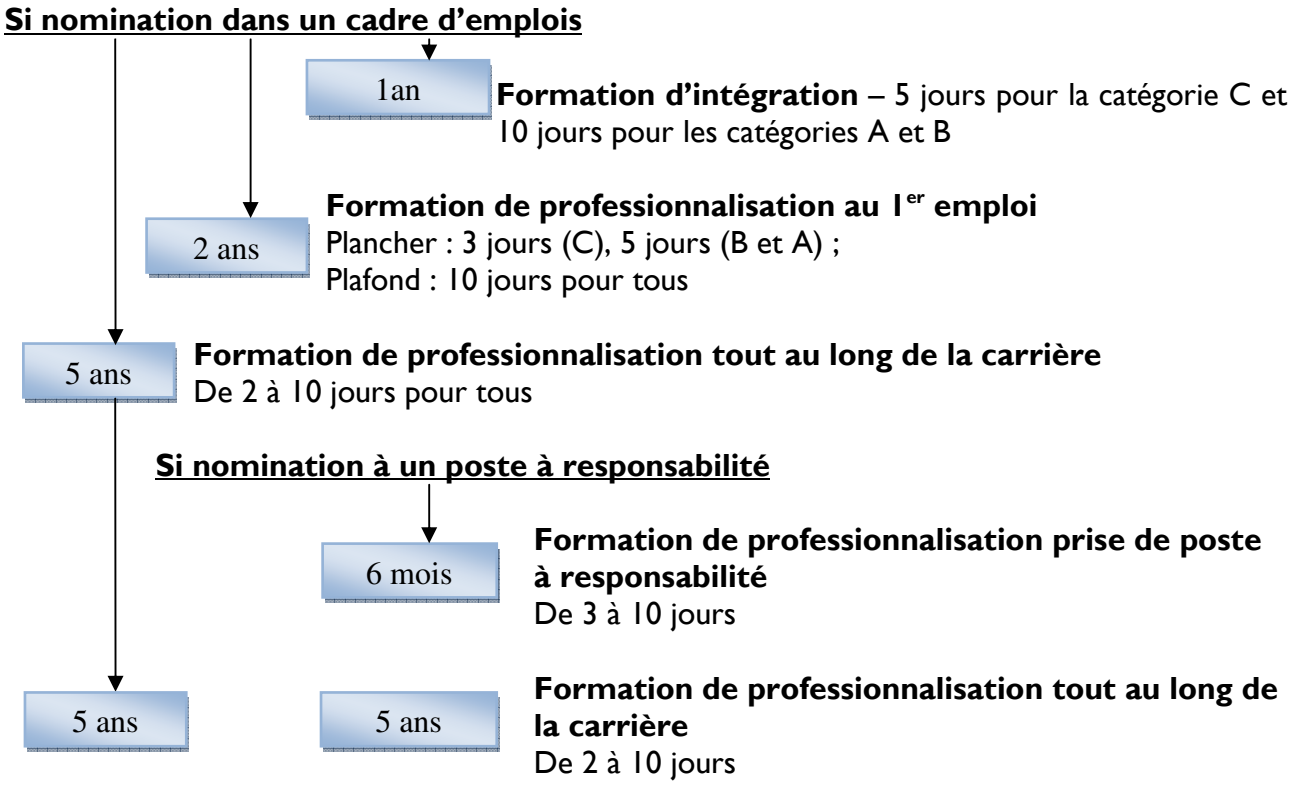
I. AXES PEDAGOGIQUES :

1) Les formations obligatoires pour les agents titulaires et contractuels :

Ce sont :

- **Les formations statutaires** dont voici le détail :

Schéma d'ensemble des formations obligatoires
Décret n° 2008-512 du 29 mai 2008



- **Les formations Hygiène et Sécurité :**
  Il s'agit des formations délivrant un titre ou une habilitation qui nécessitent une formation initiale et des recyclages réguliers afin de respecter les obligations règlementaires, à savoir :

  - Les différents permis de conduire,
  - Les différents CACES,
  - Les habilitations électriques,
  - Les formations permettant la délivrance des Autorisation d'Intervention à proximité des Réseaux (AIPR),
  - Les formations SSIAP (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes),
  - Les formations SST (Sauveteur Secouriste du Travail),
  - Les formations PSE 1 et PSE 2 (Premier Secours en Equipe niveau 1 et 2),
  - Les formations Brevet de Surveillant de Baignade,

- Les formations de Prévention des Risques liés à l'Activité Physique (PRAP),
- Les formations des assistants de prévention,
- Les formations manipulation des extincteurs,
- Les formations des membres du Comité d'hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT),
- Les formations continues obligatoires, Formations préalables à l'armement, et formations d'entrainement des agents de Police municipale,

- **Les formations liées aux mobilités subies ou choisies** :

  Ces formations peuvent s'inscrire dans un dispositif d'accompagnement des reconversions professionnelles, nécessaire à mettre en place pour soutenir les agents concernés dans cette période de transition et de nouveau départ.
  Les agents nécessitant un reclassement ou bénéficiant d'un période de préparation au reclassement (PPR), du fait de leur état de santé, sont considérés comme prioritaires.

2) Les formations « métiers » :

Ce sont :

- **Les formations** répondant à des **besoins transversaux** et celles qui permettent le **développement et/ou le maintien des acquis professionnels**.

- **Les formations informatiques :** Elles permettent de faciliter, par des formations en interne ou via des organismes de formation, l'accès et le développement des compétences des agents à l'utilisation des divers logiciels et progiciels utilisés par la collectivité. De même, elles visent à aider et accompagner à la transformation numérique, afin de réduire la fracture informatique des agents.

- **Les formations MOOC :** Apparu en 2012, le **MOOC** (acronyme formé des initiales de ***massive open online course***, en français **formation en ligne ouverte à tous** est une formation à distance capable d'accueillir un grand nombre de participants.

  Ouvert par session ou toute l'année, chaque agent peut se former gratuitement sur une multitude de sujets. Le CNFPT et d'autres organismes de formation proposent des formations qui s'adressent aux agents des collectivités locales par le biais de ces plateformes.
  Ce dispositif permet de venir compléter le catalogue des offres de formation proposé par le CNFPT et autres organismes.

3) Les formations d'accompagnement de l'évolution professionnelle :

Un décret en date du 6 mai 2017 vient préciser, dans le prolongement d'une ordonnance du 19 janvier 2017, les modalités d'application du compte personnel de formation (CPF) au sein de la fonction publique territoriale, notamment les modalités d'utilisation du compte.

Le CPF est un crédit d'heures de formation pris en charge par l'employeur afin de faciliter la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle d'un agent.

Ce projet peut s'inscrire dans le cadre d'une mobilité, d'une promotion ou d'une reconversion professionnelle, y compris vers le secteur privé.

Le CPF concerne l'ensemble des agents publics, aussi bien les agents titulaires que les agents contractuels de droit public en contrat à durée indéterminé ou déterminée quelle que soit la durée de leur contrat, sans que soit exigée une durée minimale d'exercice des fonctions.

Les agents recrutés sur des contrats de droit privé (notamment les apprentis et les bénéficiaires de contrats aidés) relèvent des dispositions du code du travail. Les droits attachés au compte personnel de formation leur sont applicables depuis le 1er janvier 2015. Il appartient à l'employeur public, lorsqu'il est saisi d'une demande en ce sens et qu'il ne cotise pas auprès d'un organisme paritaire collecteur agréé, de prendre en charge cette demande, y compris sur le plan financier (article L.6323-20-1 du code du travail).

Ces formations sont exclusivement demandées par l'agent. Elles doivent être sollicitées dans le cadre d'un projet professionnel construit et être accompagnées d'un courrier exprimant de façon détaillée ses motivations et d'au moins deux devis.

Ces demandes feront l'objet d'une analyse approfondie et seront étudiée par une commission d'attribution.

II. LES PRIORITES 2021 :

Pour 2021, compte tenu du fait que la collectivité n'avait pas connaissance de l'ensemble des éléments constituants le plan de développement des compétences, le budget primitif et le budget supplémentaire n'ont pas pu tenir compte de l'ensemble des besoins.
Suite à l'analyse des comptes rendus d'évaluation professionnelle la priorité sera donc donnée aux actions de formation suivantes, s'inscrivant pleinement dans le cadre des plans d'actions prévus par les LDG :

1- Compte tenu du contexte sanitaire que nous avons traversé et qui a entrainé un retard dans les recyclages obligatoires des formations Prévention, maintien des acquis, Hygiène et Sécurité, il est évident que priorité leur sera donnée cette année ;

2- Suite à l'étude organisationnelle réalisée en 2018 par l'ancienne municipalité, qui avait souligné le manque de formation et de culture managériale de l'ensemble des encadrants, une démarche a été entamée auprès du CNFPT afin de mettre en place cette formation à l'attention de l'ensemble des managers de la collectivité.
Cette formation sera prise en charge totalement au titre de la cotisation obligatoire de 0,9% de la masse salariale versée à cet organisme chaque année, suite à l'annulation du marché lancé par l'ancienne municipalité et permet ainsi une économie de 100 000 euros.

3- Cette deuxième formation sera complétée par une session organisée en interne (donc pas de frais pédagogiques), - car nous avons ces compétences au sein de la collectivité et souhaitons les mettre en valeur -, intitulée « Les bases du management de la santé et de la sécurité au travail », toujours à destination des encadrants, visant à leur

permettre d'acquérir une vision globale en prévention des risques professionnels et de bénéficier des repères et bases nécessaires aux missions d'un responsable de service ;
Plusieurs sessions sont en cours d'organisation pour les encadrants du Pôle technique municipal.

4- Les formations métiers et statutaires afin d'accroître ou de maintenir les compétences et les acquis professionnels de nos agents avec pérennisation des actions en fonction des priorités et des projets des services, dans le cadre de la cotisation patronale du CNFPT de 0,9% afin d'optimiser l'enveloppe budgétaire et gagner en efficience.

5- Il est nécessaire que les agents utilisant des logiciels métiers puissent se perfectionner dans l'utilisation de ceux-ci, afin de gagner en confort de travail, en efficience, et ainsi monter en compétences.
En 2021, ce sont en priorité les formations au progiciel CIVIL (notamment sur ses applications métiers Finances / Patrimoine / RH)

6- De plus, la formation auprès des agents qui seront identifiés comme futurs assistants de prévention continuera sur le deuxième semestre 2021, afin d'atteindre l'objectif de disposer de 20 assistants de prévention en 2022.

7- Enfin, tous les agents dont l'état de santé nécessite qu'ils soient reclassés dans un nouvel emploi bénéficieront des formations identifiées comme nécessaires à leur bonne intégration dans leur nouveau poste.

Bien évidemment, ces propositions d'actions pourront, au cours de la période retenue, faire l'objet d'adaptations en fonction de besoins plus spécifiques. En effet, un plan de développement des compétences s'adresse aux agents et s'adapte aux besoins et évolutions des services. Il est donc par définition amené à suivre l'évolution des services et des parcours des agents.
Il s'adaptera donc aux futurs recrutements, mobilités, aux prochaines campagnes d'entretiens professionnels, mais également aux écarts entre le plan prévisionnel et le plan réalisé.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER le plan de développement des compétences / plan de formation prévisionnel pour la période 2021/2026,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents qui y sont liés,
- INSCRIRE au budget les crédits nécessaires au budget chaque année.

Monsieur Le Maire :

Merci Mme Grondona

Monsieur MAISONNAVE :
C'est un document qui rassemble l'ensemble des actions de formation retenues par la collectivité il formalise les besoins de formation de l'ensemble de ses agents afin de consolider l'existant, de préparer l'évolution des missions de la collectivité et le développement des compétences de chacun.
La formation c'est aussi la clé de la mutation du service public afin que celui-ci continue à répondre aux attentes des citoyens, mais c'est aussi un levier stratégique, en ce sens qu'elle permet de disposer des compétences internes nécessaires à la bonne marche de la collectivité tout en donnant la possibilité d'évoluer professionnellement.
Une action de formation se définit comme un parcours pédagogique permettant d'atteindre un objectif professionnel sachant que le plan de développement des compétences doit servir le projet de la collectivité, la formation pour la collectivité, n'est pas une fin en soi, il n'est qu'un moyen au service du projet et ça c'est important.
Je pense que la collectivité au travers de ses plans, ça permet aussi à tous ces agents-là de pouvoir progresser dans leur vie professionnelle.

Monsieur Le Maire :
Absolument cette formation elle a plusieurs raisons d'être c'est de faire évoluer les gens, et surtout de les garder, on en a tellement souffert de ça, on avait des bons qui arrivaient et ils partaient dans le privé, notre objectif est de les garder.
Pour les garder il faut les former et les valoriser.
C'est ce que nous cherchons à faire et c'est ce que nous faisons déjà, on a plusieurs jeunes qui ont été sollicités à l'extérieur et que nous avons reconnus et gardés.

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Madame GRONDONA :
Depuis le 1er janvier 2019, le Plan de Développement des Compétences (PDC), créé par la Loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018, a succédé à l'ancien « plan de formation ».

Cet outil de pilotage de la formation professionnelle regroupe l'ensemble des actions et des mesures de formation visant à soutenir l'activité de la collectivité, accompagner ses projets de développement et ses orientations stratégiques.

Prévu par les lignes directrices de Gestion pour la période 2021/2026, notre ville souhaite doter ses agents d'un véritable plan de développement de leurs compétences. Le comité technique s'est prononcé favorablement le 18 juin dernier.

Pour sa construction, il a été élaboré à partir des évaluations professionnelles des agents. Il est élaboré autour de 7 axes pédagogiques, à savoir :

- Les formations obligatoires pour les agents titulaires et contractuels : les formations statutaires (formation initiale, de professionnalisation, etc…
- Les formations Hygiène et Sécurité : CACES, permis, habilitations électriques, police municipale, etc..
- Les formations liées aux mobilités subies ou choisies : les reclassements notamment
- Les formations métiers répondant à des besoins transversaux et celles qui permettent le développement et/ou le maintien des acquis professionnels.
- Les formations informatiques :
- Les formations MOOC : Apparu en 2012, le MOOC (acronyme formé des initiales de *massive open online course*, en français formation en ligne ouverte **à tous** est une formation à distance capable d'accueillir un grand nombre de participants.
- Les formations d'accompagnement de l'évolution professionnelle : notamment le CPF (compteur personnalisé de formation)

Les priorités Pour 2021 et 2022 : il s'agit d'actions prévisionnelles qui tiennent compte des budgets votés et des reports de formations non réalisées suite à la crise sanitaire.

Les recyclages obligatoires des formations Prévention, maintien des acquis, Hygiène et Sécurité, il est évident que priorité leur sera donnée cette année, ainsi que les futurs assistants de prévention.

Suite à l'étude organisationnelle réalisée en 2018 par l'ancienne municipalité, qui avait souligné le manque de formation managériale des encadrants, une démarche a été entamée auprès du CNFPT afin de programmer un plan « Manager » dès le mois de septembre 2021 (Cette formation sera prise en charge totalement au titre de notre cotisation obligatoire de 0,9% de la masse salarial et a permis une économie de 100 000 euros, suite à l'annulation du marché budgété par l'ancienne municipalité)..

Les formations métiers et statutaires, afin d'accroître ou de maintenir les compétences et les acquis professionnels de nos agents, réalisées en priorité avec le CNFPT (rentabiliser notre cotisation).
Les formations informatiques
Enfin, tous les agents dont l'état de santé nécessite qu'ils soient reclassés dans un nouvel emploi bénéficieront des formations identifiées comme nécessaires à leur bonne intégration dans leur nouveau poste.

Il est à noter que bien évidemment, ces propositions d'actions pourront, au cours de la période retenue, faire l'objet d'adaptations en fonction de besoins plus spécifiques. En effet, un plan de développement des compétences s'adresse aux agents et s'adapte aux besoins et évolutions des services. Il est donc par définition amené à suivre l'évolution des services et des parcours des agents : Il s'adaptera donc aux futurs recrutements, mobilités, aux prochaines campagnes d'entretiens professionnels, mais également aux écarts entre le plan prévisionnel et le plan réalisé.
J'en ai terminé avec les éléments de présentation du Plan de Développement des compétences Monsieur le Maire.

Madame DELMAS
Juste une petite rectification, le principe des marchés, il y a une enveloppe qui avait été budgétée 100 000€ et après il y a des droits de tirage, c'est pris ou ce n'est pas pris.
Cela n'avait pas été dépensé, donc voilà.

Monsieur Le Maire :
C'est ainsi, ça avait été vu en 2018, les 100 000€ avaient été bloqués mais ça n'avait pas été fait….

Madame DELMAS

Voilà, c'est le principe des marchés et des enveloppes….

Monsieur Le Maire :
On a économisé du fait que le CNFPT l'a pris en charge…

Madame DELMAS
Apres, ce n'est pas toujours opérationnel pour des formations très spécifiques, d'ingénieur ou autre, il faudra passer d'autres marchés éventuellement.

Rapporteur : M VOTION **DEL2021-06-257**

THÉÂTRE CRAVEY
REMBOURSEMENT DE BILLETS POUR ANNULATION DE SPECTACLES DURANT LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 (période du 26 septembre 2020 au 30 avril 2021)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 12121-29,
Vu la loi N° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,
Vu les délibérations N° 2020-07-17 du 16 juillet 2020 et n°2021-02-53 du 18 février 2021relatives aux précédents remboursements des spectacles annulés ;

Mes chers collègues,

Considérant qu'en raison des mesures gouvernementales prises dans le cadre de la propagation de l'épidémie de coronavirus, la ville de La Teste de Buch a été contrainte d'annuler les représentations des spectacles programmés au théâtre Cravey du 26 septembre 2020 au 30 avril 2021,

Considérant les demandes de remboursement des personnes qui n'ont pu assister aux représentations annulées,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021de bien vouloir :

- ACCEPTER de rembourser les personnes sur présentation d'un relevé d'identité bancaire et d'une pièce d'identité.

- RÉGULARISER ces dépenses d'un montant de 984 € par émission de mandats à l'article 673 « titres annulés sur exercices antérieurs » pour les recettes encaissées sur les exercices 2020 et 2021.

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ce dossier.

REMBOURSEMENT DE BILLETS – THÉÂTRE CRAVEY
SUITE À L'ANNULATION DES SPECTACLES
EN RAISON DU COVID-19
DU 26 SEPTEMBRE 2020 AU 30 AVRIL 2021
Note explicative de synthèse

Contexte

Pour répondre aux mesures gouvernementales prises dans le cadre de la propagation de l'épidémie du coronavirus (loi N° 2020-290 du 23 mars 2020), la ville de La Teste de Buch a été contrainte d'annuler les représentations des spectacles programmés au théâtre Cravey du 26 septembre 2020 au 30 avril 2021 :

- Samedi 26 septembre 2020 *(1ère date)* et 7 mai 2021 *(2ème date)*, Joy & Biga Ranx
- Vendredi 23 octobre 2020, Le Comte de Bouderbala
- Samedi 14 novembre 2020, Bazbaz
- Samedi 6 février 2021, Ayo
- Vendredi 19 février 2021, Échos Ruraux
- Dimanche 28 février 2021, Voyage Lyrique
- Vendredi 5 mars 2021, 100 Mètres Papillon
- Jeudi 11 mars 2021, La Route de la Soie
- Samedi 3 avril 2021, WEARE4
- Vendredi 9 avril 2021, Une Vie
- Dimanche 11 avril 2021, Luis Mariano, Prince de l'Opérette
- Vendredi 30 avril 2021, Un Cœur Simple

Ces représentations ont fait l'objet de vente de billets et d'encaissements de la régie d'avances et de recettes du service Culture. Il convient de rembourser les personnes qui ont acheté des billets des représentations annulées pour un montant total de 984 € selon la liste suivante :

- ANGE Jean-Michel : 60 €
- BARBIN Léo : 60 €
- BAREILLE Michel : 57 €
- BAUDET Patrice : 124 €
- CASTAING Chantal : 40 €
- CHAPELLE Mathilde : 20 €
- COURTAULT Marie-Stéphanie : 45 €
- COLPIN Lise : 60 €
- COUTEN Béatrice : 62 €
- DATRIER-PETROVITCH Nathalie : 30€
- HERNANDEZ-CASTRO Andrea : 60 €
- IRIGOIN Virginie : 60 €
- MERCY Brigitte : 60 €
- MONSET Marie-Claude : 87 €
- REINBUCHLER Maryse : 64 €
- TYTKO Ghislaine : 95 €

MODALITÉS

Les remboursements seront effectués sur présentation d'un relevé d'identité bancaire (RIB), d'une copie d'une pièce d'identité et de la restitution du ou des billets achetés ou pour les billets non édités, de la feuille de caisse avec le numéro de commande prouvant l'achat d'une place de spectacle.

Il est donc proposé de bien vouloir constater l'annulation des billets vendus et de procéder au remboursement pour un montant total de **984 €**. Les remboursements seront traités par la régie d'avance et de recettes du service Culture.

Il conviendra de procéder à la régularisation par émission de mandats pour un montant de **984 €** à l'article 673 « titres annulés sur exercices antérieurs » pour les recettes encaissées sur les exercices 2020 et 2021.

Monsieur le Maire :
Merci M Votion, on en a eu quelques-unes et on a accepté de rembourser quelques demandes.
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : Mme POULAIN **DEL2021-06-258**

REGLEMENT INTERIEUR DU THEATRE CRAVEY

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu le projet de règlement intérieur ci-joint.

Mes chers collègues,

Considérant que le Théâtre Cravey situé rue Gilbert Sore, inauguré le 26 avril 2019, a été complétement rénové et propose tout au long de l'année des spectacles éclectiques : concerts, théâtre, humour, danse.

Considérant qu'il peut être, sous certaines conditions, mis à disposition des artistes en résidence, des associations ou des institutions et des entreprises.

Considérant qu'il est nécessaire d'établir un règlement intérieur afin de détailler son fonctionnement et de fixer l'ensemble de ses règles d'utilisation.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER le règlement intérieur ci-joint.

REGLEMENT INTERIEUR DU
THEATRE CRAVEY

Note explicative de synthèse

Le Théâtre Cravey situé rue Gilbert Sore, inauguré le 26 avril 2019, a été complétement rénové et présente désormais les spécificités d'une véritable scène de spectacle.

Le Théâtre Cravey est une salle 630 m² qui compte 1 000 places debout, 480 places assises et l'accessibilité au public à mobilité réduite. Il propose tout au long de l'année des spectacles éclectiques : concerts, théâtre, humour, danse. Il peut être, sous certaines conditions, mis à disposition des artistes en résidence, des associations, des institutions et des entreprises.

Il convient d'établir un règlement intérieur afin de détailler son fonctionnement et de fixer l'ensemble des règles d'utilisation.

Sous la responsabilité de Monsieur Le Maire, la Ville se réserve le droit d'accepter ou de refuser une manifestation. Une convention de mise à disposition est signée entre la Ville et l'utilisateur, elle formalise la nature, la date, les heures précises de la manifestation, la gratuité ou le montant de la location.

Une priorité d'occupation est établie selon l'ordre suivant :
- Le service de la vie culturelle qui propose une programmation annuelle,
- Les autres services de la Ville,
- Les associations testerines de la Ville en co-organisation avec le service culture,
- Les associations extérieures, les institutions, les organismes légalement constitués et les entreprises.

Les utilisateurs doivent respecter les locaux et les lieux utilisés comme stipulé dans le règlement intérieur.

Pour le bon fonctionnement du lieu, La Ville met à disposition :
- un espace catering,
- son personnel technique,
- le matériel du Théâtre,
- 2 agents SSIAP (Sécurité Incendie et Assistance aux Personnes et 2 agents formés aux moyens de secours tel que le prévoit la législation en vigueur dans les ERP de type L de 2ème catégorie (Etablissement Recevant du Public) dès lors qu'il y a du public.

Le règlement intérieur prévoit le fonctionnement de la billetterie ouverte du mardi au vendredi de 10h à 18h. La possession d'un billet contraint le spectateur à l'acceptation et au respect du règlement intérieur du Théâtre.

Les tarifs de mise à disposition sont fixés chaque année par délibération du conseil municipal et seront précisés dans la convention de mise à disposition.

La délibération a donc pour objet d'approuver le règlement intérieur du Théâtre Cravey.

REGLEMENT INTERIEUR DU THEATRE CRAVEY

Le présent règlement énonce les dispositions générales d'utilisation du Théâtre Cravey. Les dispositions particulières seront énumérées dans une convention de mise à disposition du Théâtre Cravey.

Le responsable de l'exploitation de cet espace culturel est le Maire et / ou son représentant. Il est chargé de faire appliquer ce règlement avec les moyens et les prérogatives qui lui sont propres.

Article 1 : Ordre de priorité d'utilisation

La priorité d'occupation du Théâtre Cravey s'établit selon l'ordre suivant :

1.1) Sous la responsabilité de Monsieur le Maire, le Théâtre Cravey est occupé en priorité par les services de la Ville avec :

- Une programmation à l'année établie par la Direction de la Vie Culturelle
- Une utilisation des autres services de la Ville en fonction de leurs besoins

1.2) Les associations testerines peuvent utiliser le Théâtre Cravey pour une manifestation. Une manifestation représente un jour d'occupation du Théâtre Cravey, une journée supplémentaire peut être accordée pour la répétition du spectacle. Cette utilisation se fait dans la limite des dates disponibles.

1.3) Les associations testerines de la Ville en co-organisation avec le service culture sont prioritaires.

1.4) Les associations extérieures, les institutions, les organismes légalement constitués et les entreprises peuvent, en accord avec la Ville, utiliser le Théâtre Cravey.

1.5) La commune se réserve le droit d'accepter ou de refuser une manifestation.

Les tarifs de mise à disposition sont fixés chaque année par délibération du conseil municipal et seront précisés dans la convention de mise à disposition.

Article 2 : Règlement de la billetterie

La billetterie est ouverte du mardi au vendredi de 10h à 18h.
La possession d'un billet contraint le spectateur à l'acceptation et au respect du règlement intérieur du Théâtre. A défaut de respect desdites dispositions, le Théâtre pourra refuser au

spectateur l'entrée de la salle, l'inviter à quitter l'enceinte du Théâtre, sans que le spectateur puisse, à quelque titre que ce soit, prétendre au remboursement du billet acquis.

Tarifs

- Le tarif applicable est le tarif affiché aux guichets du Théâtre. Des éventuelles réductions et opérations de promotion sont organisées et annoncées par voie de presse et/ou d'affichage sur le site de la ville. Il appartient aux spectateurs qui entendent s'en prévaloir d'en réclamer l'application au moment de la réservation des places.
- Les prix des places indiqués sont les prix pratiqués pour des billets au tarif normal achetés sur place, directement aux guichets, et sur la billetterie en ligne du Théâtre. Pour les billets réservés par tout autre moyen, des frais de réservation sont perçus en sus du prix guichet.
- Le Théâtre Cravey n'est pas lié par les majorations de prix qui peuvent être pratiquées par des intermédiaires.

Billets

- Les billets émis sont uniques et nous ne pouvons en délivrer de duplicata, sauf en cas de vol ou perte constatés par déclaration auprès des services de police.
- Les billets émis ne sont ni repris ni remboursés. Ils sont valables uniquement pour la représentation pour laquelle ils ont été émis. En cas d'annulation de la représentation de notre fait, ils peuvent être remboursés, par l'intermédiaire du Trésor Public, sur présentation du billet et d'un RIB ou échangés pour une autre date en fonction de la disponibilité des places, mais en cas d'interruption d'une représentation après la première moitié du spectacle ils ne pourraient être ni échangés pour une autre date, ni remboursés.

Contrôle des Billets

- Le billet du spectateur devra impérativement être présenté lors des contrôles à l'entrée du site
- Le billet doit être conservé pendant toute la durée de la présence de son acheteur sur le lieu de la manifestation.
- Les toilettes étant situées à l'extérieur de la salle, les spectateurs désireux de s'y rendre doivent également être munis de leur billet.
- Toute sortie de l'enceinte du Théâtre est à considérer comme définitive et mettant fin à la relation contractuelle, sauf cas exceptionnel où il sera délivré, à la demande du client et avec l'accord du Théâtre, une contremarque de sortie valable uniquement avec le billet initialement acquis.

Horaires

- Le spectacle débute à l'heure indiquée sur les billets. Les horaires annoncés sont susceptibles de modifications sans préavis.
-Aucun remboursement ne sera consenti aux spectateurs retardataires.

Sièges

- Nous garantissons le placement aux sièges numérotés jusqu'au lever de rideau. Les portes de la salle sont fermées dès le début du spectacle et les spectateurs retardataires ne sont placés qu'au début du deuxième tableau s'il y a lieu.
- En fonction des spectacles, le client spectateur retardataire peut se voir refuser l'accès à la salle.

Responsabilité

- Le spectateur est juridiquement responsable de tout dommage, direct ou indirect qu'il pourrait provoquer

Règles de bonne conduite

- Il est interdit de manger et de boire dans la salle à l'exception d'une petite bouteille d'eau.
- L'utilisation des téléphones portables est strictement interdite dans la salle de spectacle.
- Tout enregistrement, sous quelque forme que ce soit, y compris photographiquement, est strictement interdit.
- Conformément aux dispositions du droit de la propriété littéraire et artistique et du droit à l'image, les billets ne confèrent aux clients, aucun droit à un enregistrement du spectacle à quelque titre que ce soit et par quelque moyen technique que ce soit.
- Les personnes désirant recevoir un autographe devront patienter dans le hall ou à l'extérieur du Théâtre.

Article 3 : Modalités pratiques de mise à disposition

3.1) Les associations de la commune feront parvenir une demande à Monsieur le Maire.

3.2) Une convention de mise à disposition de la salle, mentionnant la nature, la date, les heures précises de la manifestation et les tarifs de location, est signée entre la ville et l'utilisateur. Elle est accompagnée du règlement intérieur du théâtre.

3.3) Dans le cadre de mise à disposition à titre gracieux aux associations : une rencontre, au préalable à l'occupation du lieu, est obligatoire, deux mois avant, entre l'association et le Théâtre Cravey (régisseur et responsable) ; celle-ci permet de définir le planning d'utilisation et les besoins techniques appropriés en fonction de la nature de la manifestation.

- attestations d'assurances obligatoires (en responsabilité civile générale et risques locatifs),
- du règlement intérieur signé.

3.4) Dans le cadre d'une location : avant la date de location effective, l'utilisateur retourne au service de la vie culturelle la convention signée, accompagnée de :

- attestations d'assurances obligatoires (en responsabilité civile générale et risques locatifs),
- du paiement s'il a lieu d'être,
- du règlement intérieur signé.

Toute demande de matériel ou besoin en personnel technique supplémentaire reste à la charge de l'utilisateur.

3.5) Toute demande de matériel ou besoin en personnel technique supplémentaire reste à la charge de l'utilisateur.

3.6) La commune établira un planning annuel des manifestations mis à jour régulièrement.

Article 4 : États des lieux

Les dégâts et manquements constatés au cours de la location ou de la mise à disposition seront pris en charge par l'organisateur au vue des devis de réparation.

Article 5 : Buvette

- L'utilisateur doit formuler auprès du service de la Police Municipale, une demande d'ouverture de buvette temporaire 1 mois minimum avant la date de la manifestation.
- Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans le groupe 1 tel que défini dans l'article L3321-1 du code de la santé publique,
- Tout manquement constaté, pourra entraîner l'exclusion de l'association de la programmation communale.

Article 6 : Espace catering

- L'utilisation de l'espace catering est mise à la disposition de l'utilisateur, qui pourra également servir pour une petite restauration.
- Le nettoyage de cet espace est obligatoire avant le départ du Théâtre Cravey, selon les règles d'hygiène élémentaires.
- Le verre devra être évacué vers un lieu de recyclage adéquat par l'utilisateur.

Article 7 : Régie son / lumière / vidéo

- La Ville mettra à disposition son personnel technique et le matériel du Théâtre Cravey.
- Tout apport de matériel autre que celui existant dans le Théâtre Cravey est à la charge et sous la responsabilité de l'utilisateur. Il est soumis à autorisation : il convient donc d'en donner la liste exhaustive au régisseur pour accord.

Article 8 : Droits d'auteur

L'utilisateur accomplira les formalités nécessaires auprès des organismes collecteurs des redevances de droits d'auteur.

Article 9 : Obligations de l'utilisateur

L'utilisateur s'engage à :

- Signaler immédiatement à l'agent d'accueil ou au régisseur du Théâtre Cravey, tout problème, toute dégradation, toute anomalie liés à l'utilisation du Théâtre Cravey ;
- Mettre en place un système de billetterie même si l'entrée de la manifestation est gratuite, afin de pouvoir comptabiliser le nombre d'entrées et respecter les mesures de sécurité et sanitaire. Distribuer impérativement des tickets numérotés à tous les spectateurs, même pour les enfants en bas âge ;
- Respecter les locaux et lieux utilisés ;
- Laisser libre les issues de secours et sorties extérieures et veiller à conserver en permanence leurs vacuités;
- Aucune chaise ne pourra être installée en supplément dans toutes les zones accessibles au public ;
- Aucun public ne peut être assis sur les marches des gradins ;
- Laisser propre les abords de la structure ;
- Mettre les déchets et ordures diverses dans des sacs plastiques et entreposer ces derniers dans les containers /poubelles extérieurs prévus à cet effet ;

- Utiliser des gobelets réutilisables plastiques, gobelets biodégradables et des cannettes métalliques ;
- Respecter les horaires (début et fin d'occupation du Théâtre Cravey, début et fin de la manifestation) convenus et stipulés par la convention ; les utilisateurs devront quitter les lieux laissés propres 1h après la fin de la manifestation ;
- Conformément à l'arrêté préfectoral n°97-5126, prendre toutes mesures utiles pour que les bruits émanant du Théâtre Cravey ne puissent à aucun moment troubler le repos ou la tranquillité du voisinage et ceci de jour comme de nuit.

Article 10 : les interdictions à l'utilisateur

Il est interdit de :
- Dépasser la capacité d'accueil public :
    - avec les gradins déployés : 480 places assises – les 11 places réservées PMR (fauteuil roulant) ne peuvent être substitués pour y installer des personnes autres qu'en fauteuil roulant.
    - avec les gradins à demi déployés : 248 places assises – 237 places debout – 11 fauteuils PMR
    - sans les gradins : 1080 places debout
- Déposer, déconnecter, masquer tout élément ou dispositif d'éclairage qu'il soit d'ambiance ou de sécurité ;
- Utiliser des confettis ou autres objets salissants et susceptibles d'endommager les locaux ;
- Consommer des boissons et des denrées diverses dans la salle de spectacle ;
- Fumer ou vapoter dans tout le Théâtre Cravey.
- Accéder au 2nd niveau.

Article 11 : sécurité

- La commune met à disposition de l'utilisateur 2 Agents SSIAP (Sécurité Incendie et Assistance aux Personnes) et 2 agents formés aux moyens de secours tel que le prévoit la législation en vigueur dans les ERP de type L de 2ème catégorie (Etablissement Recevant du Public), dès lors qu'il y a du public.
- Toutes personnes s'engagent à se soumettre aux mesures de contrôle ou de vérification destinées à assurer la sécurité des personnes et des biens dans l'enceinte du Théâtre. Dans ce cadre, une fouille pourra être effectuée au point de contrôle.
- Les bouteilles de gaz et toutes flammes nues (bougies, feux d'artifices,…) sont interdites dans le Théâtre Cravey. Les tentures, décors ou autres éléments doivent répondre au classement M1. Les PV de réaction au feu l'attestant seront remis avant utilisation au régisseur général.

Article 12 : assurance et responsabilités

- L'utilisateur doit souscrire les polices d'assurances en responsabilité civile générale et couvrant tous risques et dommages pouvant résulter des activités exercées pendant tout le temps de l'occupation du Théâtre Cravey.
- La commune ne peut pas être tenue pour responsable de vols éventuels commis pendant le déroulement des activités au Théâtre Cravey.

Article 13 : annulation par la commune

En cas de force majeure ou de fermeture administrative, la commune dispose du droit d'annuler toute manifestation sans contrepartie.

Patrick DAVET

Maire de la Teste de Buch

Règlement intérieur approuvé en conseil municipal du 29 juin 2021.

Monsieur le Maire
Merci Mme Poulain,

Madame POULAIN :
Pour cet été, le service culture a prévu de proposer de très nombreux spectacles.

Nous avons commencé à travailler sur cette programmation au mois de février; nous ne savions pas encore quelle serait la situation sanitaire.
Nous avons pris pour option la prudence et au vu du succès de l'année dernière nous avons décidé d'utiliser le même format ; c'est-à-dire des animations en plein air, des jauges de 50 personnes qui peuvent être augmentées et dans tous les quartiers de la ville : Parc Jean Hameau, les Miquelots, Cazaux, le Pyla, La Règue Verte, le marché, le parvis de la mairie, l'école Victor Hugo, le Quai de Cravey derrière le théâtre, le 6 bis Art.

Les animations proposées seront toutes gratuites. Afin de respecter les protocoles sanitaires, certains spectacles seront uniquement accessibles par réservation depuis la billetterie en ligne du Théâtre Cravey. La billetterie est ouverte dès à présent.

La Saison culturelle de cet été débutera le samedi 3 juillet avec un concert de Las Gabachas. C'est un groupe de femmes qui fait de la musique rock. La programmation estivale 2021 se déroulera ensuite jusqu'au 31 août.
Le détail de tous les spectacles se trouve sur le site, je vais vous en faire un petit résumé

Tous les mardis à 21h : 9 concerts avec des groupes différents à chaque fois. Du jazz du contemporain du classique, toutes sortes de musiques.
2 mercredis par mois : 4 ciné plein air sur le parvis de la mairie. Au mois de Juillet seront diffusés Mia et le lion blanc un film pour tout public, et Les figures de l'ombre. Pour le mois d'août nous pourrons regarder Blanche neige, les Souliers Rouges et les Sept Nains et Thelma et Louise, pour ceux qui l'ont vu c'est un très beau film mais le voir en extérieur sur un grand écran c'est encore autre chose.

Tous les samedis à 21h: 8 pièces de théâtre seront jouées par différentes compagnies, Famous Martini, Les 13 lunes, Les Enfants du Paradis…

Le dimanche matin : 9 déambulations sur le marché, Kevin Dylan Velours, Ciné Jazz Trio, Smile and Danse, New Bumper Jazz, différentes sortes de déambulations

Le dimanche après-midi à 18h : 9 spectacles d'Art de rue avec le Collectif Komono accompagné d'autres Compagnies.
C'est an total 39 spectacles culturels qui seront proposés durant tout l'été.
Toutes les informations se trouvent sur le site de la ville,

M Muret si je peux me permettre de m'adresser plus spécialement à vous, lors du dernier conseil municipal vous nous aviez demandé ce qu'il en était de la statue du pêcheur qui se trouvait sur un rond-point, donc j'ai eu le plaisir de rencontrer l'artiste Laurent Maero qui est venu voir l'œuvre, il était triste de voir l'état dans lequel était son œuvre, elle a été très abîmée, il a fait un état des lieux, on attend le devis qui va arriver ces jours-ci et ensuite nous verrons avec les assurances, et cette œuvre sera réparée au plus vite, nous insistons pour que ce soit fait au plus vite.

Monsieur MURET :

Vous me faites très plaisir et en plus j'imagine qu'il y a moyen de faire jouer l'assurance du fautif automobiliste, de faire jouer sa responsabilité pour que ça ne coûte pas aux contribuables.

Monsieur le Maire :
Si on le retrouve, oui ….

Madame POULAIN :
Bien entendu nous avons toutes ses coordonnées, nous allons entrer en relation avec son assurance, c'est un accident, son assurance va le prendre en charge.

Monsieur BUSSE :
Je profite de cette délibération sur Cravey et du programme annoncé pour vous informer sur les nombreux soucis que nous rencontrons dans l'exploitation de cette salle.
Les travaux de réhabilitation du théâtre ont été réceptionnés en 2019. La municipalité précédente avait fait le choix de ne pas souscrire d'assurance « Dommages Ouvrages ».

Comme nous le redoutions, aujourd'hui de nombreuses anomalies et écarts par rapport aux règles de l'art sont malheureusement avérés. Nous avons saisi l'architecte de ces défauts. Dans un courrier de ce mois-ci, il tente de se défausser et ne pas assumer ses responsabilités de maître d'œuvre.

Une réunion est programmée avec lui prochainement. Si aucun accord n'était trouvé à l'amiable, nous engagerions un contentieux qui peut être long et difficile.

Les principaux défauts sont les suivants :

- Le niveau de bruit réglementaire n'est pas respecté en limite de propriété : les systèmes de ventilations mécaniques et des groupes froids ne sont pas capotés et produisent des nuisances sonores pour les riverains.
- L'acoustique de la cage de scène ne répond aucunement aux prescriptions d'un tel outil : si l'acoustique de la salle de spectacle semble conforme aux exigences réglementaires, celle de l'espace scénique est inexistante et perturbe la majeure partie des spectacles.
- la conception et la pose des baies vitrées sur le pourtour du bâtiment, montées sans ou avec très peu de joints de dilatation, ne permettent pas à la baie vitrée de travailler : les verres se fissurent, provoquant un risque important de chute.
- le système de chauffage au sol situé dans les coursives entre la salle de spectacle et les baies vitrées dysfonctionne. Dernièrement, des pompes sont tombées en panne et doivent être remplacées après seulement deux années de fonctionnement (période COVID19 comprise) …

On peut ajouter à ces défauts majeurs, des anomalies sur les rideaux d'air chaud, sur des dalles en béton qui se perforent, sur l'évacuation des douches entraînant des infiltrations.

Monsieur le Maire :
Cela fait mal au cœur d'entendre ça, d'un bâtiment qui nous a été présenté à 2,5 millions, j'y reviens à chaque fois et qui a terminé quasiment à 6 millions, c'est la raison pour laquelle nous avons souhaité avoir une compétence au-dessus de la moyenne au niveau de notre service technique, pour éviter à l'avenir tout ce type de problèmes.

C'est quand même anormal qu'il n'y ait pas suffisamment de contrôles par rapport au cahier des charges et d'en être là aujourd'hui. On va simplement continuer aujourd'hui à se battre parce que nous n'allons pas les lâcher et qu'ils comprennent qu'aujourd'hui ils ne sont pas dans une ville où ça rigole, il s'agit de l'argent du contribuable. Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : Mme COUSIN

<u>BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE LA TESTE DE BUCH</u>

REGLEMENT INTERIEUR DE LA BIBLIO

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,
Vu la délibération n° 2017-06-232 relative à l'approbation d'un règlement intérieur des bibliothèques municipales,
Vu le projet de règlement intérieur et la charte d'utilisation du matériel informatique et de la connexion Internet ci-joints.

Mes chers collègues,

Considérant que la bibliothèque municipale dénommée « La Biblio, Cultures partagées » installée à présent 2 allée Clemenceau rassemble une offre de ressources imprimées et numériques ainsi qu'un accès libre et gratuit à l'information, aux loisirs et à la formation,

Considérant qu'il convient d'édicter un nouveau règlement intérieur afin d'établir les principes et règles d'organisation, en annexe duquel se trouve la charte d'utilisation du matériel informatique et de la connexion Internet.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER le règlement intérieur et la charte d'utilisation du matériel informatique et de la connexion Internet ci-joints.

Règlement intérieur de La Biblio,
Bibliothèque municipale de La Teste de Buch

Note explicative de synthèse

La bibliothèque municipale est désormais installée 2 allée Clemenceau. Appelée « La Biblio, Cultures partagées », cet équipement culturel rassemble une offre de ressources imprimées et numériques ainsi qu'un accès libre et gratuit à l'information, la formation et aux loisirs.

Ainsi, plus visible, plus accessible, l'ensemble des collections se déploiera sur 6 espaces distincts :

1/ le fonds littérature,
2/ les connaissances du monde et la vie pratique,
3/ la bande dessinée et l'art graphique,
4/ les sciences humaines et sociales,
5/ les fonds petite enfance et parentalité,
6/ les romans et documentaires jeunesse.

En outre, les ordinateurs, logiciels et matériels spécifiques serviront à la découverte et aux pratiques des cultures numériques.

La Bibliothèque municipale est un service public destiné à toute la population, résidente ou non. Elle a pour mission de garantir l'accès, dans le respect du pluralisme, à la culture, aux loisirs, à l'information et à l'éducation permanente. Elle se donne concrètement pour objectifs de développer dans ses murs et hors les murs, les pratiques culturelles liées à l'écrit, la musique, l'image et le jeu.

Dans une bibliothèque municipale, un règlement intérieur est indispensable pour que les principes et règles d'organisation soient portés à la connaissance du public.

Il encadre les conditions d'accès, d'inscription, d'usages, de consultation, de prêt des documents, de participation aux ateliers et animations programmées par l'établissement.

Tout usager, inscrit ou non inscrit est soumis au présent règlement. Les documents (règlement, annexes, charte internet) doivent être accessibles, lisibles et disponibles sur les sites de la Ville et de la COBAS.

A ce règlement, est associée une annexe : la charte d'utilisation du matériel informatique et de la connexion Internet.

La délibération a donc pour objet de faire approuver le règlement intérieur de la Biblio, Bibliothèque municipale de La Teste de Buch.

REGLEMENT INTERIEUR DE LA BIBLIO
BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE LA TESTE DE BUCH

Le présent règlement a pour objet de déterminer les conditions de fonctionnement de la bibliothèque municipale de La Teste de Buch et de fixer les droits et les devoirs de ses usagers, c'est-à-dire de toute personne physique ou morale utilisant ses services.

Ce règlement s'appuie sur la délibération du Conseil municipal du 13 juin 2017 instituant la gratuité de l'abonnement ainsi que les conditions d'accès.

Tout usager, inscrit ou non inscrit est soumis au présent règlement. Les documents (règlement, annexes, charte internet) doivent être accessibles, lisibles et disponibles sur les sites de la Ville et de la COBAS.

Article 1 : Présentation

La bibliothèque municipale, désignée sous l'appellation « La Biblio, cultures partagées » est un service public destiné à toute la population, résidente ou non. Elle a pour mission de garantir l'accès, dans le respect du pluralisme, à la culture, aux loisirs, à l'information et à l'éducation permanente.

La Biblio, se donne concrètement pour objectifs de développer dans ses murs et hors les murs, les pratiques culturelles liées à l'écrit, la musique, l'image et le jeu. A travers l'élaboration d'une offre de ressources imprimées et numériques, elle contribue à l'ouverture au monde, à la construction d'un esprit critique, au développement personnel. Parallèlement, l'action culturelle en bibliothèque, à destination de tous les publics, soutient également la création, l'apprentissage, l'inventivité.

Le personnel de la bibliothèque aide les usagers à se repérer parmi les ressources imprimées et numériques mises à leur disposition. Il les accompagne également dans leurs démarches de recherche d'information, d'apprentissage, de loisirs et de développement personnel.

Article 2 : Conditions d'accès

L'accès à la bibliothèque et la consultation sur place des documents en accès direct sont libres, gratuits et ouverts à tous.

Les horaires d'ouverture sont affichés à l'entrée de l'établissement, publiés sur les sites internet de la ville et de la COBAS, par voie de presse et sur les réseaux sociaux. Il en est de même pour les changements d'horaires pendant la période estivale.

Les horaires sont définis comme suit :
Été
Mardi, jeudi : 9h00 à 13h00
Mercredi, vendredi, samedi : 9h00 à 17h30

Hiver
Mardi, jeudi : 14h00 à 18h30
Mercredi, vendredi, samedi 10h00 à 18h30

La présence des mineurs reste sous l'entière responsabilité du responsable légal. Le personnel de la bibliothèque n'est pas responsable des enfants non accompagnés. Les parents ou accompagnateurs adultes demeurent expressément responsables de l'entrée, de la sortie et du comportement des enfants dont ils ont la charge.

Afin de garantir les meilleures conditions d'accueil du public et de partage des espaces, il est recommandé aux usagers de limiter les communications téléphoniques et pour autant qu'elles restent discrètes. Les animaux sont interdits à l'exception des chiens accompagnant les personnes présentant un handicap. Il est interdit de pénétrer dans la bibliothèque avec des objets dangereux ou réputés dangereux. Sur décision du responsable de la bibliothèque, l'accès pourra être refusé à toute personne qui, par son comportement ou sa tenue entraîne une gêne pour le public ou le personnel.

Article 3 : Modalités d'inscription

L'accès est libre, gratuit et ouvert à tous, tout comme la consultation sur place des documents. En revanche, l'emprunt, l'accès à internet, l'utilisation des outils numériques et la participation aux ateliers programmés nécessitent une inscription préalable.

Pour s'inscrire, l'usager doit présenter une pièce d'identité valide et un justificatif de domicile. Tout changement de domicile doit être signalé. L'inscription est valable un an.
L'inscription peut se faire en ligne, à distance, depuis le site internet de la ville : www.latestedebuch.fr

L'inscription des mineurs est soumise à autorisation parentale signée par le responsable légal. Certains services proposés peuvent faire l'objet d'autorisations spécifiques.

Article 4 : Modalités d'emprunt

L'usager inscrit à la bibliothèque municipale peut emprunter 10 documents, parmi :

- l'ensemble des collections imprimées, adulte et enfant,

- les revues - à l'exception du dernier numéro de magazine paru, des journaux quotidiens et hebdomadaires,
- les jeux vidéo,
- du petit matériel informatique, type clé USB.

La durée est fixée à 3 semaines, renouvelable si le document ne fait pas l'objet d'une réservation. En revanche, les livres de la rentrée littéraire sont limités à deux prêts par usager pour une durée de deux semaines.

L'usager est personnellement responsable des documents empruntés. Il lui est demandé de prendre soin des ouvrages qu'il consulte ou emprunte et d'éviter les dégradations. En cas de perte ou de détérioration sévère d'un document, l'usager doit remplacer le document par un nouvel exemplaire ou, le cas échéant, un document équivalent. De même, les documents empruntés par des mineurs sont confiés aux soins du représentant légal, lequel s'engage à les remplacer en cas de perte ou de détérioration les rendant inexploitable.

La réservation de documents pour le prêt à domicile est possible sur place ou depuis le site internet (www. mediatheques.agglo-cobas.fr)

Les demandeurs sont avertis par courriel ou appel téléphonique de la disponibilité du document demandé ; à l'expiration d'un délai de huit jours, la réservation est annulée.

L'usager a la possibilité de demander (ou d'effectuer lui-même à partir du site internet ci-dessus) la prolongation des documents qu'il ne serait pas en mesure de rendre dans les délais impartis.

Après la date théorique de retour, la bibliothèque réclame aux emprunteurs les documents non rendus. Cet avis est adressé, par courrier électronique, puis par voie postale ensuite à l'usager ou son représentant légal. Passé le délai annoncé dans ce courrier l'usager n'aura plus la possibilité de demander ou d'effectuer la prolongation de prêt des documents concernés. Aucun nouvel emprunt n'est possible pour un usager qui a des documents en retard.
Tout document (y compris liseuse) non rendu, perdu ou détérioré devra être racheté par l'usager l'ayant emprunté. S'il n'est plus édité, il sera également remplacé par l'usager (en accord avec le responsable de la section concernée) par un titre équivalent afin de ne pas restreindre le choix documentaire. Il appartient à la Bibliothèque de réparer les ouvrages détériorés.

Article 5 : Règlement

Les dispositions du présent règlement seront applicables dès l'ouverture au public de la nouvelle bibliothèque municipale. Tout usager, par le fait de son inscription ou par le fait de fréquenter les bibliothèques, s'engage à se conformer au présent règlement.

Article 6 : Dégradations

Des infractions graves ou des négligences répétées peuvent entraîner la suppression temporaire ou définitive de l'inscription et, le cas échéant, de l'accès aux bibliothèques.
Le personnel de la bibliothèque est chargé de l'application du présent règlement.

Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch

Annexe 1 : Charte d'utilisation du matériel informatique et de la connexion Internet de la Biblio, bibliothèque municipale de La Teste de Buch

Article 1 : L'accès à Internet et au matériel informatique est possible avec une inscription.
L'équipe des bibliothèques se réserve le droit de mettre en place des modalités d'utilisation particulières du matériel informatique si nécessaire (réservation et durée limitée selon l'affluence et la tranche d'âge).
Les mineurs sont soumis à une autorisation parentale leur donnant le droit de consulter Internet en autonomie.

Article 2 : La connexion en wifi sur son propre matériel est possible par le biais du réseau WiFi_Bassin_Arcachon proposé par le SIBA.

Article 3 : Des animateurs sont disponibles pour répondre aux questions de tout usager concernant les contenus, les techniques ou l'utilisation du numérique. Ils pourront également accompagner les utilisateurs dans leurs activités.

Article 4 : Les bibliothèques ne pourront être tenues pour responsable d'éventuelles attaques susceptibles d'abîmer les supports de sauvegarde des usagers.

Article 5 : La confidentialité et la fiabilité des informations sur Internet n'étant pas assurées, la navigation se fait sous l'entière responsabilité de l'usager ou de son représentant légal. L'envoi de toute information nominative se fait sous la responsabilité de l'usager ou de son représentant légal.

Article 6 : L'usage d'Internet doit se faire dans le respect de la législation française, du droit d'auteur et du respect d'autrui. L'usager s'engage à ne pas consulter de sites ou contenus relevant de pratiques illégales ou inappropriées dans un lieu ouvert à tous, y compris aux mineurs. La bibliothèque applique un filtrage des sites web et contenus cités ci-dessus. Selon la législation, la Bibliothèque a un droit de regard sur l'activité des utilisateurs et peut suspendre la consultation en cas de non-respect de la présente charte.

Article 7 : Les usagers s'engagent à ne pas pénétrer dans des systèmes autres que ceux dont l'accès est prévu, d'entraver le système, de porter atteinte aux données, de modifier en quoi que ce soit la configuration du poste de consultation et d'installer ses propres logiciels ou applications sur le matériel informatique.

Article 8 : Conformément à la réglementation en vigueur (articles L34-1 et R10-13 du code des postes et des communications électroniques, le décret n°2011-219 du 25 février 2011), l'administration doit conserver certains contenus et certaines données techniques, rendues disponibles par les matériels utilisés. Elles sont mises à disposition de la police sur réquisition judiciaire.

Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch

Monsieur le Maire :
Merci Mme Cousin, qu'elle va être belle notre bibliothèque !

Monsieur MURET :
Vous vous doutez que je n'ai pas d'observations particulières et que j'approuve sans aucune réserve ce règlement mais en revanche je reste toujours extrêmement dubitatif voire inquiet et même triste de ce qui est toujours la suppression d'un équipement culturel dans notre ville.

Vous avez souhaité fusionner ce qui était la bibliothèque jean Hameau et la médiathèque La Centrale, pour faire un seul et unique établissement.
Je parle comme un livre, puisque effectivement le hasard du calendrier, fait que l'ouverture de cet établissement c'est dans 24 ou 48h par rapport à notre conseil municipal c'est un petit juste pour que je puisse l'avoir visité et me faire un avis.
Donc ce que je puis en comprendre, déjà de ce qui a été proposé, déjà débattu dans la presse, et dans notre assemblée, effectivement c'est que vous avez renoncé à un équipement moderne, à un tiers lieu, un endroit de consultation d'ouvrages, de travail sur le multimédia, de formations, de conférences, quelque chose qui mettait la Teste de Buch avec une médiathèque dernière génération dans le pool des communes très avancées avec des équipements équivalents assez rares même à l'échelle de la métropole Bordelaise ou du Département.

Cet équipement moderne avec des outils, de l'espace, des lieux de repos de détente, la vocation d'un tiers lieu c'est de pouvoir y passer du temps en n'étant pas tout à fait au travail, pas tout à fait à la maison, dans un espace agréable et permettant les échanges et les rencontres.
Vous avez fait le choix de mettre sur le même site, sur les mêmes m² les rayonnages de la bibliothèque historique de la Teste.
Ce faisant, effectivement il ne faut pas être grand clerc et là je parle encore une fois comme un livre, sans jeu de mots, vous avez dû supprimer 25 ou 30 % des collections, supprimer pratiquement la moitié des ordinateurs en libre accès, et donc vous avez dépouillé Paul et vous avez dépouillé Jacques pour finalement un nouvel outil, qui avait quoi comme vocation, derrière ça on peut s'avouer les choses, il n'y avait pas un projet, il n'y avait pas une ambition, il n'y avait pas une nouvelle constitution culturelle ou l'idée de rationaliser quoi que ce soit .

L'idée c'était effectivement de libérer un espace pour faire une maison de quartier, c'est-à-dire où c'est qu'il y a de la place dans le centre-ville pour faire une maison de quartier, eh bien vous l'avez trouvé dans les murs de la bibliothèque Jean Hameau.
Donc effectivement pour tout ça et sans avoir visité, je serai le premier lorsqu'il y aura une inauguration et où l'opposition sera peut-être conviée, M Le Maire à me féliciter si le résultat que j'observe est à l'opposé de mes craintes que j'expose aujourd'hui, mais effectivement pour moi supprimer un établissement culturel pour trouver des murs, pour moi ça s'appelle un sacrifice.

Monsieur le Maire :
Que vous êtes négatif et petit bras, voyez c'est tout ce qui nous différencie, c'est incroyable.
Je comprends que pour exister il ne vous reste pas grand-chose, il faut sortir, il faut faire peur, mais c'est exactement le contraire ce que nous sommes en train de faire, ça va vous être expliqué

Monsieur PASTOUREAU :
Le déménagement de la bibliothèque municipale est aujourd'hui terminé,

20000 ouvrages seront à la disposition des lecteurs dès demain, ce déménagement répond à la volonté forte de la municipalité d'améliorer les services proposés aux habitants de notre commune conformément au programme de la liste que vous avez conduite en 2020.

En effet, les Testerins peuvent maintenant trouver à la Biblio toute les composantes d'une véritable médiathèque, les ressources imprimées toujours précieuses aux yeux d'un enseignant, les ressources numériques bien sûr, des jeux vidéo aux pratiques de la création numérique.
Les réunir sur un même site permettra une meilleure complémentarité entre tous ces moyens d'accès à la culture.

Un jeune venant à la Biblio, pour jouer, aura en même temps la possibilité d'emprunter un livre ou une BD, un adulte plus âgé venant emprunter un livre pourra, lui, s'initier ou se perfectionner dans les nouvelles technologies, par exemple la musique par ordinateur. Je ne souhaite pas être caricatural, je précise bien que l'inverse sera aussi possible.
Il offrira aussi une meilleure synergie avec les services municipaux, jeunesse et éducation ou environnement par exemple, et avec les maisons de quartier pour la mise en œuvre de multiples projets.
Des cultures partagées, voilà l'objectif clairement affiché de ce lieu, largement ouvert aux établissements scolaires de la commune.
Loin des prédictions cataclysmiques que certains ont pu lire sur les réseaux sociaux, dans lesquels on annonçait la destruction de centaines de livres, à croire que nous allions organiser un gigantesque autodafé sur la place Jean Hameau, cette fusion renforce l'offre culturelle proposée aux Testerins et Testerines, les 7000 livres de la réserve seront mis à la disposition des maisons des quartiers et des ALSH, multipliant ainsi les accès à la culture.

Par ailleurs la grande consultation citoyenne qui avait été organisée en 2018 à laquelle avaient participé de nombreux Testerins, avait fait remonter la nécessité de créer une maison des habitants pour chaque grand quartier de la ville et notamment au centre.
Cette réorganisation permet donc de répondre aussi à cette forte demande, une maison des habitants ouverte à tous, offrant un lieu de vie et d'échange pour toutes les générations, elle accueillera les réunions de conseil de quartier centre et proposera des espaces de coworking pour tous les publics, des services favorisant l'accès aux droits et l'accompagnement numérique, un espace de convivialité et même un atelier de réparation d'objets du quotidien.
Ce projet n'est pas fermé et sera enrichi par les apports et les idées de chacun, en conclusion, deux lieux de vie, de partage et de culture clairement définis et identifiés par tous.

Monsieur le Maire :
Une fois de plus on le dit suffisamment, nous ne voulions pas d'une culture élitiste, vous quand la Centrale a été réalisée, je crois que l'on a mis 3 millions, vous la connaissiez la fréquentation, il y avait 20 personnes/ jour qui passaient.
L'objectif vous disiez « bien on a fait, maintenant ils n'ont qu'à venir », non, nous ce que nous souhaitons, c'est optimiser, vous semblez l'oublier il s'agit d'argent public.
Quand nous faisons quelque chose, c'est pour y amener la population, c'est associer la population faire partager à la population, ce n'est pas simplement se dire, « nous on l'a fait, s'ils ne veulent pas y aller tant pis pour eux » ce n'est pas comme ça que ça fonctionne.
La Centrale ça ne fonctionnait pas, les raisons, on a compris, il n'y avait pas de communication qui incitait les gens à y aller, aujourd'hui, voilà ce que nous faisons, et ça va marcher, parce que on va inciter les gens.
Si maintenant vous ne souhaitez pas voter, ne la votez pas, mais je mets quand même la délibération au vote…..

Monsieur MURET :
Mais j'expliquais que mon vote était pour, je l'ai dit en début d'intervention.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : M BOUCHONNET

REGLEMENT INTERIEUR DES SALLES D'EXPOSITION MUNICIPALES
<u>Galerie La Source, Galerie du Pilat</u>
<u>et salle des mariages de la mairie annexe de Pyla sur Mer</u>

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu le projet de règlement intérieur ci-joint.

Mes chers collègues,

Considérant que la *Galerie la Source,* la *Galerie du Pilat* et la *salle des mariages de la mairie annexe de Pyla sur Mer* sont des salles d'exposition ouvertes aux artistes indépendants, aux entreprises et aux associations artistiques et culturelles. Elles ont pour vocation d'accueillir tout au long de l'année des expositions temporaires, ouvertes à tous.

Considérant que dans le cadre de la mutualisation et de la coordination des espaces d'expositions de la ville, il est souhaitable d'établir un règlement intérieur commun pour ces salles d'expositions

Considérant que le règlement intérieur est indispensable pour fixer les modalités de mise à disposition et les conditions d'utilisation des salles d'expositions

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER le règlement intérieur ci-joint.

REGLEMENT INTERIEUR DES
SALLES D'EXPOSITION MUNICIPALES
Galerie La Source, Galerie du Pilat
et salle des mariages de la mairie annexe de Pyla sur Mer

Note explicative de synthèse

La *Galerie la Source*, la *Galerie du Pila*t *et la salle des mariages de la mairie annexe de Pyla sur Mer* sont des salles d'exposition ouvertes aux artistes indépendants, aux entreprises sans visée commerciale et aux associations artistiques et culturelles. Elles ont pour vocation d'accueillir tout au long de l'année des expositions temporaires, ouvertes à tous.

Dans le cadre de la mutualisation et de la coordination des espaces d'expositions de la ville, il convient de valider un règlement intérieur commun.

Ce règlement intérieur vise les règles de fonctionnements (horaires, accessibilité, sécurité...),
Les exposants devront avoir pris connaissance du règlement intérieur et s'engager à en respecter les clauses avant toute mise à disposition effective.

Sous la responsabilité de Monsieur Le Maire, la Ville se réserve le droit d'accepter ou de refuser une autorisation de mise à disposition en fonction :

- des nécessités de l'administration des propriétés communales,
- du fonctionnement des services publics,
- du non-respect par le titulaire de la mise à disposition du présent règlement intérieur.

Les attributions et la gestion des réservations sont confiées à la direction de la vie culturelle qui organise une commission composée d'élus, d'artistes locaux, de l'adjoint(e) délégué(e) à la vie culturelle et du responsable de projet, deux ou trois fois par an.
Le service de la vie culturelle et la mairie annexe de Pyla sur Mer étant habilités à enregistrer les réservations validées et à les instruire.

L'exposant s'engage à utiliser l'espace mis à sa disposition dans des conditions normales et respectueuses du matériel et du mobilier. Toute dégradation occasionnée sur les biens mobiliers ou immobiliers fera l'objet d'une facturation intégrale de la remise en état au titulaire de l'autorisation d'occupation.

Les tarifs de mise à disposition sont fixés chaque année par délibération du conseil municipal et seront précisés dans la convention de mise à disposition.

La délibération a donc pour objet d'approuver le règlement intérieur des salles d'expositions municipales, Galerie La Source, Galerie du Pilat et la salle des mariages de la mairie annexe de Pyla sur Mer .

RÈGLEMENT INTÉRIEUR
DES SALLES D'EXPOSITION MUNICIPALES
Galerie la Source, Galerie du Pilat,
et salle des mariages de la mairie annexe de Pyla sur Mer

Le présent règlement définit les modalités de mise à disposition et des conditions d'utilisation des salles d'exposition de la ville de La Teste de Buch, soit :

- la Source, située 14 rue Victor Hugo à La Teste de Buch
- la galerie du Pilat, située avenue du Sémaphore à Pyla sur Mer
- la salle des mariages de la mairie annexe de Pyla sur Mer, située rond-point du Figuier.

L'utilisation d'une salle d'exposition implique de se conformer au présent règlement, ainsi qu'à l'ensemble de la législation en vigueur. Les exposants devront avoir pris connaissance du règlement intérieur et s'engager à en respecter les clauses avant toute mise à disposition effective.

Ces salles d'exposition font l'objet d'attributions temporaires et sont principalement affectées à l'usage d'expositions, dès lors que cet usage est compatible avec les réglementations applicables et les capacités techniques de sécurité des locaux et des équipements.

Il est rappelé qu'il n'existe pas de droit à bénéficier d'une salle d'exposition. Monsieur le Maire peut refuser ou retirer une autorisation de mise à disposition compte-tenu notamment :

- des nécessités de l'administration municipale,
- du fonctionnement des services publics,
- du non-respect par le titulaire de la mise à disposition du présent règlement intérieur.

Un formulaire de demande de réservation est mis en ligne (www.latestedebuch.fr) ainsi que le détail de l'ensemble des modalités d'accès.

Les attributions et la gestion des réservations sont confiées à la Direction de la vie culturelle qui organise une commission composée d'élus, d'artistes locaux et du responsable de projet deux ou trois fois par an, de concert avec l'adjoint(e) délégué(e) à la vie culturelle.

Un planning de propositions d'occupation des salles d'exposition est établi et est présenté à M. le Maire pour validation.

A cet effet, La Direction de la vie culturelle et la mairie annexe de Pyla sur Mer sont habilitées à enregistrer les réservations validées et à les instruire.

L'usage d'une salle d'exposition est accordé à l'organisateur. Il est interdit de réserver un espace pour le compte d'une tierce personne ou de le sous-louer.

Les conditions générales de réservation détaillent la procédure d'attribution des salles, les tarifs de mise à disposition des salles, les différentes démarches à suivre pour mettre en place les

expositions, ainsi que les modalités d'annulation. Une fiche technique détaillée est disponible pour chaque salle sur le site internet de la ville.

Les tarifs sont délibérés en conseil municipal chaque année et communiqués en amont de la mise à disposition.

Article 1 : Organisation d'exposition

L'exposant s'engage à utiliser la salle mise à sa disposition dans des conditions normales et respectueuses du matériel et du mobilier. Toute dégradation occasionnée sur les biens mobiliers ou immobiliers fera l'objet d'une facturation intégrale de la remise en état au titulaire de l'autorisation d'occupation.

Toute utilisation ou aménagement est soumis à autorisation écrite faisant suite à une demande détaillée en amont de l'utilisation de l'espace.

Le public doit pouvoir avoir accès librement et gratuitement aux espaces d'exposition.

Il a obligation, s'il envisage la diffusion d'œuvres musicales, de se mettre en conformité avec la législation sur les droits d'auteurs et prendre contact auprès de la SACEM pour régler les modalités de cette diffusion.

Les horaires sont libres toutefois les espaces devront être fermés au public à 22 heures au plus tard.

Article 2 : Sécurité du public

L'exposant est responsable de la sécurité pendant la durée de mise à disposition : il lui appartient de se renseigner sur la réglementation en matière de sécurité, de la respecter et de la faire respecter.

L'exposant doit faire respecter l'ordre public, la salubrité, la sécurité sanitaire et s'astreindre à ne pas être, du fait de son activité, générateur de nuisances sonores.

L'exposant est responsable, durant la durée de la mise à disposition de la salle, de tout-accident ou dommage pouvant survenir au public du fait de son activité. Il est tenu, de surveiller les déplacements du public et de veiller à l'évacuation de l'espace en fin d'utilisation.

Article 3 : Sécurité incendie

Les éléments de décoration ou d'habillage flottants sont autorisés sous réserve qu'ils soient réalisés en matériaux de catégorie M1 (non-inflammables), les plantes artificielles ou synthétiques en matériaux de catégorie M2 (difficilement inflammables). Tout ajout d'élément ou d'agencement devra faire l'objet d'une déclaration.

Pour éviter tout risque d'incendie, l'emploi de toute flamme nue (feux de Bengale, torches, bougies etc…) est proscrit.

Les abords immédiats des moyens de secours doivent restés dégagés (extincteurs, ces derniers ne seront utilisés qu'en cas d'extrême urgence justifiant l'emploi de l'appareil).

En aucun cas l'aménagement ne doit réduire les dimensions des issues ou créer un obstacle à l'évacuation.

L'exposant ne doit pas réaliser des aménagements ou installer des équipements qui ne répondraient pas aux législations et normes en vigueur. Il lui appartient de se renseigner auprès de l'équipe technique via le service gestionnaire.

Il est notamment interdit de modifier l'installation électrique existante, ni de faire des branchements « sauvages », ni d'installer des câbles électriques pouvant entraver la circulation ou l'évacuation.

Il ne doit pas accueillir un public supérieur à la jauge inscrite dans l'espace (jauge pouvant être abaissée en fonction des réglementations ex : plan Vigipirate, COVID).

Il est rappelé qu'il est interdit de fumer dans tous les lieux fermés et couverts, conformément au décret du 16 novembre 2006

Article 4 : Dégradation et assurance

La Ville de La Teste de Buch ne saurait être tenue pour responsable des éventuels vols subis par l'exposant et/ou par le public lors des expositions. De la même façon, elle ne saurait être tenue pour responsable des éventuels dommages causés par une utilisation inadéquate de l'espace et du matériel mis à disposition.

Enfin, l'exposant s'engage à garantir par une assurance responsabilité civile tout dommage corporel ou matériel. Il en est de même en ce qui concerne les vols et autres dommages dont il peut être victime ou responsable. L'exposant doit fournir une copie de son attestation assurance au moment de la signature de la convention de mise à disposition.

Article 5 : Ventes de produits commerciaux

En cas de vente de produits commerciaux par l'exposant, il est précisé que ce dernier devra déposer, en mairie, une déclaration préalable de vente au déballage telle que prévue aux articles L 310-2 et R 310-8 du code du commerce.

Article 6 : Entretien des locaux

La clé de la salle sera remise à l'exposant lors de l'état des lieux d'entrée et reprise sur place lors de l'état des lieux de sortie. Les dates et horaires sont fixes et inscrits dans la convention d'occupation. La salle doit être remise en état et nettoyée pour l'état des lieux de sortie (annexe 1 de la convention d'occupation).

Pendant toute la durée de son occupation, l'exposant est tenu de maintenir l'espace d'exposition propre. Tous les consommables et le matériel nécessaire au montage de l'exposition sont à sa charge.

L'exposant devra prendre des dispositions nécessaires pour le stockage et l'évacuation des déchets générés.

Article 7 : Matériel / mobilier

Chaque salle d'exposition dispose de matériel et de mobilier (chaises, tables, cimaises etc…) listés dans la convention d'occupation. Ceux-ci sont mis à disposition de l'exposant sous réserve de ne pas le dégrader et de ne pas le détourner de son usage ordinaire.

Article 8 : Non-respect du règlement intérieur

En cas de non-respect dûment constaté des dispositions du présent règlement intérieur, l'exposant se verra notifier un rappel à l'ordre qui, s'il n'est pas suivi d'exécution, pourra conduire à la fin anticipée de la mise à disposition.

Article 9: Modification du règlement intérieur

Toute modification du règlement intérieur devra être approuvée en conseil municipal.

Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch

Règlement intérieur approuvé en conseil municipal du 29 juin 2021

Monsieur le Maire :
Merci M Bouchonnet, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUYROUX **DEL2021-06-261**

FESTIVAL « MOUVEMENT D'ARTS »
Dotation et Règlement du concours

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu le règlement du concours en annexe ;

Mes chers collègues,

Considérant l'organisation par la Ville de la Teste de Buch d'un nouveau festival mettant en lumière 4 arts majeurs : la peinture, la photographie, la musique et la danse intitulé ***« Mouvement d'arts »*** sur le thème du voyage, qui se déroulera du 6 septembre au 7 novembre 2021.

Considérant le programme du festival, composé de 3 temps forts :

=> Une ***exposition de photos et de peintures*** en 3 lieux de la ville : centre-ville, Pyla-sur-Mer et Cazaux.

=> Une **représentation de musique et de danse** d'artistes professionnels testerins et d'artistes émergents de la Gironde au Théâtre Cravey, le samedi 6 novembre 2021 à 21h.

=> Un **concours** d'artistes amateurs organisé selon les modalités suivantes :

- ouvert aux artistes amateurs résidant sur la COBAS, sans limite d'âge
- présélection des œuvres reçues par un comité spécifiquement désigné
- exposition des œuvres choisies par le comité dans 3 Maisons de quartier et un lieu en Centre-Ville à définir
- vote du public sur les œuvres exposées, sur chacun des lieux
- remise d'un prix de 200 € à chacun des 4 gagnants (un par lieu d'exposition)

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021, de bien vouloir :

- APPROUVER le règlement du concours ci-joint, le principe de la remise et les modalités d'attribution du prix du public aux artistes gagnants.

- AUTORISER Monsieur le Maire à faire procéder aux versements de ces différents prix.

FESTIVAL « MOUVEMENT D'ARTS »

Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch souhaite mettre toutes les formes d'art au cœur de la vie culturelle testerine et cherche par conséquent, à proposer des outils et développer des projets permettant aux artistes de se faire connaître, de créer, d'exposer et de se professionnaliser.

Pour la première fois, elle organise un festival intitulé "Mouvement d'arts", s'articulant autour de 4 arts majeurs : peinture, photo musique et danse. Le thème du festival est : **le voyage**.
Le festival aura lieu du samedi 23 octobre au dimanche 7 novembre 2021.

Objectifs :

=> Mettre en lumière les réalisations d'artistes professionnels testerins ainsi que des créations d'artistes émergents de la Gironde ;

=> Permettre aux artistes amateurs résidant sur la COBAS d'exposer leurs créations dans plusieurs lieux de la Ville ;

=> Faire découvrir au public des œuvres originales d'artistes amateurs et les faire participer activement aux choix des lauréats.

Un programme composé de 3 temps forts :

=> Une ***exposition de photos et de peintures*** en 3 lieux de la ville (œuvres réalisées par des artistes professionnels testerins et des artistes émergents girondins) : centre-ville, Pyla-sur-Mer et Cazaux.

=> Une **représentation de musique et de danse** d'artistes professionnels testerins et d'artistes émergents de la Gironde au Théâtre Cravey le samedi 6 novembre 2021.

=> Un **concours** d'artistes amateurs résidents sur la COBAS, dont le détail d'organisation est exposé ci-dessous :

Caractéristiques générales du concours :

- inscriptions du 6 au 30 septembre 2021 ;
- ouvert à tous les artistes amateurs résidant sur le territoire de la COBAS ;
- aucune limite d'âge ;
- toutes les formes d'expression sont autorisées : dessin, encre, aquarelle, collage, gravure, photo, peinture, technique mixte (à l'exception des arts vidéos et numériques) ;
- un comité de sélection opérera une 1re sélection parmi les œuvres reçues, en fonction de l'intérêt esthétique du travail et de la conformité au thème du festival ;
- les artistes ainsi sélectionnés exposeront leur œuvre dans 4 lieux de la Ville ;
- le public désignera les 4 gagnants du concours (1 gagnant par lieu d'exposition)
- les 4 gagnants reçoivent chacun un prix d'un montant de 200 euros.

Modalités de remise des oeuvres :

- envoi du visuel de l'œuvre, sous format haute définition (HD), par courriel, à l'adresse mouvement.arts@latestedebuch.fr, avec indications des coordonnées de l'artiste ;
- réalisation du support de l'œuvre selon les indications suivantes :
  => format unique de 60 x 60 cm pour les peintures sur panneau ou toile et châssis ;
  => épaisseur de 5 cm maximum ;
  => Format unique A3 pour les œuvres sur papier ;
  => Orientation "portrait" ou "paysage" au choix.

Comité de sélection

Est composé de l'Adjointe au Maire déléguée à la Vie Culturelle, d'un conseiller artistique, d'une artiste peintre professionnelle, d'une photographe et des agents de la Direction de la vie culturelle.

Choix du public

Le public choisit son œuvre préférée en déposant son numéro sur papier libre dans une urne prévue à cet effet sur chaque lieu d'exposition.

Calendrier

Début de la communication sur le concours :	26 Juillet 2021
Inscriptions :	du 6 au 30 septembre 2021
Choix des œuvres par le comité de sélection :	du 4 au 8 octobre 2021
Remise des œuvres sélectionnées au comité :	du 11 au 15 octobre 2021
Installation des œuvres et vote du public :	du 23 octobre au 7 novembre
Dépouillement et remise des prix :	7 novembre 2021

La délibération a donc pour objet :
- d'Approuver le prix public « Mouvement d'Arts » et les modalités d'attribution des prix,
- d'Autoriser Monsieur Le Maire à faire procéder aux versements de ces différents prix.

FESTIVAL « MOUVEMENT D'ARTS »

REGLEMENT DU CONCOURS

La Ville de La Teste de Buch souhaite mettre toutes les formes d'art au cœur de la vie culturelle testerine et cherche par conséquent, à proposer des outils et développer des projets permettant aux artistes de se faire connaître, de créer, d'exposer et de se professionnaliser.

Pour la première fois, elle organise un festival intitulé "Mouvement d'arts", s'articulant autour de 4 arts majeurs : peinture, photo musique et danse. Le thème du festival est : **le voyage**.

Le festival aura lieu du samedi 23 octobre au dimanche 7 novembre 2021.

Objectifs :

=> Mettre en lumière les réalisations d'artistes professionnels testerins ainsi que des créations d'artistes émergents de la Gironde ;

=> Permettre aux artistes amateurs résidant sur la COBAS d'exposer leurs créations dans plusieurs lieux de la Ville.

Un programme composé de 3 temps forts :

=> Une ***exposition de photos et de peintures*** en 3 lieux de la ville (œuvres réalisées par des artistes professionnels testerins et des artistes émergents girondins) : centre-ville, Pyla-sur-Mer et Cazaux.

=> Une **représentation de musique** et de danse d'artistes professionnels testerins et d'artistes émergents de la Gironde au Théâtre Cravey le samedi 6 novembre 2021.

=> Un **concours** d'artistes amateurs résidents sur la COBAS, dont le détail d'organisation est exposé ci-dessous :

Caractéristiques générales du concours :

- inscriptions du 6 au 30 septembre 2021 ;
- ouvert à tous les artistes amateurs résidant sur le territoire de la COBAS ;
- aucune limite d'âge ;
- toutes les formes d'expression sont autorisées : dessin, encre, aquarelle, collage, gravure, photo, peinture, technique mixte (à l'exception des arts vidéos et numériques) ;
- un comité de sélection opérera une 1re sélection parmi les œuvres reçues, en fonction de l'intérêt esthétique du travail et de la conformité au thème du festival ;
- les artistes ainsi sélectionnés exposeront leur œuvre dans 4 lieux de la Ville ;
- le public désignera les 4 gagnants du concours (1 gagnant par lieu d'exposition)
- les 4 gagnants reçoivent chacun un prix d'un montant de 200 euros.

Modalités de remise des oeuvres :

- envoi du visuel de l'œuvre, sous format haute définition (HD), par courriel, à l'adresse mouvement.arts@latestedebuch.fr, avec indications des coordonnées de l'artiste ;

- réalisation du support de l'œuvre selon les indications suivantes :

  => format unique de 60 x 60 cm pour les peintures sur panneau ou toile et châssis ;

  => épaisseur de 5 cm maximum ;

  => Format unique A3 pour les œuvres sur papier ;

  => Orientation "portrait" ou "paysage" au choix.

Comité de sélection

Est composé de l'Adjointe au Maire déléguée à la Vie Culturelle, d'un conseiller artistique, d'une artiste peintre professionnelle, d'une photographe et des agents de la Direction de la vie culturelle.

Choix du public

Le public choisit son œuvre préférée en déposant son numéro sur papier libre dans une urne prévue à cet effet sur chaque lieu d'exposition.

Calendrier

Début de la communication sur le concours :	26 Juillet 2021
Inscriptions :	du 6 au 30 septembre 2021
Choix des œuvres par le comité de sélection :	du 4 au 8 octobre 2021
Remise des œuvres sélectionnées au comité :	du 11 au 15 octobre 2021
Installation des œuvres et vote du public :	du 23 octobre au 7 novembre
Dépouillement et remise des prix :	7 novembre 2021

Monsieur le Maire :
Merci M Bouyroux,

Monsieur DUCASSE :
Pour avoir été adjoint à la culture il y a quelques années, je me souviens avoir mis dans le placard ces expositions de photos, de peintures, mais il faut que les choses changent, on a fait autre chose mais je trouve que c'est cyclique, mais c'est vrai c'est un peu vieux jeu, mais peut-être que ça va rebondir, j'ai vu qu'il y a du street art en préparation, il faut vivre dans tous les sens et faire plaisir aux amateurs, mais c'est un petit retour en arrière qui me fait sourire dans la mesure où j'avais fermé tous les robinets il y a 25 ans.

Monsieur le Maire :
Figure-toi que l'on a retrouvé les clés du placard….

Monsieur DUCASSE :
Le jazz a disparu, Alios a disparu les journées africaines ont disparu et il faut rebondir sur autre chose, vive la vie….

Monsieur le Maire :
On verra si ça fonctionne, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme GRONDONA **DEL2021-06-262**

APPEL A INITIATIVE L'UN ET L'AUTRE 2021-2022
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE DEPARTEMENT, LE CCAS ET L'ASSOCIATION L'ANTICHAMBRE

Vu l'article L 2121-9 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le projet de convention de partenariat ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que la Ville de la Teste de Buch souhaite développer des projets culturels et de solidarité au travers de dynamiques participatives et transversales en favorisant des projets de territoire, en partenariat avec la Résidence Autonomie LOU SAUBONA et le CCAS,

Considérant que dans la cadre de ses politiques de solidarités humaines et territoriales, le Département de la Gironde a mis en place un appel à initiative intitulé « L'un et l'autre 2021-2022 » remporté par l'association l'Antichambre pour le projet « 1001 Histoires- Les Labyrinthes de la Mémoire » pour la Résidence Autonomie LOU SAUBONA,

Considérant qu'il est nécessaire de définir par une convention les obligations respectives du Département de la Gironde, de la commune, du CCAS et de l'association l'Antichambre.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat ci-jointe avec le Département de la Gironde, l'association l'Antichambre et le CCAS,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Appel à initiative l'un et l'autre 2021 - 2022

Convention de partenariat entre le département de la Gironde, Le CCAS de La Teste de Buch, la mairie de La Teste de Buch et l'association l'Antichambre

Note explicative de synthèse

Dans le cadre de ses politiques de solidarités humaines et territoriales, le département de la Gironde a mis en place un appel à initiative intitulé « L'un et l'autre 2021-2022 ».

Cet appel à initiative concerne les initiatives co-construites par des associations culturelles et des Etablissements d'Hébergements pour Personnes Agées dépendantes (EHPAD), habilités à l'aide sociale, Résidences Autonomie, Maison d'Accueil Rural pour Personnes Agées (MARPA), des Etablissements ou service pour personnes adultes en situation de handicap.

Ce projet vise à améliorer la participation à la vie culturelle et plus largement à la vie sociale des personnes accueillies en établissements, services médico-sociaux ou auprès d'accueillants familiaux. Il favorise la rencontre des acteurs culturels et des personnes accueillies dans les établissements médico-sociaux. Il impulse une dynamique de co-construction de projets culturels.

Ce dispositif est formalisé par une convention passée entre le département de la Gironde, la Mairie de La Teste de Buch et le CCAS de la Teste de Buch pour la Résidence Autonomie Lou Saubona.

Dans le cadre de la commission départementale de sélection qui s'est réunie le 3 décembre 2020 l'association l'Antichambre a été retenue pour le projet « 1001 Histoires- Les Labyrinthes de la Mémoires ».

L'association l'Antichambre a pour but de créer des projets artistiques contemporains. L'artiste en charge du projet, Anne-Laure Boyer, travaille sur le croisement entre récit de vie, imaginaire collectif et mémoire des lieux. Avec la photo, la vidéo, la cartographie, la collecte de paroles, d'histoires et d'objets, elle s'emploie à créer des résonnances entre les vécus des uns et des autres.
Les 12 ateliers de restitutions auront lieu sous forme :
- de cartes postales poétiques, chez tous les commerçants,
- d'épisodes radiophoniques,
- d'une installation artistique pérenne dans le hall de la résidence.

La convention est signée pour une période de deux années, elle prend effet à compter de la date de la Commission Permanente du Département de la Gironde du 08 février 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Le projet sera financé :

Pour la 1ère année (2021) comme suit :

5000 € à l'association L'Antichambre versé par le Conseil Départemental de la Gironde à la signature de la convention correspondant à 100 % de la subvention.
La Ville de la Teste de Buch et le CCAS de la Teste de Buch verseront chacun 1500 € TTC à l'association l'Antichambre pour l'élaboration du projet.

Pour la 2ème année (2022) :

Le montant de la subvention du département comme stipulé dans la convention sera déterminé au regard de l'évaluation de l'avancée du projet. Si reconduction du projet, les deux parties : la Ville de la Teste de Buch et le CCAS de la Teste de Buch s'engageront à participer financièrement à hauteur de 1500 € TTC chacun.

Le suivi du projet sera effectué par Le conseil Départemental de la Gironde, par au moins une rencontre annuelle sur les lieux du déroulement du projet et par la production de documents écrits.

L'association s'engage à apposer tous les logos des partenaires de la convention sur l'ensemble des outils de communication de la structure, citer l'implication des partenaires lors de prise de parole en interne et en externe.
Une phase d'évaluation sera programmée dans le courant 2021, elle sera formalisée par une réunion avec les partenaires du projet, un recueil de témoignages des personnes concernées par le dispositif, un questionnaire sur les éléments quantitatifs et qualitatifs.

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice, un compte rendu financier retraçant de façon fiable l'emploi des fonds alloués, le bilan et les comptes de résultats annuels.

La délibération a donc pour objet d'approuver les termes de la convention de partenariat ci-jointe et d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT PLURIANNUELLE 2021 - 2022 ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE ET L'ASSOCIATION L'ANTICHAMBRE DANS LE CADRE DE L'APPEL A INITIATIVE L'UN EST L'AUTRE 2021 - 2022

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération du Conseil Départemental n°2021.67.CP du 08 février 2021,

ENTRE

Le Conseil départemental de la Gironde, représenté par son Président, Monsieur Jean Luc GLEYZE, agissant en exécution de la délibération n° 2021.67.CP du 08 février 2021, désigné ci-après sous le terme "*le Conseil départemental de la Gironde*"

et

L'association L'ANTICHAMBRE, représentée par Madame Anne Laure BOYER,

Présidente et

La Résidence Autonomie LOU SAUBONA, représentée par Monsieur Patrick DAVET, Président du CCAS de la Teste de Buch

et

La commune de La Teste de Buch, représenté par Monsieur Patrick DAVET, Maire

PREAMBULE

Situé au croisement des politiques culturelles et sociales du Département, l'appel à initiatives *L'un est l'autre* s'inscrit dans le cadre de ses politiques de solidarités humaines et territoriales.

Ce dispositif concerne des initiatives co-construites par des associations culturelles et des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) habilités à l'aide sociale, Résidence pour Personnes Agées (RPA), Maison d'Accueil Rurale pour Personnes Agées (MARPA) ou des établissements ou services pour personnes adultes en situation de handicap. Dans le cadre d'une expérimentation, ce dispositif sera également ouvert aux accueillants familiaux pour les personnes âgées et personnes handicapées agréés par le Président du Conseil Départemental.

Ces initiatives sont développées sur une période maximale de deux ans. Elles visent à améliorer la participation à la vie culturelle et, plus largement, à la vie sociale des personnes accueillies en établissements, services médico-sociaux ou auprès d'accueillants familiaux.

Elles sont intégrées à la vie des territoires, améliorent la qualité de vie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap en établissement, mettent en valeur leurs savoirs et leur créativité et reposent sur l'implication des acteurs culturels et des professionnels du secteur médico-social.

Elles permettent l'implication des structures culturelles dans des projets de territoire, la mixité de leurs publics et la constitution de réseaux locaux autour des démarches liant des enjeux culturels et sociaux.

Elles favorisent la rencontre des acteurs culturels et des établissements médico-sociaux et impulsent une dynamique de co-construction de projets en les encourageant à développer des démarches communes, dans une logique de mutualisation des expériences et des compétences.

Par l'originalité de leur contenu et la qualité de leur mise en œuvre, ces projets doivent favoriser le développement de nouvelles formes de coopération, et ce au-delà du cadre de cet appel à initiatives.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

Cette convention concerne le projet « 1001 Histoires - Les Labyrinthes de la Mémoire » présenté par les trois structures ci-dessus nommées.

Il a été retenu par la commission de sélection des projets qui s'est réunie le 3 décembre 2020.

Par la présente, les porteurs de projet s'engagent à mettre en œuvre et à réaliser leur projet et le Département s'engage à les soutenir dans cette démarche.

Le formulaire de candidature détaillant le projet à réaliser est annexé à la présente convention.

Article 2 - Modalités financières

Le projet indiqué ci-dessus sera financé sur 2 années.

- Au titre de l'année 1 (année 2021), par délibération n°2021.67.CP en date du 08 février 2021, le Conseil départemental de la Gironde alloue à l'association L'ANTICHAMBRE, le montant de 5 000 €.

- Au titre de l'année 2 (année 2022), un avenant à la présente convention sera proposé au vote du Conseil départemental de la Gironde en 2022 pour adopter le montant alloué.
Le montant de la subvention sera déterminé au regard de l'évaluation de l'avancée du projet et du budget prévisionnel du projet sur l'année 2.

Article 3 - Modalités de versement

L'aide allouée par le Conseil départemental de la Gironde interviendra de la manière suivante :

a/ Pour le bénéficiaire :

Le versement de cette subvention s'effectuera comme suit :
- un versement de 5 000 € à la signature de la présente convention correspondant à 100% de la subvention

Si le coût définitif de l'opération est supérieur au montant éligible arrêté, la subvention ne sera pas réévaluée. A l'inverse, lorsque le financement public excède le coût réel du projet, l'association devra reverser la contribution financière équivalente au trop perçu.

b/ Pour l'ordonnateur :

La subvention pourra être versée sur production par le service ordonnateur d'un certificat de paiement attestant la réception des justificatifs nécessaires au contrôle de la réalisation des missions subventionnées.

Article 4 - Accompagnement

Un suivi du projet sera effectué par le Conseil Départemental de la Gironde, par au moins une rencontre annuelle sur les lieux du déroulement du projet et par la production de documents écrits (bilans, compte-rendu…).

Les services du Conseil Départemental de la Gironde pourront apporter un accompagnement spécifique aux porteurs des projets s'ils se trouvent face à des difficultés imprévues.

Des groupes d'appui territoriaux seront mis en place sur certains territoires pour renforcer l'ancrage local des projets. Un accompagnement collectif sera apporté par l'organisation de deux journées d'échanges et de transmission d'expérience en 2021.

Article 5 - Impôts, taxes et respect des réglementations

L'association L'ANTICHAMBRE fera son affaire des divers impôts et taxes dont elle est redevable par le fait de ses activités, sans que le Conseil départemental de la Gironde puisse avoir à se substituer à elleen cas de défaillance de sa part.

L'association L'ANTICHAMBRE s'engage, en outre, à être en règle avec les services de l'URSSAF et les services fiscaux concernés par son activité.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est signée pour une période de deux années, elle prend effet à compter de la date de la Commission Permanente du 08 février 2021 jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 7 - Communication

Le bénéficiaire d'une aide départementale s'engage à :

- apposer le logo du Département sur l'ensemble des outils de communication de la structure (bulletin, news letter, courriers adhérents, site internet, plaquette…), le logo est à télécharger sur gironde.fr et pour tout contact dgsd-gironde@gironde.fr
- citer l'implication du Département lors des prises de parole en interne et en externe (interview, réunion publique, assemblée générale…),
- poser une signalétique fournie par le Département dans les locaux de la structure (affiche, stickers…) affichant le soutien départemental,

Dès lors que le partenariat avec le Département aura été mis en lumière, les porteurs du projet transmettront un dossier personnalisé sur les réalisations mises en œuvre ainsi que tout élément permettant un retour d'image au Département. Ce dossier sera transmis dans les deux mois suivant la clôture du projet à la Direction de la Culture et de la Citoyenneté, à la Direction des Actions pour les Personnes Agées et les Personnes Handicapées et à la Direction de la Communication.

Les porteurs du projet s'engagent à autoriser les représentants du Département à photographier et à filmer des séances et des temps forts du projet et à utiliser les images aux fins de communication institutionnelle, sous réserve du respect du droit à l'image et donc des autorisations réglementaires. Ils pourront inviter le Président du Département à la restitution du projet à laquelle seront associées la Direction de la Culture et de la Citoyenneté, la Direction des Actions pour les Personnes Agées et les Personnes Handicapées et la Direction de la Communication.

Article 8 - Obligations d'assurance

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

Article 9 - Respect des règles de la concurrence

Il est rappelé qu'il revient à l'association de déterminer si elle remplit ou non les critères de soumission au code de la commande publique.

Article 10 - Evaluation

Une phase d'évaluation sera programmée dans le courant de l'année 2022.

Elle sera composée de :
- une réunion avec les porteurs du projet,
- un recueil de témoignages des personnes âgées ou handicapées, des intervenants artistiques, des professionnels médico–sociaux, des familles …,
- un questionnaire sur des éléments quantitatifs (nombre de personnes participant au projet, mise en œuvre des moyens humains et techniques, nombre d'actions réalisées, fréquentation des activités, bilan financier…) et qualitatifs.

Pour l'évaluation qualitative, les effets produits par ce projet culturel sur les participants seront analysés ainsi que l'évolution des pratiques dans les structures qui ont porté le projet.

Article 11 - Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis :

- Un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris pour l'application de l'article 10 de la 2000-321 du 12 avril 2000. Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués.

- Le bilan et les comptes de résultats annuels conformément à l'article L 1611-4 du code général des collectivités territoriales.

Le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle sur pièces et sur place, qu'il jugerait utile sur l'emploi de la subvention accordée pendant ou après la réalisation du projet. L'association culturelle et l'établissement médico-social s'engagent à faciliter le contrôle notamment par l'accès aux documents administratifs, comptables ou financiers.

Article 12 – Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant pour tenir compte de nouvelles exigences. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des articles qui la régissent. Toutefois, si ces modifications sont nombreuses ou importantes, une nouvelle convention sera établie.

Article 13 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit du Conseil départemental de la Gironde, il peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente ou diminuer le montant du solde.

Article 14 - Résiliation et règlement des litiges

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour tout différent concernant l'application de la présente convention, les co-signataires conviennent de privilégier la solution amiable à la voie contentieuse.
En cas de litige et avant tout recours contentieux, il sera demandé un avis et une tentative de médiation à un conciliateur choisi librement par les deux parties.

Dans l'hypothèse où aucun accord amiable ne serait possible et conformément aux lois en vigueur, le Conseil Départemental de la Gironde et l'association saisiront le tribunal compétent, soit le tribunal Administratif de Bordeaux.

Article 15 - Acte

Le présent accord comprenant **15** articles est établi en quatre exemplaires. Il est dispensé de frais d'enregistrement.

Fait à Bordeaux le

Lu et approuvé,
Le Maire de la Commune de la Teste de Buch
Le Président du CCAS de la Teste de Buch

Monsieur Patrick DAVET

Lu et approuvé,

La Présidente de l'association

Madame Anne-Laure BOYER

Lu et approuvé,
Le Président du Conseil Départemental

Jean-Luc GLEYZE
Conseiller départemental
du canton Sud Gironde

Monsieur le Maire :
Merci Mme Grondona, des interventions ? Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M. DUFAILLY** **DEL2021-06-263**

OPÉRATION « CAP33 » 2021
CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que depuis plusieurs années l'opération CAP 33 est mise en œuvre par la Commune et sur son territoire en partenariat avec le Conseil départemental,

Considérant qu'il convient de définir les obligations réciproques des parties ainsi que les modalités de financement et de mise en œuvre pour l'année 2021

Considérant que la commune fait appel à diverses entreprises ou associations afin de contribuer à la mise en valeur de l'évènement,

Considérant que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget 2021.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie, vie collective et associative du 22 Juin 2021 de bien vouloir :

- RECONDUIRE l'opération CAP 33 pour l'été 2021,

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le Conseil départemental de la Gironde

- AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif et à signer toutes les conventions avec les entreprises ou associations partenaires de l'opération ainsi que la convention de partenariat avec le Conseil départemental de la Gironde.

OPERATION CAP33
CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Le dispositif CAP 33 a pour objet de favoriser l'accès aux pratiques des activités sportives, pendant les vacances, au profit des publics adultes et jeunes de plus de 15 ans.

Cette politique d'accessibilité de tous aux sports s'appuie sur un partenariat entre la Commune, le Conseil Départemental, les associations sportives locales ainsi que les comités départementaux mais également grâce à un partenariat avec des entreprises du territoire afin de contribuer à la mise en valeur de l'évènement et obtenir des lots de récompenses (exemple : Entrées gratuites au Zoo de la Teste, Aqualand, KidParc). Ces lots sont obtenus par conventions en échange de l'implantation de visuels sur les différents sites d'animations.

Ces activités sportives proposées au grand public se déclinent essentiellement en trois formules :

- **Les découvertes gratuites** organisées chaque semaine, proposant des activités sportives et de loisirs variés ;

- **Les séances d'approfondissements** payantes permettant sur plusieurs séances de s'initier ou de se perfectionner au sein des Clubs organisateurs ;

- **Les tournois** et animations au profit des publics favorisant ainsi sport et convivialité.

La Commune, pour cette dix-huitième édition, est maître-d'œuvre de l'opération. Elle a désigné un chef de Centre CAP33 et un référent administratif saisonnier chargé de la mise en œuvre de l'opération sur les aspects suivants :

- **Formaliser le projet d'animation** et le partenariat avec les Associations locales et les comités Départementaux participants ;

- **Recruter l'équipe d'animateurs** et assurer la gestion et l'administration des emplois **saisonniers** ainsi que la masse salariale (soit 22 mois saisonniers pour l'année 2021) ;

- **Mobiliser les installations sportives**, les sites d'animations (plages) et locaux d'accueil en faveur du dispositif ;

- **Percevoir la contribution financière** du Conseil Départemental de la Gironde ;

- **Assurer la gestion et l'administration** de l'opération avec le soutien du conseiller en développement du sport du département ;

➢ **Dresser un bilan quantitatif et qualitatif** de l'opération permettant de mesurer l'accompagnement du Conseil Départemental, notamment sur les subventions liées aux mois saisonniers.

Il est à noter que le Conseil départemental demande à la Commune la prise en charge des mois saisonniers liés au dispositif. En contrepartie, le Conseil départemental accompagne chaque mois saisonnier d'une **subvention de 700 €** ainsi qu'une **aide de 1 500 €** liée au référent chef de centre, qui est agent permanent de la collectivité.

Depuis plusieurs années le Conseil départemental a décidé d'appliquer **un coefficient de pondération** aux subventions qu'il attribue aux Villes du département. Pour la ville de la TESTE DE BUCH le **coefficient de pondération est de 0,77.** Ainsi cette année la subvention totale s'élevé à **13 567.00 €**.

La Commune a souhaité permettre aux associations locales d'organiser les activités de **découvertes gratuites** par l'intermédiaire de leurs propres éducateurs sportifs qui seront rémunérés par la Commune au prorata de **2 mois saisonniers.**

La Commune valorise les ETAPS de la Ville représentant **2 mois saisonniers**.

La Commune recrute 9 animateurs saisonniers pour constituer l'équipe CAP33 permettant l'organisation des tournois, des animations plages, ainsi que les manifestations et évènements sportifs ou culturels à hauteur de **18 mois saisonniers.**

Les mini stages sont confiés aux associations locales partenaires du dispositif CAP33. Les recettes sont laissées aux clubs permettant à ceux-ci de favoriser l'emploi associatif saisonnier.

En conséquence, le coût de la masse salariale du dispositif CAP33 représentera pour la Ville :

2 mois saisonniers *en faveur des Associations locales, soit* :

2 307,45 € (mois brut chargé) x 2 mois = **4 614,90 €**

20 mois saisonniers*, en faveur de l'équipe d'Animateurs CAP 33, soit* :

2 538,18 € (mois brut chargé) x 20 mois = **50 763,60 €**

Soit une masse salariale brute de : **55 378,50 €**

BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION CAP 33- 2021

CHARGES		PRODUITS	
Masse salariale : 22 mois saisonniers	55 378,50 €	Subvention conseil Départemental : - aide mois saisonniers : 22 x 700 = 15 400 € - aide chef de Centre : 1 x 1 500 = 1 500 € - aide forfaitaire formation : 9 x 80 = 720 €	
Trophées/tee-shirts Réceptions Achat équipement Achat petit matériel Repas (comité)	600 € 1 000 € 500 € 1 000 € 500 €	Coefficient de pondération : 0.77 X 17 620 €	13 567.00 €
		Participation de la Commune	45 411,50 €
TOTAL	**58 978,50 €**	**TOTAL**	**58 978,50 €**

La participation de la Commune est de 45 411,50 € pour 2021.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

L'objet de la convention, bâtie conformément au cahier des charges de l'opération CAP33 est de définir l'obligation du Conseil Départemental et de la Commune.

Le Conseil Départemental veille à la cohérence de l'opération CAP33 sur les aspects suivants :

- Labellisation du centre CAP33 de la Commune,
- Définition du plan de communication et impression des programmes et des affiches,
- Dotation de lots et de signalisation du dispositif,
- Accompagnement financier sur 22 mois saisonniers et du chef de Centre (versement de la subvention : 50 % dés le retour de la convention et le solde au vu du bilan),
- Le conseiller en développement du sport du Conseil départemental s'assurera du bon déroulement de l'opération, conformément au cahier des charges.

Cette convention est conclue pour la durée de l'opération CAP33, du 1er juillet au 31 août 2021 et est signée par Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH et Monsieur le Président du Conseil départemental de la Gironde.

Gironde
LE DÉPARTEMENT

Convention de partenariat 2021

CAP33

entre

le **Département de la Gironde**, Esplanade Charles de Gaulle, 33074 Bordeaux Cedex, représenté par son Président Monsieur Jean-Luc GLEYZE, en exécution du vote du Budget Primitif 2021 du 14 décembre 2020 et de la délibération de la Commission Permanente du , ci-après dénommé le Département,

d'une part,

et

la **Collectivité organisatrice :** la Commune de LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du , ci-après dénommée la Collectivité,

d'autre part,

Préambule :

La pratique des activités sportives et culturelles contribue fortement à l'épanouissement, à l'enrichissement et à l'intégration sociale des adultes et des jeunes girondins qui s'y adonnent.

Le temps des vacances constitue un moment particulièrement privilégié où pourront être initiées des actions de découverte, de sensibilisation et d'apprentissages qui trouveront d'autant plus leur pleine efficacité que les publics visés seront disponibles.

Cette politique d'accessibilité de tous au sport et à la culture gagnera en efficacité en s'appuyant sur une concertation entre les institutions qui œuvrent dans ces domaines et sur une participation des acteurs locaux, associations et communes, tant sur le plan de la conception que de la mise en œuvre.

Cette dynamique partenariale, au-delà de la valorisation des ressources locales qu'elle favorise, permet d'initier un dispositif constituant un élément structurant de la politique éducative des collectivités partenaires et de s'inscrire au sein des politiques globales de développement local, de création d'emplois et d'aménagement du territoire.

Pour ce faire, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : objet

L'objet de la présente convention est de définir les obligations des différentes parties ainsi que de préciser les modalités de financement et de mise en place de l'opération CAP33 pour l'année 2021.

Article 2 : engagements du Département

Le Département participe au financement de l'opération selon les critères adoptés lors du vote du Budget Primitif (BP) 2021, le 14 décembre 2020.
Les crédits inscrits au BP prennent en compte la subvention allouée aux collectivités organisatrices et les dépenses liées à la communication et aux partenariats.

Le Département veille à la cohérence de l'opération dans son ensemble, en s'appuyant notamment sur ses Conseillers.ères en Développement du Sport et de la Vie Associative.

Plus particulièrement, le Département est chargé de :

- Labelliser les collectivités partenaires de l'opération CAP33 ;
- S'assurer que le recrutement du Chef de centre et des animateurs est en adéquation avec la législation en vigueur et le programme d'animation ;
- Définir le plan de communication de l'opération CAP33 y compris la mise en page et l'impression des programmes ;
- Suivre la partie administrative et la gestion globale de l'opération au niveau départemental ;
- S'assurer du bon déroulement de l'opération conformément au « Cahier des Charges » ;
- Effectuer le bilan et l'évaluation du dispositif global.

Article 3 : subvention et modalités de versement

Sur la base du dossier de demande subvention, le montant total d'intervention financière du Département est fixé au maximum à 13 567 € (Treize mille cinq cent soixante-sept euros) au titre de l'année 2021.

Dans le contexte de crise sanitaire lié au Covid-19, le montant définitif de la subvention sera calculé après analyse du contexte et sur la base du bilan établi et transmis par la Collectivité. Cette analyse tiendra compte notamment du nombre d'éducateurs recrutés par la Collectivité, de la mise en œuvre effective des animations et après vérification, de la conformité de l'opération au « Cahier des charges ».

Dès lors, la Collectivité pourra percevoir tout ou partie de la somme initialement votée.
La participation financière du Département fera l'objet d'un seul versement après réception des documents bilan.

Article 4 : engagements de la Collectivité

4.1. Elaboration du projet local

La Collectivité est maître d'ouvrage de l'opération sur le plan local.

Elle s'engage à associer et à tenir informés les services du Département et tout particulièrement le (la) Conseiller.ère en Développement du Sport et de la Vie Associative de secteur tout au long de la phase de préparation mais aussi durant la mise en œuvre de l'action, sur les points ci-après :

- Formalisation du projet local d'animation ;
- Prévision des engagements financiers ;
- Recrutement des animateurs saisonniers en cohérence avec le programme envisagé et conformément aux textes législatifs en vigueur ;
- Programmation de la mobilisation des installations sportives, socioculturelles, des locaux d'accueil et des locaux d'animation ;
- Réunions avec les partenaires locaux.

4.2. Mise en œuvre

La Collectivité, maître d'ouvrage, a la responsabilité de l'organisation de l'opération pour 2021, et à ce titre elle :

- Assure la gestion, le recrutement et la contractualisation des animateurs spécialement affectés pour l'opération en se conformant au nombre de mois saisonniers déclaré dans le dossier de demande de subvention ;
- Conventionne avec les associations locales ;
- Met en place la communication conformément au « Cahier des Charges » ;
- Contracte toutes les assurances nécessaires et obligatoires dont celle de la responsabilité civile ;
- Assure l'administration et la gestion de l'opération avec le soutien du Conseiller.ère en Développement du Sport et de la Vie Associative ;
- Assure la prise en charge et le retour du matériel d'animation mis à disposition du centre par le Département ;
- Dresse le bilan quantitatif et qualitatif de l'opération au niveau local ;
- Garantie, dans le contexte de crise sanitaire actuelle, la mise en œuvre des directives et préconisations nationales et des arrêtés préfectoraux.

La Collectivité désignera une « personne ressource » investie des prérogatives nécessaires à une prise de décision rapide concernant l'opération CAP33 et communiquera son nom et ses coordonnées au Département.

4.3. Intégration et hébergement de l'équipe d'animation

L'équipe d'animation a pour rôle de mobiliser autour d'elle les énergies locales. La complémentarité de l'ensemble des partenaires locaux, associatifs, privés et de l'équipe d'animation est indispensable à la réussite de l'opération. La Collectivité s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer une bonne intégration de l'équipe d'animation au niveau local.

La Collectivité, en tant qu'employeur, s'engage à héberger les animateurs n'habitant pas sur son territoire, dans des conditions matérielles de confort convenables (une chambre par animateur, sanitaires, douches chaudes, cuisine équipée, coin repas). Elle devra tout mettre en œuvre pour faciliter la restauration de l'équipe d'animation.

La Collectivité organisera une entrevue hebdomadaire entre le coordinateur de l'équipe d'animation et le responsable municipal « personne ressource » désigné par la Collectivité.

4.4. Installations d'animation

La Collectivité mobilisera les installations sportives, socioculturelles et d'accueil nécessaires à la mise en œuvre du programme d'animation CAP33. Un programme d'utilisation devra être établi. Les aménagements de ces équipements en matière d'animation et de sécurité sont du ressort de la Collectivité. Les moyens logistiques nécessaires au bon déroulement des animations (local de stockage, services administratifs, services techniques) devront également être définis par la Collectivité.

L'accueil et l'information du public représentant une charge importante, la Collectivité mettra tout en œuvre pour aider l'équipe d'animation dans ces domaines.

Article 5 : subvention en investissement et fonctionnement pour l'aide aux communes et aux EPCI : contreparties

Tout maître d'ouvrage et tout bénéficiaire d'une aide départementale s'engage à :

- Reprendre le logo du Département sur l'ensemble des outils d'information et de communication dont dispose la structure ;
- Insérer le logo avec un lien interactif sur son site internet ;
- Pour les travaux, réaliser un panneau de chantier et afficher le logo et montant du financement départemental pendant toute la durée des travaux et transmettre une photographie du panneau de chantier ;
- Dans le cas d'études, le logo devra figurer sur tout document remis par le cabinet d'étude ;
- Inviter systématiquement le Président du Conseil départemental de la Gironde au lancement d'une action et à l'inauguration de toute opération subventionnée.

Logo à télécharger sur gironde.fr et contact communication dgsd-dircom@gironde.f

Le non-respect de ces modalités peut entraîner la remise en cause de la subvention.

Article 6 : durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2021, incluant la saison estivale et les petites vacances scolaires.

Article 7 : arbitrage et contentieux

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à Bordeaux, en 2 exemplaires originaux le,

Le Président du Conseil départemental,

Jean-Luc GLEYZE
Conseiller Départemental du
Canton Sud-Gironde

Le Maire de la Commune
de LA TESTE DE BUCH,

Patrick DAVET

Monsieur DUFAILLY
Juste avant de lire la délibération, M Muret, je rencontre sur ma propre initiative tous les 2 mois, mes homologues adjoints aux sports d'Arcachon, Gujan et le Teich pour discuter des dossiers de la COBAS, pour vous rassurer, je ne suis pas à la COBAS mais je les rencontre tous les 2 mois.
Vous le savez, Mme DES ESGAULX a lancé un plan des terrains synthétiques par commune et je travaille justement pour que nous soyons les premiers à en bénéficier.
Je pense que cela devrait aboutir et cela serait sur le terrain d'honneur du rugby.

Monsieur le Maire :
Merci M Dufailly nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Monsieur DUFAILLY
Juste quelques mots….Là on reconduit cap 33 qui est une très belle opération, je remercie le service des sports pour son implication, nous entretenons de bonnes relations avec le Département, lesquelles je n'en doute pas seront pérennisées et même optimisées.
Le sport nous a terriblement manqué, mais il revient nous en sommes ravis.
Actuellement nous participons aux assemblées générales des clubs sportifs, et je remercie M Slack et Bouchonnet pour leur implication, je félicite à nouveau tous les clubs pour leur résilience face à leurs difficultés passées.
Vous savez que cap 33 prend la première fois la suite du dispositif nouveau Sport en Buch, on a fait 6 samedis, 252 inscrits, 178 participants.
Les activités de remise en forme du samedi se sont bien déroulées, une grande motivation des participants dont une majorité de femmes.
Les gens sont ravis du dispositif et du lien social qui l'apporte, nous avons créée un groupe de fidèles d'une trentaine de personnes qui participent à toutes les séances, avec une tranche d'âge de 17 à 82 ans.
Le dispositif reprendra après la saison estivale le 04/09 aux mêmes heures sur le site de la plaine des sports. Que ce soit dans les délégations de Mme Othaburu, Mme Poulain, Mme Jeckel, nous voulons une ville sportive, inclusive, une ville qui bouge et une ville qui anime, voilà notre ambition pour la Teste de Buch.

Monsieur le Maire :
Je peux témoigner de ce sport pour tous, j'y suis allé voir 2 fois, il y a une très bonne ambiance, majorité de dames, heureuses qui reviennent régulièrement, samedi matin elles étaient 50, et je n'oublie pas de citer notre chargé de mission bénévole qui est Gérard Guereche qui se régale au milieu de ces dames.

Madame DELMAS :
Juste pour conforter vos propos, notre ville est labélisé « sports pour tous » depuis longtemps, et elle a 4 étoiles, c'est le plus haut niveau.
C'est bien de poursuivre dans ce sens, et il y a toujours eu beaucoup d'investissement annuellement, c'est très bien de conforter.

Monsieur le Maire :
Nous l'amplifions

Rapporteur : **M DUFAILLY** **DEL2021-06-264**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de LA TESTE DE BUCH
et L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE Section Char à Voile
Occupation du SPOT de la Salie Nord - Saison sportive 2021-2022 -

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,

Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important dans l'éducation, de l'intégration et de
la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de disciplines, des volonté, de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association Sportive Testerine Char à Voile (A.S.T Char à Voile) contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire
Communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022, renouveler l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et l'Association « A.S.T Char à Voile ».

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association « AST Char à Voile » et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du **22 juin 2021** de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat de l'Association « A.S.T Char à Voile »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison 2021/2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE « section CHAR A VOILE »
Occupation du SPOT de la Salie Nord - SAISON SPORTIVE 2021-2022 –

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La Ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Association « **A.S.T Char à Voile** ». Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Elle précise les relations administratives entre l'Association A.S.T Char à Voile et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la commune porte à l'Association AST Char à Voile et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée à l'Association A.S.T Char à Voile permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres.

La présente convention prend effet à compter du **1er juillet 2021** et prend fin le **30 juin 2022**.

Le S.P.O.T.

Situé sur le parking de la Salie Nord, en extension des toilettes déjà existantes, le S.P.O.T. est un bâtiment de 300 m² composé de locaux associatifs, avec vestiaires et espaces pour le rangement du matériel, d'une infirmerie, de douches, de sanitaires, d'une grande salle d'exposition et d'un hall d'accueil du public.

Ce bâtiment accueille **l'Association Sportive Testerine section Char à Voile** dans le **local n°3** de 30 m² à titre exclusif.

L'Annexe POINT GLISSE

Véritable terrasse sur l'océan, le point glisse est situé sur le rivage de la Salie Nord. Conçu pour être entièrement démontable, ce bâtiment construit sur des pieux est constitué de huit containers avec l'étage une terrasse couverte de 10 m² fournissant un large panorama de surveillance.

Cet équipement permet l'accueil des Maîtres-Nageurs Sauveteurs durant la saison estivale et des associations de sports de glisse pour leurs activités tout au long de l'année.

Ce bâtiment accueille « **l'Association Sportive Testerine section Char à Voile** dans **le container n°1**.

Commentaire sur l'A.S.T. Char à Voile

L'Association dénommée « A.S.T Char à Voile » est une section du club omnisports de l'A.S.T qui organise l'activité char à voile sur le territoire de la commune. Cette association pratique son activité toute l'année sur les plages de la Salie Nord au profit de ses 30 adhérents.
L'A.S.T Char à Voile est en recherche de recrutement d'un éducateur sportif spécialisé Char à Voile.

Plusieurs manifestations sont organisées par l'A.S.T Char à Voile :

- Course de ligue,
- Char à Voile au Féminin en mai,
- Sorties et Initiation au Char à Voile,
- Ramassage des plastiques et objets sur la plage de la Salie Nord,
- lors des sorties ou initiations tout au long de l'année.

Concernant l'année 2020/2021 les activités n'ont pu être organisées pour des raisons sanitaires liées au Covid-19.

LES ENGAGEMENTS DU CLUB :

Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'entraînements au profit de ses adhérents qui pratiquent l'activité en compétition et également de proposer une formation aux jeunes débutants à l'année.

Le Club s'engage également de développer ses activités au profit des divers publics, scolaire, centre de loisirs de la Ville et de la Cobas, centre social de la ville, en priorité et des publics touristiques durant la saison estivale.

Le Club s'engage également à participer à l'opération CAP 33 pendant la durée estivale.

LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville s'engage à mettre à disposition du club, un local de stockage de matériel à titre exclusif et des espaces communs (vestiaires, infirmerie, bureau, salle d'exposition) dans le bâtiment du S.P.O.T.

Un Container n°5 de 15 m² (stockage matériel, lieu d'activités) dans l'équipement « Annexe Point Glisse » situé en pied de dune.

Les conditions d'utilisation de ces équipements sont détaillées dans la convention.
La mise à disposition du S.P.O.T et de l'Annexe Point Glisse est consentie à titre **gratuit**

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée de 1 an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
l'AST « section Char à Voile »
Saison sportive 2021-2022

PRÉAMBULE

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « AST Char à Voile », participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement de la pratique de l'escalade.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « AST Char à Voile ».

ENTRE

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**,

Ci-après dénommée la « Ville »,

d'une part,

Et

L'Association Sportive Testerine section char à voile, ayant son siège social à la Plaine Gilbert MOGA (chalet AST) à LA TESTE DE BUCH représentée par son président, dument habilité, Monsieur Stéphane CHEF,

Ci-après dénommée l' « A.S.T Char à Voile »,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 SUBVENTION

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 OBJECTIFS GENERAUX

A travers l'équipement du S.P.O.T géré par le Service des Sports, la Ville souhaite soutenir le Club dans le développement de ses activités en lui permettant de se structurer dans la gestion et l'organisation des diverses animations proposées au profit :

- de leurs adhérents licenciés,
- des publics scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, CFA de la COBAS),
- des centres de loisirs et associations de la COBAS,
- de tout public privé ou associatif extérieur à la COBAS.

Les structures du territoire seront prioritaires par rapport aux publics se situant à l'extérieur de la COBAS.

1.3 MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT S.P.O.T ET L'ANNEXE POINT GLISSE

La Ville s'engage à mettre à disposition du Club contractant les installations sportives suivantes :

Le S.P.O.T de la Salie

- Le bâtiment situé sur le parking de la Salie Nord,
- Le bâtiment comprend 3 locaux de rangement associatif de 30m2,
- Le Club bénéficie à titre exclusif du local n°1,
- Les douches, sanitaires, vestiaires, l'infirmerie, le bureau d'accueil et la salle d'exposition sont à la disposition partagée avec les autres associations et la Ville.

L'Annexe Point Glisse

Equipement situé en pied de Dune sur la Plage face à l'Océan.

Cet équipement, constitué de 8 locaux (containers Maritime), est destiné au rangement du matériel et à la mise en œuvre des activités.
Le Club bénéficie à titre exclusif du container N°1, d'une surface de 15 m2.

Les autres locaux sont mis à disposition d'autres associations et de la Ville notamment l'été pour l'implantation du Poste de Secours.

Un état des lieux, établi contradictoirement est réalisé avant la signature de la convention, et annexé à la présente.

1.4 CONDITION D'UTILISATION DU S.P.O.T

Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Ville et le Club (Planning prévisionnel des créneaux d'entraînements, d'animations, des manifestations).

Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par le Club**,** chacune des parties devra en être informée au préalable.

En dehors de ces périodes la Ville aura la libre disposition des lieux.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par le Club**,** celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'il utilise.

Le SPOT pourra être mis à disposition de l'ONF pour des réunions ou des actions de sensibilisation du public à l'environnement.

Aucune activité commerciale ou soirée musicale ne sera tolérée dans l'équipement.

En aucun cas les bâtiments ne pourront être affectés au logement de personne.

L'heure de fermeture des équipements à toute activité est fixée à la tombée de la nuit.

1.5 MISE A DISPOSITION DE MATÉRIELS POUR LES OPERTATIONS DE PROMOTION

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour les associations testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.6 AIDES EN MOYENS DE PROMOTION ET COMMUNICATION

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CLUB

2.1 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville.
- Le projet de l'Association et de ses sections pour la saison à venir.
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau.
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture.
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association.

- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

2.2 OPÉRATIONS PARTENARIALES :

Dans le cadre des relations partenariales entre le Club et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le Club s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.3 OPÉRATIONS DE PROMOTION ET D'ANIMATION :

Le Club s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, les centres sociaux et les établissements scolaires.

2.4 OPÉRATIONS DE COMMUNICATION :

Le Club s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la Ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de manifestations, de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le Club à la Ville à la signature de la convention.

3.1 ACCUEIL DES MEMBRES DU CLUB :

Concernant les membres du Club, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements mis à disposition.

3.2 ACCUEIL DES SCOLAIRES :

Le Club s'engage à participer aux projets éducatifs de la Ville, et à l'accompagner dans le cadre du Sport Scolaire en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la Ville pourra soutenir.

Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à ces activités, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du Club.

3.3 ACCUEIL DES CENTRES DE LOISIRS ET DES CENTRES SOCIAUX DE LA COBAS :

Le Club s'engage à proposer aux structures d'animations de la COBAS des séances d'activités sportives sur le site du S.P.O.T. Ces séances seront facturées à des conditions tarifaires préférentielles.

3.4 ENCADREMENT DES ACTIVITÉS :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'Etat, salariées ou par des licenciés bénévoles du Club dans le cadre de la réglementation imposée par les Fédérations Françaises, du Ministère de la Jeunesse et des Sports et de l'Education Nationale.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CLUB

La présente mise à disposition est accordée au Club pour lui permettre d'utiliser la parcelle et les bâtiments tel que décrit dans l'article 1.2, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du Club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

Le Club est tenu de se conformer aux directives des Fédérations Françaises concernées par l'activité et au principe concernant l'organisation de l'accueil des activités en faveur des membres sur les aspects : hygiène, sécurité et réglementation de la pratique.

ARTICLE 5 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La présente mise à disposition du SPOT et de l'Annexe Point Glisse est consentie à **titre gratuit**.

ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE

La Ville fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes et impôts de toute nature que ce soit ainsi que la redevance ONF.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

Le Club sera responsable de tout dommage causé, par la mise en place ou l'exploitation des installations concédées à titre gratuit par la Ville.
Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la Ville.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la Ville une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge du Club utilisateur.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le Club est tenu d'occuper personnellement et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

Le Club ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par la Ville, que ce soit à des fins commerciales, marchandes ou non.

Le Club devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale.

Le Club ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la Ville. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Ville tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation dudit projet.

Le Club ne pourra sous-traiter la mise à disposition de l'équipement. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de
son choix pour des prestations réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le Club**.** Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la Ville. Une fois signée, une copie de cette convention devra être adressée à la Ville.

La domanialité du terrain s'oppose à ce que le Club puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble. Tout ou partie de l'autorisation pourra être suspendue ou retirée par décision de Monsieur le Maire pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt général dûment motivée.

ARTICLE 9 : SORT DES INSTALLATIONS A LA FIN DE LA MISE A DISPOSITION

A la fin de la mise à disposition, pour quelque cause que ce soit, les équipements installés par le Club devront être enlevés et les lieux remis en leur état primitif. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la fin de la mise à disposition, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par la Ville.

Toutefois, si à la demande du Club, la Ville accepte que les équipements en tout ou partie ne soient pas enlevés, ceux-ci deviendront la propriété de la Ville sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

ARTICLE 10 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 11 : CESSATION D'ACTIVITÉ PAR LE CLUB

En cas de dépôt de bilan du Club ou en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de ces procédures.

ARTICLE 12 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 13 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le :

Pour la Ville de La Teste de Buch	Pour l'Association Sportive Testerine
Le Maire de LA TESTE DE BUCH	**Le Président de l'AST**
Patrick DAVET	**Stéphane CHEF**

Madame GRONDONA:
Merci M Dufailly je remplace momentanément M Le Maire, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme JECKEL** **DEL2021-06-265**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH
et Le CERCLE DE VOILE DE PYLA sur MER

Saison sportive 2021-2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Cercle de Voile de Pyla sur Mer contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022, renouveler l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et le Cercle de Voile de Pyla sur Mer.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Pyla sur Mer et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du **22 juin 2021** de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le cercle de voile de Pyla sur Mer,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021-2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LE CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER - SAISON SPORTIVE 2021-2022 –

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Cercle de Voile de Pyla sur Mer. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.
Elle précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Pyla sur Mer et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la Commune porte au Cercle de Voile de Pyla sur Mer et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin **le 30 Juin 2022**.
La convention de partenariat proposée au Cercle de Voile de Pyla sur Mer permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'Association le Cercle de Voile de Pyla sur Mer :

Le CVPM compte **400** membres pratiquants à l'année et plus de 1 300 stagiaires Ecole de voile durant la période estivale.
L'encadrement est constitué de 4 CDI salariés à l'année et 10 saisonniers sur la saison estivale.
Le niveau de pratique en individuel identifie **3 jeunes au niveau Régional, 4 jeunes au niveau National** ainsi que **4 jeunes au niveau International.**

Concernant le dynamisme associatif, le CVPM est un partenaire actif de la Ville notamment dans le cadre de la Voile Scolaire au profit des Ecoles primaires de la Ville.
Seules 2 classes ont pu être accueillies en 2020 pour des raisons sanitaires liées au Covid-19.

Projets Associatifs pour l'Année 2021 :

Organisation de stages et compétitions :

- 2 stages Régionaux de jeunes coureurs durant les vacances de février dont le premier stage a été annulé pour des raisons sanitaires liées au Covid-19,
- 1 Stage Régional de formation Moniteurs Voile déficients visuels,
- Finale de la coupe Régionale de la ligue Nouvelle Aquitaine du 04/06 au 07/06/2021, a été annulée pour des raisons sanitaires liées au Covid-19,
- Compétition NATIONAL 5.90 du 02/09 au 05/09/2021,
- 34ème DRAG'S CUP et mémorial SNIPE du 25/10 au 01/11/2021.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, les installations sportives suivantes :

Sur le site du Pyla **:**

- Un Club House,
- Un Hangar à bateaux,
- Un Club de Moussaillons,
- Un Blockhaus à usage de lieu de stockage
- Une Aire de stationnement de bateaux
- Une Cale à bateaux

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les associations Testerines.
- aider par des moyens de promotion et communication le Cercle de Voile de Pyla sur Mer.
- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3/ LES ENGAGEMENTS DU CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER :

Il est à noter que le Président est : Monsieur LEBLOND Jérôme

- Les Vice-Présidents : Mme BELLE-CROIX Sarah et Mme RIGAUD Géraldine
- La Secrétaire : Mme DE DUCLA Patricia
- Le Trésorier : M. FARGREGORI Arnaud

- Le Cercle de Voile de Pyla sur Mer s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Cercle de Voile de Pyla sur Mer s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention prendra effet à compter du : **1er Juillet 2021** et prendra fin **le 30 Juin 2022**.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER (C.V.P.M.)

Saison sportive 2021/2022

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que l'Association « le Cercle de Voile du Pyla sur Mer », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Considérant l'antériorité des aides directes ou indirectes dont bénéficie le C.V.P.M. depuis des années, des relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

ENTRE :

La ville de LA TESTE DE BUCH, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**,

Ci-après dénommée la « Ville »,

d'une part,

Et

Ci-après dénommée le « Cercle de Voile de Pyla sur Mer »,

Le Cercle de Voile de Pyla sur Mer ayant son siège social, Place Daniel Meller 33115 Pyla Sur Mer, représenté par son Président, dûment habilité, Monsieur LEBLOND Jérôme,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville. Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des Installations Sportives :

La Ville s'engage à mettre à disposition du C.V.P.M. contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'article 4 qui définit les dispositions d'application.

1.3 Mise à disposition d'Equipements, de Matériels pour les Opérations de promotion :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts communs définies par la ville pour les associations Testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de Promotion et Communication :

Les Interventions de la Ville en matière de prestations de communication pour le C.V.P.M. (conception et impression d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attribution de ces prestations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU C.V.P.M.

2.1 Affectation de la Subvention de la Ville :

Le C.V.P.M. s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'Association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'association et de ses sections pour la saison à venir.
- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale.

- Un compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics,
- L'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir.
- Le calendrier des manifestations de la saison à venir.
- Les procès-verbaux des Conseils d'Administration de l'année écoulée.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, de l'utilisation de la subvention, et des mises à disposition éventuelles.

➢ Le C.V.P.M. devra fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

2.3 Opérations Partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le C.V.P.M. et la ville pour lesquelles la ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le C.V.P.M. s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la ville.

2.4 Opérations de Promotion et d'Animation :

Le C.V.P.M. s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, le centre social et le milieu scolaire.

2.5 Opérations de Communication :

Le C.V.P.M. s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la ville de LA TESTE DE BUCH, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le C.V.P.M. à la commune.

3.1 Accueil des membres de l'Association :

Concernant les membres de l'Association, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements de la commune gérés par le C.V.P.M.

3.2 Accueil des Scolaires :

Le C.V.P.M. s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville de LA TESTE DE BUCH et à accompagner la commune dans le cadre du dispositif « Voile Scolaire » en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la commune soutiendra au travers d'une subvention annuelle. Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à la voile scolaire, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du C.V.P.M.

3.3 Accueil des Centres de Loisirs et du Centre Social de la Commune :

Le C.V.P.M. s'engage, à proposer des séances de découverte des activités de la voile à des conditions tarifaires préférentielles, aux structures d'animations communales (les Centres de Loisirs et le Centre Social de la Commune).

3.4 Encadrement des Activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'état, salariées ou par des licenciés bénévoles du club dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Voile.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CVPM

4.1 Équipement à usage Spécialisé :

Autorisation est donnée au Cercle de Voile de Pyla sur Mer d'occuper, à titre temporaire, un terrain situé Place Meller, cadastré BS 431p, d'une superficie de 4000 m² environ sur l'emplacement défini sur le plan cadastral, sur lequel est implanté un bâtiment à usage sportif :

- Un club house – superficie utile 159 m² et ses dépendances,
- Un hangar à bateaux/atelier avec rangement en mezzanine, inclues deux douches – superficie utile 207 m²,
- Un club de moussaillons – superficie utile 25 m²,
- Un blockhaus à usage de lieu de stockage-superficie utile 10 m²,
- Une aire pour stationnement des bateaux-superficie utile environ 2 480 m²,

L'autorisation comprend aussi l'utilisation de la cale de mise à l'eau.

La présente autorisation est accordée au C.V.P.M. pour lui permettre d'utiliser la parcelle et les bâtiments ci-dessus désignés, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.
L'Association est tenue de se conformer aux directives de la Fédération Française de Voile et au principe du classement national des clubs qui en

découlent notamment concernant l'organisation de l'accueil des activités en faveur des membres sur les aspects : hygiène, sécurité et réglementation de la pratique.

L'Association est autorisée à placer sur l'emprise du terrain ainsi délimité les bateaux de ses adhérents.

4.2 <u>Responsabilité pour Dommages</u> :

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation de ses installations et de celles concédées à titre gratuit par la municipalité.
Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge de l'utilisateur.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la commune de LA TESTE DE BUCH.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la mairie de LA TESTE DE BUCH une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

ARTICLE 5 : CHARGES DU CLUB

L'utilisateur devra s'acquitter des contributions personnelles mobilières, de tout abonnement et consommations d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone des locaux utilisés ainsi que des contrats de maintenance de chauffage et d'alarme.

ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE

La commune de LA TESTE DE BUCH fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes, impôts fonciers, taxes d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE 7 : REDEVANCE

La présente autorisation est consentie à **titre gratuit**. Cette libéralité ne sera maintenue que dans la mesure où le C.V.P.M. ne percevra aucune redevance en contrepartie des services rendus et ne tirera pas un quelconque profit des installations mises à sa disposition par la commune ou autorisées.

ARTICLE 8 CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le C.V.P.M. est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

Le C.V.P.M. ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par le propriétaire, que ce soit à des fins commerciales ou marchandes.

Le C.V.P.M. devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments appartenant à la commune en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale ou de les détériorer.

Le C.V.P.M. ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la commune. Il devra donc soumettre à l'agrément de la commune tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation du dit projet.

Le C.V.P.M. ne pourra sous-traiter l'activité. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de son choix pour des prestations de type service de boissons ou de repas, réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le C.V.P.M. Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la commune.

Etant observé que la domanialité du terrain s'oppose à ce que le permissionnaire puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble, tout ou partie de l'autorisation pourra être retirée par décision du Conseil Municipal pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt générale dûment motivée.
Le retrait de l'autorisation ne donnera droit au paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 9 RÉSILIATION PAR LE PERMISSIONNAIRE :

Dans le cas où le permissionnaire aurait décidé de cesser d'utiliser le bien mis à sa disposition, il pourra demander le retrait de l'autorisation donnée, en notifiant moyennant un préavis d'un mois, sa décision par lettre recommandée, adressée à Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.
La résiliation ne donnera lieu à paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 10 REVOCATION DE L'AUTORISATION POUR INEXECUTION DES CONDITIONS D'UTILISATION :

Faute par le permissionnaire de se conformer à une quelconque des clauses générales ou particulières de la présente convention, l'autorisation pourra être révoquée sur simple délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 11 : SORT DES INSTALLATIONS A LA CESSION DE L'AUTORISATION

A la cession pour quelque cause que ce soit de l'autorisation, les installations, qui auront été réalisées par le C.V.P.M., devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le permissionnaire. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de
cette obligation dans un délai d'un mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois, si à la demande du permissionnaire, l'administration accepte que des installations en tout ou partie ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement du matériel ou d'installations, le permissionnaire devra justifier auprès de l'administration de leur entière propriété.

Toutefois, les immobilisations figurant à l'actif du bilan du C.V.P.M. pourront être reprises par celui-ci ou par son successeur pour leur valeur comptable résiduelle.

ARTICLE 12 : PREAVIS

Une décision de révocation de retrait décidée par la Ville fera l'objet d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois.

ARTICLE 13 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée de 1an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 14 : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de dépôt de bilan du C.V.P.M. en cours de saison survenant avant le paiement de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la ville de LA TESTE DE BUCH devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 15 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 16 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à LA TESTE DE BUCH,

Le Maire **de LA TESTE DE BUCH**	**Le Président** **du Cercle de Voile de Pyla sur Mer**
Patrick DAVET	**Jérôme LEBLOND**

Monsieur le Maire :
Merci Mme Jeckel

Monsieur BERILLON
Une remarque à faire… qui correspond aux besoins des utilisateurs des dériveurs qui demandent lorsqu'ils vont au banc d'Arguin plus de souplesse.
Lors du dernier comité consultatif de la réserve naturelle du Banc d'Arguin, nous étions avec M le Maire, nous avons plaidé pour que la SEPANSO fasse davantage preuve de discernement et de souplesse lorsque des dériveurs viennent s'échouer, beatcher sur le banc d'Arguin, ou les kayakistes qui viennent du Pyla.
Cette pression qu'il y a pu y avoir l'an dernier a été un sujet insupportable et nous avons officiellement demandé à la SEPANSO de respecter les personnes qui viennent au banc d'Arguin, ce ne sont pas des sauvages, ils ne vont pas détruire les nids, tout le monde a remarqué que les sternes ne pondent plus depuis qu'ils ont sanctuarisé le banc d'Arguin, c'est un fait.
Je vous demande aussi de soutenir cette action pour que le discernement et la pédagogie soient beaucoup plus présents, plutôt qu'une écologie punitive.

Madame DELMAS :
On va vous soutenir M Berillon.

Monsieur le Maire :
On a eu une réunion en visio il n'y a pas très longtemps, je suis monté au créneau, les gardiens de la SEPANSO voulaient nous donner une petite leçon de morale, et je leur ai expliqué que s'ils considéraient que les gens ne se comportaient pas toujours bien, eux il fallait qu'ils considèrent aussi qu'ils n'avaient pas toujours le bon comportement avec tout le monde.
Le Banc d'Arguin qu'ils le veuillent ou non il appartient bien sûr à tout le monde, aux professionnels, aux plaisanciers, aux animaux mais il nous appartient, il n'y a aucune raison que l'on nous prive de cet endroit-là à partir du moment où on y fait attention.

Il suffit simplement d'y mettre des règles et ceux qui transgressent les règles sont sanctionnés fortement, et ça on peut le faire, mais on ne peut pas empêcher les gens qui se comportent bien d'aller sur le banc d'Arguin qui est chez nous, qui nous appartient, et ça je m'y opposerai fermement, comme pour la forêt usagère.
Nous avons été remercier, les gens de la Teste, c'était la première fois que quelqu'un montait au créneau, ils sont là pour faire le bien, ils ne sont pas là pour embêter les gens.

Monsieur DUCASSE :
Je suis très SEPANSO, très défenseur de cette réserve intangible par contre ce qui est remarquable, c'est qu'il manque de balisage, d'où les conflits, et donc il faut peut-être les aider, trouver un terrain commun d'entente pour que les zones de beachage en particulier, des choses aussi bégnines que les kayaks ou les dériveurs puissent venir, mais si c'est mal signalé il y a empiétement sur les zones de nidifications.

Monsieur le Maire :
Cela va être signalé,

Monsieur BERILLON
Je voudrais rappeler aussi lorsque dans des activités précédentes, avant d'être élu j'étais l'un des signataires des recours contre ces décrets et arrêtés punitifs du banc d'Arguin, ce qui a manqué surtout c'est de la pédagogie, et M Ducasse je suis tout à fait d'accord sur ce que

vous dites, il faut travailler pour une meilleure signalétique, expliquer que le banc d'Arguin est un bien commun à partager, nous sommes tous d'accord pour protéger les oiseaux, pour dire que nous avons un bijou à entretenir, mais arrêtons de pénaliser, il y a eu des excès.
L'année dernière, un parasol, un groupe religieux qui voulait faire une messe… je ne vais pas énumérer tous les faits scandaleux, on leur demande du respect, le respect se fait à deux, et dans les deux sens.

Monsieur MURET :
Je rejoins la terre ferme… M le Maire le cercle de voile de Pyla faisait l'objet d'un projet de réfection, est-ce que ça fait toujours partie des projets, est-ce que c'est porté par votre municipalité ?

Monsieur le Maire :
C'est un projet qui n'a pas avancé plus que ça pour l'instant, mais c'est un projet, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. VOTION **DEL2021-06-266**

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH
et Le CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC

Saison sportive 2021-2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,

Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Cercle de Voile de Cazaux Lac contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022, renouveler l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et le Cercle de Voile de Cazaux Lac.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Cazaux Lac et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le cercle de voile de Cazaux Lac,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021/2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LE CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC - SAISON SPORTIVE 2021-2022

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et le Cercle de Voile de Cazaux Lac. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Cazaux Lac et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la commune porte au Cercle de Voile de Cazaux Lac et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.
La convention de partenariat proposée au Cercle de Voile de Cazaux Lac permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'association le Cercle de Voile de Cazaux Lac :

Le CVCL, avec ses 506 licenciés dont 292 adhérents à l'année, accueille plus de 4 800 personnes sur la période estivale (groupes, stages, cours particuliers, location, mais aussi avec plus de 900 participants de CAP33).
Concernant les jeunes, 56 jeunes de moins de 18 ans sont adhérents permanents du Club, les 4/6 ans au Jardin des mers, les 7/14 ans débutant et perfectionnement, les plus de 15 ans pratiquent en compétition.

Le CVCL avec ses **506** adhérents dont **56** jeunes de moins de 18 ans est représentatif sur le critère « Sport de Masse ».
Le plus haut niveau de pratique est représenté par les seniors au niveau National.
Les catégories jeunes sont également présentes au niveau national.

Le CVCL participe activement à la vie communale en s'impliquant dans *:*

- Le Sport Scolaire à travers le dispositif « Voile Scolaire » accueille chaque année des élèves des classes de CM2. Cette année le CVCL n'a pu accueillir qu'une seule classe cette année pour cause de raisons sanitaires liées au COVID.
- Les Activités au profit de la jeunesse avec l'accueil des ALSH et en période de vacances scolaires ont été également et extrêmement réduites au regard des conditions sanitaires.
- Le Dispositif CAP 33 (découvertes gratuites et stages d'approfondissements) au profit des divers publics pendant la saison estivale a pu être maintenu.
- L'Accueil de la natation scolaire pour plus de 300 élèves des écoles pour l'Année Scolaire 2020 /2021sur le site naturel du lac au Cercle de Voile de Cazaux est maintenu.
- Plusieurs manifestations (régates ou journées Handicap) ont dû être annulées par le CVCL en 2021.

- Le CVCL s'est engagé à développer la pratique de la voile sportive « HANDI VALIDE » plusieurs actions sont organisées en faveur des publics handicapés, grâce à l'acquisition de bateaux adaptés.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, les installations sportives suivantes :

- Le Club house,
- Un Hangar atelier,
- Des Sanitaires,
- Un Local,
- Un Bureau.

De plus, la ville s'engage également à :

- mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les associations Testerines.

- aider par des moyens de promotion et communication le Cercle de Voile de Cazaux Lac.

- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3/ LES ENGAGEMENTS DU CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC :

Il est à noter que le Président : M. DUCHESNE FERCHAL Hervé,

- La Secrétaire : M. DUBES Francis,
- Le Trésorier : M. DINET Patrick.

- Le Cercle de Voile de Cazaux Lac s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le Dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Cercle de Voile de Cazaux Lac s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention prend effet à compter du **1er juillet 2021** au **30 juin 2022**.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC (C.V.C.L.)
Saison sportive 2021/2022

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que l'Association « le Cercle de Voile de Cazaux-Lac », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « le Cercle de Voile de Cazaux-Lac ».

ENTRE :

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**,

Ci-après dénommé la « Ville »,

d'une part,

Et :

Le Cercle de Voile Cazaux Lac ayant son siège social à la Halte Nautique de Cazaux Lac, à LA TESTE DE BUCH, représenté par son Président, dûment habilité, Monsieur Hervé DUCHESNE-FERCHAL,

Ci-après dénommé le « C.V.C.L ».,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des Installations Sportives :

La ville s'engage à mettre à disposition du C.V.C.L. contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'article 4 qui en définit les dispositions d'applications

1.3 Mise à disposition d'Equipements, de Matériels pour les opérations de promotion :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts communs définies par la ville pour les associations testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de Promotion et Communication :

Les interventions de la ville en matière de prestations de communication pour le C.V.C.L. (conception et impression d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attribution de ces prestations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU C.V.C.L.

2.1 Affectation de la Subvention de la VILLE :

Le C.V.C.L. s'engage à affecter la subvention attribuée par la ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'association C.V.C.L. et de ses sections pour la saison à venir.
- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale.

- Un compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente, le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics,
- L'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir,
- Le calendrier des manifestations de la saison à venir.
- Les procès-verbaux des Conseils d'Administration de l'année écoulée.
- La copie des diplômes La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale, le C.V.C.L. s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition éventuelles.

➢ Le C.V.C.L. devra fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

2.3 Opérations Partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le C.V.C.L. et la ville pour lesquelles la ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le C.V.C.L. s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la ville.

2.4 Opérations de Promotion et d'Animation :

Le C.V.C.L. s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, le centre social et le milieu scolaire.

2.5 Opérations de Communication :

Le C.V.C.L. s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la ville de LA TESTE DE BUCH, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le C.V.C.L. à la commune.

3.1 Accueil des membres de l'Association :

Concernant les membres de l'association, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements de la commune gérés par le C.V.C.L.

3.2 Accueil des Scolaires :

Le C.V.C.L. s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville de LA TESTE DE BUCH et à accompagner la commune dans le cadre du dispositif "voile scolaire" en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la commune soutiendra au travers d'une subvention annuelle. Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à la voile scolaire, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du C.V.C.L.

3.3 Accueil des Centres de Loisirs et du Centre Social de la Commune :

Le C.V.P.M. s'engage, à proposer des séances de découverte des activités de la voile à des conditions tarifaires préférentielles, aux structures d'animations communales (les Centres de Loisirs et le Centre Social de la Commune).

3.4 Encadrement des Activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'état, salariées ou par des licenciés bénévoles de l'Association dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Voile.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CVCL

4.1 Équipements à usage spécialisé :

Autorisation est donnée au Cercle de Voile de Cazaux Lac d'occuper, à titre temporaire, un terrain situé en bordure du Lac de Cazaux, sur une partie des parcelles C Y 18, CY 19, CY 68 et CY 76, d'une superficie de 7100 m2, sur lequel sont implantés :

- Un Hangar atelier – superficie utile 218 m²
- Le Club house – superficie utile 30,80 m²
- Sanitaires – superficie utile 43,50 m²
- Un Local – superficie utile 20 m²
- Un Bureau – superficie utile 30,20 m²

En outre, la partie du Lac de Cazaux située au droit de l'emprise accordée au C.V.C.L. sera réservée à l'usage exclusif du C.V.C.L. et de ses adhérents et ce, sur une profondeur de 120 m de la limite des eaux du Lac de Cazaux.
A l'intérieur de ce périmètre réservé, le C.V.C.L. a installé :

- Une zone d'appontement comprenant trois pontons d'une longueur de 35m, 51m et 95m servant d'embarcadère et de débarcadère,
- Une rampe de mise à l'eau pour les bateaux de sécurité du C.V.C.L.

La présente autorisation est accordée au C.V.C.L. pour lui permettre d'utiliser l'ensemble des bâtiments ci-dessus désignés et une partie du plan d'eau, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable compte tenu du fait que la commune de LA TESTE DE BUCH elle-même est titulaire d'une décision individuelle d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de la défense sur la Base Aérienne 120 de CAZAUX (n° 12 – 2001 du 22 juin 2001). Autorisation qui lui confère le droit d'occuper à titre temporaire la zone ouest de la partie girondine du Lac de Cazaux qui, située en dehors du polygone du champ de tir de la base est comprise entre la limite ouest dudit polygone et la rive ouest du Lac tel qu'il est indiqué sur l'A.O.T.

Par ailleurs, il est également donné autorisation au Cercle de Voile de Cazaux Lac d'occuper, à titre temporaire, la bande de terrain d'une superficie de 1 585 m² longeant la rue Osmin Dupuy au droit de l'emprise actuelle du C.V.C.L., à usage d'aire de stationnement des véhicules des seuls membres du C.V.C.L. (cf. avenant n° 01 du 22 juin 2001).

Tout abattage d'arbres à l'intérieur du périmètre concédé devra faire l'objet d'une demande écrite à Monsieur le Maire.

Enfin, le Cercle de Voile de Cazaux Lac est propriétaire de la grue située à l'entrée du port, hors du périmètre autorisé, et utilisée exclusivement par les adhérents du C.V.C.L.

4.2 <u>Responsabilité pour Dommages</u> :

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation de ses installations et de celles concédées à titre gratuit par la municipalité. Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge de l'utilisateur.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la commune de LA TESTE DE BUCH.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la mairie de LA TESTE DE BUCH une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

<u>ARTICLE 5 : CHARGES DU CLUB</u>

L'utilisateur devra s'acquitter des contributions personnelles, mobilières et de tous les abonnements et consommations, eau, gaz, électricité et de téléphone ainsi que des contrats de maintenance de chauffage et d'alarme.

ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE

La commune de LA TESTE DE BUCH fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes, impôts fonciers, taxes d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE 7 : REDEVANCE

La présente autorisation est consentie à **titre gratuit**. Cette libéralité ne sera maintenue que dans la mesure où le C.V.C.L. ne percevra aucune redevance en contrepartie des services rendus et ne tirera pas un quelconque profit des installations mises à sa disposition par la commune ou autorisées.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION

Le C.V.C.L. est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

Le C.V.C.L. ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par le propriétaire, que ce soit à des fins commerciales ou marchandes.

Le C.V.C.L. devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments appartenant à la commune en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale ni de les détériorer.

Toute cession totale ou partielle de la présente autorisation est interdite sauf accord exprès du Service Spécial des Bases Aériennes après avis du Directeur des Services Fiscaux et de Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.

Etant observé que la domanialité publique du plan d'eau et des terrains s'oppose à ce que le permissionnaire puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble, tout ou partie de l'autorisation pourra être retirée par décision ministérielle, à quelque époque que ce soit, et sans observer de délai, si l'intérêt de la défense l'exige ou par décision du Conseil Municipal pour des raisons de police ou de sécurité.
Le retrait de l'autorisation ne donnera droit au paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION PAR LE PERMISSIONNAIRE

Dans le cas où le club aurait décidé de cesser d'utiliser le bien mis à sa disposition, le permissionnaire pourra demander le retrait de l'autorisation donnée, en notifiant moyennant un préavis d'un mois, sa décision par lettre recommandée, adressée à Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.
La résiliation ne donnera lieu à paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 10 : REVOCATION DE L'AUTORISATION POUR INEXECUTION DES CONDITIONS D'UTILISATION

Faute par le permissionnaire de se conformer à une quelconque des clauses générales ou particulières de la présente convention, l'autorisation pourra être révoquée sur simple délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 11 : SORT DES INSTALLATIONS A LA CESSION DE L'AUTORISATION

A la cession pour quelque cause que ce soit de l'autorisation, les installations, qui auront été réalisées par le C.V.C.L, devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le permissionnaire. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai d'un mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois, si à la demande du permissionnaire, l'administration accepte que des installations en tout ou partie ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement du matériel ou d'installations, le permissionnaire devra justifier auprès de l'administration de leur entière propriété.

Toutefois, les immobilisations figurant à l'actif du bilan du C.V.C.L. pourront être reprises par celui-ci ou par son successeur pour leur valeur comptable résiduelle.

ARTICLE 12 : PREAVIS

Une décision de révocation de retrait décidée par la Ville fera l'objet d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois.

ARTICLE 13 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 14 : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de dépôt de bilan du C.V.C.L. en cours de saison survenant avant le paiement de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la ville de LA TESTE DE BUCH devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 15 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 16 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le :

Le Maire **de LA TESTE DE BUCH**	**Le Président** **du Cercle de Voile de Cazaux Lac**
Patrick DAVET	**Hervé DUCHESNE- FERCHAL**

Monsieur le Maire :
Merci M Votion, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Monsieur BOUCHONNET :
Juste pour revenir sur le cercle de voile du Pyla, nous avons pris rendez-vous avec le Président nous avons visité les lieux et parlé de ce qui pouvait être fait, pas de suite mais en étudiant pas mal de choses.

Rapporteur : **Mme DESMOLLES** **DEL2021-06-267**

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et LES JEUNES DU CAPTALAT
« Section Gymnastique »

Saison sportive 2021/2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que Les Jeunes du Captalat section Gymnastique, contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022, renouveler les relations partenariales qui existent entre la Ville et Les Jeunes du Captalat – section Gymnastique.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre Les Jeunes du Captalat – section Gymnastique et les Services Municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la Commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association Les Jeunes du Captalat - section Gymnastique,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021/2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LES JEUNES DU CAPTALAT

- section Gymnastique - SAISON SPORTIVE 2021-2022 –

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La Ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Association « Les Jeunes du Captalat ». Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Elle précise les relations administratives entre l'association « Les Jeunes du Captalat » et les services municipaux, de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la Ville porte à l'Association « Les Jeunes du Captalat » et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La Convention de Partenariat proposée aux « Jeunes du Captalat » en 2021/2022 permet de valider les relations de partenariat avec la ville et plus particulièrement l'utilisation de la salle de Gymnastique de la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA.

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.

1/ Commentaire sur l'Association des Jeunes du Captalat :

Concernant l'année 2020/2021 les activités n'ont pas pu être organisées pour des raisons sanitaires liées au Covid-19.
505 Adhérents au club dont **452** jeunes de moins de 18 ans
Le niveau de pratique en compétition est National pour les garçons et les filles.
La mise à disposition du nouveau gymnase permet la création de nouvelles sections :

- Bébé Gym, Eveil Gym, Ecole de Gym, Gym Acrobatique,
- Trampoline, Acrosport, Gym Adultes et Gym Santé Sénior, Handi gym, Team gym,
- 5 éducateurs sont salariés de l'Association,

Plusieurs compétitions de Niveaux Régionales sont organisées par « les Jeunes du Captalat » tout au long de la saison sportive.
Le club participe également aux grandes manifestations de la Ville (Fête du Port, Vital Sport, Forum des Associations)

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, la salle de gymnastique implantée sur la Plaine des Sports Gilbert MOGA.

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les Associations Testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication « Les Jeunes du Captalat ».

- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3/ <u>LES ENGAGEMENTS DES « JEUNES DU CAPTALAT »</u> :

Il est à noter que la Présidente est : Madame DOMINGUES Monique,

- Le Vice-Président : M. TOUJA Jean-Michel
- Le Secrétaire : M. CAUBIT Jeans
- La Trésorière : Mme FERNANDEZ Régine

- L'Association s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'Association.

- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédente, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, l'Association « Les Jeunes du Captalat » s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où Marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LES JEUNES DU CAPTALAT – SECTION GYMNASTIQUE –

Saison sportive 2021/2022

PREAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**,

Ci-après nommée « la Ville »,

D'une part,

Et

L'Association Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique ayant son siège social Plaine sportive Bonneval 33260 LA TESTE DE BUCH représentée par sa Présidente, dument habilitée, Madame Monique DOMINGUES,

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville. Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à disposition de l'Association **la salle de gymnastique** de la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA, dans les conditions définies ci-dessous à l'article 3.

1.3 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives Testerines.
Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formation et d'accès des jeunes aux pratiques sportives.

2.2 Documents administratifs et comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'Association pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,

- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés,
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget,
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, de l'utilisation de la subvention.

2.3 Opérations partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales pour lesquelles la Ville s'implique par des aides, telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, l'Association s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 Accueil des jeunes Testerins et développement du sport éducatif :

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil en faveur des jeunes Testerins pour permettre en particulier l'accès à la discipline par :

- Un encadrement diplômé d'état pour les éducateurs salariés de l'association dans le cadre de la réglementation imposée par le Ministère des Sports,
- Une Ecole de Sport autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes de développement des enfants, sans spécialisation précoce pouvant les contrarier,
- Une contribution au développement du Sport Scolaire dans le primaire et dans le secondaire.

2.5 Opérations de promotion et d'animation :

L'Association s'engage à assurer la représentativité des équipes fanion dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animation mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les Centres de Loisirs ou le CCAS.

2.6 Ethique et lutte contre les pratiques déviantes :

L'Association s'engage à tout mettre en œuvre pour préserver la santé des gymnastes notamment au travers de mesures strictes de lutte anti-dopage et de mise en application des méthodes d'entraînement permettant une adaptation à l'effort sans recours à des produits ou des méthodes mettant en danger la santé des pratiquants à moyen ou long terme.

Tout manquement constaté à cet engagement entraînerait la résiliation de plein droit et sans indemnité aucune de la présente convention.

2.7 Utilisation des équipements sportifs mis à disposition

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, l'Association « Les Jeunes du Captalat » s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité,

- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où Marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

2.8 <u>Promotion et Communication</u> :

L'Association s'engage à mentionner, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, son partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition du logo de la Ville.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

3.1 <u>Equipement et installation mis à disposition</u> :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'Association, la salle de gymnastique (type X, L – 3ème catégorie) située sur la plaine des sports G.MOGA dont elle est propriétaire.

Cet équipement est constitué :

- d'une aire d'évolution de gymnastique,
- d'une salle de chorégraphie,
- de trois vestiaires (hommes, femmes, enfants, entraîneurs),
- un local de rangement matériel,
- un bureau administratif
- un club house

3.2 <u>Etat des lieux</u> :

L'équipement mis à disposition devra faire l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie, établi contradictoirement entre les parties.

3.3 <u>Utilisations</u> :

La période d'utilisation par l'Association est définie par :

- Un Planning d'entraînements hebdomadaire identifiant les créneaux horaires d'utilisation pour chacune des salles de l'équipement (salle de chorégraphie et aire d'évolution de gymnastique) distinctement.

- Le Calendrier des compétitions sportives

Ces créneaux d'utilisation sont établis en concertation entre les parties.
Ces périodes d'utilisation doivent respecter strictement le calendrier d'occupation tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ainsi mis à disposition ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l'Association, chacune des parties devra en être informée au préalable un (1) mois auparavant.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition.

D'une manière générale, les membres de l'Association devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès de l'équipement.

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors des périodes de mise à disposition à l'Association, la Ville aura la libre disposition des lieux et en assumera la responsabilité.

3.4 Accueil des scolaires de la Ville

Les Ecoles primaires de la Ville auront accès à la salle de gymnastique dans le temps et les périodes scolaires selon un planning élaboré par le service des sports en début de chaque année scolaire.
Les classes sous la responsabilité de leurs enseignants et accompagnées des ETAPS de la ville auront accès à la salle de Gymnastique, la salle de chorégraphie ainsi qu'aux vestiaires.
Concernant l'utilisation du matériel appartenant aux Jeunes du Captalat, les enseignants et les ETAPS s'engagent à n'utiliser que le matériel suivant autorisé par l'Association :

-Pour les agrès :

Le praticable, la poutre basse, la poutre haute, une barre fixe (côté masculin), une barre parallèle (côté masculin), une barre asymétrique (côté féminin), l'espalier.

-Pour le matériel pédagogique :

Les caisses en bois (socle), le cheval en mousse, les plaintes, les blocs, tapis de réception, les tremplins, les poutres en mousses.
Dans le cas où les enseignants seraient seuls, sans la présence des ETAPS, les classes n'auront pas accès au matériel pédagogique de l'Association mais exclusivement au praticable et à la salle de chorégraphie.

Les enseignants et les ETAPS de chaque classe, s'engagent à signaler aux responsables de l'Association, dans les plus brefs délais, toutes détériorations ou dégradations du matériel constatées à leur arrivée ou causées par les élèves lors de la séance d'EPS.

3.5 Assurances :

Chacune des deux parties, la Ville en tant que propriétaire et l'Association en tant qu'utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités.
La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol.
- Responsabilité civile des objets confiés

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.6 Dispositions financières :

La mise à disposition des équipements est effectuée à **titre gracieux**.

L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui de ses membres.

3.7 Dispositions informatives :

Afin que la Ville puisse coordonner l'utilisation de l'équipement, il est impératif que l'Association informe par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires relatives à :

- Des compétitions et championnats, dès leurs parutions officielles,
- Des stages organisés par l'Association, au minimum un (1) mois avant la date effective,
- Des stages organisés par La Ligue ou le Comité, en collaboration avec l'Association, mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports de la Ville,

Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories de l'association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 4 : DUREE - MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 5 : DIFFICULTES FINANCIERES DE L'ASSOCIATION

En cas de dépôt de bilan de l'Association, le paiement de la subvention, ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, **le : . . . . . .**

Le Maire, **de la Teste de Buch,**	**La Présidente,** **de l'Association Les Jeunes du Captalat** **– Section Gymnastique –**
Patrick DAVET	**Monique DOMINGUES**

Monsieur le Maire :
Merci Mme DESMOLLES, nous saluons M Passicousset au passage, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme DESMOLLES** **DEL2021-06-268**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et « GRIMPE EN TESTE »

Saison sportive 2021-2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,

Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Grimpe en Teste » contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022, renouveler l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et l'Association « Grimpe en Teste »,

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association « Grimpe en Teste » et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du **22 juin 2021** de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Grimpe en Teste »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021/2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION
« GRIMPE EN TESTE »
SAISON SPORTIVE 2021-2022

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Grimpe en Teste. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre l'association Grimpe en Teste et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la commune porte à l'association Grimpe en Teste et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.
La convention de partenariat proposée à l'Association Grimpe en Teste permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'Association « Grimpe en Teste » :

L'Association Grimpe en Teste est composée de :
183 adhérents dont 76 féminines.
Dont 85 jeunes licenciés de moins de 18 ans, chiffre qui est en net augmentation chez les jeunes.
L'encadrement est composé de 11 initiateurs Fédéraux.
L'Association est affiliée à la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade.
La plupart des manifestations ont été annulées en raison des conditions sanitaires liées au Covid-19.

2/ LES ENGAGEMENTS DU CLUB :

Il est à noter que le Président est : Monsieur GALLINO Christian

- Le Secrétaire : M. FORET Bernard
- Le Trésorier : M. FOURNIER Bertrand

- Le Projet du Club est de favoriser le développement de la pratique de l'escalade en ouvrant cette activité à toutes les catégories d'âge dès 8 ans.

- Organiser la formation des bénévoles pour encadrer les débutants et ouvrir des créneaux supplémentaires.

- Dès que l'encadrement sera suffisant, le mur d'escalade sera ouvert chaque soir de la semaine.

- L'Association souhaite participer aux compétitions qui sont organisées au niveau du comité départemental.

3/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition du club, un local de stockage de matériel à titre exclusif et des espaces communs (vestiaire, infirmerie, bureau) dans le bâtiment de la salle de gymnastique. Les conditions d'utilisation de ces équipements sont libellées dans la convention.
La mise à disposition de la structure d'escalade est consentie **à titre gratuit**.

4/ MISE A DISPOSITION DU CLUB :

- **LA STRUCTURE ARTIFICIELLE D'ESCALADE**

Située sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA, dans l'enceinte de la salle de gymnastique, la structure d'escalade est composée d'un mur d'escalade de 25m de long sur 10m de haut. (Surface de grimpe : 288 m²)

Plusieurs locaux sont associés à l'équipement :

- Vestiaires,
- Espaces pour le rangement du matériel,
- Bureau et infirmerie,
- Vestiaires et sanitaires,
- d'un Hall d'accueil du public.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION
« GRIMPE EN TESTE »

Saison sportive 2021/2022

PREAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Grimpe en Teste », participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement de la pratique de l'escalade.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Grimpe en Teste ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**,

Ci-après dénommée « la Ville »,

d'une part,

Et

L'Association « Grimpe en Teste **»** ayant son siège social à la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président, dument habilité, Monsieur Christian GALLINO**,**

Ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de L'Association **la structure d'escalade** intégrée à la salle de gymnastique située sur la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA dont elle est propriétaire dans les conditions définies par la présente convention.

Cet équipement est constitué :

- Un mur d'escalade de 10 m de hauteur et de 25 m de longueur,
- Un vestiaire,
- Un local de rangement,
- Un bureau associatif.

Les installations et les locaux mis à disposition de l'Association devront être utilisés conformément à leur destination et dans le respect de la présente convention.

La mise à disposition des équipements est effectuée **à titre gratuit**

1.3 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition de matériel se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives testerines. Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations. Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Objet de l'Association :

L'Association organise dans des conditions accessibles au plus grand nombre, la gestion, l'animation, l'enseignement et la compétition de la pratique de l'escalade dans

le respect des statuts et du règlement intérieur de la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade à laquelle elle sera obligatoirement affiliée et l'intégralité de ses membres licenciés.
L'objectif de l'Association est de promouvoir en particulier la pratique de l'escalade en faveur des jeunes Testerins sous forme d'initiation et de perfectionnement permettant ainsi l'accès de cette pratique sportive dans un cadre sécuritaire et de formation.

2.2 Obligations de l'Association :

L'Association s'engage à :

- Aviser immédiatement la Ville de tout dysfonctionnement ou dégradations de l'équipement et de la nécessité de procéder à des réparations.
- Assurer l'entretien du mur et des équipements associés, nécessaires à la pratique de l'escalade.
- Réserver l'accès exclusivement aux membres licenciés de l'Association qui seront les seuls autorisés à pénétrer dans l'établissement durant les créneaux d'ouvertures prévus par l'association.
- L'accès au mur d'escalade ne pourra se faire exclusivement qu'en présence d'un moniteur agréé par l'association.
- L'utilisation de l'équipement devra se faire selon les règles de bonnes pratiques de l'activité escalade, afin d'éviter toutes dégradations des installations.

L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui de ses membres.

2.3 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formations et d'accès des jeunes aux pratiques sportives

2.4 Documents administratifs et comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville,
- Le projet de l'Association et de ses sections pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,

- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés,
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget,

- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association,

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

La période d'utilisation par l'Association est définie par :

- Un planning d'entraînements hebdomadaire identifiant les créneaux horaires d'utilisations de l'espace d'escalade (Mur),
- Un calendrier des compétitions sportives,

Ces créneaux d'utilisations sont établis en concertation entre les parties.

Ces périodes d'utilisations doivent respecter strictement le calendrier d'occupation tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Afin que la Ville puisse coordonner l'utilisation de l'équipement, il est impératif que l'association informe par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires relatives à l'organisation :

- De compétitions et championnats, dès leurs parutions officielles,
- De stages organisés par l'Association, au minimum un (1) mois avant la date effective,
- De stages organisés par La Ligue ou le Comité, en collaboration avec l'Association, qui nécessiteront l'élaboration d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports de la Ville.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des membres de l'Association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

Lorsque l'équipement ainsi mis à disposition n'est pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l'Association, chacune des parties devra en être informée au préalable un (1) mois auparavant.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition).

D'une manière générale, les membres de l'Association devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect de ces dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès de l'équipement.

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et, consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors des périodes de mise à disposition à l'Association, la Ville aura la libre disposition des lieux et en assumera la responsabilité.

ARTICLE 4 : ETAT DES LIEUX :

L'équipement devra faire, préalablement à la mise à disposition, l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie, établi contradictoirement entre les parties.

ARTICLE 5 : ASSURANCES :

Chacune des deux parties, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités. La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol,
- Responsabilité civile des objets confiés,

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. (Contrôle et validité du mur d'escalade au regard de la réglementation.).

ARTICLE 6 : DUREE – MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 8 : ARBITRAGE

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le :

Pour la Ville, **Le Maire de la Teste de Buch**	**Pour l'Association,** **Le Président**
Patrick DAVET	**Christian GALLINO**

Monsieur le Maire :
Merci Mme DESMOLLES, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M SLACK **DEL2021-06-269**

CONVENTION DE PARTENARIAT entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et « le FOOTBALL CLUB BASSIN D'ARCACHON »

Saison sportive 2021-2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,

Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Le Football Club Bassin d'Arcachon » contribue à la promotion et au développement de la pratique du football sur le territoire communal.

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022, renouveler par l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et le Football Club Bassin d'Arcachon,

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le « Football Club Bassin d'Arcachon » et les Services Municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association « le Football club du Bassin d'Arcachon »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021/2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET FOOTBALL CLUB DU BASSIN D'ARCACHON – SAISON SPORTIVE 2021-2022 –
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH souhaite dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et le Football Club Bassin d'Arcachon (F.C.B.A). Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre le FCBA et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la Commune porte au FCBA et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter du 1er Juillet 2021 et prendra fin le 30 Juin 2022.
La convention de partenariat proposée au FCBA permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

L'Association dénommée le FCBA est issue d'un regroupement entre les Communes d'Arcachon, Gujan-Mestras, et La Teste de Buch le 04 Juin 2013. Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'une stratégie sur le long terme, visant à faire évoluer le club. Celle-ci s'appuiera sur la formation des jeunes, ainsi que le développement de la formation de ses éducateurs afin d'assurer un encadrement de qualité.

1/ Commentaires sur l'Association FCBA :

Il est à noter que le Président : M. WALKOWIAK Jacques,

- La Secrétaire Générale : Mme DA SILVA Sophie
- Le Trésorier : M. DE CARO Jean

Le Football Club Bassin d'Arcachon compte **485 adhérents** se répartissant de la manière suivante :

- **120** Seniors dont 10 Féminines,
- **19** Jeunes 18 /19 ans dont 2 filles,
- **102** Jeunes 14 /17 ans dont 1 Fille,
- **42** Jeunes 12/13 ans
-

Ecole de Football :

- **202** Enfants de 4/11 ans, dont 5 filles

Par ailleurs, l'Equipe Première séniors A évolue au plus haut niveau du championnat Régional de la Nouvelle Aquitaine (R1), l'équipe Séniors B en R2.
Le FCBA engage également les équipes de U13 à U19 qui participent aux championnats départementaux et régionaux.
Une équipe Sénior Féminine est engagée en championnat Régional.

Cette année les compétitions ont été annulées pour les raisons sanitaires liées au Covid-19.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

En plus du soutien de la subvention annuelle, la ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

1) Sur le Stade Jean de Grailly :

- le Terrain d'honneur,
- le Terrain Annexe 1,
- les 4 Vestiaires du stade,
- local « Rangement matériel » du Club, sous l'entière responsabilité du FCBA.
- le Siège du football : (bâtiment d'une surface de 140 m²),*
  Heures d'occupation du Lundi au Dimanche de 9h00 à 21h30,
  pour une utilisation de secrétariat et de réception à vocation associative.

** A noter que pour l'occupation du siège l'Association Football Club Pays de Buch pourra l'utiliser en partage avec le FCBA.*

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines,
- Aider par des moyens de promotion et communication le FCBA.

3/ LES ENGAGEMENTS DU FOOTBALL CLUB DU BASSIN D'ARCACHON :

- Le FCBA s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

- Le FCBA devra fournir à la Ville, en début de saison sportive un calendrier des compétitions, ainsi qu'un planning hebdomadaire des entraînements par catégorie pour les terrains honneur et annexe1du Stade Jean de Grailly, afin que la Ville puisse ensuite éditer le planning hebdomadaire au regard de l'utilisation des autres associations.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le FCBA s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L' ASSOCIATION « FOOTBALL CLUB BASSIN D'ARCACHON »
(F.C.B.A.)

Saison sportive 2021/2022

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Football Club du Bassin d'Arcachon», ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Football Club du Bassin d'Arcachon ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**,

Ci-après nommée « la Ville »,

d'une part,

Et

L'Association Football Club Bassin d'Arcachon, ayant son siège social 20 Rue Henri Dheurle, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président, dument habilité, Monsieur WALKOWIAK Jacques,

Ci-après dénommée « FCBA »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 30 juin de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition des Equipements Sportifs :

Terrains de Football Annexe 1 et Honneur du Stade Jean de Grailly :

L'Association FCBA devra fournir à la Ville en début de saison sportive un calendrier des compétitions ainsi qu'un planning hebdomadaire des entraînements pour chaque catégorie, qui se dérouleront sur les terrains Annexe et Honneur du Stade Jean de Grailly.
La Ville éditera et validera un planning hebdomadaire des créneaux d'entraînement du FCBA au regard de l'utilisation des autres associations.

Vestiaires du Football du Stade Jean de Grailly :

La Ville mettra à disposition de l'Association, les vestiaires du Stade Jean de Grailly, situés sous les tribunes, pour les périodes d'entraînements et de matchs en compétition.

Siège du Football :

La Ville mettra à disposition le siège du football (bâtiment d'une surface de 140 m²) situé dans l'enceinte du Stade Jean de Grailly (côté rue Henri Dheurle), pour une utilisation de secrétariat et de réception à vocation exclusivement associative.
Les heures d'occupation de ce siège, par les membres du FCBA devront être strictement respectées :

- Du Lundi au Dimanche,
- Heure d'ouverture : 09h00,
- Heure de fermeture : 21h30 (dernier délai).

Il est à noter que l'Association ***Football Club Pays de Buch*** pourra utiliser le siège du Football en partage avec le FCBA sur diverses périodes.

Local Rangement :

La Ville mettra également à disposition un local de « Rangement matériel » situé sous les tribunes, exclusivement au profit du FCBA et sous son entière responsabilité, notamment concernant le matériel appartenant au FCBA.

1.3 Conditions de Mise à disposition de ces Equipements

La mise à disposition est consentie pour des utilisations exclusivement liées à la pratique du football en faveur des adhérents du club pour la durée de la saison sportive (de juin à septembre).

En dehors de ces périodes définies par le planning d'utilisation, la Ville aura la libre disposition des lieux mis à disposition du FCBA.

La Ville s'engage à informer l'Association dans un délai d'une semaine de l'indisponibilité des terrains de football pour des organisations ou toutes autres manifestations communales pouvant avoir lieu sur le site du Stade Jean de Grailly.

Pour des raisons d'intempéries de grande ampleur, la Ville informera l'Association le jour même de la prise de l'arrêté municipal de la fermeture des terrains.
Aucune indemnité de quelque nature que ce soit ou mise à disposition d'équipement équivalent ne pourra être exigé à la Ville par l'Association.

1.4 Mise à disposition, de Matériels pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts commun définies par la ville pour les associations Testerines.

Toute demande en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.5 Aides en moyens de Promotion et de Communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU FCBA

2.1 Affectation de la Subvention de La Ville :

Le F.C.B.A. s'engage à affecter la subvention attribuée par la ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'Association devra formuler sa demande annuelle par courrier adressé à Monsieur Le Maire 1 mois avant la fin de l'année sportive soit le 1er Juin. Cette demande devra être accompagnée des documents suivants :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le Projet du F.C.B.A. et de ses sections pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière Assemblée Générale,

- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

2.3 Accueil des jeunes Testerins et encadrement

L'Association s'engage à :

- Suivre les règlements intérieurs des locaux mis à disposition,
- Disposer au sein de sa structure d'éducateurs diplômés,
- Développer la formation de ces éducateurs diplômés pour assurer un encadrement de qualité et ainsi perdurer l'activité sportive de l'Association.

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil pour permettre l'accès en priorité des jeunes Testerins à la pratique du football autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes des enfants sans spécialisation précoce pouvant les contrarier.

2.4 Equipements mis à disposition

L'Association doit respecter strictement le calendrier d'attribution des créneaux d'entraînement édité par le service des Sports, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Dans le cas où les biens mis à disposition ne seraient pas utilisés par l'Association, elle devra en avertir la Ville préalablement dans un délai de quinze jours minimum.

ARTICLE 3 : ASSURANCES

Chacune des deux parties garanties, par une assurance appropriée, les risques inhérents à l'utilisation de l'équipement sportif définit à l'article 1.3.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité et notamment :

- Incendie et dégradation du fait de ses adhérents,
- Vol de matériel appartenant à l'Association et à la Ville si un tel matériel était mis à disposition,
- Responsabilité civile des adhérents de l'Association.

La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La mise à disposition des équipements est effectuée à titre **gracieux.**
L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations, dont elle aura été reconnue responsable directement ou du fait des tiers et qui auront été constatées pendant les périodes d'utilisation de l'équipement.

ARTICLE 5 : DUREE - MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Juillet 2021 et prendra fin le 30 Juin 2022.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 8 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le **……**

Pour la Ville,	**Pour l'Association FCBA,**
Le Maire de la Teste de Buch	**Le Président**
Patrick DAVET	**M. WALKOWIAK Jacques**

Monsieur le Maire :
Merci M Slack , nous saluons l'arrivée de M Walkowiak récemment élu président, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M SLACK **DEL2021-06-270**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et LE TENNIS CLUB de LA TESTE

Saison sportive 2021-2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association du Tennis Club de La Teste contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal.

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022, renouveler l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et le Tennis Club de La Teste.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le Tennis Club de La Teste et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la Commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du **22 juin 2021de** bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association Tennis club de La Teste,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021/2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET LE TENNIS CLUB DE LA TESTE

SAISON SPORTIVE 2021/2022

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La Ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Tennis Club de La Teste. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre le Tennis Club de La Teste et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la Ville porte au Tennis Club de La Teste et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter du 1er Juillet 2021 et prendra fin le 30 Juin 2022. La convention de partenariat proposée au Tennis Club de La Teste permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'association le Tennis Club de La Teste :

Le Tennis Club de La Teste compte **382** adhérents dont **156** jeunes de moins de 18 ans, Plusieurs tournois sont organisés tout au long de l'année sur la Plaine des Sports G. MOGA. Concernant le dynamisme associatif, le Tennis Club de La Teste participe à la vie communale en s'impliquant dans le sport scolaire, notamment au profit des élèves de l'école Brémontier. Concernant l'année 2020/2021, les activités ont été réduites pour des raisons sanitaires liées au Covid-19.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

Equipement Sportif mis à disposition du TCLT :

1. *Sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA :*

- Le Club house,
- La Salle couverte (avec ses 2 courts en terre battue),
- Les 10 Courts de tennis extérieurs (6 courts en béton poreux et 2 courts en terre Synthétique et 2 courts en résine),
- Le Mur d'entraînement,
- 2 terrains de Padel,
- 2 terrains de Padel couverts construits par la COBAS en 2021.

2. *Sur le site du Pyla :*

- Le Local accueil Pyla,
- Les 4 Courts de Tennis, rénovés en 2021 en revêtement résine,
- Le Mur d'entraînement,

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines.

- Aider par des moyens de promotion et communication le Tennis Club de La Teste en application du règlement municipal de la vie associative.

3/ LES ENGAGEMENTS DU TENNIS CLUB DE LA TESTE :

Il est à noter que le Président : M. RUSIG Bernard,

- Vice-président : M. BELVAL Patrick,
- Le Trésorier : M. BOULANT Hubert

- Le Tennis Club de La Teste s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention devra être adressé à la Ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

- Le Tennis Club de La Teste s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville, et plus particulièrement au sport scolaire.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Tennis Club de La Teste s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location.
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION « TENNIS CLUB DE LA TESTE » (T.C.L.T.)

Saison sportive 2021/2022

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que le T.C.L.T. ancrée dans le tissu associatif Testerin participe à la promotion de la ville de LA TESTE DE BUCH, à son animation et contribue à son développement territorial,

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Tennis Club de La Teste ».

ENTRE :

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**,

Ci-après nommée la ville,

d'une part,

Et :

Le Tennis Club La Teste ayant son siège social à La Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA, à LA TESTE DE BUCH, représenté par son Président, dument habilité, Monsieur Bernard RUSIG,

ci-après dénommé le T.C.L.T.,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 30 juin de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville.
Le versement de la subvention est conditionné à remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des Installations Sportives :

La ville s'engage à mettre à disposition du T.C.L.T. contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'article 4 qui en définit les dispositions d'applications.

1.3 Mise à disposition, de Matériels pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts commun définies par la ville pour les associations Testerines.

Toute demande en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de Promotion et de Communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU T.C.L.T.

2.1 Affectation de la Subvention de La Ville :

Le T.C.L.T. s'engage à affecter la subvention attribuée par la ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'Association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- le projet de l'association T.C.L.T. et de ses sections pour la saison à venir,
- le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale,

- une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente, le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics,

- l'état des conventions signées avec les partenaires privés,
- le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir,
- le calendrier des manifestations de la saison à venir,
- les procès-verbaux des Conseils d'Administration de l'année écoulée,

➢ Le T.C.L.T. devra fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

D'une manière générale, le T.C.L.T. s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition éventuelles.

2.3 Opérations Partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le T.C.L.T. et la ville pour lesquelles la ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article I de la présente convention, le T.C.L.T. s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la ville.

2.4 Opérations de Promotion et d'Animation :

Le T.C.L.T. s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets éducatifs et d'animations mis en place par la ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, le centre social et le milieu scolaire.

2.5 Opérations de Communication :

Le T.C.L.T. s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la ville de LA TESTE DE BUCH, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Les documents comprenant le logo de la ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

3.1 Accueil des membres de l'Association :

Concernant les membres de l'association, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements de la commune gérés par le T.C.L.T.

3.2 Accueil des Scolaires :

Le T.C.L.T. s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville de LA TESTE DE BUCH et à accompagner la commune en faveur des établissements scolaires et

ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées à des conditions préférentielles en faveur des écoles primaires de la commune.

3.3 Encadrement des Activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'Etat, salariées ou par des licenciés bénévoles du club dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Tennis.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU T.C.L.T.

4.1 Les Installations mises à disposition du T.C.L.T. sont :

a) sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA :

- Le Club house,
- La Salle couverte (avec ses 2 courts en terre battue),
- Les 10 Courts de tennis extérieurs (6 courts en béton poreux et 2 courts en terre Synthétique et 2 courts en résine).
- Le Mur d'entraînement,
- 2 terrains de Padel,
- 2 terrains de Padel couverts *(Construits par la COBAS en 2021),*

b) sur le site du Pyla **:**

- Le Local accueil Pyla,
- Les 4 Courts de Tennis (actuellement en travaux de renovation),
- Le Mur d'entraînement,

4.2 Entretien et Rénovation des Equipements à la charge de la Commune :

a) Les bâtiments :

La maintenance des bâtiments sera à la charge de la ville, notamment les réparations concernant :

- Les peintures extérieures,
- L'assainissement,
- Le chauffage,
- L'électricité et les systèmes électriques,
- La plomberie,
- L'étanchéité des toitures,
- Les éclairages extérieurs,

Les réparations de gros œuvre nécessitant un investissement important pourront faire l'objet d'un arbitrage budgétaire impliquant un délai de réalisation, lié au vote du budget municipal.

b) Les équipements sportifs extérieurs :

- Le démoussage et l'entretien des surfaces des courts extérieurs de tennis,
- La maintenance des grillages et portillons,

c) Les espaces extérieurs :

L'entretien des espaces extérieurs sera à la charge de la ville, notamment sur les points suivants :

- Les espaces verts et les plantations,
- L'éclairage des courts,
- Les tables et les bancs,

4.3 Entretien des Equipements Sportifs à la charge du Tennis Club de La Teste :

L'entretien et la maintenance intérieurs des bâtiments seront assurés par le T.C.L.T., notamment les locaux d'accueil au public, les vestiaires, les sanitaires.

L'entretien des courts de tennis sera à la charge du T.C.L.T., notamment sur les points suivants :

- Le traçage des courts de tennis,
- La maintenance des petits équipements (chaises arbitres, poteaux et filets),
- L'apport de silice sur les courts de tennis synthétiques (type classic-clay).

4.4 Responsabilité pour Dommages :

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation de ses installations et de celles concédées à titre gratuit par la municipalité.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la commune de LA TESTE DE BUCH.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la mairie de LA TESTE DE BUCH une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

4.5 Charges du Club :

L'utilisateur devra s'acquitter de ses contributions personnelles ainsi que de tout abonnement et consommations d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone, dans la mesure où ces consommations exclusives au T.C.L.T. sont identifiables.

Concernant plus particulièrement les charges d'eau et d'électricité, celles-ci resteront à la charge de la commune. Néanmoins, ces conditions seront revues le jour où des branchements privatifs seront installés.

4.6 Charges de la Commune :

La commune de LA TESTE DE BUCH fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes, impôts fonciers et taxes d'enlèvement des ordures ménagères.

4.7 **Redevance :**

La présente autorisation est consentie à titre **gratuit**. Cette libéralité ne sera maintenue que dans la mesure où le T.C.L.T. ne percevra aucune redevance en contrepartie des services rendus et ne tirera pas un quelconque profit des installations mises à sa disposition par la commune ou autorisées

ARTICLE 5 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le T.C.L.T. est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Le T.C.L.T. ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par le propriétaire, que ce soit à des fins commerciales ou marchandes.

Le T.C.L.T. devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments appartenant à la commune en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale ou de les détériorer.

Le T.C.L.T. s'engage à appliquer les directives du règlement du 25 juin 1980 traitant de l'incendie et mouvements de panique dans les établissements recevant du public. L'utilisateur des lieux aura un regard particulier sur :

- la vacuité des issues de secours,
- le respect strict du nombre de personnes admises dans les bâtiments,
- tout disfonctionnement technique sera signalé le plus rapidement possible aux services compétents de la mairie,
- veiller à la mise à jour du registre de sécurité (signature des intervenants techniques),

Le T.C.L.T. ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la commune. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Commune tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation du dit projet.

Le T.C.L.T. ne pourra sous-traiter l'activité. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de son choix pour des prestations de type service de boissons ou de repas, réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le T.C.L.T. Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la commune.

La domanialité du terrain s'oppose à ce que le permissionnaire puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble, tout ou partie de l'autorisation pourra être retirée par décision du Conseil Municipal pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt générale dûment motivée.
Le retrait de l'autorisation ne donnera droit au paiement d'aucune indemnité.

5.1 <u>Résiliation par le Permissionnaire</u> :

Dans le cas où le permissionnaire aurait décidé de cesser d'utiliser le bien mis à sa disposition avant la date prévue, il pourra demander le retrait de l'autorisation donnée, en notifiant moyennant un préavis d'un mois, sa décision par lettre recommandée, adressée à Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.

La résiliation ne donnera lieu à paiement d'aucune indemnité.

5.2 <u>Révocation de l'Autorisation pour inexécutions des conditions d'utilisation</u> :

Faute par le permissionnaire de se conformer à une quelconque des clauses générales ou particulières de la présente convention, l'autorisation pourra être révoquée sur simple délibération du Conseil Municipal.

5.3 <u>Sort des Installations à la cession de l'Autorisation</u> :

A la cession pour quelque cause que ce soit de l'autorisation, les installations, qui auront été réalisées par le T.C.L.T., devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le permissionnaire. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois, si à la demande du permissionnaire, l'administration accepte que des installations en tout ou partie ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement du matériel ou d'installations, le permissionnaire devra justifier auprès de l'administration de leur entière propriété.

Toutefois, les immobilisations figurant à l'actif du bilan du T.C.L.T. pourront être reprises par celui-ci ou par son successeur pour leur valeur comptable résiduelle.

<u>ARTICLE 6 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION</u>

La présente convention prendra effet à compter du 1er Juillet 2021 et prendra fin le 30 Juin 2022.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

<u>ARTICLE 7 : CESSATION D'ACTIVITÉ</u>

En cas de dépôt de bilan du T.C.L.T. en cours de saison survenant avant le paiement du solde de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de

cessation de paiement, la ville de LA TESTE DE BUCH devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 8 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le ……..

Le Maire	**Le Président**
de LA TESTE DE BUCH	**du Tennis Club de La Teste**
Patrick DAVET	**Bernard RUSIG**

Monsieur le Maire :
Merci M Slack , vous avez pu constater que les tennis de Pyla ont été entièrement refaits et nous avons eu le bonheur de les inaugurer jeudi et nous avons eu le malheur d'avoir un pin qui est tombé dessus le vendredi.

Monsieur MURET :
Nous n'étions pas invités à cette invitation

Madame MONTEIL-MACARD :
On n'a pas raté les invitations et c'est vrai que nous aurions été touchés puisque nous avons travaillé sur ce dossier, on aurait apprécié d'être invités.

Monsieur le Maire :
C'est une erreur, à mon avis je devais pressentir que l'arbre allait tomber et on a voulu vous protéger, non c'est une erreur et j'en suis désolé.
Pour la petite histoire le pin, le tronc qui se dédoublait le jeudi il semblait bien et le vendredi il est tombé sur le cours. Quant à l'invitation, c'est un petit loupé, ce n'était pas volontaire.

Monsieur BOUCHONNET :
L'inauguration, j'y étais, ce n'était pas très officiel, nous étions 5, et le tennis club a l'habitude d'inviter les gens, et de ne pas faire vraiment une grosse invitation, vous n'avez rien loupé.

Madame MONTEIL-MACARD :
L'ensemble du comité de quartier était convié et je ne pense pas qu'il y ait un grand nombre des membres du comité de quartier qui se soient présentés, et c'est quand même M Le Maire qui invitait aussi.

Monsieur le Maire :
Oui, il y a une erreur, on l'a entendu, et ce n'était même pas une revanche sur les six dernières années que j'ai passées où très souvent je n'étais jamais invité, c'est évité, et pas invité !

Madame DELMAS :
Est-ce que l'on pourrait être invité demain au port ?
Parce que moi on m'a posé la question, on m'a dit « on vous verra demain ? », non je ne suis pas invitée, mais on m'a dit « mais vous êtes élue pourtant ».

Monsieur le Maire :
Les invitations sont restreintes, il y a 2 choses sur le port, il y a une invitation qui a été faite par le SIBA, la seule invitation qui a été faite par la Teste, c'est la mise en place de la navette, c'est une première, il va y avoir demain une navette de l'Uba qui va partir de la Teste vers Arcachon.
Il ne s'agit pas d'un événement, mais si vous le souhaitez-vous pouvez venir demain matin.

Madame DELMAS :
J'ai vu une invitation de M le Maire, demain à 10H15……

Monsieur le Maire :
Oui, sur le port de la Teste ils peuvent venir, mais après ils ne pourront pas monter sur le bateau, mais sur le port oui.

Monsieur MURET :
Pour bien situer les choses, puisque on a commencé ce conseil par un usage républicain. D'ordinaire quand les élus d'une majorité sont présents à une manifestation, une cérémonie ou autres où la presse est conviée, là je ne parle pas d'un rendez-vous du maire dans une conférence de presse…..

Monsieur le Maire :
Au tennis il n'y avait pas la presse….

Monsieur MURET :
Je vous donne un critère pour le futur et effectivement on a appris incidemment que la navette pour la dune allait être inaugurée, on n'a pas eu d'invitation non plus, je vous en assure M le Maire, et le reproche je l'ai très mal pris, c'est que nous avons reçu aucune invitation, si récemment la fête du conservatoire, c'est tout, et depuis l'inauguration des éclairages de noël en décembre où toute votre équipe était réunie place Jean Hameau , les élus d'opposition n'ont jamais été conviés et on est des gens totalement fréquentables, vous le savez, on se connaît depuis longtemps, et que l'on pourrait venir à ces manifestions.
Il y a effectivement le covid qui a pesé sur les cérémonies officielles, normalement on est passés à autre chose après le 1er juillet, vous ne pouvez pas nous reprocher de ne pas être présents à des manifestations y compris à 10 h ou 15h de l'après-midi, parce que nous ne sommes pas invités.

Monsieur le Maire :
Pour le 18 juin, vous savez il n'y a pas besoin d'une convocation, tout le monde le sait, je ne vous ai pas vu…..

Monsieur MURET :
J'ai même appelé votre cabinet pour savoir, si c'était possible dans mon emploi du temps professionnel de m'y rendre, il se trouve que j'étais à la Teste l'après-midi, et la cérémonie était à 11h, je l'ai ratée

Monsieur le Maire :
Elle est toujours à cette heure-là….

Monsieur MURET :
Cela dépend dans quelle commune…..il y a devant Henri Dheurle et place de la gare….
Je serais venu avec plaisir mais pour l'instant on est toujours en ordre restreint et nous ne recevons aucune convocation.

Monsieur le Maire :
Il fallait appeler le 17 juin, et vous auriez pu le faire.

Monsieur BERNARD :
Je vais répondre pour la navette de la dune, vous êtes gourmand d'invitations, c'est un plaisir de partager avec vous ces moments de vie.
Comment et qui a été invité à l'inauguration de la dune si je puis dire, la première navette va être mise en œuvre le 3 juillet à 10h au départ du parking que nous mettons à disposition, nous, commune pour accepter les véhicules en « surbook » au niveau de la dune.
Il s'agit bien d'une navette Baïa, c'est la COBAS qui met en œuvre cette navette du 3 juillet au 31 août.

L'ensemble des membres de la commission transport de la COBAS ont été conviés toutes sensibilités confondues, c'est dans le cadre COBAS que les invitations ont été produites pour monter à bord de cette navette qui ira du parc des expositions à la dune.
C'est une manifestion, où il n'y aura pas de presse, qui concerne la commission transport qui a mis en œuvre cette navette sur demande de l'ensemble des autorités à la fois sous-préfecture, la commune de façon à faciliter ce débit et sursaturation de véhicules qui nous encombrent sur le territoire testerin.
Les invitations ont été faites à l'ensemble des membres de la commission des transports de la COBAS

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M AMBROISE** **DEL2021-06-271**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et "LE TENNIS CLUB de CAZAUX "

Saison sportive 2021-2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,

Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association du Tennis Club de Cazaux contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022, renouveler par les relations partenariales qui existent entre la Ville et l'Association du Tennis Club de Cazaux.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association du Tennis Club de Cazaux et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Tennis club de Cazaux »

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021/2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LE TENNIS CLUB DE CAZAUX
SAISON SPORTIVE 2021-2022

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Tennis Club de Cazaux. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre le Tennis Club de Cazaux et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la commune porte au Tennis Club de Cazaux et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prendra effet à compter du 1er Juillet 2021 et prendra fin le 30 Juin 2022.
La convention de partenariat proposée au Tennis Club de Cazaux permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'association Tennis Club Cazaux :

Le Club compte au total **219** adhérents, dont 104 jeunes licenciés de moins de 18 ans
Le niveau de pratique interrégional en individuel et régional en équipe, valorise le club sur le critère "Niveau de pratique".
Concernant le dynamisme associatif, le Tennis Club de Cazaux participe à la vie communale en s'impliquant dans le sport scolaire, particulièrement au sein de l'Ecole Lafon, ainsi que pour l'opération CAP 33 avec le Beach Tennis.
Concernant l'année 2020/2021 les activités ont été réduites pour les raisons sanitaires liées au Covid-19.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, les installations sportives suivantes :

Sur Le site du Clavier :

- 2 Courts de tennis en béton poreux avec une structure couverte neuve construits en 2020,
- 2 Courts de tennis en synthétiques,
- 1 Mur d'entraînement,
- 1 Terrain de Padel
- L'accès aux sanitaires de la Salle du Clavier

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations Testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication le Tennis Club de Cazaux en application du règlement municipal de la vie associative.

3/ LES ENGAGEMENTS DU TENNIS CLUB DE CAZAUX :

Il est à noter que le Président : M. MALLEVRE Cédric,

- Le Vice-Président : M. DUBROCA Patrick
- Le Trésorier : M. PALLARO Olivier

- Le Tennis Club de Cazaux s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la Ville avant l'année précédant, le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Tennis Club de Cazaux s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de L'activité.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE TENNIS CLUB DE CAZAUX

Saison sportive 2021/2022

PREAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Tennis Club de Cazaux », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Tennis Club de Cazaux ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**,

Ci-après nommée « la Ville »,

d'une part,

Et

L'Association Le Tennis Club de Cazaux ayant son siège social 68 Rue Raymond Sanchez à Cazaux représentée par son Président, dument habilité, Monsieur Cédric MALLEVRE,

Ci-après nommée « l'Association »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 30 juin de l'année précédente.
Le montant de cette subvention sera déterminé dans le cadre du budget prévisionnel de la Ville.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à disposition les installations sportives situées sur le site du Clavier, dans les conditions définies ci-dessous à l'article 3.

1.3 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives Testerines.
Aussi, toute demande de soutien, en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formation et d'accès des jeunes et aux pratiques sportives.

2.2 Documents administratifs et comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'Association pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,
- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente.

Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.

- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale l'association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, de l'utilisation de la subvention.

2.3 <u>Opérations partenariales :</u>

Dans le cadre des relations partenariales pour lesquelles la Ville s'implique par des aides, telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, l'association s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 <u>Accueil des jeunes testerins et développement du sport éducatif</u> :

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil pour permettre l'accès des Testerins et des plus jeunes en particulier à la discipline par :

- Un encadrement diplômé d'état pour les éducateurs salariés de l'association dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Tennis,
- Une Ecole de Sport autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes de développement des enfants, sans spécialisation précoce pouvant les contrarier,
- Une contribution au développement du Sport Scolaire dans le primaire en particulier dans le temps d'activités périscolaire au sein de l'Ecole Lafon.

2.5 <u>Opérations de promotion et d'animation</u> :

L'Association s'engage à assurer la représentativité des équipes fanion dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animation mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les Centres de Loisirs ou le CCAS.

2.6 <u>Ethique et lutte contre les pratiques déviantes</u> :

L'Association s'engage à tout mettre en œuvre pour préserver la santé des pratiquants notamment au travers de mesures strictes de lutte anti-dopage et de mise en application des méthodes d'entraînement permettant une adaptation à l'effort sans recours à des produits ou des méthodes mettant en danger la santé des pratiquants à moyen ou long termes.

Tout manquement constaté à cet engagement entraînerait la résiliation de plein droit et sans indemnité aucune de la présente convention.

2.7 <u>Promotion et Communication</u> :

L'Association s'engage à mentionner, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, son partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition du logo de la Ville.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

3.1 Equipement et installation mis à disposition :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de L'Association, les installations sportives situées sur le site du Clavier dont elle est propriétaire.

Ces équipements sont constitués :

- 2 Courts de tennis en béton poreux avec une couverture neuve construits en 2020,
- 2 Courts de tennis en revêtement synthétique,
- 1 mur d'entraînement en béton
- 1 court de Padel
- L'accès aux sanitaires de la salle du Clavier,

3.2 Etat des lieux :

L'équipement mis à disposition devra faire l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie, établi contradictoirement entre les parties.

3.3 Utilisations :

La période d'utilisation par l'Association est définie par :

- Un Planning d'entraînements hebdomadaire identifiant les créneaux horaires d'utilisation,
- Le Calendrier des compétitions sportives,

Ces créneaux d'utilisation sont établis en concertation entre les parties.

Ces périodes d'utilisation doivent respecter strictement le calendrier d'occupation tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ainsi mis à disposition ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l'Association, chacune des parties devra en être informée au préalable un (1) mois auparavant.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition.

D'une manière générale, les membres de l'Association devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès de l'équipement.

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors des périodes de mise à disposition à l'Association, la Ville aura la libre disposition des lieux et en assumera la responsabilité.

3.4 **Assurances :**

Chacune des deux parties, la Ville en tant que propriétaire et l'Association en tant qu'utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités.

La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol,
- Responsabilité civile des objets confiés,

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.5 **Dispositions financières :**

La mise à disposition des équipements est effectuée à titre gracieux.

L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui de ses membres.

3.6 **Dispositions informatives :**

Afin que la Ville puisse coordonner l'utilisation de l'équipement, il est impératif que l'Association informe par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires relatives :

- Des compétitions et championnats, dès leurs parutions officielles,
- Des stages organisés par l'Association, au minimum un (1) mois avant la date effective,
- Des stages organisés par La Ligue ou le Comité, en collaboration avec l'Association, mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le service des Sports de la Ville.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories de l'association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 4 : DUREE – MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 5 : DIFFICULTES FINANCIERES DE L'ASSOCIATION

En cas de dépôt de bilan de l'Association, le paiement de la subvention, ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le :

Le Maire, **de la Teste de Buch,**	**Le Président,** **de l'Association Tennis Club Cazaux,**
Patrick DAVET	**Cédric MALLEVRE**

Monsieur le Maire :

Merci M Ambroise , nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur :</u> M BOUCHONNET **DEL2021-06-272**

CONVENTION DE PARTENARIAT entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et « L'UNION DES SURFS CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON "

Occupation du SPOT de la Salie Nord - <u>Saison sportive 2021-2022 -</u>

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022, renouveler l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et l'Association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon ».

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2022, de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Union des surfs clubs du Bassin d'Arcachon,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2021/2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION
« L'UNION DES SURFS CLUBS BASSIN D'ARCACHON »
SAISON SPORTIVE 2021-2022

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon (U.S.C.B.A.) Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Elle précise les relations administratives entre l'Association « l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements.
Elle traduit l'intérêt que la commune porte à l'association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon (U.S.C.B.A.) » et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée à l'Association « l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres.

La présente convention prend effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022**.

Le S.P.O.T.

Situé sur le parking de la Salie Nord, en extension des toilettes déjà existantes, le S.P.O.T. est un bâtiment de 300m² composé de locaux associatifs, avec vestiaires et espaces pour le rangement du matériel, d'une infirmerie, de douches, de sanitaires, d'une grande salle d'exposition et d'un hall d'accueil du public.

Ce bâtiment accueille l'Union **des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon** dans **le local n°1et 2** de 30 m² à titre exclusif.

L'Annexe POINT GLISSE

Véritable terrasse sur l'océan, le point glisse est situé sur le rivage de la Salie Nord. Conçu pour être entièrement démontable, ce bâtiment construit sur des pieux est constitué de huit containers avec à l'étage une terrasse couverte de 10m² fournissant un large panorama de surveillance.

Cet équipement permettra l'accueil des Maîtres-Nageurs Sauveteurs durant la saison estivale et des associations de sports de glisse pour leurs activités tout au long de l'année.

Ce bâtiment accueille l'association sportive : l'**Union des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon** dans **les containers n°3 et 5**.

Commentaires sur l'Association « U.S.C.B.A. » :

L'Union des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon est une Association qui organise les activités de Glisse toute l'année sur le littoral de la Commune au profit de ses 350 adhérents.
D'autre part l'USCBA organise plusieurs manifestations sportives.

LES ENGAGEMENTS DU CLUB

L'association dénommée « **USCBA** » est issue de la fusion des clubs de surf du territoire de la COBAS, qui organise l'activité surf, paddle board, longboard, bodyboard et skimboard sur le territoire.

Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'entraînements au profit de ses adhérents qui pratiquent l'activité en compétition et également de proposer une formation aux jeunes débutants à l'année.

Le Club s'engage également de développer ses activités au profit des divers publics, scolaire, centre de loisirs, centres sociaux de la COBAS en priorité et des publics touristiques durant la saison estivale.

- L'USCBA a accueilli en 2020, 2 classes de CM2 dans le cadre du Surf Scolaire,
- L'USCBA a participé à l'opération CAP 33 pendant la durée estivale dont 274 personnes ont bénéficié d'une découverte gratuite en 2020.
- L'USCBA développe des actions en faveur du public en situation d'handicap, en proposant des séances de surf à l'association « M en Rouge ».

Une partie des séances et dispositifs a été perturbée voir annulée en 2020 pour raisons sanitaires liées au Covid-19.

- L'USCBA a pour projet associatif pour la saison 2021-2022 :

- Des séances d'initiation et de découverte du HandiSurf sont programmées en piscine une fois par mois.
- Les entrainements hebdomadaires en faveur des adhérents du club,
- L'Encadrement du Surf-Scolaire pour plusieurs classes de CM2 des écoles de la Ville,
- La Journée « Portes Ouvertes Collège »,
- La Journée « Portes Ouvertes Handisurf »,
- L'Organisation d'une étape du Championnat de France Surf/Bodyboard 2021,
- L'Organisation d'une étape de la Coupe de France Surf/Bodyboard 2021.

LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville soutient le Club « USCBA » par l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement ainsi qu'une subvention concernant le surf scolaire qui font l'objet d'une délibération complémentaire.

La Ville s'engage à mettre à disposition du club, deux locaux de stockage de matériel à titre exclusif et des espaces communs (vestiaire, infirmerie, bureau, salle d'exposition) dans le bâtiment du S.P.O.T.

Deux containers de 15m2 (stockage matériel, lieu d'activités) dans l'équipement « Annexe Point Glisse » situé en pied de dune.

Les conditions d'utilisation de ces équipements sont détaillées dans la convention.
La mise à disposition du S.P.O.T et de l'annexe Point Glisse est consentie **à titre gratuit.**

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L'UNION DES SURFS CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON
Saison sportive 2021/2022

PRÉAMBULE

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association «L'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon (U.S.C.B.A)», participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement de la pratique de l'escalade.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « L'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon (U.S.C.B.A)».

ENTRE

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1 esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**,

Ci-après dénommée la « Ville »,

d'une part,

ET

L'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon ayant son siège social au SPOT de la Salie Nord, représentée par son président, dument habilité, Monsieur Nicolas PADOIS.

Ci-après dénommée l' « USCBA »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 SUBVENTION

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 OBJECTIFS GENERAUX :

A travers le dispositif du S.P.O.T géré par le Service des Sports, la Ville souhaite soutenir l' « USCBA » dans le développement de ses activités en lui permettant de se structurer dans la gestion et l'organisation des diverses animations proposées au profit :

- de leurs adhérents licenciés,
- des publics scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, CFA de la COBAS),
- des centres de loisirs et associations de la COBAS,
- de tout public privé ou associatif extérieur à la COBAS.

Les structures du territoire seront prioritaires par rapport aux publics se situant à l'extérieur de la COBAS.

1.3 MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT S.P.O.T. ET L'ANNEXE POINT GLISSE :

Ville s'engage à mettre à disposition de l' « USCBA » contractant les installations sportives suivantes :

Le S.P.O.T de la Salie

- Le bâtiment situé sur le parking de la Salie Nord, comprend 3 locaux de rangement associatif de 30 m2,
- Le Club bénéficie à titre exclusif du local n°2 et 3,
- Les douches, sanitaires, vestiaires, l'infirmerie, le bureau d'accueil et la salle d'exposition sont à la disposition partagée avec les autres associations et la Ville.

L'Annexe Point Glisse

Equipement situé en pied de Dune sur la Plage face à l'Océan.

Cet équipement, constitué de 8 locaux (containers Maritime), est destiné au rangement du matériel et à la mise en œuvre des activités.
L' « USCBA » bénéficie à titre exclusif des containers N°3 et 5, d'une surface de 15 m2 chacun.

Les autres locaux sont mis à disposition d'autres associations et de la Ville notamment l'été pour l'implantation du Poste de Secours.
Un état des lieux, établi contradictoirement est réalisé avant la signature de la convention, et annexé à la présente.

1.4 CONDITION DE L'UTILISATION DU S.P.O.T. :

Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Ville et l' « USCBA » (Planning prévisionnel des créneaux d'entraînements, d'animations, des manifestations).

Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l' « USCBA », chacune des parties devra en être informée au préalable.

En dehors de ces périodes, la Ville aura la libre disposition des lieux.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par l' « USCBA », celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'il utilise.

Le SPOT pourra être mis à disposition de l'ONF pour des réunions ou des actions de sensibilisation du public à l'environnement.

Les activités commerciales ou soirées musicales sont interdites dans l'équipement.

En aucun cas les bâtiments ne pourront être affectés au logement de personne.

L'heure de fermeture des équipements à toute activité est fixée à la tombée de la nuit.

1.5 MISE A DISPOSITION DE MATERIELS POUR LES OPERATIONS DE PROMOTION :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour les associations Testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.6 AIDES EN MOYES DE PROMOTION ET COMMUNICATION :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CLUB

2.1 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville.
- Le projet de l'Association et de ses sections pour la saison à venir.
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau.
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture.
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association.

- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

2.2 OPERATIONS PARTENARIALES :

Dans le cadre des relations partenariales entre l' « USCBA » et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, l' « USCBA » s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.3 OPÉRATIONS DE PROMOTION ET D'ANIMATION :

L' « USCBA » s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, les centres sociaux et les établissements scolaires.

2.4 OPÉRATIONS DE COMMUNICATION :

L' « USCBA » s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la Ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de manifestations, de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par l' « USCBA » à la Ville à la signature de la convention.

3.1 ACCUEIL DES MEMBRES DU CLUB :

Concernant les membres de l' « USCBA », ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements mis à disposition.

3.2 ACCUEIL DES SCOLAIRES :

L' « USCBA » s'engage à participer aux projets éducatifs de la Ville, et à l'accompagner dans le cadre du Sport Scolaire en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la Ville pourra soutenir.

Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à ces activités, permettant d'évaluer le niveau d'intervention de l' « USCBA ».

3.3 ACCUEIL DES CENTRES DE LOISIRS ET DES CENTRES SOCIAUX DE LA COBAS :

L « USCBA » s'engage à proposer aux structures d'animations de la COBAS des séances d'activités sportives sur le site du S.P.O.T. Ces séances seront facturées à des conditions tarifaires préférentielles.

3.4 ENCADREMENT DES ACTIVITÉS :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'Etat, salariées ou par des licenciés bénévoles du Club dans le cadre de la réglementation imposée par les Fédérations Françaises, du Ministère de la Jeunesse et des Sports et de l'Education Nationale.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CLUB

La présente mise à disposition est accordée à l' « USCBA » pour lui permettre d'utiliser la parcelle et les bâtiments tel que décrit dans l'article 1.2, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du Club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

L' « USCBA » est tenu de se conformer aux directives des Fédérations Françaises concernées par l'activité et au principe concernant l'organisation de l'accueil des activités en faveur des membres sur les aspects : hygiène, sécurité et réglementation de la pratique.

ARTICLE 5 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La présente mise à disposition du SPOT et de l'Annexe Point Glisse est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE

La Ville fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes et impôts de toute nature que ce soit ainsi que la redevance ONF.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

l' « USCBA » sera responsable de tout dommage causé, par la mise en place ou l'exploitation des installations concédées à titre gratuit par la Ville.
Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la Ville.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la Ville une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge de l' « USCBA » utilisateur.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

L' « USCBA » est tenu d'occuper personnellement et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

L' « USCBA » ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par la Ville, que ce soit à des fins commerciales, marchandes ou non.

L' « USCBA » devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale.

L' « USCBA » ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la Ville. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Ville tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation dudit projet.

L' « USCBA » ne pourra sous-traiter la mise à disposition de l'équipement. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de son

choix pour des prestations réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le Club**.** Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la Ville. Une fois signée, une copie de cette convention devra être adressée à la Ville.

La domanialité du terrain s'oppose à ce que l' « USCBA » puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble. Tout ou partie de l'autorisation pourra être suspendue ou retirée par décision de Monsieur le Maire pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt général dûment motivée.

ARTICLE 9 : SORT DES INSTALLATIONS A LA FIN DE LA MISE A DISPOSITION

A la fin de la mise à disposition, pour quelque cause que ce soit, les équipements installés par le l' « USCBA » devront être enlevés et les lieux remis en leur état primitif. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la fin de la mise à disposition, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par la Ville.

Toutefois, si à la demande de l' « USCBA », la Ville accepte que les équipements en tout ou partie ne soient pas enlevés, ceux-ci deviendront la propriété de la Ville sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

ARTICLE 10 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er Juillet 2021 et prendra fin le 30 Juin 2022.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 11 : CESSATION D'ACTIVITÉ PAR LE CLUB

En cas de dépôt de bilan de l' « USCBA » ou en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de ces procédures.

ARTICLE 12 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 13 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le :

Pour la Ville de La Teste de Buch

Le Maire
de LA TESTE DE BUCH

Patrick DAVET

Pour l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon

Le Président

Nicolas PADOIS

Monsieur le Maire :

Merci M Bouchonnet, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M BERNARD **DEL2021-06-273**

CONVENTION DE PARTENARIAT entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et " LES ARCHERS DU BASSIN "

Saison sportive 2021-2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « les Archers du Bassin » contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal.

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2021/2022 renouveler l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et l'Association « Les Archers du Bassin ».

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association « les Archers du Bassin » et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du **22 juin 2021** de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association « Les Archers du Bassin »

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat pour la saison sportive 2021/2022 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET « LES ARCHERS DU BASSIN »
SAISON SPORTIVE 2021-2022

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Par arrêté du 7 décembre 2001, Monsieur Le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, a autorisé la transformation du district Sud Bassin en Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS). Ce changement de statut a eu pour conséquence le transfert de compétences entre la COBAS et ses Communes membres. En particulier, a été opéré le retrait à la COBAS de la compétence « stand de tir à l'arc » au profit de la Commune de La Teste de Buch.

Ce transfert a été acté par la convention en date du 8 Juillet 2002 par laquelle la COBAS a mis à la disposition de la Commune de La Teste de Buch, à titre gratuit, l'ensemble des biens immeubles supportant le stand de tir, sis lieudit « Villemarie », avenue de l'Aérodrome.

La ville de LA TESTE DE BUCH souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Association « Les Archers du Bassin ». Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre l'Association « Les Archers du Bassin » et les Services Municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'un « Stand de Tir à l'Arc ».

Il traduit l'intérêt que la commune porte à l'Association « Archers du Bassin » et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

1/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, l'installation sportive,

- Stand de Tir à l'Arc à Villemarie avenue de l'Aérodrome sur la Parcelle Cadastrée Section AY n°18**.**

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les associations Testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication les « Archers du Bassin ».
- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

2/ LES ENGAGEMENTS « DES ARCHERS DU BASSIN » :

Le Club compte 180 adhérents en 2020, le contexte sanitaire de la Covid-19 n'a pu permettre au club un réel fonctionnement malgré le protocole mis en place par les soins des encadrants.

Il est à noter que le Président est : Monsieur GLEYZE Jean-François,

- Son Vice-Président : M. RAMPNOUX Nicolas
- Son Secrétaire : M. PHIDIAS Gilbert
- Sa Trésorière : Mme BOUBEL Yvette

- L'Association « Les Archers du Bassin » s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- **Les équipements sportifs mis à disposition par la Ville :**

L'Association « Les Archers du Bassin » s'engage, plus particulièrement à souscrire et prendre à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Incendie et dégradation du fait de ses adhérents,
- Vol de matériels appartenant à l'Association et à la Ville si un tel matériel était mis à disposition,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

La présente convention prendra effet à compter du : **1er Juillet 2021** et prendra fin **le 30 Juin 2022**.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée de 1 an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L'ASSOCIATION « LES ARCHERS DU BASSIN »

Saison sportive 2021/2022

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Les Archers du Bassin », ancrée dans le tissus associatif Testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Les Archers du Bassin ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **29 juin 2021**.

Ci-après dénommée « la Ville »

d'une part,

Et

L'Association « Les Archers du Bassin », ayant son siège social Avenue de l'Aérodrome, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président, dument habilité, Monsieur GLEYZE Jean-François,

Ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville. Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.4 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'Association la propriété d'une superficie de 36 275 m² supportant les installations du Stand de Tir à l'Arc sises lieudit « Villemarie », avenue de l'Aérodrome sur la parcelle cadastrée section AY n° 18 comprenant notamment un bâtiment de 574 m².
La mise à disposition des équipements est effectuée **à titre gratuit**.

1.5 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives Testerines.
Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Objet de l'Association :

L'Association organise dans des conditions accessibles au plus grand nombre, la gestion, l'animation, l'enseignement et la compétition de la pratique du Tir à l'Arc dans le respect des statuts et du règlement de la Fédération Française de Tir à l'Arc à laquelle elle sera obligatoirement affiliée et l'intégralité de ses membres licenciés.
L'objectif de l'Association est de promouvoir en particulier la pratique du Tir à l'Arc en faveur des jeunes Testerins sous forme d'initiation et de perfectionnement permettant ainsi l'accès de cette pratique sportive dans un cadre sécuritaire et de formation.

2.2 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formations et d'accès des jeunes aux pratiques sportives.

2.3 **Documents administratifs et comptables :**

Préalablement à l'attribution de la subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le 30 juin de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville,
- Le projet de l'Association pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,
- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés,
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget,
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association,

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

Le bénéficiaire devra occuper cet équipement (terrain et installations) uniquement dans le cadre de son activité.

L'Association prend possession des lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de la signature de la présente.

L'Association sera tenue à une utilisation des lieux ainsi mis à disposition en bon père de famille et en assurera l'entretien courant. Elle ne pourra rien faire qui puisse nuire à la tranquillité et à la jouissance paisible des autres occupants et voisins.

Tous travaux ou aménagements susceptibles de modifier l'état des lieux devront faire l'objet d'une demande écrite de l'association, accompagnée de documents techniques permettant d'évaluer l'état du projet par les Services Municipaux compétents. Aucune modification ne pourra être effectuée sans le consentement préalable et écrit de la commune.

Elle ne pourra effectuer aucun déboisement sur le terrain sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de la Ville et le cas échéant une autorisation délivrée par l'autorisation administrative compétente.

Le bénéficiaire ne pourra en aucun cas sous louer les biens mis à disposition, sous peine de résiliation automatique de la présente convention.

L'Association devra payer les contributions personnelles mobilières ainsi que toutes les charges découlant de l'occupation.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des membres de l'Association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire

l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition).

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et, consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

ARTICLE 4 : ASSURANCES :

Chacune des deux parties, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités. La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol,
- Responsabilité civile des objets confiés,

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

ARTICLE 5 : DUREE – MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2021** et prendra fin le **30 Juin 2022.**
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée de 1 an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 7 : CONTENTIEUX :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le :

Pour la Ville, **Le Maire de la Teste de Buch**	**Pour l'Association,** **Le Président**
Patrick DAVET	Jean-François GLEYZE

Monsieur le Maire :

Merci M Bernard, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M PASTOUREAU **DEL2021-06-274**

TARIFS PUBLICS DE LA RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE ET DU SERVICE EDUCATION-JEUNESSE

A partir du 1er septembre 2021 pour l'ensemble des tarifs, à l'exception de ceux de l'ALSH 11-17 ans qui entrent en vigueur à partir du 1er octobre 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L2331-2,

Mes chers collègues,

Considérant que pour chaque rentrée scolaire, le conseil municipal fixe les tarifs de la restauration scolaire et municipale, des accueils périscolaires, des aides aux devoirs et des accueils de loisirs sans hébergement.

Considérant que les tarifs dégressifs de la restauration scolaire sont calculés par le service Education-Jeunesse de la façon suivante : Revenus mensuels nets imposables du foyer + Prestations familiales + Pension alimentaire versée ou à déduire, à diviser par *le nombre de parts* = Quotient Familial.

Considérant que la référence pour le calcul des tarifs des services périscolaires et extrascolaires est le Quotient Familial de la Caisse d'Allocations Familiales et de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde.

Considérant que pour les familles non affiliées à ces deux organismes, le service Education-Jeunesse détermine le quotient familial au vu des revenus du foyer, selon le même mode de calcul de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde.

Considérant qu'au vu des bilans annuels réalisés par les services, il vous est proposé de reconduire les tarifs appliqués aux familles et aux usagers,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les tarifs ci-dessous,
- AUTORISER le Maire à les diffuser aux familles et aux usagers et à les faire appliquer.

TARIFS VIE EDUCATIVE ET JEUNESSE

TARIFS SERVICES PERISCOLAIRES - RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE

Tarifs T.T.C. applicables à partir du 1er septembre 2021 jusqu'au 31 août 2022

Les accueils périscolaires étant subventionnés par la CAF, les tarifs sont déterminés en fonction du Quotient CAF des familles.

QUOTIENT PLANCHER : 400
QUOTIENT PLAFOND : 1200

ACCUEILS PERISCOLAIRES	FORMULES ET TARIFS		
	Formules:	Tarif plancher	Tarif plafond
Accueil du matin	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,00116	0,46 €	1,39 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		0,93 €
Accueil du soir	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,00231	0,92 €	2,77 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		1,85 €
	Accueil du soir non réservé		5,00 €
Accueil du soir pour PAI	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,00184	0,74 €	2,21 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		1,47 €
Aide aux devoirs	Tarifs plancher et plafond sans taux d'effort	2,04 €	3,64 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		2,84 €

Les tarifs de la restauration scolaire sont calculés par le service Education, et prennent en compte les revenus mensuels nets imposables du foyer, les prestations familiales, les pensions alimentaires versées ou à déduire.

QUOTIENT PLANCHER : 400
QUOTIENT PLAFOND : 1100

RESTAURATION SCOLAIRE	QUOTIENTS FAMILIAUX	FORMULES ET TARIFS	
Repas	Inf ou égal à 400	Tarif plancher	0,98 €
	De 401 jusqu'à 600	QFX0,64/200-0,30	de 0,98€ à 1,62€
	De 601 jusqu'à 800	QFX0,57/200-0,09	de 1,62€ à 2,19€
	De 801 jusqu'à 1000	QFX0,81/200-1,05	de 2,19€ à 3,00€
	De 1001 jusqu'à 1100	QFX0,70/100-4,00	de 3,00€ à 3,70€
	Sup à 1100 et extérieurs	Tarif plafond	3,70 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		2,19 €
Repas non réservé maternelle			5,18 €
Repas non réservé élémentaire			5,42 €
Repas PAI	Inf ou égal à 400	Tarif plancher	0,51 €
	De 401 jusqu'à 600	QFX0,24/200+0,03	de 0,51€ à 0,75€
	De 601 jusqu'à 800	QFX0,23/200+0,06	de 0,75€ à 0,98€
	De 801 jusqu'à 1000	QFX0,18/200+0,26	de 0,98€ à 1,16€
	De 1001 jusqu'à 1100	QFX0,28/100-1,64	de 1,16€ à 1,44€
	Sup à 1100 et extérieurs	Tarif plafond	1,44 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		0,98 €

Repas adultes servies dans les écoles (facturés par le prestataire dans le cadre de la DSP) :		
Personnel municipal affecté dans les écoles		3,70€ TTC
Enseignants, Personnel Inspection Académique, Parents d'élèves		5,43€ TTC

Cas dérogatoires de familles extérieures pouvant bénéficier des tarifs communaux:

. Les familles dont les enfants sont scolarisés en classe de U.L.I.S. dans les écoles Gambetta et Saint Vincent.

. Les familles en garde alternée quand l'un des parents est domicilié sur la commune et que l'enfant est inscrit dans une école de la commune.

RESTAURATION MUNICIPALE (libre choix du plateau repas - TVA 10%) :		**TARIFS**
Personnel ville- CCAS - Stagiaires de l'enseignement (prises en compte des droits d'admission)		2,41€ TTC
Repas adulte services publics autre que la ville et le CCAS		Pas de participation de la Ville

TARIFS DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 3-12 ANS

Tarifs T.T.C. applicables à partir du 1er septembre 2021 jusqu'au 31 août 2022

Les A.L.S.H. étant subventionnés par la CAF, les tarifs sont déterminés en fonction du Quotient CAF des familles.

QUOTIENT PLANCHER : 300
QUOTIENT PLAFOND : 1200

A.L.S.H. 3-12 ans Mercredi et vacances	FORMULES ET TARIFS		
	Formules:	Tarif plancher	Tarif plafond
Pour les familles résidant sur La Teste de Buch			
1/2 Journée avec repas	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,0075	2,25 €	9,00 €
Journée avec repas	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,01	3,00 €	12,00 €
Pour les familles extérieures			
1/2 Journée avec repas	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,01125	3,38 €	13,50 €
Journée avec repas	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,015	4,50 €	18,00 €
Pour les familles résidant sur La Teste de Buch et extérieures			
1/2 Journée pour PAI	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,0066	1,98 €	7,92 €
Journée pour PAI	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,009	2,70 €	10,80 €
1/2 Journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil si les revenus des parents biologiques sont inconnus			6,75 €
Journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil si les revenus des parents biologiques sont inconnus			9,00 €
1/2 Journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil si les revenus des parents biologiques sont inconnus et déclaré en PAI alimentaire			5,94 €
Journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil si les revenus des parents biologiques sont inconnus et déclaré en PAI alimentaire			8,10 €

TARIFS Du MULTI-SITES 11-17 ANS

Tarifs T.T.C. applicables à partir du 1er octobre 2021 jusqu'au 30 septembre 2022

Déclaré A.L.S.H. l'accueil Multi-sites est subventionné par la CAF; les tarifs sont déterminés en fonction du Quotient CAF des familles.

QUOTIENT PLANCHER : 500
QUOTIENT PLAFOND : 1200

	FORMULES ET TARIFS	
	Tranches	Tarif
Pour les familles résidant sur La Teste de Buch		
Adhésion annuelle	Quotient CAF de 0 à 500	3,00 €
	Quotient CAF de 501 à 900	6,00 €
	Quotient CAF de 901 à 1200 et plus	9,00 €
Participation aux activités payantes	Quelque soit le Quotient Familial	30% du coût
Participation aux séjours	Quotient CAF de 0 à 500	15% du coût
	Quotient CAF de 501 à 900	20% du coût
	Quotient CAF de 901 à 1200 et plus	30% du coût
Pour les familles extérieures		
Adhésion annuelle	Quelque soit le Quotient Familial	15,00 €
Participation aux activités payantes	Quelque soit le Quotient Familial	30% du coût
Participation aux séjours	Quelque soit le Quotient Familial	40% du coût

Cas dérogatoires de familles extérieures pouvant bénéficier des tarifs communaux:

. Les familles dont les enfants sont scolarisés en classe de U.L.I.S. dans les écoles Gambetta et Saint Vincent.

. Les familles en garde alternée quand l'un des parents est domicilié sur la commune et que l'enfant est inscrit dans une école de la commune.

TARIFS DE LA RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE ET DU SERVICE EDUCATION-JEUNESSE

Note explicative de synthèse

A partir du 1er septembre 2021 pour l'ensemble des tarifs, à l'exception de ceux de l'ALSH 11-17 ans qui entrent en vigueur à partir du 1er octobre 2021

RAPPEL DES TARIFS EN VIGUEUR

Les tarifs de la restauration scolaire et municipale, des accueils périscolaires, des accueils de loisirs sans hébergement et des aides aux devoirs sont fixés chaque année en application des délibérations du Conseil Municipal.

Les tarifs en vigueur sont les suivants :

1- LES REPAS SCOLAIRES

Dans le cadre de la Délégation de Service Public de la restauration collective de la Ville et du C.C.A.S., les repas sont facturés aux familles par la société délégataire.

Les tarifs dégressifs de la restauration scolaire, accordés aux familles domiciliées sur la commune, sont calculés par le service Education de la façon suivante :
Revenus mensuels nets imposables du foyer + Prestations familiales + Pension alimentaire versée ou à déduire, à diviser par *le nombre de parts* = Quotient Familial.

Le Quotient Familial appartient ensuite à l'une des cinq tranches, chacune ayant un coefficient multiplicateur qui détermine le tarif du foyer.

Le nombre de parts est calculé comme suit :
1 personne seule ou 2 parents : 2 parts
1 enfant à charge : 0.5 part
Le troisième enfant : 1 part
A partir du quatrième enfant, un enfant compte 0.5 part.

Le montant global des revenus mensuels du foyer à ne pas dépasser pour prétendre à un tarif dégressif sont les suivants :

1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants
2 750 €	3 300 €	4 400 €	4 950 €	5 500 €

Les pièces à fournir pour l'ensemble du foyer pour le calcul d'un tarif dégressif à la restauration :

- ✓ Le dernier Avis d'imposition (sur les revenus de l'année N-1),
- ✓ Les 3 derniers bulletins de salaire,
- ✓ Les attestations d'allocations CAF ou MSA,
- ✓ L'avis de paiement Assedic ou indemnités journalières de Sécurité Sociale,
- ✓ Un justificatif de pension alimentaire perçue ou versée.

Tarif des repas enfants :

Quotient familial inférieur ou égal à 400 **0.98 €**

Quotient familial supérieur à 400 jusqu'à 600 **de 0.98 à 1.62 €**
selon la formule : *QF x 0.64 : 200 – 0.30*

Quotient familial supérieur à 600 jusqu'à 800 **de 1.62 € à 2.19 €**
selon la formule : *QF x 0.57 : 200 – 0.09*

Quotient familial supérieur à 800 jusqu'à 1000 **de 2.19 € à 3.00 €**
selon la formule : *QF x 0.81 : 200 – 1.05*

Quotient familial supérieur à 1000 jusqu'à 1100 **de 3.00 € à 3.70 €**
Selon la formule : *QF x 0.70 : 100 – 4.00*

Quotient familial supérieur à 1100 et extérieurs **3.70 €**

Tarif repas pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil : 2.19 €
(si les revenus des parents biologiques sont inconnus)

Tarif des repas non réservés dans les délais impartis :
Les délais de réservation sont les suivants : pour la semaine en cours, auprès du personnel municipal de l'école avant l'heure d'entrée en classe ; pour les semaines suivantes, jusqu'au vendredi précédent avant 8 heures sur le site Espace Accueil Famille. En dehors de ces délais, les tarifs appliqués sont les suivants :
Repas maternelle non réservé **5.18 €**
Repas élémentaire non réservé **5.42 €**

Tarif des repas enfants déclarés en PAI (repas fourni par la famille) :

Quotient familial inférieur ou égal à 400 **0.51 €**

Quotient familial supérieur à 400 jusqu'à 600 **de 0.51 € à 0.75 €**
Selon la formule : *QF x 0.24 : 200 + 0.03*

Quotient familial supérieur à 600 jusqu'à 800 **de 0.75 € à 0.98 €**
Selon la formule : *QF x 0.23 : 200 + 0.06*

Quotient familial supérieur à 800 jusqu'à 1000 **de 0.98 € à 1.16 €**
Selon la formule : *QF x 0.18 : 200 + 0.26*

Quotient familial supérieur à 1000 jusqu'à 1100 **de 1.16 € à 1.44 €**
Selon la formule : *QF x 0.28 : 100 – 1.64*

Quotient familial supérieur à 1100 et extérieurs **1.44 €**

Tarif repas PAI pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil : 0.98 €
(si les revenus des parents biologiques sont inconnus)

Tarifs des repas adultes servis dans les écoles :

Personnel municipal affecté dans les écoles : **3.70 €**
Enseignants, personnel Inspection Académique, parents d'élèves : **5.43 €**

2- LES ACCUEILS PERISCOLAIRES

Nos accueils périscolaires, ouverts avant la classe et après la classe, sont déclarés « Accueils de Loisirs Sans Hébergement » auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et sont de ce fait subventionnés par la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde. Ils sont facturés par la Ville en fonction du Quotient Familial C.A.F ou M.S.A. de la Gironde.

Le Quotient familial C.A.F. et M.S.A. plancher est fixé à 400 et le Quotient C.A.F. et M.S.A. plafond est fixé à 1200. Le quotient plafond est appliqué aux familles extérieures.

Tarif accueil du matin : **0.46 € à 1.39 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule : Quotient C.A.F. x 0.00116

Tarif accueil du matin pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 0.93 €**

Tarif accueil du soir : **0.92 € à 2.77 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule : Quotient C.A.F. x 0.00231

Tarif accueil du soir pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 1.85 €**

Tarif accueil du soir pour un enfant déclaré en PAI alimentaire (sans goûter) : **0.74 € à 2.21 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.00184

Tarif accueil du soir PAI pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 1.47 €**

Tarif pour accueil du soir non réservé : 5.00 €

Les tarifs de l'accueil du soir comprennent le goûter (à l'exception des PAI) et les activités périscolaires mises en œuvre sur ce temps.

3- LES SEANCES D'AIDE AUX DEVOIRS

Tarif de la séance :
Pour Quotients C.A.F. inférieurs à 1200 : **2.04 €**
Pour Quotients C.A.F. égal ou supérieurs à 1200 et familles extérieures : **3.64 €**

Tarif séance aide aux devoirs pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 2.84 €**

4- LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 3-12 ANS

Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement sont, comme les accueils périscolaires, déclarés auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et subventionnés par la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde. Ils sont facturés par la Ville en fonction du Quotient Familial C.A.F ou M.S.A. de la Gironde.

Le Quotient familial C.A.F. et M.S.A. plancher est fixé à 300 et le Quotient C.A.F. et M.S.A. plafond est fixé à 1200.

Pour les familles résidant à La Teste de Buch :
Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi avec repas : **2.25 € à 9.00 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.0075

Tarif de la journée du mercredi et des vacances : **3.00 € à 12.00 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.01

Pour les familles extérieures :
Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi avec repas : **3.38 € à 13.50 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.01125

Tarif de la journée du mercredi et des vacances : **4.50 € à 18.00 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.015

Pour les familles résidant à La Teste de Buch et extérieures :
Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi pour un enfant déclaré en PAI alimentaire (sans repas et sans goûter) : **1.98 € à 7.92 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.0066

Tarif de la journée du mercredi et des vacances pour un enfant déclaré en PAI alimentaire (sans repas et sans goûter) : **2.70 € à 10.80 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.009

Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi avec repas pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 6.75 €**

Tarif de la journée du mercredi et des vacances pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 9.00 €**

Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi pour un enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus, **et déclaré en PAI alimentaire (sans repas et sans goûter) : 5.94 €**

Tarif de la journée du mercredi et des vacances pour un enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **et déclaré en PAI alimentaire (sans repas et sans goûter) : 8.10 €**

Les tarifs comprennent les repas, les goûters, sauf pour les enfants déclarés en PAI alimentaire, et les activités et les sorties proposées.

5- LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 11-17 ANS

Les dispositifs d'accueil des jeunes de 11 à 17 ans sont regroupés en un secteur dénommé l'Entrep(o)tes, déclaré auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et subventionné par la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde. Les tarifs sont fixés par la Ville en fonction du Quotient Familial C.A.F ou M.S.A. de la Gironde.

• Adhésion annuelle :

Pour les familles résidant à La Teste de Buch :

Le tarif de l'adhésion annuelle est déterminé en fonction du Quotient Familial :

Tarif pour un Quotient Familial de 0 à 500 : **3.00 €**
Tarif pour un Quotient Familial de 501 à 900 : **6.00 €**
Tarif pour un Quotient Familial de 901 à 1200 et plus : **9.00 €**

Pour les familles extérieures :

Tarif de l'adhésion annuelle : 15 €

L'adhésion annuelle ouvre droit à :

- Un accueil libre sur les sites fixes avec des projets et des activités proposées par l'équipe d'animation,
- Un accueil sur des pratiques culturelles, sportives, culinaires …, développées au sein des « Stages curieux »,
- L'accompagnement à la scolarité,
- L'accompagnement de projets de jeunes et de la Junior Association.

• Participation des familles aux coûts de certaines activités payantes dites « de consommation » : 30% du coût de l'activité, *pour les familles résidant à La Teste de Buch et extérieures.*

• Participation des familles aux coûts des séjours :

Pour les familles résidant à La Teste de Buch :

La participation des familles aux coûts des séjours est déterminée en fonction du Quotient Familial :

Taux de participation pour un Quotient Familial de 0 à 500 : **15%**
Taux de participation pour un Quotient Familial de 501 à 900 : **20%**
Taux de participation pour un Quotient Familial de 901 à 1200 et plus : **30%**

Pour les familles extérieures :

Taux de participation : 40%

• Tarifs de vente de petits articles de restauration :

Boissons 33cl	1.00 €
Boissons 20 cl	0.50 €
Boissons chaudes	0.50 €
Soupes	0.50 €
Barres chocolatées	0.50 €
Sachet individuel de gâteaux	0.50 €
Compote individuelle	0.50 €

Pour tous les services précités, des familles domiciliées en dehors de la commune de La Teste de Buch peuvent bénéficier, par dérogation, des tarifs dégressifs, dans les conditions suivantes :

. Les familles extérieures dont les enfants sont scolarisées en U.L.I.S. dans les écoles Gambetta et Saint Vincent,

. Les familles en garde alternée quand l'un des parents est domicilié sur la commune et que l'enfant est inscrit dans une école de la commune.

6- LA RESTAURATION MUNICIPALE

Le self municipal est organisé en cafétéria et offre quatre catégories d'entrées, de plats, de fromages et de desserts. Les usagers peuvent donc composer librement leur plateau repas, dont le prix est fixé en fonction de leurs choix.

La Ville participe pour le personnel de la Ville et du CCAS, et pour les stagiaires de l'Enseignement, en prenant à sa charge les droits d'admission d'un montant de 2.41 euros TTC.

BILAN DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

La Ville a signé un contrat de Délégation de Service Public de la restauration collective avec la société SOGERES, pour une période de cinq ans, du 1er septembre 2018 jusqu'à sept jours calendaires avant l'année scolaire 2023-2024. Le périmètre de délégation comprend, pour la Ville, la restauration scolaire, la restauration des accueils de loisirs et la restauration des personnels municipaux. Dans son cahier des charges, la Commune a mis l'accent sur la qualité des repas servis, en termes d'équilibre alimentaire, d'origine des produits entrant dans leur composition, de fabrication sur place, de qualité gustative et de variété, tout en restant dans une maîtrise forte des coûts de production et une amélioration du rapport qualité/prix.

Année scolaire 2018-2019

Prix d'un Repas maternelle	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,56 €	0,98 €	21%	3,58 €	79%
	3,70 €	81%	0,86 €	19%
Prix d'un Repas élémentaire	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,81 €	0,98 €	20%	3,83 €	80%
	3,70 €	77%	1,11 €	23%

Année scolaire 2019-2020

Prix d'un Repas maternelle	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,66 €	0,98 €	21%	3,68 €	79%
	3,70 €	79%	0,96 €	21%
Prix d'un Repas élémentaire	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,89 €	0,98 €	20%	3,91 €	80%
	3,70 €	76%	1,19 €	24%

Année scolaire 2020-2021

Prix d'un Repas maternelle	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,77 €	0,98 €	21%	3,77 €	79%
	3,70 €	78%	1,07 €	22%
Prix d'un Repas élémentaire	Participation des familles		Reste à charge Ville	
5,01 €	0,98 €	20%	3,91 €	80%
	3,70 €	74%	1,19 €	26%

L'évolution des tarifs dégressifs accordés aux familles :
Le pourcentage des tarifs dégressifs accordés aux familles en fonction de leurs revenus s'élève à 26% en 2019-2020, au même titre qu'en 2018-2019.

Conformément au contrat de délégation de service public, la révision des prix sera communiquée par Sogeres à la ville au mois de juin pour application au 1er septembre. Les nouveaux tarifs 2021-2022 ne sont donc pas connus à ce jour.

Le bilan annuel 2019-2020 montre une baisse du nombre de repas enfants scolaires (de 192 634 à 139 503), liée à la crise sanitaire et à la période de fermeture des établissements scolaires (du 17 mars au 11 mai 2020), suivie d'une reprise partielle des élèves jusqu'en juillet 2020.

Le reste à charge de la Ville a bien évidemment diminué en raison de la crise sanitaire. Son taux reste équivalent à celui de l'année précédente puisqu'il représente 31% du prix total des repas sur les deux dernières années.

BILAN ANNUEL 2018-2019		
Type de repas	Nbre repas	Coût repas
Repas maternelles livrés	62 508	285 661,56 €
Repas élémentaires livrés	130 126	624 604,80 €
Repas adultes livrés	228	1 292,76 €
Total des repas	**192 862**	**911 559,12 €**
Facturation aux familles	69%	628 704,72 €
Repas offerts par Sogeres aux familles		1 612,04 €
Reste à charge de la Ville	**31%**	**281 242,36 €**
Tarif moyen d'un repas enfant		**3,25 €**

BILAN ANNUEL 2019-2020		
Type de repas	Nbre repas	Coût repas
Repas maternelles livrés	44 841	208 779,70 €
Repas élémentaires livrés	94 662	463 181,17 €
Repas adultes livrés	449	2 592,53 €
Total des repas	**139 952**	**674 553,40 €**
Facturation aux familles	68%	459 307,52 €
Repas offerts par Sogeres aux familles		3 190,56 €
Reste à charge de la Ville	**31%**	**212 055,32 €**
Tarif moyen d'un repas enfant		**3,23 €**

BILAN DES ACCUEILS PERISCOLAIRES

Pour le fonctionnement des huit structures périscolaires, le matin avant la classe et le soir après la classe sur chaque école, la Ville perçoit des subventions de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, des aides de l'Etat pour les contrats aidés (CNASEA) et la participation des familles.

En 2020, la crise sanitaire, avec la période de fermeture des écoles, a fortement impacté la fréquentation des accueils périscolaires, avec un total annuel d'heures de présence de 49 964 heures, contre 111 793 en 2019.
La CAF a maintenu son financement en permettant à la Ville de déclarer les heures de présence de 2020 en intégrant, sur la période de confinement, les données de 2019.
De ce fait, le reste à charge de la ville a diminué, 126 638,56€ contre 134 632,92€ en 2019.

2018				
Coût total	Participation des familles	CNASEA	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
330 689,19 €	141 122,13 €	1 364,31 €	74 589,66 €	**113 613,09 €**
	43%	0%	23%	**34%**
2019				
Coût total	Participation des familles	CNASEA	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
321 332,75 €	126 294,58 €	37,03 €	60 368,22 €	**134 632,92 €**
	39%	0%	19%	**42%**
2020				
Coût total	Participation des familles	CNASEA	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
261 765,92€	79 345,90 €	0,00€	55 781,46 €	**126 638.56 €**
	30.31%	0%	21.31%	**48.38 %**

L'évolution des tarifs dégressifs accordés aux familles :
Le pourcentage des tarifs dégressifs accordés aux familles en fonction de leurs revenus s'élève à 45% pour l'année scolaire 2018-2019 et 51% pour 2019-2020.

BILAN DE L'AIDE AUX DEVOIRS

Ce temps n'étant pas subventionné par la C.A.F., le coût des séances d'aide aux devoirs est réparti uniquement entre les familles et la Ville. Les enfants inscrits sont répartis dans des groupes de quinze enfants maximum. Les intervenants sont recrutés par la Ville ; il s'agit pour la plupart d'enseignants actifs et d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH)

Pour l'année scolaire 2018-2019, 11 127 séances-enfants sur trois écoles élémentaires (pas d'intervenant à Miquelots) :

BILAN ANNUEL 2018-2019		
Rémunération Intervenants		30 682,03
Coût des goûters		6 453,66
Total coût		37 135,69 €
Participation des familles	79%	29 357,32
Tarifs dégressifs		63%
Tarif moyen		2,64 €
Reste à charge de la Ville, hors fluide	**21%**	**7 778,37 €**

Pour l'année scolaire 2019-2020, 9 980 séances-enfants sur les quatre écoles élémentaires publiques :

BILAN ANNUEL 2019-2020		
Rémunération Intervenants		28 565,68
Coût des goûters		6 522,06
Total coût		35 087,74 €
Participation des familles	85%	29 954,68
Tarifs dégressifs		51%
Tarif moyen		2,82 €
Reste à charge de la Ville, hors fluide	**15%**	**5 133,06 €**

L'évolution des tarifs dégressifs accordés aux familles :
Le pourcentage des tarifs dégressifs accordés aux familles en fonction de leurs revenus s'élève à 37% pour l'année scolaire 2018-2019 et 51% pour 2019-2020.

BILAN DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 3-12 ANS

Les tarifs sont répartis de la façon suivante :
. 93% d'inscrits résidant sur La Teste de Buch, dont 64% à plein tarif et 36% en tarifs dégressifs.
. 7% d'inscrits hors commune, dont 69% à plein tarif et 31% bénéficiant de tarifs dégressifs.

LES ALSH DU MERCREDI

2018			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
176 521,60 €	113 685,81 €	21 738,24 €	**41 097,55 €**
	64,4%	12,3%	**23,3%**
2019			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
210 625,85 €	63 388,37 €	27 126,90 €	**120 110,58 €**
	30,1%	12,9%	**57,0%**
2020			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
177 220,66 €	45 879,09 €	27 189,84 €	**104 154,73 €**
	25,8 %	15,3%	**58,7%**

LES ALSH DES VACANCES

2018			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
314 749,36 €	118 151,91 €	38 117,60 €	**158 479,85 €**
	37,5%	12,1%	**50,4%**
2019			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
302 179,76 €	89 690,81 €	40 717,08 €	**171 771,87 €**
	29,7%	13,5%	**56,8%**
2020			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
333 004,98 €	84 059,32 € 25,2%	46 991,34€ 14,1%	**201 954,32€** **60 ,6%**

BILAN DES TARIFS DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 11-17 ANS

Pour l'année 2019-2020, les tarifs de l'adhésion annuelle sont répartis de la façon suivante :

Sur 104 inscrits, 13 soit 12.5% sont extérieurs à la commune et ont payé le prix plafond 15.00€.

91 inscrits (soit 87.5%) résident sur la commune. 12 sont au tarif plancher de 3.00€ ; 34 à 6.00€ et 45 à 9.00€.

TARIFS APPLICABLES A PARTIR DU 1ER SEPTEMBRE ET DU 1ER OCTOBRE 2021

Au vu des bilans précédents, la Ville propose de ne pas augmenter les tarifs appliqués aux familles et aux usagers, et ce pour l'ensemble des tarifs de la Vie Educative, de la Jeunesse et de la restauration municipale.

Les tarifs des repas scolaires, des accueils périscolaires, des aides aux devoirs, des Accueils de Loisirs Sans Hébergement 3-12 ans et de la restauration municipale entrent en vigueur à partir du 1er septembre 2021.

Les tarifs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement 11-17 ans entrent en vigueur à partir du 1er octobre 2021, l'équipe d'animation se laissant le mois de septembre pour que les jeunes renouvellent leur adhésion annuelle.

Monsieur le Maire :

Merci M Pastoureau, des interventions ? Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M AMBROISE **DEL2021-06-275**

MONTANT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE POUR LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PRIVEES SAINT VINCENT ET SAINT THOMAS ET VERSEMENT DU SOLDE

Année scolaire 2020-2021

Vu l'article L.442-5-1 du Code de l'éducation,
Vu la circulaire n°2012-025 du 15 février 2012 précisant les règles de prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat,
Vu le contrat d'association conclu le 05 novembre 1981 entre l'État et l'école SAINT VINCENT, et ses avenants,
Vu le contrat d'association conclu le 29 février 1968 entre l'État et l'école SAINT THOMAS,
Vu la convention signée le 26 novembre 2020 entre la Ville, l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique du Bassin d'Arcachon, l'école SAINT VINCENT et l'école SAINT THOMAS, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20/11/2020

Mes chers collègues,

Considérant que pour chaque année scolaire, le conseil municipal fixe le montant du forfait par élève et détermine de ce fait le montant de la participation annuelle accordée pour les élèves scolarisés dans les écoles SAINT VINCENT et SAINT THOMAS pour :

- les élèves scolarisés à SAINT VINCENT au 1er janvier de l'année scolaire en cours et résidant sur la commune de La Teste de Buch,

- les élèves scolarisés à SAINT THOMAS au 1er janvier de l'année scolaire en cours, résidant sur la commune de La Teste de Buch et dont les fratries sont inscrites au collège et lycée privé SAINT ELME d'Arcachon.

Considérant que le calcul du forfait 2020-2021 prend en compte, exceptionnellement et du fait de la crise sanitaire les éléments du Compte Administratif N-2, donc 2019, de la Section 2 – Enseignement et Formation hors données périscolaires, ainsi que les effectifs scolaires au 1er janvier de l'année du Compte Administratif.

Considérant qu'est déduit de la participation annuelle communale le coût des prestations que la Ville fournit directement à l'école Saint Vincent.

Considérant qu'après calcul, le coût annuel d'un élève de classe maternelle s'élève à 1 757.04 euros et celui d'un élève de classe élémentaire s'élève à 258.12 euros.

Considérant, d'une part, le nombre d'élèves scolarisés au 1er janvier 2021 en maternelle (56) et élémentaire (97) à l'école SAINT VINCENT, la participation annuelle communale, s'élève à 123 431.88 euros,

Considérant les versements partiels déjà effectués, le solde à verser pour l'école SAINT VINCENT s'élève à 25 194.76 euros,

Considérant, d'autre part, le nombre d'élèves scolarisés au 1er janvier 2021 en maternelle (6) et élémentaire (31) à l'école SAINT THOMAS, la participation annuelle communale s'élève à 18 543.96 euros,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- FIXER le montant de la participation financière de la Ville à l'école Saint Vincent pour l'année scolaire 2020-2021 à 123 431.88 euros, et le solde à verser à 25 194.76 euros,

- FIXER le montant de la participation financière de la Ville à l'école Saint Thomas pour l'année scolaire 2020-2021 à 18 543.96 euros,

- ORDONNER le versement du solde correspondant à l'année scolaire 2020-2021, soit 43 738.72 euros, à l'O.G.E.C. du Bassin d'Arcachon.

MONTANT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PRIVEES SAINT VINCENT ET SAINT THOMAS

ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

Note explicative de synthèse

En application de la loi n°2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association, et du décret n°2010-1348 du 9 novembre 2010 pris pour son application, la Ville de LA TESTE DE BUCH a signé une convention avec l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique du Bassin d'Arcachon, et l'école privée Saint Vincent située sur son territoire et l'école privée Saint-Thomas d'Arcachon.

Cette convention définit les conditions de financement des dépenses de fonctionnement des classes élémentaires et maternelles, dans la stricte application de la circulaire n°2012-025 du 15 février 2012 qui précise les modalités de la loi du 28 octobre 2009.

La circulaire précise que la participation communale aux frais de fonctionnement d'une école privée située en dehors de son territoire revêt un caractère obligatoire dès lors que la fréquentation par l'élève de cette école trouve son origine dans des contraintes liées :

- A l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ;
- Aux obligations professionnelles des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ;
- A des raisons médicales.

La convention signée le 26 novembre 2020 entre la Ville de La Teste de Buch, l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique du Bassin d'Arcachon, et les écoles Saint Vincent et Saint-Thomas, prévoit dans son article 2 les modalités de calcul de la participation communale, en faisant référence à **la liste des dépenses éligibles au forfait communal visée en annexe de la circulaire du 15 février 2012,** à savoir :

- L'entretien des locaux liés aux activités d'enseignement,
- L'ensemble des dépenses de fonctionnement des locaux liés aux activités d'enseignement,
- L'entretien et, s'il y a lieu, le remplacement du mobilier scolaire et du matériel collectif d'enseignement,
- La location et la maintenance des matériels informatiques pédagogiques ainsi que les frais de connexion et d'utilisation de réseaux afférents
- Les fournitures scolaires, les dépenses pédagogiques et administratives nécessaires au fonctionnement des écoles publiques,
- La rémunération des intervenants extérieurs, recrutés par la commune, chargés d'assister les enseignants pendant les heures d'enseignement prévues dans les programmes officiels de l'éducation nationale,
- La quote-part des services généraux de l'administration communale nécessaire au fonctionnement des écoles publiques,

- Le coût des transports pour emmener les élèves de leur école aux différents sites pour les activités périscolaires ainsi que le coût de ces équipements,
- Le coût des ATSEM, pour les classes pré élémentaires pour lesquelles la commune a donné un avis favorable à la conclusion du contrat d'association ou s'est engagée ultérieurement à les financer.

La commune peut participer soit en versant une subvention forfaitaire, soit en prenant en charge directement tout ou partie des dépenses sous forme de fourniture de prestations directes, soit en payant sur factures, soit en combinant les différentes formes précitées.

Dans le cas de notre commune, il s'agit de verser une subvention forfaitaire pour les écoles privées Saint Vincent et Saint Thomas, déduction faite du coût des prestations que la Ville fournit directement à savoir :

- La mise à disposition des Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives,
- La location et la maintenance de matériels informatiques,
- Les transports pour emmener les élèves sur les différents sites sportifs de la Ville,
- La quote-part des services généraux de l'administration communale nécessaire au fonctionnement des écoles publiques, les agents du service Education ayant en charge la gestion des inscriptions scolaires et à la restauration scolaire pour les élèves de Saint Vincent.

Ainsi, conformément à l'article 2 de la convention, sont pris en considération pour **le calcul du forfait 2020-2021,** et exceptionnellement du fait des impacts de la crise sanitaire sur les éléments du compte administratif 2020, les éléments du Compte Administratif N-2, soit 2019 et le nombre total d'élèves inscrits dans les écoles au 1er janvier de l'année du Compte Administratif.

Participation annuelle à Saint Vincent :

Au titre de l'année scolaire 2020-2021, le nombre d'élèves inscrits s'élève à 56 élèves en classe maternelle et 97 en classe élémentaire.

A partir de ces éléments, **la participation financière communale à l'école privée Saint Vincent pour l'année 2020-2021 s'élève à 123 431.88 euros.**

Le détail de ce calcul est présenté dans l'annexe jointe à la délibération.

Pour mémoire, les participations annuelles communales depuis 2010 :

Année scolaire	Nombre élèves testerins	Participation annuelle
2010-2011	102	95 166 euros
2011-2012	106	94 658 euros
2012-2013	88	72 688 euros
2013-2014	106	98 474 euros
2014-2015	116	105 444 euros

2015-2016	155	139 345 euros
2016-2017	161	143 821 euros
2017-2018	168	158 502 euros
2018-2019	170	133 625 euros
2019-2020	176	147 355 euros

<u>Les versements déjà effectués au titre de l'année scolaire 2020-2021 :</u>

Conformément à l'article 4 de la convention entre l'O.G.E.C. BA, l'école Saint Vincent et la Ville, la commune a effectué deux versements partiels :

Un premier versement de 49 118,56 euros, représentant un tiers de la subvention de l'année précédente (N-1) a été versé en septembre 2020.

Un deuxième versement du même montant a été versé en janvier 2021,

soit un total versé de 98 237,12 euros.

Le solde à verser au titre de l'année scolaire 2020-2021 s'élève donc à 25 194,76 euros.

Ce montant est prévu sur la ligne budgétaire 6558 Autres Contributions Obligatoires, inscrite au budget primitif 2021de la Ville.

<u>Participation annuelle à Saint Thomas :</u>
Au titre de l'année scolaire 2020-2021, le nombre d'élèves inscrits s'élève à 6 élèves en maternelle et 31 en élémentaire.

La participation financière communale à l'école privée Saint Thomas pour l'année scolaire 2020-2021 s'élève à 18 543,96 euros.

Aucun versement n'a été opéré pour les élèves de Saint Thomas.

Ce montant est prévu sur la ligne budgétaire 6558 Autres Contributions Obligatoires, inscrite au budget primitif 2021de la Ville.

CALCUL DE LA PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNALE AUX ECOLES PRIVEES SAINT VINCENT ET SAINT THOMAS - ANNEE SCOLAIRE 2020-2021

En application de la circulaire du 15/02/2012 et calculs sur la base du Compte Administratif 2019

Effectifs scolaires au 1er janvier de l'exercice du Compte administratif (soit 01/01/2019)				
	Pourcentages par rapport au total des élèves écoles publiques et privée *(pour proratisation)*			
Ecoles maternelles publiques : 529	**29,82%**			
Ecole maternelle privée : 70	**3,95%**	**Proratisation classes élémentaires:**		
Ecoles élémentaires publiques : 1037	**58,46%**	Elémentaires publiques:	1 037	88,26%
Ecole élémentaire privée : 138	**7,78%**	Elémentaires privées:	138	11,74%
Ecoles publiques : 1566	**88,28%**		1 175	
Ecole privée : 208	**11,72%**			
Ecoles publiques et privées : 1774		**Montants enregistrés au Compte Administratif 2019**		
Liste des dépenses à prendre en compte dans la contribution communale aux écoles privées (circulaire du 15/02/2012)		**Maternelles**	**Elémentaires**	**Ecole Privée**
Entretien des locaux liés aux activités d'enseignement (classes, accessoires, cour de récréation, locaux sportifs, culturels ou administratifs…)		3 254,53	123 411,80	0,00
Ensemble des dépenses de fonctionnement des locaux liés aux activités d'enseignement (chauffage, eau, électricité, nettoyage, contrats de maintenance, fournitures petit équipement …)		70 285,66	108 223,85	0,00
Entretien et s'il y a lieu, remplacement du mobilier scolaire et du matériel collectif d'enseignement		0,00	0,00	0,00
Location et maintenance de matériels informatiques pédagogiques et frais de connexion *(62301 € proratisés)*		6 230,08	49 840,65	6 230,08
→ Prestation fournie par la Ville à Saint Vincent		*-6 230,08*	*-49 840,65*	*-6 230,08*
Frais de télécommunication		1 029,90	996,48	0,00
Fournitures scolaires, dépenses pédagogiques et administratives nécessaires au fonctionnement des écoles publiques		11 138,87	35 040,24	0,00
Rémunération des intervenants extérieurs, recrutés par la commune, chargés d'assister les enseignants, pendant les heures d'enseignement prévues dans les programmes officiels de l'Education Nationale : Les ETAPS en élémentaire *(126 455,75 € proratisés)*		0,00	111 609,84	14 845,91
→ Mise à disposition d'un ETAPS par la Ville à Saint Vincent			*-111 609,84*	*-14 845,91*
Quote-part des services généraux de l'administration communale nécessaire au fonctionnement des écoles publiques *(324 675,78 € proratisés)*		85 766,82	168 139,79	33 708,49
→ Prestation fournie par la Ville à Saint Vincent (inscripitons scolaires, inscriptions et factures restauration scolaire, organisation des sorties scolaires …)		-85 766,82	*-168 139,79*	*-33 708,49*
Coût des transports pour emmener les élèves des classes élémentaires de leur école sur les différents sites pour les activités scolaires (piscine, gymnase…) ainsi que le coût de ces équipements *(38 525,62 € proratisés)*		0,00	48 562,41	6 459,58
→ Prestation fournie par la Ville à Saint Vincent		*0,00*	*-48 562,41*	*-6 459,58*
Coût des ATSEM, pour les classes pré élémentaires pour lesquelles la commune a donné un avis favorable à la conclusion du contrat d'association		843 766,04		0,00
Total des dépenses obligatoires Maternelles/Elémentaires sans les prestations fournies par la Ville à Saint Vincent		**929 475,00**	**267 672,37**	
Nombre d'élèves écoles publiques Maternelles/Elémentaires		529	1 037	
Forfait par élève maternelle et élémentaire des écoles publiques		**1 757,04**	**258,12**	
Nombre d'élèves testerins à Saint Vincent au 01 01 2021 pour calcul participation communale 2020-2021		**56**	**97**	
Montant de la participation Saint Vincent Maternelle / Elémentaire / Total		**98 394,24**	**25 037,64**	**123 431,88**
Nombre d'élèves testerins avec fratries scolarisées au collège et lycée St Elme d'Arcachon, scolarisés à Saint Thomas au 01 01 2021 pour calcul participation communale 2020-2021		**6**	**31**	
Montant de la participation Saint Thomas Maternelle / Elémentaire / Total		**10 542,24**	**8 001,72**	**18 543,96**
Montant total général à verser à l'O.G.E.C.B.A. au titre de l'année 2020-2021		**108 936,48**	**33 039,36**	**141 975,84**

Monsieur le Maire :

Merci M Ambroise, des interventions ? Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M PASTOUREAU **DEL2021-06-276**

ETABLISSEMENTS PETITE ENFANCE : MODIFICATION DES REGLEMENTS DE FONCTIONNEMENT DES DEUX MULTI ACCUEILS

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29,

Vu l'article R.2324-20 du Code de la santé publique (CSP) relatif au contenu du règlement de fonctionnement,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2018 relative au transfert de la compétence petite enfance de CCAS à la ville,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09 avril 2019 approuvant le règlement de fonctionnement du multi-accueil Alexis Fleury,

Mes chers collègues,

Considérant la lettre circulaire de la Caisse Nationale des Allocations Familiales 2019 – 005 du 5 juin 2019 ayant pour objet la mise à jour du barème national des participations familiales,

Considérant le nouveau service proposé aux familles du multi-accueil Alexis Fleury et du multi-accueil Collectif et Familial,

Considérant qu'il convient d'actualiser en conséquence les règlements de fonctionnement de ces deux établissements d'accueil du jeune enfant,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER le nouveau règlement de fonctionnement du Multi-accueil Alexis Fleury

- APPROUVER le nouveau règlement de fonctionnement du Multi-accueil Collectif et Familial.

MODIFICATION DES REGLEMENTS DE FONCTIONNEMENT DES DEUX MULTI ACCUEILS

Note explicative de synthèse

Les règlements de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant sont des documents fondamentaux pour ces structures. En effet, ils sont les supports des échanges avec les familles, puisqu'ils rassemblent toutes les règles de la structure en matière de modalités d'admission, de conditions d'accueil des enfants, de participations financières des familles… Ces règlements répondent à des critères édictés par la CNAF (Caisse Nationale des Allocations Familiales) qui les valident en tant qu'organisme financeur. Ils sont également validés par les services départementaux de la PMI (Protection Maternelle et Infantile) qui valident les modes de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant. Toutes modifications significatives d'organisation et/ou de fonctionnement entrainent une réactualisation du règlement.

Ainsi, les règlements de fonctionnement des deux multi-accueils de la Ville de La Teste de Buch (multi-accueil Alexis Fleury MAAF et multi-accueil Collectif et Familial MACF) doivent être réactualisés suite à la fourniture des couches par les établissements depuis le 1er janvier 2021. En effet, ce service supplémentaire permet à la Ville de percevoir une aide financière de la CNAF majorée et doit, de fait, être mentionné dans le règlement.

Par ailleurs, récemment, certaines mentions ont été précisées ou modifiées par la CNAF et ont été actualisées dans ces nouveaux documents comme :

- Les pièces à fournir pour la constitution du dossier administratif,
- Le tableau récapitulatif du taux de participation familiale par heure en accueil collectif,
- Le cas du contrat d'un enfant en garde alternée,
- L'application d'un tarif plafond en cas de refus de présentation de justificatifs de ressources.

Les règlements sont affichés dans les structures petite enfance et sont remis aux parents lors de l'admission de leur enfant. Les présents règlements sont valables tant que la règlementation ne change pas et tant que le gestionnaire n'y apporte pas de modifications.

La délibération a donc pour objet d'approuver les nouveaux règlements de fonctionnement du multi-accueil Alexis Fleury et du multi-accueil Collectif et Familial.

Mairie de La Teste de Buch

Service petite enfance

Règlement de fonctionnement

Applicable au 1er janvier 2021

Multi-accueil collectif Alexis Fleury

3 allée Camille Jullian
33260 LA TESTE DE BUCH

Secrétariat
☎ 05. 57. 15. 20. 55
multiaccueil.alexisfleury@latestedebuch.fr

Règlement de fonctionnement adopté par le Conseil municipal le 29 juin 2021

Sommaire

Préambule.....4

I. Fonctions de direction **275**
II. Modalités permettant d'assurer la continuité de la fonction de direction **276**
III. Modalités d'admission **276**
A. Commission d'admission 276
B. Possibilités d'accueil 277
1) Accueil régulier 277
2) Accueil occasionnel 277
3) Accueil d'urgence 277
C. Constitution du dossier administratif 277
D. Contrat d'accueil (accueils réguliers) 278
1) Définition 278
2) Révision 279
3) Préavis de départ en cas de rupture de contrat 279
4) Les absences prévisibles de l'enfant 279
5) Les absences non prévisibles 279
E. Accueils occasionnels 280
IV. Horaires et conditions d'arrivée et de départ des enfants **280**
A. Admission de l'enfant 281
1) L'adaptation 282
2) La visite médicale d'admission 282
B. Vie de l'enfant dans la structure 282
1) Consignes d'hygiène et de sécurité : 282
2) Alimentation 282
3) Vestiaire et changes 283
V. Participation financière des familles **283**
A. Calcul de la participation 283
1) Pour les allocataires CAF 284
2) Pour les régimes particuliers (MSA) 284
B. La réservation de place 285
C. Déductions règlementaires 285
D. Mode de paiement 285
1) Edition des factures 285
2) Chèques, chèques emploi service universel (CESU) et espèces 286
3) Prélèvement automatique 286
4) Les défauts de paiement 286
VI. Modalités du concours des intervenants **286**
A. La psychologue 286
B. Autres intervenants 287
VII. Modalités du concours du médecin et de délivrance des soins **287**
A. Le médecin 287
B. Administration des médicaments 287
C. En cas de maladie aigüe 288
D. Le projet d'accueil individualisé (PAI) 288
VIII. Modalités d'intervention médicale en cas d'urgence **289**
IX. Modalités d'information et de participation des parents à la vie de la structure **289**
Annexe 1 ..... **291**
Annexe 2 ..... **291**

Préambule

Les établissements d'accueil de la Petite enfance de La Teste de Buch assurent pendant la journée un accueil collectif ou familial, régulier, occasionnel ou d'urgence, des enfants de huit semaines à trois ans révolus et jusqu'à six ans sur dérogation (enfant présentant un retard avéré des acquisitions).

Ces établissements permettent aux parents de concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale en accueillant leurs enfants dans un environnement favorisant leur développement et leur épanouissement.

Comme pour chaque famille, l'accueil d'un enfant présentant un handicap ou une maladie chronique est possible. Si nécessaire, une évaluation et une concertation avec les parents et les différents acteurs impliqués dans cet accueil seront organisées (médecin de l'enfant, médecin de l'établissement, Cellule Ressource Handicap, PMI, directeur, psychologue etc...). Un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) pourra être rédigé.

Dans le cadre de la commission d'attribution des places en crèche, des critères ont été définis pour réserver des places aux parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées ; une place par tranche de 20 places d'accueil leur est destinée (décret n° 2006-175).

Conformément aux orientations définies par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, des places sont réservées au sein des établissements pour faire face aux urgences. Elles peuvent être mises à la disposition d'un enfant dont la famille se trouve en difficulté. Après étude de la situation, l'enfant est accueilli pour une durée déterminée avec la famille.

L'ensemble de ces établissements est géré par la Mairie de la Teste de Buch.

Ces établissements fonctionnent conformément :

- aux dispositions du décret n° 2000-762 du 1er août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique ;
- aux dispositions du décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- aux articles L 2324-1 à L 2324-16 et suivants du Code de la santé publique et de ses modifications éventuelles ;
- aux dispositions des articles L214-2 et 214-7 du Code de l'action sociale et des familles ;
- aux instructions en vigueur de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), toute modification étant applicable ;
- aux dispositions du règlement de fonctionnement ci-après.

Les établissements d'accueil reçoivent, par le Président du Conseil départemental un agrément qui fixe, compte tenu de la configuration des locaux et de l'effectif du personnel présent, la capacité d'accueil maximale. Le nombre d'enfants présents simultanément ne peut dépasser l'agrément. L'accueil occasionnel ne peut se faire que dans le respect de ces normes.

Les informations collectées par la Mairie de la Teste de Buch directement auprès de vous font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité la gestion des solutions d'accueil des enfants. Ces informations sont à destination exclusive du Service petite enfance et de l'ensemble des autorités administratives et judiciaires compétentes. Elles seront conservées pendant les durées légales de conservation des documents concernés.
Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.
Vous pouvez, pour des motifs tenant à votre situation particulière, vous opposer au traitement des données vous concernant.
Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier à l'adresse électronique: rgpd@girondenumerique.fr . Merci de joindre toute information permettant de procéder à votre identification, ou à défaut, la copie de votre pièce d'identité.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Multi-accueil collectif Alexis Fleury

Présentation

C'est un établissement d'accueil collectif bénéficiant d'un agrément de 30 places qui accueille les enfants âgés de huit semaines à trois ans révolus et jusqu'à six ans sur dérogation(enfant présentant un retard avéré des acquisitions).

L'enfant, confié à une équipe de professionnels petite enfance, évolue avec des petits groupes d'enfants de son âge dans les différents espaces de vie de l'établissement.

L'accueil de l'enfant se fait en fonction d'objectifs communs à toute une équipe de professionnels, contenus dans le projet d'établissement de la structure qui vise à respecter le bien-être des enfants.

L'équipe est composée de :

- une directrice infirmière puéricultrice ;
- une adjointe éducatrice de jeunes enfants ;
- des auxiliaires de puériculture ;
- des assistantes petite enfance ;
- des agents de service (entretien, repas) ;
- une psychologue vacataire ;
- un médecin référent ;
- un secrétariat ;
- des apprentis et stagiaires qui se destinent aux métiers de la petite enfance.

I. Fonctions de direction

La directrice, infirmière puéricultrice, est chargée de l'organisation du multi-accueil et met tout en œuvre pour que le service fonctionne dans les meilleures conditions de confort et de sécurité pour tous.

Elle est garante du projet d'établissement et du règlement de fonctionnement ainsi que du bien-être, de la sécurité physique, psychologique et affective de l'enfant. Elle veille à la qualité d'accueil de l'enfant et de sa famille.

Elle met en place les mesures propres à garantir la santé de l'enfant.

Elle assure la gestion de l'établissement dans les missions déléguées suivantes :

- Organisation du travail du personnel (plannings, gestion des congés, etc.). En tant que directrice hiérarchique, elle assure leur encadrement et veille à leur accès à la formation continue et professionnelle ;
- Gestion des dossiers et des effectifs des enfants accueillis ;
- Gestion des approvisionnements nécessaires au fonctionnement de l'établissement.

Elle assure le relais auprès de la directrice du Pôle petite enfance, de la municipalité, du CCAS et des services extérieurs.

La directrice, en collaboration avec le médecin et la psychologue, assure une mission d'accompagnement des familles. Ils veillent ensemble au bon développement des enfants et à leur adaptation à la structure.

Elle reste à disposition des familles, notamment en termes de conseil ou pour toute interrogation.

II. Modalités permettant d'assurer la continuité de la fonction de direction

En cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par l'adjointe éducatrice de jeunes enfants, ou par la directrice d'établissement de permanence.

Pour toute demande urgente et en l'absence physique d'une de ces personnes, un agent diplômé (auxiliaire de puériculture ou éducatrice de jeunes enfants) assurera la continuité de direction en mettant en application le protocole établi. Ce protocole prévoit les situations en lien avec l'accueil des enfants et des familles (modification de l'heure de départ ou d'arrivée), la gestion des urgences matérielles et l'appel de l'astreinte technique (par exemple : fenêtre ou porte bloquée) ou médicales (gestion d'une hyperthermie, d'une éviction selon les protocoles établis par le médecin de la structure) ainsi l'organisation des plannings en cas d'absence de personnel. Toutefois cet agent pourra à tout moment joindre par téléphone la directrice de permanence pour valider les procédures.

III. Modalités d'admission

A. Commission d'admission

Fonctionnement :
La centralisation des demandes d'accueil est réalisée au niveau de la coordination petite enfance.
La commission d'admission est composée de l'adjoint au Maire et du conseiller municipal délégué à la petite enfance, du directeur de l'action éducative, de la coordinatrice petite enfance, des directrices d'établissements d'accueil et de l'animatrice du Relais Assistantes Maternelles.

Pour les accueils prévus à la rentrée de septembre, la commission se réunit durant le 1er semestre et traite les demandes d'accueil régulier. Dans la mesure du possible, le choix des familles sera respecté. Cependant, en fonction des places disponibles, il pourra être proposé une place dans une autre structure d'accueil.
Après la réunion de la commission, un courrier est envoyé aux familles afin de les informer de la décision prise. Les familles devront accepter ou décliner, sous 10 jours à partir de la réception du courrier, la proposition de réservation de place.
Pour toutes les demandes en cours d'année et les demandes d'accueil ponctuel, les dossiers sont examinés régulièrement par la coordinatrice et les directrices de structures. Les places sont attribuées en fonction des disponibilités et après avis de la commission. Un courrier informant les familles du traitement de leur demande (réponse positive ou négative) leur sera envoyé deux mois avant la date de prise en charge souhaitée.

Dans tous les cas, si la demande d'accueil des familles évolue, elles devront formuler de nouveau leur besoin auprès du secrétariat du Pôle petite enfance afin que leur dossier soit réexaminé.

B. Possibilités d'accueil

L'établissement est un multi accueil collectif et propose :

30 places à majorité d'accueil régulier dont 6 places d'accueil occasionnel

1) Accueil régulier

L'accueil régulier correspond à des besoins récurrents définis à l'avance. L'enfant est connu de la structure, il est inscrit et a fait l'adaptation. Les temps d'accueil pourront être organisés pour du temps plein ou du temps partiel (en demi-journées, deux jours ou trois jours par semaine par exemple).

2) Accueil occasionnel

L'accueil occasionnel correspond à un besoin défini à l'avance mais non récurrent ou ponctuel. L'enfant est connu de la structure ; il est inscrit et a fait l'adaptation.
La famille réserve :

- **pour un besoin non récurrent** (ni les mêmes jours, ni les mêmes heures), d'une semaine sur l'autre,
- **pour un besoin ponctuel** (mêmes jours et mêmes heures sur une période limitée à trois mois renouvelable une fois) auprès de la directrice de l'établissement**.**

Les accueils peuvent être contractualisés qu'ils soient réguliers ou occasionnels.

3) Accueil d'urgence

L'accueil d'urgence correspond à un besoin exceptionnel et qui ne peut pas être anticipé. L'enfant sera accueilli après son inscription, avec ou sans période d'adaptation en fonction du degré d'urgence du besoin. Les temps d'accueil seront définis avec la directrice de l'établissement pour une durée déterminée en fonction des disponibilités pour permettre à la famille de s'organiser ou de trouver une solution pérenne.

C. Constitution du dossier administratif

Lors du rendez-vous avec la directrice ou son adjointe pour la constitution du dossier administratif, la famille devra fournir les pièces suivantes :

Documents administratifs :

- Photocopie du livret de famille,
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois,
- Pour les non allocataires de la CAF ou si refus de consultation CDAP : avis imposition N-1 sur revenus N-2,
- Régime d'appartenance CAF avec numéro d'allocataire ou MSA avec numéro de Sécurité sociale,
- Attestation d'assurance de responsabilité civile.
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) et une copie de la carte d'identité nationale du détenteur du RIB pour la mise en place d'un prélèvement automatique

Documents relatifs à la santé de l'enfant :

- Certificat médical attestant que l'état de santé de l'enfant est compatible avec l'accueil en collectivité pour les enfants de plus de 4 mois,
- Certification de vaccination ou photocopies des pages de vaccination du carnet de santé,
- Ordonnance d'administration des antipyrétiques en cas de fièvre, du médecin traitant.

Lors de l'inscription, les pièces suivantes seront signées par les parents :

- Attestation d'adhésion au règlement de fonctionnement ;
- Règlement de fonctionnement ;
- Autorisation de transport et de sorties ;
- Autorisation de photographier ou de filmer ;
- Autorisation sanitaire et médicale ;
- Autorisation de consultation des données de ressources des familles sur les sites internet CAF et MSA ;
- Autorisation de conservation et de l'archivage des données tarifaires des familles ;
- Règlement financier valant contrat de prélèvement relatif au paiement des prestations de frais de garde ;
- Consentement pour recevoir les courriers et factures par courriel ;
- Liste des personnes majeures autorisées à venir chercher l'enfant ;
- Contrat d'accueil.

Un exemplaire du règlement de fonctionnement et du projet d'établissement est remis aux parents.

Il est important que les parents veillent à ce que l'établissement dispose de leurs coordonnées téléphoniques exactes (domicile, portable et lieu de travail).

D. Contrat d'accueil (accueils réguliers)

1) Définition

Un premier contrat sera établi avec la famille pour la période d'adaptation. Il devra être signé par les parties. Il précise la durée de l'adaptation. Sur cette période, les réservations se feront à l'heure.

Un second contrat, dit contrat d'accueil est établi entre la famille et le lieu d'accueil. Il précise l'amplitude journalière, les jours de présence de l'enfant par semaine. Il devra être dûment signé par toutes les parties.

Ce contrat repose sur le principe de la place réservée. Il est établi pour l'année scolaire en cours (du 1er septembre au 31 décembre et du 1er janvier au 31 août (révision tarifaire annuelle au 1er janvier). Il sera renouvelé par tacite reconduction. Il est signé par les parents qui s'engagent à le respecter tout au long de sa durée. Dans le cas contraire, et après rencontre de la famille avec la directrice, le gestionnaire adressera une lettre de rappel à la famille. Il se réservera le droit de mettre fin au contrat si les horaires ne sont toujours pas respectés.

Des contrats d'une autre durée, mais dont celle-ci restera inférieure à douze mois, pourront être contractés en fonction des situations familiales.

2) Révision

Le contrat d'accueil peut être révisé à la demande des familles et/ou du gestionnaire, sous réserve que ces changements soient initiés pour les motifs suivants :

- A l'initiative de la famille : changements importants, qu'ils soient familiaux ou économiques, modification, augmentation ou diminution des horaires ;
- A l'initiative du gestionnaire : arrivées ou départs au-delà de l'amplitude horaire déterminée dans le cadre du contrat d'accueil, non-respect du règlement de fonctionnement, évolution de la situation familiale, modification, augmentation ou diminution des horaires.

Le préavis pour changer le contrat est de **UN mois** et commence au 1er du mois suivant l'échéance du préavis.

Les modifications pour une augmentation du temps d'accueil seront prises en compte en fonction des places disponibles dans l'établissement.

Ces modifications au contrat ne pourront excéder le nombre de trois sur la durée d'un contrat de six à douze mois, et d'une pour des contrats inférieurs à six mois et feront l'objet d'avenant au contrat.

3) Préavis de départ en cas de rupture de contrat

A l'initiative de la famille :
Le départ définitif de l'enfant doit être signalé au moins **deux mois** à l'avance, par écrit auprès de la directrice. En cas de départ non signalé dans les délais prévus, les parents seront tenus au paiement de deux mois de préavis établi les réservations du contrat d'accueil.

A l'initiative du gestionnaire :

En cas d'absence supérieure à deux semaines, sans nouvelle de la famille, un courrier leur est adressé. En l'absence de réponse dans le délai indiqué dans le courrier, la place est considérée comme vacante et entraîne de fait une rupture de contrat.

Les familles qui s'engagent sur un contrat d'accueil se doivent d'effectuer les heures réservées. En cas de variations importantes entre les heures réservées et les heures effectuées, le gestionnaire peut remettre en question l'accueil de l'enfant et effectuer une rupture du contrat.

4) Les absences prévisibles de l'enfant

Les dates d'absence des enfants devront être confirmées par écrit (soit par mail, soit en utilisant l'imprimé prévu à cet effet) **UN mois à l'avance**. Ces congés seront pris en compte de date à date. Ainsi la place libérée pourra être proposée à un autre enfant et permettra d'optimiser la place.

Nota bene :
Pour les mois de **juillet et août**, les souhaits seront transmis **avant le 30 avril**.
Passé ces délais, les demandes d'accueil pour ces périodes seront acceptées en fonction des places disponibles. La décision sera prise par M. le Maire.

5) Les absences non prévisibles

Ouvriront droit à déduction les journées liées à :

- la maladie de l'enfant sur présentation d'un certificat médical à partir du 2e jour consécutif ;
- l'hospitalisation de l'enfant sur présentation d'un bulletin d'hospitalisation ;
- l'éviction de l'enfant qu'elle soit prononcée par le médecin traitant ou le médecin de l'établissement.

E. Accueils occasionnels

L'enfant peut être accueilli de façon occasionnelle, la famille prend alors rendez-vous auprès de la directrice, soit directement à l'accueil du Pôle petite enfance, soit par téléphone au 05.57.75.20.55.

Deux possibilités de réservation sont au choix :

- Des réservations d'une semaine sur l'autre en fonction des places disponibles. Les places ne seront pas acquises au-delà ;
- Des réservations de « dernière minute » de créneaux disponibles dans la semaine en cours. Les parents devront effectuer cette demande au préalable.

En cas de fortes demandes en accueil occasionnel :
Une liste d'attente sera établie et les familles seront prévenues des désistements au fur et à mesure.
L'accueil pourra être limité, en particulier en matinée, pour permettre de satisfaire le plus grand nombre de familles.

IV. Horaires et conditions d'arrivée et de départ des enfants

L'accueil collectif est ouvert **de 8h00 à 18h30**

Du lundi au vendredi, hors jours fériés légaux.

L'établissement est fermé pour :

- Les différents ponts autorisés par l'autorité territoriale,
- La journée pédagogique du personnel ,
- Le lundi de Pentecôte
- Quatre semaines en août
- Deux semaines au moment des fêtes de fin d'année.

Les dates seront précisées aux familles lors de la rédaction du contrat d'accueil ou par courrier

Nombre de places et horaires d'accueil du lundi au vendredi						
Accueil collectif 30 places	8h/8h30	8h30/9h00	9h/17h00	17h00/17h30	17h30/18h	18h/18h30
	5	15	30	15	12	5

Durant la fermeture du mois d'août, un regroupement des enfants des deux Multi-accueils est organisé en présence des professionnelles référentes dans les locaux du multi accueil collectif et familial de 8h à 18h30.

Au-delà de l'heure de fermeture de l'établissement, si un enfant est toujours présent et si ses parents ou les personnes autorisées par ceux-ci n'ont pas pu être joints, la directrice informe le commissariat de police et/ou le Procureur de la République afin d'envisager la conduite à tenir.

Les enfants ne pourront être remis qu'à leurs parents ou à un tiers majeur muni d'une pièce d'identité et autorisé préalablement par les parents.

Les parents auront pris soin de signaler à l'équipe, le jour même, qui viendra chercher l'enfant.

Gestion des temps de présence des enfants :

Chaque famille dispose d'un code qu'elle devra saisir obligatoirement sur la tablette tactile située dans le hall d'accueil de l'établissement, à l'arrivée (avant l'accueil dans la section) et au départ de l'enfant (transmissions faites).

Afin que l'accueil se déroule dans les meilleures conditions possibles :

- Les parents doivent respecter les horaires ; Ils doivent avertir le service en cas d'arrivée en retard ou d'absence de leur enfant dès le début de la matinée pour faciliter l'organisation de la journée.
- Sauf cas exceptionnel validé par la directrice du multi accueil, les enfants de l'accueil collectif devront arriver le matin, avant 9h30.
- Pour les arrivées ou les départs en cours de journée, afin éviter des interruptions trop fréquentes ou inadaptées, les horaires seront définis en dehors des temps de repas et de sieste des enfants. Cependant pour les nourrissons, cette règle pourra être adaptée en fonction de leur rythme.
- Pour la bonne organisation du service, et dans l'intérêt de l'enfant, il est demandé aux familles dans la mesure du possible, de faire coïncider les congés de leur enfant avec les périodes de fermetures de l'établissement.

A. Admission de l'enfant

Un entretien entre les parents et la directrice est un préalable nécessaire à l'admission dans la structure. Lors de cet entretien, un exemplaire du règlement de fonctionnement et du projet d'établissement sera remis aux parents et les modalités d'adaptation seront définies.

1) L'adaptation

L'adaptation est un temps indispensable à la bonne intégration de l'enfant dans l'établissement. Cette période est nécessaire et doit être respectée. Elle s'effectue avec l'enfant, sa mère et/ou son père, et l'un des membres du personnel représentant son référent. Il s'agit d'une période privilégiée, permettant d'établir les premiers liens et d'instaurer une relation de confiance. L'adaptation permet une transition entre le milieu familial et la collectivité. Elle permet à la famille d'échanger avec les professionnels autour de l'enfant et de ses habitudes de vie. L'équipe s'efforcera de respecter au sein de la collectivité ce rythme de vie propre à chaque enfant.

La période d'adaptation de l'enfant ne commencera qu'une fois le dossier dûment complété et remis à la directrice. La facturation débutera dès la première heure complète réalisée par l'enfant en l'absence de son parent, au réel de la présence.
Après une absence prolongée, une reprise progressive sera proposée.

2) La visite médicale d'admission

Un médecin référent intervient sur le multi-accueil (cf. « Modalités du concours du médecin » page 18). Avant d'être accueilli au multi accueil, l'enfant de **moins de quatre mois** et l'enfant porteur de **handicap** ou de **maladie chronique** quel que soit son âge doit être présenté au médecin de l'établissement pour une visite médicale d'admission. Le rendez-vous sera fixé par la directrice. Le médecin pourra revoir l'enfant à la demande des parents ou de la directrice (avec l'accord des parents).

Pour les enfants de **plus de quatre mois** en accueil régulier ou occasionnel : un certificat médical d'aptitude à la vie en collectivité est exigé (rédigé par le médecin traitant).

Tous les enfants sont soumis aux vaccinations obligatoires prévues par le décret 2018-42 du 25 janvier 2018. Si l'enfant n'est pas à jour de ses vaccinations obligatoires seule une admission provisoire sera possible. Les parents ont alors un délai de 3 mois pour régulariser la situation en fonction du calendrier vaccinal. Si les vaccinations ne sont pas pratiquées dans ce délai, l'enfant ne pourra pas être maintenu en collectivité.

B. Vie de l'enfant dans la structure

1) Consignes d'hygiène et de sécurité :

L'enfant est confié, chaque matin, toilette faite et habillé pour la journée.

Le port de bijoux et accessoires est strictement interdit (collier, chaîne, gourmette, boucles d'oreilles, barrettes, etc.) par mesure de sécurité pour l'enfant et son entourage.

Afin de prévenir tout risque de sortie intempestive des enfants, il est demandé aux familles de fermer soigneusement les portes et portails (jardins, entrées, salles…).

Pour des raisons de propreté des locaux, des surchaussures sont à la disposition des parents.

Les parents doivent veiller personnellement à ce que les frères et sœurs respectent les règles de vie de la structure.

2) Alimentation

L'enfant devra arriver le petit déjeuner pris.

Les laits 1er et 2e âge, les biberons et tétines et les aliments de régime seront fournis par les parents en conditionnement d'origine.

Les repas (midi, goûter) sont fournis par l'établissement et élaborés dans le respect des normes de l'équilibre alimentaire selon l'âge des enfants.

3) Vestiaire et changes

Les familles devront fournir un sac contenant une tenue de rechange, des chaussons, chapeau, casquette marqués au nom de l'enfant et renouvelés en fonction des saisons et de la taille de l'enfant.

Les produits d'hygiène (pommades pour le change, sérum physiologique) sont fournis par les parents. Les couches sont fournies par l'établissement, si toutefois la marque retenue ne convient pas, les parents devront les fournir, sans déduction de tarification.

V. Participation financière des familles

L'organisme gestionnaire est la Mairie de la Teste de Buch.

Toute heure consommée est due. Ainsi, au-delà du contrat ou des heures réservées, toute demi heure est due. Les heures concernant plus particulièrement l'adaptation sont facturées à partir du moment où l'enfant n'est plus accompagné par un membre de sa famille.

A. Calcul de la participation

Les parents sont tenus au paiement d'une participation horaire, par référence au barème national et aux modalités de calculs élaborés par la CNAF. Le barème CNAF est obligatoire. En contrepartie, la CAF verse une aide importante au gestionnaire, permettant de réduire significativement la participation des familles.

La participation financière varie en fonction des ressources de l'année N-2 (exemple en 2021 revenus 2019) et de la composition familiale. Elle correspond à un taux d'effort modulable en fonction du nombre d'enfants à charge de la famille, dans les limites annuelles d'un plancher et d'un plafond définis par la CNAF (cf. annexe 1).

Le taux de participation familiale demandé aux parents est calculé sur une base horaire.

Taux de participation familiale par heure en accueil collectif (selon la circulaire CNAF 2019-005)

Nombre d'enfants	du 01/01 au 31/12/2021	du 01/01 au 31/12/2022
1 enfant	0,0615%	0,0619%
2 enfants	0,0512%	0,0516%
3 enfants	0,0410%	0,0413%
4 enfants	0,0307%	0,0310%
5 enfants	0,0307%	0,0310%
6 enfants	0,0307%	0,0310%
7 enfants	0,0307%	0,0310%

8 enfants	**0,0205%**	**0,0206%**
9 enfants	**0,0205%**	**0,0206%**
10 enfants	**0,0205%**	**0,0206%**

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap (bénéficiaire de l'AEEH) à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le taux de participation familiale immédiatement inférieur. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants à charge et en situation de handicap dans le foyer.

Pour les accueils d'urgence, dans le cas où les ressources de la famille ne peuvent être établies, le tarif horaire sera retenu sur la base d'un tarif fixe. Celui-ci sera défini annuellement par le Conseil Municipal et correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précedente(voir annexe II).

Pour un enfant en **résidence alternée**, un contrat d'accueil est établi pour chacun des parents. Les modalités de calcul sont identiques qu'il y ait ou non partage des allocations familiales. La charge en résidence alternée est prise en compte par les deux ménages. En cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont pris en compte.

Dans tous les autres cas, si les familles ne sont pas ressortissantes d'un régime social reconnu en France ou si les ressources de la famille ne sont pas connues ;

la facturation est établie sur la base du **tarif plancher**.

1) Pour les allocataires CAF

La CAF de la Gironde met à la disposition des gestionnaires un service internet (CDAP), à caractère professionnel, qui leur permet de consulter directement les éléments du dossier d'allocations familiales de la famille, nécessaires à l'exercice de leur mission (ressources et nombre d'enfants à charge).

Conformément à la loi du 6 Janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parents peuvent s'opposer à la consultation de ces informations en contactant le gestionnaire ou son représentant. Dans ce cas, il leur appartient de fournir les informations nécessaires au traitement du dossier.

En cas de modification dans les revenus ou dans la composition de la famille, il appartiendra aux parents de prendre contact avec leur CAF.

2) Pour les régimes particuliers (MSA)

Les ressources à retenir pour le calcul de la participation familiale sont les ressources figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition avant abattement.

Seules peuvent être déduites les pensions alimentaires versées et déclarées et les déficits de l'année de référence (employeurs ou travailleurs indépendants).

Les ressources déclarées dans le cadre des micro-bic, micro-BNC, micro-fonciers doivent être prises en compte après l'abattement forfaitaire qui s'applique à chacune de ces catégories**.**

Les déficits fonciers peuvent être déduits.

Les frais de garde ne sont pas déduits.

NB : En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, la tarification qui sera appliquée est le tarif plancher de l'année en cours pour un enfant.

Si la famille ne souhaite pas fournir les justificatifs de ressources, le gestionnaire applique à ces familles le montant « plafond » de ressources instauré dans l'équipement où l'enfant est accueilli.

B. La réservation de place

Elle implique :

- le paiement de la place réservée quelle que soit la durée mais définie à l'avance ;
- le respect du contrat pour la période prévisible de fréquentation dans la structure ;
- la facturation de toute réservation annulée non justifiée et de chaque dépassement d'horaire : toute demi-heure commencée est entièrement due ;
- la facturation de toute réservation supplémentaire au contrat ;
- la facturation du temps d'adaptation à partir de la première heure effectuée sans le parent.
- la facturation des jours de congés pris en-dehors de ceux prévus initialement dans le contrat ;
- la facturation des jours d'absences si le délai de communication d'un mois n'a pas été respecté.

C. Déductions règlementaires

Elles sont limitées à :

- la maladie de l'enfant sur présentation d'un certificat médical à partir du 2eme jour consécutif ;
- l'hospitalisation de l'enfant sur présentation d'un bulletin d'hospitalisation ;
- la fermeture de la structure ;
- l'éviction de l'enfant prononcée par le médecin de l'établissement ;
- aux jours de congé s'ils ont bien été transmis avec un préavis d'**un mois minimum**.

***Cas des accueils occasionnels* non contractualisés**

Toute absence doit être signalée au moins 48 heures à l'avance auprès de la directrice de la structure. Dans le cas contraire, elle sera facturée.

Dans tous les cas, toute absence de l'enfant, même brève devra être signalée.

D. Mode de paiement

1) Edition des factures

Les factures des sommes à payer sont éditées à mois échu et transmises aux familles entre le 1er et le 5 du mois. Elles sont remises en mains propres ou adressées par mail. Elles devront être

réglées directement à l'accueil du Service petite enfance dans un délai de quinze jours (soit au plus tard le 15 du mois).

En cas de litige sur les sommes à payer, les parents doivent s'adresser à la directrice du multi-accueil.

2) Chèques, chèques emploi service universel (CESU) et espèces

Les familles peuvent régler :

Par chèques libellés à l'ordre de « régie de recette petite enfance ».
En chèques emploi service universel (CESU).
En espèces, l'appoint devra être fait.

3) Prélèvement automatique

Les familles qui le souhaitent peuvent opter pour le prélèvement automatique des sommes dues. Le prélèvement sur le compte bancaire du débiteur aura lieu le 15 de chaque mois. En cas de deux rejets successifs par la banque, la famille sera reçue par la directrice afin de définir le moyen de paiement le plus adapté.

4) Les défauts de paiement

A compter du 15 du mois, en cas de non-paiement une relance téléphonique sera réalisée par la directrice de l'établissement. Un nouveau délai de cinq jours sera donné aux familles (soit au plus tard le 20 du mois).

Au 20 du mois, si les parents n'ont toujours pas réglé leur facture, le Trésor Public sera chargé du recouvrement et le régisseur du Service petite enfance fera émettre un titre de recette. Les parents devront alors régler directement au Centre des Finances Publiques, 40 rue Lucien Pinneberg – 33120 ARCACHON ou par le biais du titre TIPI de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

VI. Modalités du concours des intervenants

A. La psychologue

Son rôle

La psychologue tout ce qui touche à l'humain et au bien-être des individus, petits et grands, du lieu d'accueil. Son champ d'action est multiple : observation, rencontre, accompagnement, soutien, réflexion, sensibilisation, orientation, conseils, repérage.

Son rôle est triple : veiller à l'épanouissement et au bon développement des enfants accueillis, accompagner les professionnels dans leur pratique quotidienne et soutenir les familles dans leur parentalité.

Elle travaille en lien avec le médecin attaché à l'établissement, avec les services de Protection Maternelle et Infantile et avec les professionnels de santé qui peuvent assurer la prise en charge des enfants à l'extérieur.

Son rôle auprès des parents :

Elle assure un rôle de prévention, de soutien et d'accompagnement auprès des familles. Il arrive que la psychologue rencontre les parents. Cet entretien, de nature confidentielle, peut avoir lieu à l'initiative des parents eux-mêmes qui se questionnent au sujet du comportement de leur

enfant à la crèche ou à la maison, de son développement ou encore de son éducation. A l'inverse, ce peut être la psychologue qui, préoccupée par le développement d'un enfant ou par son comportement, suite à ses nombreux échanges avec l'équipe et la direction, demande à rencontrer des parents.

Son rôle auprès des équipes :

Elle assure un rôle de régulation auprès de l'équipe. Elle aide à la réflexion et au suivi des différents projets. C'est avec bienveillance et neutralité qu'elle écoute attentivement les problématiques des professionnelles et qu'elle tente de les accompagner dans l'exercice de leurs fonctions, sur la base de ses connaissances sur la psychologie de l'enfant et de l'adulte.

Elle permet de dynamiser les réflexions des équipes et les encourage à retrouver une certaine distance vis-à-vis des problématiques qui l'animent. Au cours de son investigation, la psychologue va soulever de nouvelles pistes de réflexion et d'analyse. Les regards de la psychologue et des autres professionnels sont donc complémentaires.

B. Autres intervenants

Dans le domaine éducatif et culturel, psychomotriciens, musiciens, bibliothécaires, danseurs etc… peuvent intervenir auprès des enfants. Leurs interventions font l'objet de projets rédigés par les équipes d'éducateurs de jeunes enfants en concertation avec les infirmières puéricultrices en regard des objectifs pédagogiques des structures petite enfance.

VII. Modalités du concours du médecin et de délivrance des soins

A. Le médecin

Il assure les actions d'éducation, de formation et de promotion de la santé auprès du personnel.

Il veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse, d'épidémie ou d'autres situations dangereuses pour la santé.

Le médecin organise les conditions de recours aux services d'aide médicale d'urgence, les familles ayant au préalable signé une autorisation de premiers soins d'urgence.

Il établit des protocoles mis en œuvre par l'infirmière puéricultrice en cas d'urgence ou de fièvre mais ne prescrit pas de traitement.

Il prononce l'admission de l'enfant après la visite médicale éventuelle (cf. page 9).

Il a un rôle de conseil auprès des parents.

Il a un rôle préventif auprès des enfants accueillis**,** veille à leur adaptation et à leur bon développement, en liaison avec le médecin traitant et le médecin de Protection Maternelle et Infantile (PMI).

B. Administration des médicaments

Les parents devront administrer les médicaments aux enfants le matin et le soir. Les prises en cours de journée devront rester exceptionnelles. Seuls les médicaments prescrits par un médecin pourront être donnés sauf avis contraire du médecin de l'établissement. Une

ordonnance datée et détaillée sera confiée pour la durée du traitement à la puéricultrice. Elle assurera la responsabilité des prises médicamenteuses et désignera, si besoin, le personnel habilité à les administrer. Les parents signeront une autorisation dans ce sens.

Les assistantes petite enfance ne sont pas autorisées à donner les médicaments sauf pour le traitement antipyrétique ou si les modalités d'un projet d'accueil individualisé (PAI) le prévoient.

Il est demandé aux parents de bien préciser à la directrice ou à la professionnelle qui les accueille si l'enfant a pris des médicaments dans la nuit ou avant son arrivée à la crèche et de préciser l'heure d'administration.

C. En cas de maladie aigüe

Des protocoles d'application de soins spécifiques sont établis par le médecin référent en collaboration avec la directrice. Le personnel s'y réfère en cas de nécessité.

Lorsqu'un enfant présente des symptômes inhabituels à l'arrivée ou dans la journée, il appartient à la directrice ou à la personne chargée de la continuité de direction d'apprécier s'il peut être gardé ou non dans le service.
Les parents sont prévenus et selon l'état de santé, il peut leur être demandé de venir chercher l'enfant.

En cas de fièvre : après accord de la puéricultrice de permanence et après en avoir avisé les parents, tout professionnel est habilité à administrer un antipyrétique dans le cadre d'un protocole établi par le médecin attaché à l'établissement.

Maladies infectieuses : Certaines maladies nécessitent l'éviction de l'enfant après avis du médecin de l'établissement. La durée de l'éviction est variable d'un enfant à un autre en fonction de l'évolution de la maladie. Les parents sont informés de toute maladie contagieuse survenue dans l'établissement.

D. Le projet d'accueil individualisé (PAI)

L'élaboration d'un PAI doit permettre l'accueil d'un enfant ayant un trouble de santé, du développement ou porteur de handicap, tout en lui garantissant la prise en compte de ses besoins spécifiques. Ce projet élaboré à l'arrivée de l'enfant ou au cours de l'accueil définit l'implication des différents intervenants. Il veillera ainsi à la continuité et à la cohérence des soins pour l'enfant et sa famille.

Il précise :

- les modalités spécifiques de l'accueil (aménagement de l'espace, rythme d'accueil, organisation des temps d'accueil en lien avec sa pathologie…)
- les traitements et soins éventuels (administration de médicaments, intervenants extérieurs…)
- les conduites à tenir en cas d'urgence.

Le PAI est réactualisé régulièrement, selon l'évolution de l'enfant et/ou de sa maladie.

1) Pour les enfants atteints de maladie chronique :

Le projet d'accueil individualisé sera alors rédigé lors d'une réunion à la demande des parents, avec le médecin de l'établissement et en lien avec le médecin traitant. Ce document désigne nommément toutes les personnes assurant les soins quotidiens et d'urgence. Il devra être signé par les parents, le médecin de l'établissement, la directrice et les personnes désignées pour les soins.

L'infirmière puéricultrice exerce une attention particulière à l'enfant accueilli pour repérer ses difficultés éventuelles. Elle est chargée de la formation du personnel pour la mise en œuvre du protocole défini.

2) Pour les enfants présentant un trouble du développement ou un handicap

En cas de difficultés repérées du développement de l'enfant et afin de favoriser la meilleure prise en charge possible de l'enfant ainsi que son épanouissement et son bien être au sein de l'établissement, la directrice de l'établissement pourra établir en concertation avec les parents et le médecin de l'établissement, un projet d'accueil individualisé.

La cellule ressource handicap de la Protection Maternelle et Infantile pourra être sollicitée par l'équipe et/ou les parents afin de faciliter la mise en œuvre du PAI, si nécessaire.

VIII. Modalités d'intervention médicale en cas d'urgence

Le médecin référent de l'établissement a établi des protocoles d'urgence, revus annuellement, avec le concours des puéricultrices du service Petite enfance. Tous les agents du Multi-accueil sont sensibilisés aux gestes de premiers secours, aux consignes d'évacuation et connaissent les protocoles du service qui restent constamment à leur disposition. La puéricultrice responsable de la structure, en concertation avec le médecin référent enseigne au personnel les attitudes et gestes efficaces en vue de la sécurité de l'enfant.

En cas d'accident ou de maladie grave, le personnel sous la responsabilité de la puéricultrice de permanence prendra toutes les mesures nécessaires à la prise en charge de l'enfant (mise en sécurité et appel des secours par exemple) dans le cadre du protocole établi.

Le second agent prendra en charge le groupe d'enfants restant et appellera les secours, avec le renfort éventuel du secrétariat.

L'enfant pourra être transporté à l'hôpital par le SAMU ou les pompiers.

La directrice ou la personne chargée de la continuité de direction, prévenue dans les meilleurs délais, joindra les parents afin de les informer et sera amenée à se déplacer au plus vite dans la structure.

IX. Modalités d'information et de participation des parents à la vie de la structure

Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants. Les professionnels ne prennent pas leur place et respectent l'éducation qu'ils donnent à leur enfant.

Dès la première rencontre, une visite de l'établissement est proposée aux familles.

Le multi-accueil Alexis Fleury est un lieu ouvert où les parents ont accès aux salles de jeux, de toilette ou au jardin.

Au quotidien, les professionnels transmettent aux parents les informations qui permettent à ces derniers de suivre le développement psychomoteur de leur enfant.
Quand une relation de confiance s'est instaurée, les professionnels peuvent les accompagner dans leurs questionnements et les soutenir dans leur exercice parental par l'écoute.
Par ailleurs, un Conseil de crèche est organisé, réunissant parents, personnel, direction et gestionnaire, pour permettre des rencontres et examiner les projets de la structure. Ces temps de rencontre privilégient l'échange et la convivialité et permettent aux familles de s'impliquer pleinement dans l'accueil de leur enfant.

De plus, des conférences, des réunions-débats, spectacles ou expositions seront proposés aux parents du multi accueil en présence d'autres parents fréquentant le Service Petite enfance.

Des parents, ayant des compétences particulières et souhaitant s'investir, pourront être sollicités dans le cadre de fêtes (peinture, musique, couture) et de sorties.

Le présent règlement a été adopté par le Conseil Municipal en séance du ……...

Il est approuvé par Monsieur le Maire.

Il est affiché et consultable au Multi accueil Alexis Fleury.

Il est remis à chaque parent lors de l'inscription de son (ses) enfant(s).

Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch

Annexe 1

Valeurs du plancher et du plafond de revenus mensuels définis par la CNAF

Année 2021

- **ressources mensuelles plancher : 711,62 €**
- **ressources mensuelles plafond : 5 800,00 €**

Annexe 2

Tarif moyen 2020 appliqué en 2021 aux accueils d'urgence dont les ressources des familles ne sont pas connues

1,53 €

Mairie de La Teste de Buch

Service petite enfance

Règlement de fonctionnement

Applicable au 1er janvier 2021

Multi-accueil collectif et familial de la Maison de la Petite Enfance

3 allée Camille Jullian
33260 LA TESTE DE BUCH

Secrétariat
☎ 05.57.15.20.55
multiaccueil.mpe@latestedebuch.fr

Règlement de fonctionnement adopté par le Conseil municipal le 29 juin 2021.

Sommaire

Préambule **294**
I). Fonctions de direction **296**
II). Modalités permettant d'assurer la continuité de la fonction de direction **297**
III). Modalités d'admission **297**
A). Commission d'admission 297
B). Possibilités d'accueil 298
1). Accueil régulier 298
2). Accueil occasionnel 298
3). Accueil d'urgence 298
C). Constitution du dossier administratif 298
D). Contrat d'accueil (accueils réguliers) 299
1). Définition 299
2). Révision 300
3). Préavis de départ en cas de rupture de contrat 300
4). Les absences prévisibles de l'enfant 300
5). Les absences non prévisibles 301
E). Accueils occasionnels 301
IV). Horaires et conditions d'arrivée et de départ des enfants **301**
A). Admission de l'enfant 303
1). L'adaptation 303
2). La visite médicale d'admission 303
B). Vie de l'enfant dans la structure 304
1).Consignes d'hygiène et de sécurité : 304
2). Alimentation 304
3). Vestiaire et changes 304
4). Les spécificités de l'accueil familial 304
V). Participation financière des familles **305**
A). Calcul de la participation 305
1). Pour les allocataires CAF 306
2). Pour les régimes particuliers (MSA) 306
B). La réservation de place 307
C). Déductions règlementaires 307
D). Mode de paiement 307
1). Edition des factures 307
2). Chèques, chèques emploi service universel (CESU) et espèce 308
3). Prélèvement automatique 308
4). Les défauts de paiement 308
VI). Modalités du concours des intervenants **308**
A). La psychologue 308
B). Autres intervenants 309
VII). Modalités du concours du médecin et de délivrance des soins **309**
A). Le médecin 309
B). Administration des médicaments 309
C). En cas de maladie aigüe 310
D). Le projet d'accueil individualisé (PAI) 310
1). Pour les enfants atteints de maladie chronique : 310
2). Pour les enfants présentant un trouble du développement ou un handicap 310
VIII). Modalités d'intervention médicale en cas d'urgence **311**
IX). Modalités d'information et de participation des parents à la vie de la structure **311**
Annexe 1 ..... **313**

Annexe 2 313

Préambule

Les établissements d'accueil de la Petite enfance de La Teste de Buch assurent pendant la journée un accueil collectif ou familial, régulier, occasionnel ou d'urgence, des enfants de 8 semaines à 3 ans révolus et jusqu'à 6 ans sur dérogation (enfant présentant un retard avéré des acquisitions).

Ces établissements permettent aux parents de concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale en accueillant leurs enfants dans un environnement favorisant leur développement et leur épanouissement.

Comme pour chaque famille, l'accueil d'un enfant présentant un handicap ou une maladie chronique est possible. Si nécessaire, une évaluation et une concertation avec les parents et les différents acteurs impliqués dans cet accueil seront organisées (médecin de l'enfant, médecin de l'établissement, Cellule Ressource Handicap, PMI, directeur, psychologue etc...). Un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) pourra être rédigé.

Dans le cadre de la commission d'attribution des places en crèche, des critères ont été définis pour réserver des places aux parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées ; une place par tranche de 20 places d'accueil leur est destinée (décret n° 2006-175).

Conformément aux orientations définies par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, des places sont réservées au sein des établissements pour faire face aux urgences. Elles peuvent être mises à la disposition d'un enfant dont la famille se trouve en difficulté. Après étude de la situation, l'enfant est accueilli pour une durée déterminée avec la famille.

L'ensemble de ces établissements est géré par la Mairie de la Teste de Buch.

Ces établissements fonctionnent conformément :

- aux dispositions du décret n° 2000-762 du 1er août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans et modifiant le code de la santé publique ;
- aux dispositions du décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- aux articles L 2324-1 à L 2324-16 et suivants du Code de la santé publique et de ses modifications éventuelles ;
- aux dispositions des articles L.214-2 et 214-7 du Code de l'action sociale et des familles ;
- aux instructions en vigueur de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), toute modification étant applicable ;
- aux dispositions du règlement de fonctionnement ci-après.

Les établissements d'accueil reçoivent, par le Président du Conseil départemental un agrément qui fixe, compte tenu de la configuration des locaux et de l'effectif du personnel présent, la capacité d'accueil maximale. Le nombre d'enfants présents simultanément ne peut dépasser l'agrément. L'accueil occasionnel ne peut se faire que dans le respect de ces normes.

Les informations collectées par la Mairie de la Teste de Buch directement auprès de vous font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité la gestion des solutions d'accueil des enfants. Ces informations sont à destination exclusive du Service petite enfance et de l'ensemble des autorités administratives et judiciaires compétentes. Elles seront conservées pendant les durées légales de conservation des documents concernés.
Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.
Vous pouvez, pour des motifs tenant à votre situation particulière, vous opposer au traitement des données vous concernant.
Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier à l'adresse électronique: rgpd@girondenumerique.fr . Merci de joindre toute information permettant de procéder à votre identification, ou à défaut, la copie de votre pièce d'identité.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Multi-accueil collectif et familial de la Maison de la Petite enfance

Présentation

C'est un établissement d'accueil collectif et familial bénéficiant d'un agrément de 45 places (30 places en accueil collectif et 15 places en accueil familial) qui accueille les enfants âgés de 8 semaines à 3 ans révolus et jusqu'à 6 ans sur dérogation (enfant présentant un retard avéré des acquisitions).

Pour l'accueil collectif : l'enfant, confié à une équipe de professionnels petite enfance, évolue avec des petits groupes d'enfants de son âge dans les différents espaces de vie de l'établissement.

Pour l'accueil familial : l'enfant est accueilli au domicile d'une assistante maternelle agréée par le Président du Conseil Départemental et employée par la Mairie de La Teste de Buch. Cet accueil plus restreint dans un environnement familial, permet d'accueillir l'enfant de façon plus individualisée et personnalisée. L'enfant accompagné par l'assistante maternelle participe régulièrement à des activités collectives ludiques proposées sur les salles de jeux de l'accueil familial et collectif.

L'accueil de l'enfant se fait en fonction d'objectifs communs à toute une équipe de professionnels, contenus dans le projet d'établissement de la structure qui vise à respecter le bien-être des enfants

L'équipe de l'accueil collectif et familial est composée de :

- une directrice infirmière puéricultrice ;
- une adjointe éducatrice de jeunes enfants pour l'accueil collectif ;
- une adjointe éducatrice de jeunes enfants pour l'accueil familial ;
- des auxiliaires de puériculture ;
- des assistantes petite enfance ;
- des assistantes maternelles pour l'accueil familial ;
- des agents administratifs (secrétariat) ;
- des agents de service (entretien, repas) ;
- une psychologue ;
- un médecin référent ;
- des apprentis et stagiaires qui se destinent aux métiers de la petite enfance.

I). Fonctions de direction

La directrice, infirmière puéricultrice, est chargée de l'organisation du multi-accueil et met tout en œuvre pour que le service fonctionne dans les meilleures conditions de confort et de sécurité pour tous.

Elle est garante du projet d'établissement et du règlement de fonctionnement ainsi que du bien-être, de la sécurité physique, psychologique et affective de l'enfant. Elle veille à la qualité d'accueil de l'enfant et de sa famille.

Elle met en place les mesures propres à garantir la santé de l'enfant.

Elle assure la gestion de l'établissement dans les missions déléguées suivantes :

- organisation du travail du personnel (plannings, gestion des congés, etc.). En tant que directrice hiérarchique, elle assure leur encadrement et veille à leur accès à la formation continue et professionnelle ;
- gestion des dossiers et des effectifs des enfants accueillis ;
- gestion des approvisionnements nécessaires au fonctionnement de l'établissement.

Elle assure le relais auprès de la coordinatrice petite enfance opérationnelle, de la municipalité et des services extérieurs.
La directrice, en collaboration avec le médecin et la psychologue, assure une mission d'accompagnement des familles. Ils veillent ensemble au bon développement des enfants et à leur adaptation à la structure.
Elle reste à disposition des familles, notamment en termes de conseil ou pour toute interrogation.

Elle effectue avec l'éducatrice de jeunes enfants des visites régulières au domicile de l'assistante maternelle. Elle lui apporte toute l'aide et toutes les indications nécessaires pour les soins à donner. Elle veille au respect des règles d'hygiène, d'alimentation et de sécurité. Un véhicule de service est mis à sa disposition.

II). Modalités permettant d'assurer la continuité de la fonction de direction

Pour l'accueil collectif et familial, en cas d'absence de la directrice, la continuité de la fonction de direction est assurée par l'adjointe du collectif ou du familial, éducatrice de jeunes enfants, ou par la directrice d'établissement de permanence.

Pour l'accueil collectif : pour toute demande urgente et en l'absence physique d'une de ces personnes, un agent diplômé (auxiliaire de puériculture ou éducatrice de jeunes enfants) assurera la continuité de direction en mettant en application le protocole établi. Ce protocole prévoit les situations en lien avec l'accueil des enfants et des familles (modification de l'heure de départ ou d'arrivée), la gestion des urgences matérielles et l'appel de l'astreinte technique (par exemple : fenêtre ou porte bloquée) ou médicales (gestion d'une hyperthermie, d'une éviction selon les protocoles établis par le médecin de la structure) ainsi l'organisation des plannings en cas d'absence de personnel. Toutefois cet agent pourra à tout moment joindre par téléphone la directrice de permanence pour valider les procédures.

Pour l'accueil familial : l'assistante maternelle se réfèrera à la puéricultrice de permanence pour la gestion des urgences médicales des enfants accueillis (maladie, hyperthermie…). L'éducatrice de jeunes enfants du collectif ou du familial ou à défaut la puéricultrice de permanence gérera les urgences matérielles (casse et besoin de remplacement d'un transat, par exemple) ou les besoins d'accueil spécifiques (modification de l'heure d'arrivée ou de départ). A tout moment, la puéricultrice de permanence est joignable.

III). Modalités d'admission

A). Commission d'admission

La centralisation des demandes d'accueil est réalisée au niveau de la coordination petite enfance.
La Commission d'admission est composée de l'adjoint au Maire et du conseiller municipal délégué à la petite enfance, du directeur de l'action éducative, de la coordinatrice petite enfance , des directrices d'établissements d'accueil et de l'animatrice du relais assistantes maternelles.

Pour les accueils prévus à la rentrée de septembre, la Commission se réunit durant le premier semestre et traite les demandes d'accueil régulier. Dans la mesure du possible, le choix des

familles sera respecté. Cependant, en fonction des places disponibles, il pourra être proposé une place dans une autre structure d'accueil.
Après la réunion de la Commission, un courrier est envoyé aux familles afin de les informer de la décision prise. Les familles devront accepter ou décliner, sous 10 jours à partir de la réception du courrier, la proposition de réservation de place.
Pour toutes les demandes en cours d'année et les demandes d'accueil ponctuel, les dossiers sont examinés régulièrement par la coordinatrice et les directrices de structures. Les places sont attribuées en fonction des disponibilités et après avis de la Commission. Un courrier informant les familles du traitement de leur demande (réponse positive ou négative) leur sera envoyé deux mois avant la date de prise en charge souhaitée.

Dans tous les cas, si la demande d'accueil des familles évolue, elles devront formuler de nouveau leur besoin auprès du secrétariat du Service petite enfance afin que leur dossier soit réexaminé.

B). Possibilités d'accueil

L'établissement est un multi-accueil et propose :

45 places à majorité d'accueil régulier dont 6 places d'accueil occasionnel.
Soit 30 places en accueil collectif
et 15 places en accueil familial.

1). Accueil régulier

Pour l'accueil collectif et familial, l'accueil régulier correspond à des besoins récurrents définis à l'avance. L'enfant est connu de la structure, il est inscrit et a fait l'adaptation. Les temps d'accueil pourront être organisés pour du temps plein ou du temps partiel (en demi-journées, deux jours ou trois jours par semaine par exemple).

2). Accueil occasionnel

Pour l'accueil collectif et familial, l'accueil occasionnel correspond à un besoin défini à l'avance mais non récurrent ou ponctuel. L'enfant est connu de la structure ; il est inscrit et a fait l'adaptation.
La famille réserve :

- **pour un besoin non récurrent** (ni les mêmes jours, ni les mêmes heures), d'une semaine sur l'autre,
- **pour un besoin ponctuel** (mêmes jours et mêmes heures sur une période limitée à trois mois renouvelable une fois) auprès de la directrice de l'établissement.

Les accueils peuvent être contractualisés qu'ils soient réguliers ou occasionnels.

3). Accueil d'urgence

Pour l'accueil collectif et familial, l'accueil d'urgence correspond à un besoin exceptionnel et qui ne peut pas être anticipé. L'enfant sera accueilli après son inscription, avec ou sans période d'adaptation en fonction du degré d'urgence du besoin. Les temps d'accueil seront définis avec la directrice de l'établissement pour une durée déterminée en fonction des disponibilités pour permettre à la famille de s'organiser ou de trouver une solution pérenne.

C). Constitution du dossier administratif

Lors du rendez-vous avec la directrice ou son adjointe pour la constitution du dossier administratif, la famille devra fournir les pièces suivantes :

Documents administratifs :

- Photocopie du livret de famille,
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois,
- Pour les non allocataires de la CAF ou si refus de consultation CDAP : avis imposition N-1 sur revenus N-2,
- Régime d'appartenance CAF avec numéro d'allocataire ou MSA avec numéro de Sécurité sociale,
- Attestation d'assurance de responsabilité civile
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) et la copie de la carte nationale d'identité du détenteur du RIB, pour la mise en place du prélèvement automatique.

Documents relatifs à la santé de l'enfant :

- Certificat médical attestant que l'état de santé de l'enfant est compatible avec l'accueil en collectivité pour les enfants de plus de 4 mois,
- Certification de vaccination ou photocopies des pages de vaccination du carnet de santé,
- Ordonnance d'administration des antipyrétiques en cas de fièvre, du médecin traitant.

Lors de l'inscription, les pièces suivantes seront signées par les parents :

- attestation d'adhésion au règlement de fonctionnement ;
- règlement de fonctionnement ;
- autorisation de transport et de sorties ;
- autorisation de photographier ou de filmer ;
- autorisation sanitaire et médicale ;
- autorisation de consultation des données de ressources des familles sur les sites internet CAF et MSA ;
- autorisation de conservation et de l'archivage des données tarifaires des familles ;
- règlement financier valant contrat de prélèvement relatif au paiement des prestations de frais de garde ;
- consentement pour recevoir les courriers et factures par courriel ;
- liste des personnes majeures autorisées à venir chercher l'enfant ;
- contrat d'accueil.

Un exemplaire du règlement de fonctionnement et du projet d'établissement est remis aux parents.

Il est important que les parents veillent à ce que l'établissement dispose de leurs coordonnées téléphoniques exactes (domicile, portable et lieu de travail).

D). Contrat d'accueil (accueils réguliers)

1). Définition

Pour l'accueil collectif et familial, un premier contrat sera établi avec la famille pour la période d'adaptation. Il devra être signé par les parties. Il précise la durée de l'adaptation. Sur cette période, les réservations se feront à l'heure.

Un second contrat, dit contrat d'accueil est établi entre la famille et le lieu d'accueil. Il précise l'amplitude journalière, les jours de présence de l'enfant par semaine. Il devra être dûment signé par toutes les parties.

Ce contrat repose sur le principe de la place réservée. Il est établi pour l'année scolaire en cours (du 1er septembre au 31 décembre et du 1er janvier au 31 août (révision tarifaire annuelle au 1er janvier). Il sera renouvelé par tacite reconduction. Il est signé par les parents qui s'engagent à le respecter tout au long de sa durée. Dans le cas contraire, et après rencontre de la famille avec la directrice, le gestionnaire adressera une lettre de rappel à la famille. Il se réservera le droit de mettre fin au contrat si les horaires ne sont toujours pas respectés.

Des contrats d'une autre durée, mais dont celle-ci restera inférieure à douze mois, pourront être contractés en fonction des situations familiales.

2). Révision

Le contrat d'accueil peut être révisé à la demande des familles et/ou du gestionnaire, sous réserve que ces changements soient initiés pour les motifs suivants :

- à l'initiative de la famille : changements importants, qu'ils soient familiaux ou économiques, modification, augmentation ou diminution des horaires ;
- à l'initiative du gestionnaire : arrivées ou départs au-delà de l'amplitude horaire déterminée dans le cadre du contrat d'accueil, non-respect du règlement de fonctionnement, évolution de la situation familiale, modification, augmentation ou diminution des horaires.

Le préavis pour changer le contrat est de UN mois et commence au 1er du mois suivant l'échéance du préavis.

Les modifications pour une augmentation du temps d'accueil seront prises en compte en fonction des places disponibles dans l'établissement.

Ces modifications au contrat ne pourront excéder le nombre de trois sur la durée d'un contrat de six à douze mois, et d'une pour des contrats inférieurs à six mois et feront l'objet d'avenant au contrat.

3). Préavis de départ en cas de rupture de contrat

A l'initiative de la famille :
Le départ définitif de l'enfant doit être signalé au moins **deux mois** à l'avance, par écrit auprès de la directrice. En cas de départ non signalé dans les délais prévus, les parents seront tenus au paiement de deux mois de préavis établi sur les réservations du contrat d'accueil.

A l'initiative du gestionnaire :

En cas d'absence supérieure à deux semaines, sans nouvelle de la famille, un courrier leur est adressé. En l'absence de réponse dans le délai indiqué dans le courrier, la place est considérée comme vacante et entraîne de fait une rupture de contrat.

Les familles qui s'engagent sur un contrat d'accueil se doivent d'effectuer les heures réservées. En cas de variations importantes entre les heures réservées et les heures effectuées, le gestionnaire peut remettre en question l'accueil de l'enfant et effectuer une rupture du contrat.

4). Les absences prévisibles de l'enfant

Les dates d'absence des enfants devront être confirmées par écrit (soit par mail, soit en utilisant l'imprimé prévu à cet effet) **UN mois à l'avance,** ainsi la place libérée pourra être proposée

pour l'accueil d'un autre enfant et permettra d'optimiser le service. Ces congés seront pris en compte de date à date.

Nota bene :
Pour les mois de **juillet et août**, les souhaits seront transmis **avant le 30 avril**.
Passé ces délais, les demandes d'accueil pour ces périodes seront acceptées en fonction des places disponibles. La décision sera prise par M. le Maire.

5). Les absences non prévisibles

Ouvriront droit à déduction les journées liées à :

- la maladie de l'enfant sur présentation d'un certificat médical à partir du 2ème jour consécutif ;
- l'hospitalisation de l'enfant sur présentation d'un bulletin d'hospitalisation ;
- l'éviction de l'enfant qu'elle soit prononcée par le médecin traitant ou le médecin de l'établissement.

E). Accueils occasionnels

Pour l'accueil collectif et familial, l'enfant peut être accueilli de façon occasionnelle, la famille prend alors rendez-vous auprès de la directrice, soit directement à l'accueil du Service petite enfance, soit par téléphone au 05.57.75.20.55.

Deux possibilités de réservation sont au choix (accueil collectif uniquement) :

- Des réservations d'une semaine sur l'autre en fonction des places disponibles. Les places ne seront pas acquises au-delà ;
- Des réservations de « dernière minute » de créneaux disponibles dans la semaine en cours. Les parents devront effectuer cette demande au préalable.

En cas de fortes demandes en accueil occasionnel :
Une liste d'attente sera établie et les familles seront prévenues des désistements au fur et à mesure.
L'accueil pourra être limité, en particulier en matinée, pour permettre de satisfaire le plus grand nombre de familles.

IV). Horaires et conditions d'arrivée et de départ des enfants

L'accueil collectif est ouvert de **8h à 18h30**
L'accueil familial de **7h à 19h**
Du lundi au vendredi, hors jours fériés légaux.

L'établissement est fermé, pour les différents ponts autorisés par l'autorité territoriale, pour la journée pédagogique du personnel et le lundi de Pentecôte.

L'établissement est également fermé deux semaines au moment des fêtes de fin d'année. Les dates seront précisées aux familles lors de la rédaction du contrat d'accueil ou par courrier.

Type d'accueil	Nombre de places et horaires d'accueil du lundi au vendredi (hors mois d'août)

Multi Accueil Collectif et Familial						
Accueil Collectif (30 places)	8h/8h30	8h30/9h	9h/17h	17h/17h30	17h30/18h	18h/18h30
	8	15	30	15	12	7
Accueil Familial (15 places)	7h/7h30	7h30/8h30	8h30/17h30	17h30/18h30	18h30/19h	
	5	7	15	7	4	
Mois d'août (4 semaines)						
Accueil Familial (7 places)	7h/8h	8h/18h30	18h30/19h			
	5	7	4			

Le Multi-accueil Alexis Fleury est fermé quatre semaines en août. Un regroupement des enfants des deux Multi-accueils est organisé en présence des professionnelles référentes dans les locaux du Multi-accueil Collectif et Familial de 8h à 18h30.

Au-delà de l'heure de fermeture de l'établissement, si un enfant est toujours présent et si ses parents ou les personnes autorisées par ceux-ci n'ont pas pu être joints, la directrice informe le commissariat de police et/ou le Procureur de la République afin d'envisager la conduite à tenir.

Les enfants ne pourront être remis qu'à leurs parents ou à un tiers majeur muni d'une pièce d'identité et autorisé préalablement par les parents.

Les parents auront pris soin de signaler à l'équipe et / ou à l'assistante maternelle, le jour même, qui viendra chercher l'enfant.

Gestion des temps de présence des enfants :

Accueil collectif :

Chaque famille dispose d'un code qu'elle devra saisir obligatoirement sur la tablette tactile située dans le hall d'accueil de l'établissement, à l'arrivée (avant l'accueil dans la section) et au départ de l'enfant (transmissions faites).

Accueil familial :

Les horaires d'accueil correspondent au temps où l'enfant est pris en charge par l'assistante maternelle et est placé sous sa responsabilité. Ces horaires sont mentionnés sur le contrat d'accueil.
Les parents doivent signer la fiche hebdomadaire de présence de l'enfant au domicile de l'assistante maternelle.

L'heure notée sur la feuille correspond à l'heure d'arrivée de l'enfant chez son assistante maternelle ; l'heure de départ notée correspond à l'heure à laquelle les parents et l'enfant quittent le domicile de celle-ci ; transmissions faites.

Afin que l'accueil se déroule dans les meilleures conditions possibles,

- Les parents doivent respecter les horaires ; ils doivent avertir ~~(~~l'assistante maternelle~~)~~ et/ou le service en cas d'arrivée en retard ou d'absence de leur enfant dès le début de la matinée pour faciliter l'organisation de la journée.
- Sauf cas exceptionnel validé par la directrice du multi accueil, les enfants de l'accueil collectif devront arriver le matin, avant 9h30.
- Pour les arrivées ou les départs en cours de journée, afin éviter des interruptions trop fréquentes ou inadaptées, les horaires seront définis en dehors des temps de repas

et de sieste des enfants. Cependant pour les nourrissons, cette règle pourra être adaptée en fonction de leur rythme .

- Pour la bonne organisation du service, et dans l'intérêt de l'enfant, il est demandé aux familles dans la mesure du possible, de faire coïncider les congés de leur enfant avec les périodes de fermetures de l'établissement ou les congés des assistantes maternelles.
- En cas d'absence de l'assistante maternelle de l'enfant (congés, maladie), le service proposera, aux parents qui en font la demande, une place chez une autre assistante maternelle ou dans la structure d'accueil collectif.

A). Admission de l'enfant

Un entretien entre les parents et la directrice est un préalable nécessaire à l'admission en structure d'accueil familial ou collectif. Lors de cet entretien, un exemplaire du règlement de fonctionnement et du projet d'établissement sera remis aux parents et les modalités d'adaptation seront définies.

1). L'adaptation

L'adaptation est un temps indispensable à la bonne intégration de l'enfant dans l'établissement. Cette période est nécessaire et doit être respectée. Elle s'effectue avec l'enfant, sa mère et/ou son père, et l'un des membres du personnel représentant son référent. Il s'agit d'une période privilégiée, permettant d'établir les premiers liens et d'instaurer une relation de confiance. L'adaptation permet une transition entre le milieu familial et la collectivité. Elle permet à la famille d'échanger avec les professionnels autour de l'enfant et de ses habitudes de vie. L'équipe s'efforcera de respecter au sein de la collectivité ce rythme de vie propre à chaque enfant.

Accueil familial : Avant l'accueil de l'enfant, un rendez-vous « premier contact » est effectué au domicile de l'assistante maternelle en présence des parents, de l'enfant et de la responsable de la structure ou de son adjointe. La période de préparation à la séparation pourra ensuite commencer et tiendra compte des contraintes au domicile de l'assitante maternelle (nombre d'enfants accueillis, horaires compatibles avec l'oganisation de la journée…).

La période d'adaptation de l'enfant ne commencera qu'une fois le dossier dûment complété et remis à la directrice. La facturation débutera dès la première heure complète réalisée par l'enfant en l'absence de son parent, au réel de la présence.
Après une absence prolongée, une reprise progressive sera proposée.

2). La visite médicale d'admission

Un médecin référent intervient sur le Multi-accueil collectif et familial (cf. « Modalités du concours du médecin). Avant d'être accueilli au multi accueil, l'enfant de **moins de quatre mois** et l'enfant porteur de **handicap** ou de **maladie chronique** quel que soit son âge doit être présenté au médecin de l'établissement pour une visite médicale d'admission. Le rendez-vous sera fixé par la directrice. Le médecin pourra revoir l'enfant à la demande des parents ou de la directrice (avec l'accord des parents).

Pour les enfants de **plus de quatre mois** en accueil régulier ou occasionnel : un certificat médical d'aptitude à la vie en collectivité est exigé (rédigé par le médecin traitant).

Tous les enfants sont soumis aux vaccinations obligatoires prévues par le décret 2018-42 du 25 janvier 2018. Si l'enfant n'est pas à jour de ses vaccinations obligatoires seule une admission provisoire sera possible. Les parents ont alors un délai de 3 mois pour régulariser la situation en fonction du calendrier vaccinal. Si

les vaccinations ne sont pas pratiquées dans ce délai, l'enfant ne pourra pas être maintenu en collectivité.

B). Vie de l'enfant dans la structure

1).Consignes d'hygiène et de sécurité :

L'enfant est confié, chaque matin, toilette faite et habillé pour la journée.

Le port de bijoux et accessoires est strictement interdit (collier, chaîne, gourmette, boucles d'oreilles, barrettes, etc.) par mesure de sécurité pour l'enfant et son entourage.

Afin de prévenir tout risque de sortie intempestive des enfants, il est demandé aux familles de fermer soigneusement les portes et portails (jardins, entrées, salles…).

Pour des raisons de propreté des locaux, des surchaussures sont à la disposition des parents.

Les parents doivent veiller personnellement à ce que les frères et sœurs respectent les règles de vie de la structure et du domicile de l'assistante maternelle.

Au domicile de l'assistante maternelle, le parent accompagne l'enfant jusqu'au lieu de vie de celui-ci. Il respecte les espaces privés et n'a pas accès à tous les espaces du domicile.

2). Alimentation

L'enfant devra arriver le petit déjeuner pris.

Les laits 1er et 2ème âge, les biberons et tétines et les aliments de régime seront fournis par les parents en conditionnement d'origine.

Les repas (midi, goûter) sont fournis par l'établissement (en accueil collectif) ou préparés par l'assistante maternelle (en accueil familial) et élaborés dans le respect des normes de l'équilibre alimentaire selon l'âge des enfants.

3). Vestiaire et changes

Les familles devront fournir un sac contenant une tenue de rechange, des chaussons, chapeau, casquette marqués au nom de l'enfant et renouvelés en fonction des saisons et de la taille de l'enfant.

Les produits d'hygiène (pommades pour le change, sérum physiologique) sont fournis par les parents.

Les couches sont fournies par l'établissement, toutefois la marque retenue ne convenait pas, les parents devront les fournir, sans déduction de la tarification.

4). Les spécificités de l'accueil familial

Le matériel : lit, literie, chaise, parc, siège auto, etc. sont fournis par le service.

Les animaux domestiques au domicile de l'assistante maternelle : Par mesure d'hygiène et de sécurité pour les enfants accueillis, les animaux domestiques ne doivent pas être dans les espaces de vie réservés aux enfants.

Les sorties : L'assistante maternelle doit proposer régulièrement des sorties aux enfants qui lui sont confiés, au meilleur moment de la journée. L'accès à la plage reste possible en dehors des périodes de forte chaleur. Ces sorties se font en assurant une surveillance active des enfants par l'assistante maternelle après autorisation écrite des parents. Cependant, les baignades en eau calme (hors océan) ne pourront avoir lieu que si un seul enfant est présent avec l'assistante

maternelle, avec l'accord écrit des parents et dans le respect des consignes fixées par la responsable.

Le transport des enfants dans le véhicule des assistantes maternelles est limité aux villes limitrophes et est autorisé sous plusieurs conditions :

- transport de l'enfant uniquement dans un siège auto homologué ;
- attestation d'assurance du véhicule ;
- autorisation écrite des parents de l'enfant accueilli.

La puéricultrice ou l'éducatrice de jeunes enfants peuvent transporter dans le véhicule de service, les enfants et l'assistante maternelle.

V). Participation financière des familles

L'organisme gestionnaire est la Mairie de la Teste de Buch.

Toute heure consommée est dûe. Ainsi, au-delà du contrat ou des heures réservées, toute demi heure est dûe. Les heures concernant plus particulièrement l'adaptation sont facturées à partir du moment où l'enfant n'est plus accompagné par un membre de sa famille.

A). Calcul de la participation

Les parents sont tenus au paiement d'une participation horaire, par référence au barème national et aux modalités de calculs élaborés par la CNAF. Le barème CNAF est obligatoire. En contrepartie, la CAF verse une aide importante au gestionnaire, permettant de réduire significativement la participation des familles.

La participation financière varie en fonction des ressources de l'année N-2 (exemple en 2021 revenus 2019) et de la composition familiale. Elle correspond à un taux d'effort modulable en fonction du nombre d'enfants à charge de la famille, dans les limites annuelles d'un plancher et d'un plafond définis par la CNAF (cf. annexe 1).

Le taux de participation familiale demandé aux parents est calculé sur une base horaire.

Taux de participation familiale par heure en accueil collectif (selon la circulaire CNAF 2019-005)

Nombre d'enfants	Du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	Du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022
1 enfant	0,0615 %	0,0619 %
2 enfants	0,0512 %	0,0516 %
3 enfants	0,0410 %	0,0413 %
4 enfants	0,0307 %	0,0310 %
5 enfants	0,0307 %	0,0310 %
6 enfants	0,0307 %	0,0310 %
7 enfants	0,0307 %	0,0310 %
8 enfants	0,0205 %	0,0206 %

9 enfants	**0,0205 %**	**0,0206 %**
10 enfants	**0,0205 %**	**0,0206 %**

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap (bénéficiaire de l'AEEH) à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le taux de participation familiale immédiatement inférieur. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants à charge et en situation de handicap dans le foyer.

Pour les accueils d'urgence, dans le cas où les ressources de la famille ne peuvent être établies, le tarif horaire sera retenu sur la base d'un tarif fixe. Celui-ci sera défini annuellement par le municipal et correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente (voir annexe II).

Pour un enfant en **résidence alternée**, un contrat d'accueil est établi pour chacun des parents. Les modalités de calcul sont identiques qu'il y ait ou non partage des allocations familiales. La charge en résidence alternée est prise en compte par les deux ménages. En cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont pris en compte.

Dans tous les autres cas, si les familles ne sont pas ressortissantes d'un régime social reconnu en France ou si les ressources de la famille ne sont pas connues, la facturation est établie sur la base du **tarif plancher**.

1). Pour les allocataires CAF

La CAF de la Gironde met à la disposition des gestionnaires un service internet (CDAP), à caractère professionnel, qui leur permet de consulter directement les éléments du dossier d'allocations familiales de la famille, nécessaires à l'exercice de leur mission (ressources et nombre d'enfants à charge).

Conformément à la loi du 6 Janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parents peuvent s'opposer à la consultation de ces informations en contactant le gestionnaire ou son représentant. Dans ce cas, il leur appartient de fournir les informations nécessaires au traitement du dossier.

En cas de modification dans les revenus ou dans la composition de la famille, il appartiendra aux parents de prendre contact avec leur CAF.

2). Pour les régimes particuliers (MSA)

Les ressources à retenir pour le calcul de la participation familiale sont les ressources figurant sur l'avis d'imposition ou de non-imposition avant abattement.

Seules peuvent être déduites les pensions alimentaires versées et déclarées et les déficits de l'année de référence (employeurs ou travailleurs indépendants).

Les ressources déclarées dans le cadre des micro-bic, micro-BNC, micro-fonciers doivent être prises en compte après l'abattement forfaitaire qui s'applique à chacune de ces catégories.

Les déficits fonciers peuvent être déduits.

Les frais de garde ne sont pas déduits.

NB : en cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, la tarification qui sera appliquée est le tarif plancher de l'année encours, pour un enfant.

Si la famille ne souhaite pas fournir les justificatifs de ressources, le gestionnaire applique à ces familles le montant « plafond » de ressources instauré dans l'équipement où l'enfant est accueilli.

B). La réservation de place

Elle implique :

- le paiement de la place réservée quelle que soit la durée mais définie à l'avance ;
- le respect du contrat pour la période prévisible de fréquentation dans la structure ;
- la facturation de toute réservation annulée non justifiée et de chaque dépassement d'horaire : toute demi-heure commencée est entièrement dûe.
- la facturation de toute réservation supplémentaire au contrat ;
- la facturation du temps d'adaptation à partir de la première heure effectuée sans le parent.
- la facturation des jours de congés pris en-dehors de ceux prévus initialement dans le contrat ;
- la facturation des jours d'absences si le délai de communication d'un mois n'a pas été respecté.

C). Déductions règlementaires

Elles sont limitées à :

- la maladie de l'enfant sur présentation d'un certificat médical à partir du 2ème jour consécutif ;
- l'hospitalisation de l'enfant sur présentation d'un bulletin d'hospitalisation ;
- la fermeture de la structure ;
- l'éviction de l'enfant prononcée par le médecin de l'établissement ;
- aux jours de congé s'ils ont bien été transmis avec un préavis d'un mois minimum.

***Cas des accueils occasionnels* non contractualisés**

Toute absence doit être signalée au moins 48 heures à l'avance auprès de la directrice de la structure. Dans le cas contraire, elle sera facturée.

Dans tous les cas, toute absence de l'enfant, même brève devra être signalée.

D). Mode de paiement

1). Edition des factures

Les factures des sommes à payer sont éditées à mois échu et transmises aux familles entre le 1er et le 5 du mois. Elles sont remises en mains propres ou adressées par mail. Elles devront être réglées directement à l'accueil du Service petite enfance dans un délai de quinze jours (soit au plus tard le 15 du mois).

En cas de litige sur les sommes à payer, les parents doivent s'adresser à la directrice du multi-accueil.

2). Chèques, chèques emploi service universel (CESU) et espèce

Les familles peuvent régler :

Par chèques libellés à l'ordre de la « régie de recettes petite enfance »,

En CESU

En espèces, l'appoint devra être fait.

3). Prélèvement automatique

Les familles qui le souhaitent peuvent opter pour le prélèvement automatique des sommes dûes. Le prélèvement sur le compte bancaire du débiteur aura lieu le 15 de chaque mois. En cas de deux rejets successifs par la banque, la famille sera reçue par la directrice afin de définir le moyen de paiement le plus adapté.

4). Les défauts de paiement

A compter du 15 du mois, en cas de non-paiement une relance téléphonique sera réalisée par la directrice de l'établissement. Un nouveau délai de cinq jours sera donné aux familles (soit au plus tard le 20 du mois).

Au 20 du mois, si les parents n'ont toujours pas réglé leur facture, le Trésor Public sera chargé du recouvrement et le régisseur du Service petite enfance fera émettre un titre de recette. Les parents devront alors régler directement au Centre des Finances Publiques, 40 rue Lucien Pinneberg – 33120 ARCACHON ou par le biais du titre TIPI de la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

VI). Modalités du concours des intervenants

A). La psychologue

Son rôle :

La psychologue gère tout ce qui touche à l'humain et au bien-être des individus, petits et grands, du lieu d'accueil. Son champ d'action est multiple : observation, rencontre, accompagnement, soutien, réflexion, sensibilisation, orientation, conseils, repérage.

Son rôle est triple : veiller à l'épanouissement et au bon développement des enfants accueillis, accompagner les professionnels dans leur pratique quotidienne et soutenir les familles dans leur parentalité.

Elle travaille en lien avec le médecin attaché à l'établissement, avec les services de Protection Maternelle et Infantile et avec les professionnels de santé qui peuvent assurer la prise en charge des enfants à l'extérieur.

Son rôle auprès des parents :

Elle assure un rôle de prévention, de soutien et d'accompagnement auprès des familles. Il arrive que la psychologue rencontre les parents. Cet entretien, de nature confidentielle, peut avoir lieu à l'initiative des parents eux-mêmes qui se questionnent au sujet du comportement de leur enfant à la crèche ou à la maison, de son développement ou encore de son éducation. A l'inverse, ce peut être la psychologue qui, préoccupée par le développement d'un enfant ou par son comportement, suite à ses nombreux échanges avec l'équipe et la direction, demande à rencontrer des parents.

Son rôle auprès des équipes :

Elle assure un rôle de régulation auprès de l'équipe. Elle aide à la réflexion et au suivi des différents projets. C'est avec bienveillance et neutralité qu'elle écoute attentivement les problématiques des professionnelles et qu'elle tente de les accompagner dans l'exercice de leurs fonctions, sur la base de ses connaissances sur la psychologie de l'enfant et de l'adulte.

Elle permet de dynamiser les réflexions des équipes et les encourage à retrouver une certaine distance vis-à-vis des problématiques qui l'animent. Au cours de son investigation, la psychologue va soulever de nouvelles pistes de réflexion et d'analyse. Les regards de la psychologue et des autres professionnels sont donc complémentaires.

B). Autres intervenants

Dans le domaine éducatif et culturel, psychomotriciens, musiciens, bibliothécaires, danseurs etc… peuvent intervenir auprès des enfants. Leurs interventions font l'objet de projets rédigés par les équipes d'éducateurs de jeunes enfants en concertation avec les infirmières puéricultrices en regard des objectifs pédagogiques des structures petite enfance.

VII). Modalités du concours du médecin et de délivrance des soins

A). Le médecin

Il assure les actions d'éducation, de formation et de promotion de la santé auprès du personnel. Il veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse, d'épidémie ou d'autres situations dangereuses pour la santé. Le médecin organise les conditions de recours aux services d'aide médicale d'urgence, les familles ayant au préalable signé une autorisation de premiers soins d'urgence. Il établit des protocoles mis en œuvre par l'infirmière puéricultrice en cas d'urgence ou de fièvre mais ne prescrit pas de traitement. Il prononce l'admission de l'enfant après la visite médicale éventuelle . Il a un rôle de conseil auprès des parents. Il a un rôle préventif auprès des enfants accueillis, veille à leur adaptation et à leur bon développement, en liaison avec le médecin traitant et le médecin de Protection Maternelle et Infantile (PMI).

B). Administration des médicaments

Les assistantes petite enfance et les assistantes maternelles n'administrent aucun médicament à l'exception du traitement antipyrétique ou si les modalités d'un projet d'accueil individualisé (PAI) le prévoient.

Les prises de médicaments doivent être réalisées par les parents le matin et le soir.
L'administration de médicaments, en journée, doit rester tout à fait exceptionnelle et conditionner par la fourniture, à la puéricultrice, d'une ordonnance détaillée, datée et signée par un médecin. L'établissement se réserve le droit de refuser l'administration de médicaments, en journée, sur avis du médecin de la structure.
C'est la puéricultrice qui assurera la prise médicamenteuse et qui désignera, si besoin, le personnel habilité à les administrer. Les parents signeront une autorisation en ce sens.
Il est demandé aux parents de bien préciser à la directrice ou à la professionnelle qui les accueille si l'enfant a pris des médicaments dans la nuit ou avant son arrivée à la crèche et de préciser l'heure d'administration.

C). En cas de maladie aigüe

Des protocoles d'application de soins spécifiques sont établis par le médecin référent en collaboration avec la directrice. Le personnel s'y réfère en cas de nécessité.

Lorsqu'un enfant présente des symptômes inhabituels à l'arrivée ou dans la journée, il appartient à la directrice ou à la personne chargée de la continuité de direction d'apprécier s'il peut être gardé ou non dans le service.
Les parents sont prévenus et selon l'état de santé, il peut leur être demandé de venir chercher l'enfant.

En cas de fièvre : après accord de la puéricultrice de permanence et après en avoir avisé les parents, tout professionnel est habilité à administrer un antipyrétique dans le cadre d'un protocole établi par le médecin attaché à l'établissement.

Maladies infectieuses : Certaines maladies nécessitent l'éviction de l'enfant après avis du médecin de l'établissement. La durée de l'éviction est variable d'un enfant à un autre en fonction de l'évolution de la maladie. Les parents sont informés de toute maladie contagieuse survenue dans l'établissement.

D). Le projet d'accueil individualisé (PAI)

L'élaboration d'un PAI doit permettre l'accueil d'un enfant ayant un trouble de santé, du développement ou porteur de handicap, tout en lui garantissant la prise en compte de ses besoins spécifiques. Ce projet élaboré à l'arrivée de l'enfant ou au cours de l'accueil définit l'implication des différents intervenants. Il veillera ainsi à la continuité et à la cohérence des soins pour l'enfant et sa famille.
Il précise :

- les modalités spécifiques de l'accueil (aménagement de l'espace, rythme d'accueil, organisation des temps d'accueil en lien avec sa pathologie…)
- les traitements et soins éventuels (administration de médicaments, intervenants extérieurs…)
- les conduites à tenir en cas d'urgence.

Le PAI est réactualisé régulièrement, selon l'évolution de l'enfant et/ou de sa maladie.

1). Pour les enfants atteints de maladie chronique :

Le projet d'accueil individualisé sera alors rédigé lors d'une réunion à la demande des parents, avec le médecin de l'établissement et en lien avec le médecin traitant. Ce document désigne nommément toutes les personnes assurant les soins quotidiens et d'urgence. Il devra être signé par les parents, le médecin de l'établissement, la directrice et les personnes désignées pour les soins.

L'infirmière puéricultrice exerce une attention particulière à l'enfant accueilli pour repérer ses difficultés éventuelles. Elle est chargée de la formation du personnel pour la mise en œuvre du protocole défini.

2). Pour les enfants présentant un trouble du développement ou un handicap

En cas de difficultés repérées du développement de l'enfant et afin de favoriser la meilleure prise en charge possible de l'enfant ainsi que son épanouissement et son bien être au sein de

l'établissement, la directrice de l'établissement pourra établir en concertation avec les parents et le médecin de l'établissement, un projet d'accueil individualisé.

La cellule ressource handicap de la Protection Maternelle et Infantile pourra être sollicitée par l'équipe et/ou les parents afin de faciliter la mise en œuvre du PAI, si nécessaire.

VIII). Modalités d'intervention médicale en cas d'urgence

Le médecin référent de l'établissement a établi des protocoles d'urgence, revus annuellement, avec le concours des puéricultrices du service Petite enfance. Tous les agents du Multi-accueil collectif et familial sont sensibilisés aux gestes de premiers secours, aux consignes d'évacuation et connaissent les protocoles du service qui restent constamment à leur disposition. La puéricultrice responsable de la structure, en concertation avec le médecin référent, enseigne au personnel les attitudes et gestes efficaces en vue de la sécurité de l'enfant.

En accueil collectif et familial, en cas d'accident ou de maladie grave, le personnel sous la responsabilité de la puéricultrice de permanence prendra toutes les mesures nécessaires à la prise en charge de l'enfant (mise en sécurité et appel des secours par exemple) dans le cadre du protocole établi.

En accueil collectif, le second agent prendra en charge le groupe d'enfants restant et appellera les secours, avec le renfort éventuel du secrétariat.

En accueil familial, l'assistante maternelle fera en sorte d'assurer la sécurité des autres enfants confiés (mis en sécurité dans un parc, par exemple) et préviendra les secours en parallèle.

L'enfant pourra être transporté à l'hôpital par le SAMU ou les pompiers.

La directrice ou la personne chargée de la continuité de direction, prévenue dans les meilleurs délais, joindra les parents afin de les informer et sera amenée à se déplacer au plus vite au domicile de l'assistante maternelle ou dans la collectivité.

IX). Modalités d'information et de participation des parents à la vie de la structure

Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants. Les professionnels ne prennent pas leur place et respectent l'éducation qu'ils donnent à leur enfant.

Dès la première rencontre, une visite de l'établissement collectif et familial est proposée aux familles.

En accueil familial, l'assistante maternelle permettra aux parents de visiter les pièces de vie dans lesquelles leur enfant va pouvoir évoluer (séjour, cuisine, lieu de sieste ou de jeux…). Comme il s'agit de son domicile, l'assistante maternelle pourra ensuite refuser, aux parents, l'accès à certains espaces, afin de garantir le respect de sa vie privée.

Le multi-accueil Collectif et Familial est un lieu ouvert où les parents ont accès aux salles de jeux, de toilette ou au jardin.

Au quotidien, les professionnels transmettent aux parents les informations qui permettent à ces derniers de suivre le développement psychomoteur de leur enfant.

Quand une relation de confiance s'est instaurée, les professionnels peuvent les accompagner dans leurs questionnements et les soutenir dans leur exercice parental par l'écoute.

Par ailleurs, un Conseil de crèche est organisé, réunissant parents, personnel, direction et gestionnaire, pour permettre des rencontres et examiner les projets de la structure. Ces temps

de rencontre privilégient l'échange et la convivialité et permettent aux familles de s'impliquer pleinement dans l'accueil de leur enfant.

De plus, des conférences, des réunions-débats, spectacles ou expositions seront proposés aux parents du multi accueil en présence d'autres parents fréquentant le Service Petite enfance.

Des parents, ayant des compétences particulières et souhaitant s'investir, pourront être sollicités dans le cadre de fêtes (peinture, musique, couture) et de sorties.

Le présent règlement a été adopté par le Conseil municipal en séance du…….

Il est approuvé par-Monsieur le Maire

Il est affiché et consultable au secrétariat au Multi-accueil Collectif et Familial.

Il est remis à chaque parent lors de l'inscription de son (ses) enfant(s).

Patrick DAVET

Maire de la Teste de Buch

Annexe 1

Valeurs du plancher et du plafond de revenus mensuels définis par la CNAF

Année 2021

ressources mensuelles plancher : 711,62 €
ressources mensuelles plafond : 5 800,00 €

Annexe 2

Tarif moyen 2020 appliqué en 2021 aux accueils d'urgence dont les ressources des familles ne sont pas connues

1,65 €

Monsieur le Maire :

Merci M Pastoureau, des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme SECQUES **DEL2021-06-277**

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Avenant n° 3

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2016 relative à l'approbation de la Convention Territoriale Globale 2016-2019,

Vu la délibération du conseil municipal du 11 avril 2018 relative au financement des actions (avenant n°1),

Vu la délibération du Conseil Municipal du 21 novembre 2019 relative à la prolongation par avenant n° 2 d'un an de la CTG 2016-2019,

Mes chers collègues,

Considérant que la CTG 2016-2019 prolongée d'une année par avenant en 2020 arrive cette année à son terme,

Considérant qu'une CTG intercommunale sur les thématiques Enfance et Jeunesse a été proposée par la CAF sur le territoire et que la COBAS et que les communes qui la composent ont répondu favorablement à cette proposition,

Considérant qu'un diagnostic commun permettant l'élaboration d'une CTG 2022-2025 est en cours et devra aboutir d'ici la fin de l'année,

Considérant que la CAF propose à la Ville de la Teste de Buch de signer un troisième avenant à l'actuelle CTG pour l'année 2021,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes du présent avenant à la CTG 2016-2019,
- AUTORISER le Maire à signer le présent avenant.

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Avenant n° 3

Note explicative de synthèse

Dès 2010, la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde et la Ville de la Teste de Buch ont contractualisé une Convention Territoriale Globale.

En effet, la territorialisation des politiques familiales et sociales étant un des objectifs prioritaires des Conventions globales d'Objectifs signées entre la CNAF (Caisse Nationale d'Allocations Familiales) et l'Etat, cet objectif fut décliné par le biais des CTG.

La signature de ces conventions, en partenariat avec les CAF locales, a permis aux collectivités de définir un projet global visant à favoriser l'accès aux droits, le développement et l'adaptation des équipements, services et interventions sociales destinés aux familles.

A la Teste de Buch, la CTG 2010/2013 a été prolongée par 2 avenants signés en 2014 et 2015. Puis, après une démarche de renouvellement, elle fut suivie par une CTG 2016/2019 qui a elle aussi été prolongée par un avenant signé en 2020.

La signature de ces avenants a permis de maintenir l'ensemble des financements de la CAF concernant les actions engagées dans les domaines de l'accès aux droits et des actions à l'attention des familles.

Or, en 2020 la CAF a choisi d'élargir le champ d'action et d'intervention des CTG. Ainsi, il a été décidé que les Contrats Enfance Jeunesse (CEJ), devraient désormais intégrer les CTG.

Pour mémoire, les CEJ sont des conventions CAF/Villes qui permettent entre autres aux collectivités de bénéficier de subventions en lien avec les actions et les services qu'elles mettent en place à l'attention des 0/17 ans (crèches, Relais Assistantes Maternelles, Lieux d'Accueil Enfants/Parents, accueils de loisirs, accueils périscolaires) et du personnel rattaché (financement de formations BAFA et BAFD, valorisation financière d'une partie du salaire de l'agent municipal référent CAF)

La CAF a également souhaité que les CTG soient dorénavant signées à l'échelle des intercommunalités. Au niveau local, le choix fait par la COBAS et les communes qui la composent est celui de mutualiser les aspects Enfance et Jeunesse dans une CTG commune.

Ainsi, une démarche de renouvellement a été initiée par la CAF, la COBAS et les 4 villes membres. Cette démarche est actuellement en cours et va déboucher sur un diagnostic territorial Jeunesse qui permettra de dégager des axes de développement préalables à la signature d'une CTG intercommunale sur cette thématique en 2022.

Aussi, pour permettre à cette démarche de renouvellement d'aboutir mais aussi pour maintenir les financements en cours, la CAF propose à la Ville de la Teste de Buch de signer un troisième avenant pour prolonger la CTG actuelle. Cet avenant encadrera la période du 1er janvier au 31 décembre 2021. Il devra ensuite être suivi par une nouvelle CTG qui couvrira la période 2022 à 2025.

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE DE LA TESTE DE BUCH

Avenant de prolongation du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021

Avenant n°3

ENTRE

La Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde
Représentée par la Présidente de son Conseil d'administration,
Madame Françoise CHAZEAU et par sa Directrice Madame Christine MANSIET, dûment autorisées à signer le présent avenant

ET

La commune de La Teste de Buch
Représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET dûment autorisé à signer le présent avenant.

Il est convenu de prolonger d'un an la durée de la convention territoriale signée initialement le 20 juin 2016, modifié par deux avenants et d'en porter ainsi son terme au 31 décembre 2021.

Cette prolongation doit permettre de conduire la démarche d'évaluation de fin de convention et d'organiser un diagnostic de territoire approfondi.

Fait à BORDEAUX,
en trois exemplaires

Le 08/06/2021

Madame Françoise CHAZEAU, Présidente du Conseil d'Administration de la Caf de la Gironde	**Madame Christine MANSIET** Directrice de la Caf de la Gironde
Monsieur Patrick DAVET Maire de la ville de La Teste de Buch	

Monsieur le Maire :

Merci Mme SEQUES, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme GRONDONA **DEL2021-06-278**

PROJET D'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE
CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu le projet de convention de partenariat ci-joint

Mes chers collègues,

Considérant que dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement social, le Département de la Gironde, via la Direction Insertion et inclusion (DIl) soutient les structures de proximité (centres sociaux ou autres dénominations) de Gironde qui développent des projets *d'Animation de la Vie Sociale* agréés par la CAF.

Considérant que le centre social, dorénavant service Vie des Quartiers de la Ville de La Teste de Buch bénéficie d'un agrément depuis le 1er janvier 2006 pour son projet d'Animation de la Vie sociale qui s'appuie sur l'accueil des habitants de tous âges au sein de structures de proximité implantées dans plusieurs quartiers de la commune,

Considérant que le Département a décidé d'accorder à la Commune une subvention de 10 000 € pour contribuer à assurer le pilotage,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat ci-jointe
- AUTORISER le Maire à signer ladite convention.

PILOTAGE DU PROJET ANIMATION DE LA VIE SOCIALE 2021
CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Convention de partenariat avec le département de la Gironde pour le versement d'une subvention de 10 000 euros pour le pilotage du projet « ANIMATION DE LA VIE SOCIALE » 2018/2021, validé par la CAF de la Gironde par un agrément.

L'agrément : la démarche :

Les équipements de proximité (centres sociaux ou autres dénominations), constituent un outil de développement social qui permet à la population, avec l'appui de professionnels et dans une logique de coopération, de trouver des réponses à de multiples questions de la vie quotidienne et à des problématiques territoriales.

La demande de renouvellement de l'agrément d'un centre social (ou autre dénomination) fait l'objet d'une procédure spécifique.
Dans le cadre de ses missions, la Caf soutient ces structures d'animation locale et se doit de veiller à la qualité, l'utilité et la pertinence de leur projet social, projet qu'il appartient à la Caf de valider au regard du diagnostic établi.

C'est ce qui constitue l'objectif du projet quadriennal et de son évaluation.

Le projet quadriennal est une feuille de route qui positionne le centre social dans son environnement, guide son action généraliste et lui permet :

- D'interroger l'environnement social, économique et institutionnel et de repérer les caractéristiques et évolutions d'un territoire,
- D'engager un bilan partagé avec l'ensemble des acteurs concernés,
- De recueillir les observations et attentes des acteurs, de définir les objectifs prioritaires du territoire et de mettre en place un projet social global décliné en plan d'actions en réfléchissant d'emblée à ses modalités d'évaluation.

Le projet quadriennal constitue la feuille de route du centre social. Il légitime les financements institutionnels et positionne la structure dans le tissu partenarial local.

Projet d'Animation de la Vie Sociale de La Teste de Buch

L'Animation de la Vie Sociale dans les quartiers est une volonté politique forte sur le territoire qui s'est traduite par la création de points rencontres dès 1998, structurés en centre social en 2006, après une période de préfiguration.

La 1ère période d'agrément (projet 2006/2009) a permis de structurer un nouveau projet de fonctionnement, d'expérimenter des instances pour la participation des habitants, et de structurer une équipe de professionnels et de bénévoles pour faire fonctionner les trois structures d'accueil situées dans trois quartiers de la commune : Cazaux, Miquelots et Règue Verte.

Le centre social a expérimenté des modes de faire avec et pour le public tout en faisant évoluer ses activités et sa place dans les quartiers dans le cadre des trois derniers projets (2010/2013 – 2014/2017 – 2018/2021).

2021 clôture le projet 2018/2021 et est également une année de demande de renouvellement d'agrément pour le nouveau projet 2022/2025.

Dans ce nouveau projet, le « centre social » change de nom et évolue ; il devient le « service Vie des Quartiers » avec trois structures de proximité existantes (Maisons de quartier Cazaux, Miquelots, Règue Verte) et travaille sur la mise en œuvre de trois nouvelles Maisons de quartier (Centre-ville, Pyla, Brameloup) ; il gère la mission « Démocratie participative » avec les six Conseils de quartiers et le Conseil des Sages.

Il porte le nouveau projet d'Animation de la Vie Sociale 2022/2025, projet qui doit valoriser la prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité, qui doit favoriser l'inclusion sociale et la socialisation des personnes et le développement des liens sociaux et la cohésion sociale sur le territoire,

La délibération a donc pour objet d'autoriser le Maire à signer la convention de partenariat avec le Département.

Direction Générale Adjointe Chargée de la Solidarité
Pôle Solidarité développement Social
Direction Insertion et Inclusion
Missions Territoires et Développement Social

C O N V E N T I O N

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH -
Direction Action Educative, Animation, Vie Sociale et des Sports
CENTRE SOCIAL
ANNÉE 2021

Entre

Le Département de la Gironde, représenté par son Président, Monsieur Jean Luc GLEYZE, Conseiller départemental du canton du Sud Gironde, Hôtel du Département – Esplanade Charles-de-Gaulle – 33074 Bordeaux Cedex, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du **12 avril 2021**

D'une part,

Et

La COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH – Direction Action Educative, Animation, Vie Sociale et des Sports - Hôtel de Ville – Esplanade Edmond Doré – BP 50 105 - 33 164 **LA TESTE DE BUCH** -, représenté par son Maire **Patrick DAVET** autorisé par délibération du conseil municipal du 29 juin 2021 à signer la présente convention

D'autre part,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du **14 décembre 2020** relative à la mise en œuvre de la politique de prévention et lutte contre les vulnérabilités,

PRÉAMBULE

Le Département de la Gironde reconnaît les Centres Sociaux et les Espaces de Vie Sociale comme de véritables leviers « du vivre ensemble » et du « faire ensemble » car ils participent au développement des personnes et des ressources des territoires.

Ces structures contribuent de ce fait aux axes de la politique de développement social, de participation et d'implication des citoyens développés sur l'ensemble du territoire girondin.

Cet engagement s'inscrit dans la politique de développement social actée par délibération du Conseil Départemental chaque année.

Pour ce faire, la présente convention a pour objet de définir les engagements et les obligations respectifs des deux parties.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

1) La commune s'engage à assurer les missions de Centre Social étant définies comme :

- Un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- Un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets.

A ce titre, Il devra **poursuivre 3 finalités de façon concomitante** :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes,
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sociale sur les territoires,
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Son action se fonde sur des valeurs et des principes comme :

- Le respect de la dignité humaine
- La laïcité, la neutralité et la mixité sociale
- La solidarité
- La participation et le partenariat

Le Centre Social devra :

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des usagers-habitants, des familles, des groupes et des associations,

- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés,

- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire,

- Développer la participation et la prise de responsabilité par les usagers et les bénévoles,

- Organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et / ou leurs axes d'intervention prioritaires.

2) La commune à assurer le fonctionnement l'épicerie sociale et solidaire qui mène et anime un ensemble d'actions à but éducatif et social visant à rompre l'isolement des personnes et à créer des échanges interculturels et intergénérationnel.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DE LA SUBVENTION

1) Le Département apportera une subvention de 10 000 € pour contribuer à assurer le pilotage du centre social qui sera versée comme suit :

   - La totalité dès signature de la présente convention,

Toutefois, la commune s'engage à présenter en **octobre 2021** un compte-rendu d'activité de l'année n-1 comportant une évaluation des actions entreprises. Ce document devra **obligatoirement être signé par le Maire de la commune ou son représentant**.

ARTICLE 3 : PARTENARIAT ET COOPERATIONS

Le Département veillera à ce que les actions d'accompagnement social, d'insertion, de citoyenneté et de prévention mises en œuvre par le Centre Social :

- Soient complémentaires à celles menées par les autres structures de proximité et particulièrement les MDSI du Département,

- Puissent s'articuler avec les cadres politiques plus globaux sur les territoires tels que les pactes territoriaux référencés sur les neuf pôles territoriaux de solidarité.

Pour sa part, l'instance délibérative de la commune veillera, chaque fois que nécessaire, à engager une concertation avec tous les partenaires locaux pour l'élaboration du projet social porté par l'équipement.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS FINANCIERES

La commune s'engage à fournir au Département (article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales) :

- Le rapport d'activité de l'année d'attribution de la subvention,

- Une copie des comptes de l'année d'attribution de la subvention (bilan – compte de résultats).

ARTICLE 5 : OBLIGATION GENERALE D'INFORMATION

La commune s'engage à prévenir le Département par lettre recommandée avec accusé de réception de tout événement d'importance, susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de la commune et le principe de l'intervention départementale, tel qu'il est défini dans la présente convention :

- Difficultés financières graves, susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- Cessation d'activité,
- Ouverture d'une procédure collective de licenciement,
- Changement de l'équipe dirigeante.

Elle fera son affaire des divers impôts et taxes dont elle est redevable par le fait de ses activités, sans que le Département puisse avoir à se substituer à elle en cas de défaillance de sa part. Elle s'engage en outre à être en règle avec les services de l'URSSAF et les services fiscaux concernés par son activité.

La commune exerce les actions énumérées à l'article 1 de la présente convention, sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les bénéficiaires d'une aide départementale s'engagent à :

- Apposer le logo du Département sur l'ensemble des outils de communication de la commune (bulletin, newsletter, courriers adhérents, site internet, plaquette…),
- Citer l'implication du Département lors des prises de parole en interne et externe (interview, réunion publique, assemblée générale…),
- Poser une signalétique fournie par le Département dans les locaux de la commune (affiche, stickers…) affichant le soutien départemental,
- Logo à télécharger sur gironde.fr et pour tout contact dgsd-dircom@gironde.fr

ARTICLE 7 : CONTROLE ET EVALUATION

L'évaluation sera effectuée en référence à la présente convention, notamment au regard des objectifs indiqués dans l'article 1er

Un bilan annuel sera demandé mettant en lumière les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'activité de la commune faisant apparaître : les caractéristiques des publics touchés, les modalités de fonctionnement, les partenaires effectifs, le degré d'atteinte des objectifs visés, les difficultés rencontrées et l'évolution envisagée du projet social.

Un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Département, en application de l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que "*toute association, oeuvre ou entreprise ayant reçu une subvention, peut être soumise au contrôle des délégué(e)s de la collectivité qui a accordé la subvention*".

ARTICLE 8 : EFFETS ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année **2021**, soit du 1er janvier au 31 décembre **2021.**

ARTICLE 9 : RESILIATION

a) En cas de non-respect par la commune de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faillite grave de sa part, le Département pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai d'un mois, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

b) En cas de résiliation anticipée en cours d'année, la commune devra reverser au Conseil Départemental le montant des subventions perçues, soit en fonction des objectifs déjà réalisés dans le cadre du projet d'actions de l'année en cours, soit au prorata temporis.

ARTICLE 10 : CONTENTIEUX

En cas de litige, le Tribunal Administratif de Bordeaux est reconnu compétent.

Fait à Bordeaux, le

Monsieur Le Maire de la Commune

Le Président du Conseil Départemental

Monsieur le Maire :

Merci Mme Grondona nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M BOUCHONNET **DEL2021-06-279**

CONVENTION POUR LA LUTTE COLLECTIVE CONTRE LE RAGONDIN, LE RAT MUSQUÉ ET LE RATON LAVEUR INSCRIPTION A LA CAMPAGNE 2021/2022

Vu le Code de l'Environnement, notamment son article R427-6,
Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L 226-1 à L226-9 et L251-3 à L254-2,
Vu le Code de la Santé Publique, notamment son article R 1342-12,
Vu l'arrêté préfectoral n° 2020107101-073 du 10 juillet 2020 portant autorisation de contrôle des populations animales non indigènes pour la campagne cynégétique 2020-2021 dans le département de la gironde,
Vu la convention pour une lutte optimale contre le ragondin, le rat musqué et le raton laveur ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le ragondin, le rat musqué et le raton laveur sont classés « animaux susceptibles d'occasionner des dégâts en Gironde »,
Considérant, d'une part, les maladies transmissibles à l'homme dites zoonoses dont ces trois mammifères sont porteurs,
Considérant que, d'autre part, le creusement de leurs terriers accélère l'érosion des berges ce qui peut entraîner des préjudices importants,
Considérant la forte présence de ragondins, de rats musqués et de ratons laveurs sur notre commune due à un environnement favorable à leur mode de vie. Il devient nécessaire de limiter le développement de la population de ces animaux,
Considérant que l'ADPAG (l'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde) représente les piégeurs agréés du Département auprès des instances administratives et professionnelles.

Considérant que la participation financière de la commune auprès de l'ADPAG, entre le 1er juillet 2021 et le 30 juin 2022, s'établira comme suit :

- 5 € par rat musqué ou ragondin capturé,
- 8 € par raton laveur capturé,

En conséquence, afin de réguler le développement de la population de ces animaux, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec l'ADPAG,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Lutte collective contre le ragondin, le rat musqué et le raton laveur
Inscription à la campagne 2021/2022

Note explicative de synthèse



PRESENTATION DES NUISIBLES :

Le ragondin est un mammifère **originaire d'Amérique du Sud**, introduit en Europe au XIXe siècle pour l'exploitation de sa fourrure. Le rat musqué quant à lui, ses origines sont en Amérique du Nord. Son arrivée et son histoire dans nos régions sont similaires à celles du ragondin. Tous deux sont crépusculaires, voire nocturnes. Le raton laveur est originaire d'Amérique du Nord, il fut introduit en France dans les années 1920 pour les besoins de l'industrie de la fourrure.

Par ailleurs, le creusement de leurs terriers accélère l'érosion des berges. Cela contribue à l'envasement des voies d'eau et, parfois, concourt à déstabiliser des ouvrages tels que digues, barrages ou routes. Ces dégâts peuvent entraîner des préjudices importants pour les collectivités là où elles sont chargées de l'entretien de ces ouvrages.

Comme la plupart des autres mammifères, le ragondin, le rat musqué et le raton laveur peuvent être porteurs de maladies transmissibles à d'autres espèces, y compris à l'homme. Parmi les agents pathogènes et les maladies susceptibles d'être ainsi transmises, on peut citer la douve, la leptospirose, la fièvre aphteuse, la pasteurellose et la salmonellose.
Ces trois mammifères sont classés « animaux susceptibles d'occasionner des dégâts (SOD) », c'est pour cela que des moyens de lutte sont mis en place.

LA LUTTE CONTRE LES RAGONDINS, LES RATS MUSQUÉS ET LES RATONS LAVEURS :

En préalable, il convient de rappeler que, bien qu'elles soient rarement suffisantes, il ne faut pas négliger les méthodes préventives visant à prévenir ou à gêner l'installation de ces espèces : fauchage et débroussaillage réguliers des berges pour empêcher le développement de zones de couvert favorisant les refuges, protections mécaniques s'opposant au creusement (couvertures grillagées, enrochements ...). A noter que les matériaux non cohésifs (gravier, sables, grossiers) ne permettent pas aux animaux de creuser de galeries.

Constat

L'environnement Testerin est tout à fait favorable à la vie des trois mammifères : climat océanique, réseau hydraulique (crastes et fossés), plantes aquatiques pour nourriture. Des ragondins ont été repérés à plusieurs endroits de la commune notamment dans les crastes de la zone commerciale Cap Océan.
Pour éviter toute prolifération, des organismes tels que l'ADPAG sont constitués de piégeurs qui vont limiter le développement de la population de ces animaux.

Le rôle de l'ADPAG

L'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde (ADPAG) est une association de type loi 1901. Elle représente les piégeurs agréés du département auprès des instances administratives, professionnelles, cynégétiques. Elle encadre les piégeurs agréés, les informe, et gère leurs captures.

Le piégeage par cages est utilisé par l'association et respecte toutes les conditions prescrites par la réglementation spécifique (arrêté du 29 janvier 2007). Le transfert d'un animal vivant étant interdit, il sera procédé, après ce piégeage, à la mise à mort sur place. La réglementation de cette destruction est fixée par les articles R.227-16 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Les pièges et les règlementations
La liste des types de pièges dont l'emploi est autorisé est fixée par le ministre chargé de la chasse, après avis du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage. L'arrêté du 23 mai 1984 réglemente les opérations de piégeage. L'utilisation des modèles de pièges de nature à provoquer des traumatismes physiques est soumise à l'homologation d'un prototype présenté par le fabricant. Toute personne qui les utilise doit être agréée par le préfet. C'est le ministre chargé de la chasse qui détermine les conditions d'utilisation des pièges, notamment ceux qui sont de nature à provoquer des traumatismes, afin d'assurer la sécurité publique et la sélectivité du piégeage et de limiter la souffrance des animaux.
L'arrêté du 12 août 1988 modifié détermine la liste des pièges homologués et leurs conditions particulières d'utilisation. Les nouveaux modèles de pièges visent à limiter les risques de blessures ou de souffrances infligées aux animaux.

Participation financière de la commune

Au 15 octobre 2022, l'ADPAG envoie à la commune un état des prises effectuées et l'appel des cotisations.

La commune versera le 1er décembre 2022 à l'ADPAG une subvention de 5 € par ragondin et rat musqué capturé et de 8 € par raton laveur capturé.

L'ADPAG s'engage à remettre ces sommes aux piégeurs concernés.

La délibération a donc pour objet de :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec l'ADPAG
- AOTORISER Monsieur le Maire à signer toute acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

CONVENTION

Pour une lutte optimale contre le ragondin, le rat musqué et la raton laveur

Du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022

Entre :

L'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde (ADPAG),
Dont le siège social est situé au : 12 Les Allix, 33190 MONGAUZY
Représentée par son Président Gérard DELAS,

D'une part,

Et :

La commune de La Teste de Buch *(Mairie de La Teste de Buch)*
Dont le siège social est situé au : 1 Esplanade Edmond Doré, BP 50105 - 33164 LA TESTE DE BUCH
Représentée par son Maire Patrick DAVET,

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la lutte contre le ragondin, le rat musqué et le raton laveur. Elle est nécessaire pour prévenir les risques **d'inondation, les zoonoses ainsi que les dégâts sur les ouvrages, les végétaux et l'écosystème** en général. Elle prendra en compte les interventions sur le territoire de la commune, aussi bien sur le domaine public que sur les propriétés des établissements publics, collectivités territoriales et des particuliers qui auront donné leur accord écrit pour ces opérations de piégeage.

Article 2 : OBLIGATIONS DE L'ADPAG

L'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde apporte son concours à la commune de La Teste de Buch pour dynamiser un réseau de piégeurs agréés sur son territoire.
L'ADPAG informera le réseau de piégeurs sur la réglementation et fournira tous les documents administratifs nécessaires à leur activité.
L'ADPAG, après signature d'une convention avec les piégeurs, procurera si besoin des cages conformes à la réglementation.
L'ADPAG assure les piégeurs agréés contre les risques inhérents à leur activité suivant les clauses du contrat n° 200 000 12 102 auprès de la MACIF.

Article 3 : MODALITES FINANCIERES

Au 15 octobre 2022, l'ADPAG envoi un état des prises effectuées à la commune de La Teste de Buch. Après validation dudit état, la Mairie versera au 1er décembre 2022 la subvention correspondant aux prélèvements réalisés soit 5€ par ragondin et rat musqué et 8€ par raton laveur prélevé.

Article 4 : CONDITIONS DE PIEGEAGE

Seul le piégeage du ragondin, du rat musqué et du raton laveur réalisé dans le respect de la réglementation, notamment des méthodes validées par le plan national de restauration du vison d'Europe, pourra être subventionné.

Cette convention vaut délégation du droit de destruction sur les terrains appartenant en propre à la commune de La Teste de Buch.

Article 5 : PREVENTION CONTRE LES RISQUES SANITAIRES

Toute action de lutte contre le ragondin et le rat musqué devra être effectuée en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter les risques de zoonoses. En aucun cas la commune de La Teste de Buch et l'ADPAG ne pourront être tenus responsables des infections éventuelles contractées pendant cette activité.

Article 6 : REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL

Afin de ne pas perturber les opérations de piégeage, il est rappelé que le nourrissage des animaux sauvages est interdit, conformément à l'article 120 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1983 modifié portant règlement sanitaire départemental.

Article 7 : RESILIATION

En cas de non-respect des clauses de la convention par l'une ou l'autre des parties, celle-ci sera résiliée de plein droit dans le délai d'un mois après envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : RENOUVELLEMENT DU CONTRAT

La présente convention est établie pour une durée d'un an, du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022.

Article 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de désaccord sur l'exécution de cette convention, les parties conviennent de se rapprocher et d'épuiser les voies amiables de règlement des litiges (arbitrage, transaction) avant toute saisine d'une juridiction.

Article 10 : CONTACTS

10.1. LA TESTE DE BUCH

Coordonnées du contact technique :

Nom / Prénom : M. QUILICO Christine (*Pôle Technique*)

Téléphone : 06.33.51.60.45 / 05.57.52.97.53

Adresse mail : christine.quilico@latestedebuch.fr

Adresse postale : Pôle Technique, 170 Avenue Vulcain, BP 50105 – 33164 LA TESTE DE BUCH

Coordonnées du contact financier :

Nom / Prénom : M. QUILICO Christine (*Pôle Technique*)

Téléphone : 06.33.51.60.45 / 05.57.52.97.53

Adresse mail : christine.quilico@latestedebuch.fr

Adresse postale : Pôle Technique, 170 Avenue Vulcain, BP 50105 – 33164 LA TESTE DE BUCH

10.2. ADPAG

Coordonnées du contact technique :

Nom / Prénom : M. EGAL Fabien *(chargé de mission)*

Téléphone : 06.32.03.40.81.

Adresse mail : fegal.adpag@gmail.com

Coordonnées du contact financier :

Nom / Prénom : M. MARASCALCHI Philippe *(trésorier)*

Téléphone : 06.49.08.67.79.

Adresse mail : philippe.marascalchi@wanadoo.fr

Fait à Mongauzy, le 26 mai 2021

Pour l'ADPAG

Pour la commune de La Teste de Buch

Monsieur le Maire :

Merci M Bouchonnet, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur :M BUSSE **DEL2021-06-280**

EFFACEMENT DES RESEAUX SECS - IMPASSE OSTREA EDULIS SUR LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Convention de Délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage avec le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (S.D.E.E.G)

VU le code de la Commande Publique et notamment son article L 2422-12 ;
Vu la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant les travaux d'enfouissement des réseaux prévus impasse Ostréa Edulis

Considérant que la réalisation de ces travaux implique la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, d'une part, la Ville pour l'enfouissement des réseaux de télécommunications et, d'autre part, le S.D.E.E.G pour le réseau de distribution électrique.

Considérant que dans cette hypothèse, le code de la commande publique permet la désignation, par convention, d'un maître d'ouvrage unique.

Considérant qu'il apparaît opportun de confier au S.D.E.E.G, à titre temporaire, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement des réseaux de télécommunications.

Considérant que les travaux sont inscrits au budget primitif 2021,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage au profit du S.D.E.E.G pour les travaux précités,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec le S.D.E.E.G

Effacement des réseaux secs impasse Ostréa Edulis à La Teste de Buch
Génie civil des réseaux de télécommunications

Délégation temporaire de la Maîtrise d'Ouvrage avec le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (S.D.E.E.G.)
Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale pour l'année 2021, la commune souhaite procéder à l'enfouissement des réseaux de distribution électrique et de télécommunications, impasse Ostréa Edulis sur la commune de La Teste de Buch.

Ces travaux sont répartis de la façon suivante :

- Le S.D.E.E.G. (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) est Maître d'Ouvrage pour l'enfouissement du réseau de distribution électrique.
- La commune est Maître d'Ouvrage pour l'enfouissement des réseaux de télécommunications.

L'article L2422-12 du code de la Commande publique dispose que : « Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs Maîtres d'Ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération » ayant pour objectif de faciliter la coordination du chantier.

Aussi, il parait opportun de confier au S.D.E.E.G., à titre temporaire, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacements des réseaux de télécommunications. En tant que maître d'ouvrage délégué, le S.D.E.E.G. s'engage donc à procéder au chiffrage et au suivi de l'opération jusqu'à la remise de l'ouvrage à la collectivité.

La collectivité définit le programme des travaux ainsi que le choix du matériel et s'engage à rembourser le S.D.E.E.G sur la base du montant TTC des travaux réalisés.

Le S.D.E.E.G. a estimé ces travaux à 14 400,00 € TTC, à cette somme il faut ajouter les frais de maîtrise d'œuvre et de gestion du dossier par le SDEEG représentant 7 % du montant H.T des travaux.

Coût de l'opération HT :	12 000,00 €
Maîtrise d'œuvre HT + CHS (7%)	840,00 €
TVA	2 400,00 €
Montant total TTC	15 240,00 €

Cette démarche, offrant une plus grande souplesse administrative et meilleure réactivité dans la conduite du chantier, n'occasionne aucun coût supplémentaire pour notre commune, excepté les frais de maîtrise d'œuvre habituels de 7 % du montant HT des travaux appliqués par le S.D.E.E.G.

Concernant les modalités financières, la ville s'engage à rembourser le S.D.E.E.G sur la base du montant TTC des travaux réalisés. Un certificat des travaux éligibles au Fonds de Compensation pour la T.V.A sera établi par le S.D.E.E.G. et sera transmis à la collectivité.

Objet de la délibération :

- ACCEPTER la délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage au profit du S.D.E.E.G pour les travaux précités,
- Autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention.

Plan de localisation_Enfouissement du reseau de distribution electrique_rue Ostrea Edulis



08/03/2021 à 09:16:13

1:3 224

0 0,03 0,06 0,11 mi

0 0,04 0,09 0,17 km

Ville de la Teste de Buch

SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

CONVENTION D'ORGANISATION TEMPORAIRE DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

OPERATION DE GENIE CIVIL DE TELECOMMUNICATIONS

Entre, d'une part :

La commune de **LA TESTE DE BUCH**, représentée par son Maire, **Patrick DAVET**, dûment autorisé, désigné ci-après par "la Commune".

Et, d'autre part :

Le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde,
12 Rue du Cardinal Richaud – 33300 Bordeaux
N° SIRET : 253 303 473 00032
représenté par son Président, Xavier PINTAT, agissant en vertu de la délibération du 2 décembre 2011, désigné ci-après par "le SDEEG".

Il est exposé ce qui suit :

Préambule :

L'opération GENIE CIVIL TELECOM RUE OSTREA EDULIS sur la commune de **LA TESTE DE BUCH** concerne deux maîtres d'ouvrage :
- Le SDEEG pour les travaux sur le réseau d'éclairage public,
- La Commune pour les travaux d'enfouissement des réseaux de télécommunications.

L'article L2422-12 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 stipule que : « Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercé et en fixe le terme ». Cette disposition ouvre ainsi aux collectivités publiques intéressées par une même opération de travaux la possibilité de désigner, parmi elles, un maître d'ouvrage unique chargé d'exercer les attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage. L'exercice de ces attributions par un seul maître d'ouvrage implique que les collectivités publiques, visées à l'article L2422-1 du Code de la Commande Publique, transfèrent de manière temporaire leur propre compétence de maître d'ouvrage.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

Article 1-Objet de la convention

En application du Code de la Commande Publique et afin de faciliter la coordination du chantier, la collectivité désigne le SDEEG par la présente convention comme maître d'ouvrage unique des opérations de GENIE CIVIL TELECOM RUE OSTREA EDULIS réalisées en concomitance avec les travaux effectués sur le réseau de distribution publique d'électricité relevant de la maîtrise d'ouvrage du SDEEG.

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives, techniques et financières de cette opération réalisée sous mandat de maîtrise d'ouvrage unique.

Article 2-Champ d'application de la convention

L'article L.2224-35 du CGCT impose aux opérateurs de communications électroniques de procéder à l'enfouissement coordonné de leur réseau s'il est implanté sur des supports communs au réseau de distribution publique d'électricité faisant l'objet d'une mise en souterrain.
Le SDEEG ne réalisera, au titre de cette convention, que les travaux de génie civil des réseaux de télécommunications.

Article 3-Déroulement de l'opération

a) Phase projet

Missions du SDEEG :
- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ;
- Réalisation des études d'avant-projet et proposition de matériels ;
- Transmission à la collectivité d'un avant-projet chiffré ;
- Validation par le SDEEG du dossier d'exécution des travaux comprenant toute les démarches et autorisation administratives nécessaires à l'exécution du projet
- Représentation du maître d'ouvrage vis-à-vis des tiers.

Attribution de la Commune :
- Approbation des études préliminaires et de l'avant-projet ;
- Choix du matériel.

b) Procédures préalables à la réalisation de l'opération

Mission du SDEEG :
- Le SDEEG utilise ses marchés de travaux dans lesquels sont incluses des prestations de travaux d'infrastructures de génie civil de télécommunication et d'éclairage public ;
- Pour tenir compte des contraintes de coordination, le SDEEG attribue les bons de commande des travaux à l'entreprise.

c) Phase travaux

Mission du SDEEG :
- Organisation des réunions de chantier, de la coordination sécurité et protection de la santé ;
- Contrôle de l'activité des prestataires ;

Attribution de la commune
- Participation aux réunions de chantier ;
- Validation des études d'exécution

d) Procédures de fin de travaux

Mission du SDEEG :
- Etablissement d'un procès-verbal de réception des travaux ;
- Etablissement d'un procès-verbal de remise des ouvrages. En cas de réserves, il appartiendra au SDEEG d'établir la main levée des réserves et de la signer ;

Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

- Les ouvrages de génie civil de télécommunications réalisés pour le compte de la collectivité feront l'objet d'une remise par le SDEEG, sur la base d'un décompte général définitif qui donnera lieu aux opérations comptables et budgétaires, et notamment les opérations pour compte de tiers.

Attribution de la commune :

- Gestion des différentes garanties à compter de la réception des ouvrages ;
- Intégration des ouvrages dans le patrimoine.

Article 4-Gestion des ouvrages

Après réception, en présence de la collectivité, des ouvrages de génie civil de télécommunications, le SDEEG dresse le procès-verbal de remise des ouvrages pour signature de la collectivité. Dès lors, la commune, maître d'ouvrage, devient propriétaire des nouvelles installations et le bien est remis à sa disposition.

Article 5-Modalités financières

La prestation de service sera réalisée sans contrepartie financière pour la prestation intellectuelle et l'assistance technique apportée à la maîtrise d'ouvrage. Toutefois le SDEEG percevra de la maitrise d'œuvre (suivi administratif et financier de l'opération sur le montant HT des travaux).

La commune s'engage à rembourser le SDEEG conformément aux dispositions de la présente convention et de son annexe financière dans les conditions suivantes :

a) Estimation de l'opération :

Le SDEEG transmet un chiffrage sommaire soumis à l'approbation de la collectivité. L'opération est estimée à un montant TTC de **15 240.00** Euros.

b) Chiffrage sommaire :

Le chiffrage sommaire est arrêté sur les bases définies en annexe 1.
Les éventuelles subventions qui pourraient être accordées au titre des travaux d'éclairage public feront l'objet d'une demande par dossier qui sera traitée séparément.
Le SDEEG inscrit les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sur son budget au chapitre 45 en dépenses et en recettes.
La commune s'engage à inscrire à son budget le montant de l'opération en dépenses.

c) Règlement et paiement :

Le SDEEG règle les décomptes définitifs aux entreprises.

d) Participation de la commune :

Le montant des travaux de génie civil des réseaux de télécommunications est déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif de l'entreprise. Le montant de dépense engagée par la collectivité correspond au montant TTC des travaux réalisés.
Un certificat des travaux éligibles au FCTVA sera établit par le SDEEG et transmis à la commune.

Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

Article 6-Durée de la convention

Cette convention prend effet le jour de la signature par les cosignataires et prend fin à la date de signature du procès-verbal de remise des ouvrages publics.

Article 7-Règlement des différents

La commune donne pouvoir au SDEEG afin d'agir en justice au titre de l'ouvrage objet de la présente convention, pour les éventuels litiges nés pendant la durée de celle-ci. En cas de litiges, le tribunal administratif de Bordeaux sera compétent.

à
Le

Le Maire de la commune
de LA TESTE DE BUCH

Patrick DAVET

Le Président
du S.D.E.E.G.

Xavier PINTAT

Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

territoire d'énergie GIRONDE

SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

ANNEXE I

TRAVAUX RESEAUX TELECOMMUNICATIONS

Maitrise d'œuvre

SUR LE DETAIL PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Commune de **LA TESTE DE BUCH**

Affaire GENIE CIVIL TELECOM RUE OSTREA EDULIS

- Travaux hors taxe	**12 000.00** Euros
- TVA	**2 400.00** Euros
- Maitrise d'œuvre 6 % du HT	**720.00** Euros
- CHS 1 % du HT	**120.00** Euros
- Travaux TTC	**15 240.00** Euros
Arrondi à la somme de	**15 240.00** Euros

Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud, 33300 Bordeaux
05 56 16 10 70 – contact@sdeeg33.fr
www.sdeeg33.fr

Monsieur le Maire :

Merci M Busse,

Monsieur MURET

Une petite précision sémantique comme à chaque fois que je vois des termes auxquels je ne suis pas habitué, d'où vient « l'effacement », la convention du Sdeeg ne parle que «d'enfouissement, pour moi en bon français quand on efface c'est que l'on supprime, là ça ne disparait pas ils sont bien sous la terre, ce terme d'effacement s'utilise peut être pour les tueurs à gage mais pas pour les réseaux.
Il a été repris 2 fois dans la délibération, je ne sais pas d'où il vient.

Monsieur BUSSE :

Ayant travaillé pas mal dans le domaine des réseaux électriques, c'est un terme couramment employé parce que, l'effacement c'est dû à l'effacement de la vue, mais ce n'est pas l'effacement complet, effectivement le réseau existe toujours mais on l'efface de l'aspect visuel.
C'est le terme couramment employé pour les spécialistes de réseau électrique, aussi bien dans la distribution que dans le transport.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M BUSSE **DEL2021-06-281**

EFFACEMENT DES RESEAUX SECS IMPASSE OSTREA EDULIS COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Enfouissement du réseau de distribution électrique Convention avec le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (S.D.E.E.G)

Vu la convention de concession signée avec E.N.E.D.I.S le 16 juin 1997 concernant la distribution publique d'énergie,

Vu la délibération n°2008-04-52 du 29 avril 2008 transférant au S.D.E.E.G la compétence dans le domaine de la distribution publique d'énergie,

Mes chers collègues,

Considérant que l'effacement des réseaux secs Impasse Ostréa Edulis nécessite l'enfouissement du réseau de distribution électrique.

Considérant que le S.D.E.E.G, dans le cadre de ses compétences de maître d'ouvrage et maître d'œuvre, a estimé ces travaux à 60 000 € H.T, financés selon la clé de répartition suivante :

- S.D.E.E.G : 60% des travaux H.T soit 36 000,00 €
- Commune :
    - 40% des travaux H.T (24 000,00) € ainsi que les frais de gestion du dossier de 8 % du montant HT des travaux (4 800,00 €) soit un total de 28 800 €.

Considérant que les travaux sont inscrits au budget primitif 2021,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021, de bien vouloir :

- ACCEPTER le plan de financement de l'opération,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la demande d'aide financière ci-jointe

Effacement des réseaux secs impasse Ostréa Edulis
sur la commune de La Teste de Buch.

Travaux d'enfouissement du réseau de distribution électrique.

Convention avec le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (S.D.E.E.G).

Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale pour l'année 2021, la commune souhaite procéder à l'enfouissement du réseau de distribution électrique de l'impasse Ostréa Edulis sur la commune de La Teste de Buch.

La gestion de ces réseaux est régie par une convention de concession avec E.N.E.DI.S pour une durée de 30 ans signée en juin 1997. Cette convention dans son article 8 (intégration des ouvrages dans l'environnement) prévoit que le concessionnaire participe à l'enfouissement des réseaux existants et en assure la maîtrise d'ouvrage.

Par délibération du 29 avril 2008 la Commune de La Teste de Buch a transféré au S.D.E.E.G (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) sa compétence dans le domaine de la distribution publique d'énergie électrique.

Une des clauses de cette délégation de compétence permet de mettre en œuvre les travaux d'enfouissement de réseaux dans les conditions financières suivantes :

- participation S.D.E.E.G : 60 %
- participation communale : 40 % du montant HT des travaux + frais de gestion du dossier par le S.D.E.E.G : 8 % du montant HT des travaux

La mise en œuvre de ces travaux se fait donc sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat à travers des conventions d'aide financière.

Coût de l'opération S.D.E.E.G :

Montant HT estimé	60 000,00 €
Maîtrise d'œuvre HT (8%)	4 800,00 €
TVA montant des travaux	12 000,00 €
Montant total TTC	76 800,00 €

Plan de financement :

60% des travaux H.T (S.D.E.E.G)	36 000,00 €
40% des travaux H.T (Commune)	28 800,00 €
(plus maîtrise d'œuvre)	

Les sommes correspondantes à la participation communale sont incluses dans le budget des opérations d'aménagement.

Objet de la délibération :

- ACCEPTER le plan de financement de l'opération,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la demande d'aide financière ci-jointe.

CADRE RESERVE AU S.D.E.E.G

Avis de la commission de répartition :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde

Electrification - Gaz - Eclairage Public
Economies d'Energie – Energies Renouvelables

DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AU TITRE DE L'ARTICLE 8 DISSIMULATION DES RESEAUX (BT-HTA)

Commune LA TESTE DE BUCH

Opération AMENAGEMENT DES RESEAUX RUE OSTREA EDULIS

Renseignements concernant la collectivité :

Canton de : La Teste-de-Buch

Trésorerie de : ARCACHON

Population de : 26 248

N° Affaire : **Fils nus :** **Longueur fils nus :**

Régime d'électrification : Urbain

Périmètre de concession : SDEEG

L'éclairage public est concédé au SDEEG : Non

L'entretien de l'éclairage public est assuré par le SDEEG : Non

La commune est rattachée à un EPCI : Non

A L'APPUI DU DOSSIER DE DEMANDE, IL DEVRA ÊTRE OBLIGATOIREMENT JOINT :

La délibération de l'assemblée délibérante

La note de présentation du projet

Le chiffrage sommaire

Le courrier doit être adressé impersonnellement à Monsieur le Président du
Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde
12 Rue du Cardinal Richaud 33300 BORDEAUX - Tél. 05.56.16.10.70 - Fax. 05.56.16.10.71 - E-mail : contact@sdeeg33.fr
DE_SUBA8 JMC F:\sdeeg\wstafer\donnees Siret : 253 303 473 00057 - APE 8413 Z

Nature du Projet :

Détail du projet :

.....

.....

.....

.....

.....

Approbation du projet par l'assemblée délibérante en date du ____/____/____

Calendrier prévisionnel de réalisation :

Lancement des travaux _____ **Durée des travaux** _____

Fin prévisionnelle des travaux _____

Coût de l'opération :

Montant HT estimé	60 000,00
Maîtrise d'œuvre HT	4 800,00
T.V.A	12 000,00
Montant total TTC	76 800,00

Plan de financement :

Participation SDEEG 60% du HT	36 000,00
Participation collectivité 40 % des travaux HT + Maîtrise d'oeuvre	28 800,00

Participations sollicitées :

Département	
Région	
Etat	
Auprès de l'EPCI	

La Collectivité (commune/EPCI) sollicite la participation financière du SDEEG pour la réalisation de ce projet, et s'engage à ne pas débuter les travaux avant l'avis de la commission de répartition. Toutefois, en cas de nécessité absolue (coordination de travaux, sécurité publique), le commencement des travaux par anticipation peut être accepté, mais ne préjuge en rien de l'octroi du concours financier du SDEEG pour cette opération.

Toute modification intervenant après le dépôt de ce dossier ou après l'accord financier du SDEEG devra être obligatoirement signalée à notre établissement public.

Fait à , **le** ____/____/____

Cachet de la collectivité **Le Maire**

CONDITIONS D'OCTROI DE L'AIDE

ARTICLE 8:
L'article 8 concerne exclusivement les travaux d'intégration des ouvrages dans l'environnement (enfouissement de réseaux). La participation sollicitée auprès du SDEEG s'élève à 60% du montant HT des travaux (hors maîtrise d'oeuvre).

Le montant des participations ne doit pas dépasser 80% du montant total de l'opération.

DISPOSITIONS IMPORTANTES

Lorsque la commune est rattachée à un EPCI compétent en la matière, la demande doit recueillir son avis.

Les aides attribuées par le SDEEG sont valables deux ans à compter de leur notification à la collectivité concernée. Passé ce délai, elles seront remises à la disposition du SDEEG.

SDEEG
NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

Commune LA TESTE DE BUCH

Mise en souterrain des réseaux d'électrification
AMENAGEMENT DES RESEAUX RUE OSTREA EDULIS

Application de l'Article 8 du Cahier des Charges

CHIFFRAGE SOMMAIRE

Montant travaux hors taxes	:	60 000,00
Subvention S.D.E.E.G (60 %)	: -	36 000,00
Participation Collectivité	: =	24 000,00
Maitrise d'oeuvre 8,00 %	: +	4 800,00
Montant de votre participation	: =	28 800,00

Arrondi à **28 800** Euro

Mention obligatoire dans le portail Chorus Pro de votre collectivité: Oui / Non
Si oui, veuillez saisir les zones ci-dessous.

Engagement	
Code Service	

à Bordeaux,
le 17/05/2021
"Bon pour accord" (signature et cachet)
Le Maire

Prix valable jusqu'au 13/11/2021

Réservé au SDEEG	Technique	Comptable	Marché
Affaire N°			

12 Rue du Cardinal Richaud
33300 Bordeaux
Tél : 05 56 16 10 70
www.sdeeg33.fr

territoire d'énergie GIRONDE

DE_ED01 JMC F:\sdeeg\wstafer\donnees

Monsieur le Maire :
Merci M Busse arrivée de Mme Philip, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M BUSSE **DEL2021-06-282**

EFFACEMENT DES RESEAUX SECS IMPASSE OSTREA EDULIS
Commune de LA TESTE DE BUCH

Convention d'Enfouissement du réseau Télécom avec Orange

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2224-35,
Vu la convention locale pour la mise en souterrain des réseaux aériens de communications électroniques ci-jointe,

Considérant que dans le cadre des travaux d'effacement des réseaux secs de l'impasse Ostréa Edulis, la ville de La Teste de Buch a décidé de procéder à l'enfouissement des réseaux de télécommunications.

Considérant que le génie civil sera à la charge du SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde), via une convention temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la commune, ORANGE participera sur le matériel de Génie-civil posé, pour un montant de 3 360,00 € H.T, par établissement d'un titre exécutoire de la commune.

Considérant que les équipements de communication électronique dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par ORANGE font l'objet d'une participation communale qui s'élève à 3 578,15 € H.T.

Considérant que les travaux sont inscrits au budget primitif 2021,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER la participation communale à l'enfouissement du réseau Télécom susvisée,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec ORANGE.

Effacement des réseaux secs impasse Ostréa Edulis
sur la commune de La Teste de Buch

Enfouissement du réseau Télécom
Note explicative de synthèse

Les dispositions de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique complétées par la loi sur les communications électroniques adoptée en août 2004 déterminent les modes de répartition relatifs aux coûts de câblage, d'études, documentations et contrôle entre les communes et Orange.

Ce partenariat est concrétisé par la mise en place d'un accord national par souci de réduire les coûts de gestion. Cet accord porte principalement sur :

- la coordination de la pose des différents réseaux afin d'en réduire les coûts, et limiter la gêne provoquée par les chantiers successifs,

- les dispositions de l'article L 2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulent que lorsque les réseaux électriques et de communications électroniques sont établis sur des supports aériens communs, et qu'à l'initiative de la collectivité, ces derniers font l'objet de travaux de mise en souterrain, une convention conclue entre la collectivité et l'opérateur en communications fixe les obligations respectives en matière de travaux, de prestations techniques ainsi que la participation financière de chaque partie.

Dans le cadre des travaux d'enfouissement de l'impasse Ostréa Edulis, les répartitions s'établissent comme suit :

Le SDEEG, via une convention temporaire de la maîtrise d'ouvrage avec la commune, assume le génie civil :
- étude
- ouverture et remblaiement des tranchées
- fourreaux, chambres, coffrets….

La commune participe sur les équipements de communications électroniques, pour un montant de 3 578,15 € H.T.

ORANGE UI assume les équipements de communications électroniques :
- étude
- dépose de l'aérien
- pose en souterrain
- matériel de câblage

ORANGE participe sur le matériel de Génie-civil posé, pour un montant de 3 360,00 € H.T, par établissement d'un titre exécutoire de la commune.

Objet de la délibération :
- ACCEPTER la participation communale à l'enfouissement du réseau Télécom,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec ORANGE

CONVENTION LOCALE POUR LA MISE EN SOUTERRAIN DES RÉSEAUX AÉRIENS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES **D'ORANGE** ÉTABLIS SUR SUPPORTS COMMUNS AVEC LES RÉSEAUX PUBLICS AÉRIENS **DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ**

Référence : Convention n° 54-21-133822/ AS-

Entre :
La Commune de : LA TESTE DE BUCH, représentée par, M. DAVET Pierre,
Ci-après dénommée « **la personne publique** »

et

Orange - société anonyme au capital de 10 640 226 396 Euros, dont le siège social est situé 78, Rue Olivier de Serres, 75015 Paris, immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro **380 129 866, représentée par la Direction régionale d'Aquitaine** elle même représentée par Monsieur Sébastien Plantier,
ci après dénommée « **Orange** »,
collectivement dénommés « **les parties** »

PRÉAMBULE

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), l'Association des Maires de France (AMF) et Orange ont constaté qu'il était nécessaire de mettre en place un accord national rationnel, efficace d**ans sa mise en œuvre avec le souci de réduire les coûts de gestion, en** considérant :

- que la pose coordonnée des différents réseaux de service public favorise la réduction du coût des travaux, et réduit la gêne provoquée par des chantiers successifs, notamment en ce qui **concerne l'enfouissement des réseaux filaires aériens de distribution d'électricité et de** communications électroniques qui sont fréquemment voisins, et dont la coordination de la **mise en souterrain dans un même secteur est d'intérêt général** ;
- que lorsque les réseaux électriques et de communications électroniques sont disposés sur les **mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L 2224**-35 du **code général des collectivités territoriales qui prévoit l'interventi**on de conventions entre les collectivités territoriales ou leurs établissements publics de coopération compétents pour la **distribution publique d'électricité** ;
- que pour favoriser la réduction des coûts, les responsabilités doivent être réparties clairement, **la maîtrise d'ouvrage étant assurée par la personne publique pour les infrastructures** communes de génie civil et par Orange pour les travaux de câblage ;
- que, compte tenu de la proportion moyenne de supports communs constatée au niveau national, la **personne publique d'une part, et Orange, d'autre part, financent respectivement environ 60 % et 40 % du coût global de l'opération** ;
- **que, dans un souci de simplification et d'efficacité opérationnelle, et pour tenir compte de la** décision de la personne publique approuvant les travaux de génie civil de communications électroniques, il est convenu que Orange prendra forfaitairement en charge 82 % des coûts **d'étude du câblage et de réalisation de celui**-ci, ainsi que les coûts de fourniture de génie civil, les collectivités locales ou leurs établissements publics de coopération prenant en charge les autres coûts ;
- **que la répartition des prises en charge prévue à l'alinéa précédent tient compte de la** proportion moyenne de support communs constatée au niveau national, ainsi que de la non déductibilité de la TVA ;
- **que la présente convention est basée sur l'équilibre économique voulu par les parties et qu'elle a vocation à s'appliquer à ce titre sur l'ensemble du territoire** ;
- que Orange conserve la propriété des installations de communications électroniques

Lorsque, de plus, ces réseaux sont disposés sur les mêmes supports, cette coordination est soumise aux dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales.
Pour mémoire, cet article est rédigé comme suit :

« Art. L. 2224-35 - Tout opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité ou de l'établissement précité, au remplacement de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun. Les infrastructures communes de génie civil créées par la collectivité territoriale ou l'établissement précité lui appartiennent.

L'opérateur de communications électroniques prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et de remplacement des équipements de communications électroniques incluant les câbles, les fourreaux et les chambres de tirage, y compris les coûts d'études et d'ingénierie correspondants. Il prend à sa charge l'entretien de ses équipements. Une convention conclue entre la collectivité ou l'établissement précité et l'opérateur de communications électroniques fixe la participation financière de celui-ci sur la base des principes énoncés ci-dessus, ainsi que le montant de la redevance qu'il doit éventuellement verser au titre de l'occupation du domaine public. »

Section 1 – Objet et définition

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les parties pour la mise en œuvre pratique des dispositions de l'article L. 2224-35 du code général des collectivités territoriales, concernant l'opération d'enfouissement située : **rue Ostrea Edulis.**
Dans le cadre de la dissimulation des réseaux aériens désignés à l'article 2 et de leur enfouissement, la personne publique et l'opérateur se sont accordés pour laisser à l'opérateur la propriété des Infrastructures de Communications Électroniques réalisées à ces occasions.

ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DES TRAVAUX

L'opérateur souhaitant disposer d'une certaine visibilité sur ses engagements futurs, la personne publique s'engage à l'informer chaque année de sa prévision budgétaire de dépenses pour les deux années à venir, ainsi que de son programme prévisionnel de travaux sur douze mois, et à recueillir à son intention les renseignements analogues auprès des autres maîtres d'ouvrage lui ayant donné mandat à l'effet de signer la présente convention, opérant dans le département. Les travaux concernés réalisés en conformité avec les normes en vigueur, porteront sur les ouvrages répondant aux conditions suivantes.

- Les travaux d'enfouissement portent simultanément :
  - pour les réseaux d'électricité : sur les lignes de réseaux, les lignes électriques de branchement,
  - pour les réseaux de communications électroniques : sur les lignes de réseaux et sur les lignes terminales de communications électroniques.
- Les longueurs de lignes aériennes électriques et de communications électroniques à enfouir ne sont pas nécessairement disposées sur des appuis communs ; au niveau de chaque chantier, il peut exister des supports spécifiques à l'une ou l'autre des parties, pour soutenir les lignes de réseau ou des lignes de branchement ou terminales.
- L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort de la personne publique ;

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente convention :

- le terme « appui commun » désigne le support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité sur lequel est également établi le réseau de communications électroniques ;

le terme « enfouissement » s'entend de la mise en souterrain des ouvrages électriques et de communications électroniques ou, si les parties en conviennent, de leur dissimulation par pose sur façades, les tracés retenus devant dans ce cas permettre la suppression de toutes les traversées de voirie en aérien

en cas de mise en souterrain, les travaux d'enfouissement comportent la réalisation d'un « ouvrage souterrain commun », constitué de la tranchée commune et, éventuellement, « d'infrastructures communes de génie civil » (égouts, galeries, réservations, fonçages...) substituées par endroits à la tranchée commune ;

- la « tranchée aménagée » s'entend de la partie de la tranchée commune de l'ouvrage souterrain commun, destinée à recevoir les équipements de communications électroniques, dont l'aménagement comprend notamment le grillage avertisseur et dont le schéma figure en annexe 2 à la présente convention ;
- les « équipements de communications électroniques » comprennent les Installations de communications électroniques, le câblage et ses accessoires ;
- les « installations de communications électroniques » visées dans la présente convention désignent les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappes standards, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage de communications électroniques. Elles ne comprennent ni le câblage ni ses accessoires.

Section 2 – **Répartition des missions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre**

ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La convention s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier communal et non routier communal, et sur les domaines privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles) à l'enfouissement des équipements de communications électroniques désignés à l'article 2, dans le respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur, notamment des règles d'hygiène et de sécurité, et des spécifications de matériel.

ARTICLE 4 – PRÉPARATION DU PROJET

L'opérateur est associé, pour les ouvrages le concernant, au choix de l'itinéraire des réseaux posés en coordination, et de la capacité des ouvrages souterrains communs. Il précise à la personne publique ses besoins en équipement et notamment le nombre d'alvéoles qui lui sont nécessaires
La personne publique, en accord avec la commune concernée (si elles sont différentes), se réserve le droit d'assurer la coordination des travaux, objet de la présente convention, avec la réalisation d'autres travaux intéressant le domaine public routier, conformément aux dispositions de l'article L.115 -1 du code de la voirie routière. Elle informe l'opérateur des décisions (notamment celles relatives au calendrier des travaux et aux dispositions techniques) arrêtées en la matière.
Chaque maître d'ouvrage fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du code du travail, relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier et de leur observation par les entreprises intervenantes.

ARTICLE 5 – PRESTATIONS TECHNIQUES

5.1 – Études

La personne publique fournit à l'opérateur :

- la confirmation, sous une forme et un délai de préavis à convenir, des travaux d'enfouissement à exécuter,
- un plan indiquant la zone exacte des travaux,
- un avant-projet indiquant le tracé prévisionnel de la tranchée aménagée, ainsi que le tracé prévisionnel des ouvrages autres que ceux de l'opérateur (électricité, éventuellement gaz, eau, assainissement, autres communications électroniques,...) à établir,
- un planning prévisionnel des travaux,
- un délai pour renvoyer à la personne publique l'avant-projet complété des éléments visés ci-après.

•

L'opérateur renvoie à la personne publique, dans le délai spécifié, l'avant-projet complété par le tracé de ses propres canalisations (y compris la reprise en souterrain des lignes terminales), le nombre d'alvéoles à poser limité à ce qui est nécessaire à l'enfouissement des ouvrages existants, l'implantation des bornes de raccordement, les types de chambres à poser, leur position de principe et, pour la reprise en souterrain des lignes terminales, la position estimative de l'adduction vers les domaines privés.

- La personne publique exécute les prestations d'étude et d'ingénierie de génie civil relatives à la réalisation des infrastructures correspondant à l'enfouissement des équipements de communications électroniques. Ces études sont adressées à l'opérateur pour remarques éventuelles et validation du projet final.
- L'opérateur exécute les prestations d'études et d'ingénierie relatives à la réalisation du câblage et à la reprise en souterrain ou en façade des câblages des clients concernés.

5.2 – Exécution des travaux de génie civil

- La personne publique est maître d'ouvrage des travaux relatifs à la tranchée aménagée, nécessaires au transfert en souterrain des lignes de réseaux et des lignes terminales existantes. Ces travaux comprennent notamment :
  - l'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étayage éventuel, aménagement du fond de fouille),
  - la fermeture de la tranchée (remblayage, dispositif avertisseur, compactage),
  - la réfection des revêtements (provisoires et/ou définitifs),
  - l'installation des équipements annexes (barriérage, clôture, signalisation, balisage, dépôt de matériels, baraquements,...).
- La personne publique est également maître d'ouvrage des infrastructures communes de génie civil éventuelles (galeries techniques, réservations, fonçages, ouvrages d'art) en complément de la Tranchée Commune.
- L'opérateur crée les installations de communications électroniques propres à ses lignes de réseaux et lignes terminales en domaine public routier communal et non routier communal. A cette fin, il désigne la personne publique pour assurer en son nom les missions de maîtrise d'ouvrage afférentes à la pose de ces installations de communications électroniques dans la tranchée aménagée.
- La personne publique, en exécution de la mission confiée par l'opérateur, assure la pose des installations de communications électroniques en domaine public.
- La personne publique assure en domaines privés la pose des installations de communications électroniques nécessaires à la reprise en souterrain des câbles des clients concernés.
- La personne publique fait son affaire de la dépose, de l'enlèvement et du traitement des appuis communs abandonnés.

5.3 – Exécution des travaux de câblage

- L'opérateur exécute les travaux concernant :
  - le tirage et le raccordement de nouveaux câbles dans les installations de communications électroniques,
  - la reprise en souterrain ou en façade des câbles des clients concernés.
- L'opérateur fait son affaire de la dépose et de l'enlèvement des anciens câbles ainsi que de la dépose et de l'enlèvement des appuis abandonnés qui lui appartiennent, éventuellement compris dans le cadre des opérations mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 6 – RÉCEPTION DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

L'opérateur (son sous-traitant ou son représentant) est invité aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des installations de communications électroniques réalisés au nom de l'opérateur sous la maîtrise d'ouvrage de la personne publique. Leur vérification technique, qui peut être réalisée par tranche, est effectuée selon le processus suivant :

•

Sur demande de l'entreprise mandatée par la personne publique pour réaliser les travaux, adressée à l'opérateur par courrier ou courriel, celui-ci procède à la vérification des installations de communications électroniques réservées à ses propres besoins, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise des essais d'alvéolage et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans minutes du récolement après chantier) relatives auxdites installations de communications électroniques .

- A la suite de cette vérification, l'opérateur remet à l'entreprise un certificat de conformité des installations de communications électroniques.
- Si toutefois l'entreprise mandatée bénéficie d'une certification ISO 9002, elle peut simplement adresser le procès verbal de contrôle à l'opérateur, au vu duquel celui-ci lui délivre le certificat de conformité.
- En l'absence de vérification technique dans un délai spécifié au cas par cas, mais ne pouvant excéder 25 jours calendaires après la demande formalisée par l'entreprise à l'opérateur, la conformité technique est acquise, aux risques de l'opérateur et sans réserve.
- Lors de la vérification, des réserves peuvent être formulées par l'opérateur. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 25 jours calendaires qui suivent. A défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui seront levées à l'achèvement complet de l'effacement des réseaux, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION DES TRAVAUX DE CÂBLAGE

Dès que la conformité des installations de communications électroniques qui lui appartiennent est acquise, conformément aux dispositions de l'article 6, l'opérateur entreprend les travaux de mise en œuvre des câbles de communications électroniques et de leurs accessoires.
Un planning sera établi entre les parties, au titre duquel les délais de réalisation, y compris la dépose des anciens câbles et des poteaux abandonnés, ne pourront excéder 30 à 60 jours calendaires selon l'importance du chantier, sauf cas de force majeure dûment justifié.
En cas de non-respect de ce délai, une pénalité journalière pourra être appliquée à l'encontre de l'opérateur correspondant à 1/3 000 du montant des travaux de câblage évalué selon un coût unitaire de référence de 8 euros HT par mètre linéaire de génie civil. L'application de cette pénalité est libératoire de tous autres dommages et intérêts au titre de ce retard. Elle n'est due que si les causes de ce retard sont exclusivement imputables à Orange.

Section 3 – Répartition de la propriété des ouvrages

ARTICLE 8 - UTILISATION DES OUVRAGES MIS A DISPOSITION – RÉGIME DE PROPRIÉTÉ

La tranchée aménagée et les infrastructures communes de génie civil visées à l'article 2 sont la propriété de la personne publique. Leur utilisation par l'opérateur ne confère à celui-ci aucun droit réel, conformément à l'article L.1311-1 du code général des collectivités territoriales.

- Leur utilisation est consentie à l'opérateur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait.
- L'opérateur est propriétaire des installations de communications électroniques qu'il a créées sur le domaine public routier communal ou non routier communal, dans les conditions exposées à l'article 5.2 et du câblage. Il en assure à ses frais l'exploitation, la maintenance (réparations), l'entretien et le renouvellement.

Section 4 – Répartition de la charge financière

ARTICLE 9 - PRINCIPES DE RÉPARTITION DES DÉPENSES

Les parties conviennent que pour simplifier et homogénéiser sur l'ensemble du territoire les conditions et pratiques locales dans l'application des présentes dispositions et dès lors qu'un seul appui commun est concerné et figure dans le réseau objet de l'opération d'enfouissement, les présentes dispositions relatives à la répartition des dépenses prévues aux articles 10, 11 et 12 s'appliquent.

ARTICLE 10 – TRANCHÉE AMÉNAGÉE

La personne publique prend à sa charge la totalité du coût de réalisation de la tranchée aménagée et des infrastructures communes de génie civil, les besoins de l'opérateur étant limités aux besoins exprimés dans l'avant-projet mentionné à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 11 – DÉPENSES DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

- L'opérateur prend à sa charge les études permettant de définir les éléments destinés à compléter l'avant-projet visé à l'article 5.1.
- L'opérateur fournit à la personne publique les matériels d'installations de communications électroniques visés à l'article 2, destinés à être posés en domaine public routier et en prend le coût à sa charge soit que la personne publique s'en approvisionne auprès du fournisseur désigné par l'opérateur, soit que l'opérateur en rembourse à la personne publique le prix d'acquisition.
- En application de l'article D. 407-2 du code des postes et communications électroniques, Orange n'intervient pas sur le domaine privé. Toutefois, selon les accords, Orange prendra à sa charge le coût de fourniture du fourreau destiné à la reprise en souterrain de l'installation des clients, sous réserve que la longueur totale de toutes les reprises des clients en domaine privé n'excède pas 20% de la longueur de tranchée en domaine public.
- En revanche, la personne publique acquiert à titre onéreux certains matériels d'installations de communications électroniques, destinés à être posés en domaines privés, notamment les chambres 30x30.
- La personne publique prend à sa charge la totalité des frais de pose de ces matériels, y compris la mise en place d'un lit de sable.

ARTICLE 12 – DÉPENSES DE CÂBLAGE

- L'opérateur prend à sa charge 82 % des dépenses d'étude et de réalisation des travaux de câblage, visées respectivement aux articles 5.1 et 5.3.
- Corrélativement, la personne publique prend à sa charge 18 % de ces dépenses sous forme de subvention d'équipement.

ARTICLE 13 – REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

L'opérateur, propriétaire des installations de communications électroniques en domaine public routier, est redevable envers le gestionnaire du domaine public occupé de la redevance établie par l'autorité gestionnaire de la voirie, en application de l'article L. 47 du code des postes et communications électroniques.

Section 5 – Dispositions diverses

ARTICLE 14 – RESPONSABILITÉS

Sous réserve des dispositions de l'article L 2131-10 du code général des collectivités territoriales, chaque partie renonce à tout recours contre l'autre partie à raison des malfaçons constatées après l'achèvement complet du chantier, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 15 – RACCORDEMENT DE NOUVEAUX CLIENTS

L'opérateur s'engage à raccorder en souterrain les futurs clients à l'intérieur du périmètre des zones où ses réseaux de communication électronique sont en souterrain.

ARTICLE 16 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention cadre reste en vigueur tant que le droit d'établir ou d'exploiter un réseau ouvert au public ou de fournir au public un service de communications électroniques prévu par l'article L. 33-1 du code des postes et communications électroniques n'a pas fait l'objet d'une suspension ou d'un retrait sauf dénonciation à une date anniversaire de l'échéance par l'un des signataires avec un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 17 – SUIVI DE LA CONVENTION

La présente convention, ainsi que les éventuelles difficultés nées de son application, seront portées pour information et pour solution éventuelle à la connaissance du comité de suivi mis en place en application de l'accord cadre national Orange – FNCCR - AMF.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE

La personne publique s'engage à ne pas communiquer et/ou à ne pas divulguer à des tiers les plans appartenant à Orange et faisant l'objet de la présente convention à l'exception des personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, qui auront pour mission l'exécution de la présente convention.
La personne publique s'engage d'une part, à informer lesdites personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans et d'autre part, à prendre de façon générale, toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article.
La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après la résiliation de cette convention pour quelque cause que ce soit.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à le
Pour la personne publique,

Fait à Balma le 18/05/2021
Pour Orange,

Correspondant Réseau Collectivités Locales
Guillaume Virassamy

Estimation

Ce devis ne prend pas en compte la partie financière du génie civil Orange de cette opération.

SA au capital de 10 640 226 396 € - 380 129 866 RCS PARIS

Etabli le :
Par : Guillaume VIRASSAMY

Durée de validité **l'estimation** : 2 mois
Référence Orange : 54-21-133822

Nature des travaux : Dissimulation de réseau Orange

Lieu des travaux :
rue Ostrea Edulis.
33260 LA TESTE DE BUCH

REFERENCES CLIENT	
Coordonnées :	**Adresse de facturation (*) :**
Commune de La-Teste-De-Buch Hotel de ville 33164 La-Teste-De-Buch	

(*) ***A ne remplir que si l'adresse de facturation du client est différente de son adresse postale*** .

PRESTATIONS	Unité	Quantité	Prix Unitaire	**Montant HT (€)**
Travaux .				
Frais d'étude, de gestion et de réception	un	1.0	3802,68	3802,68
Main d'œuvre partie câblage réseaux orange.	un	1.0	14745.78	14745.78
Matériel Gc réseaux Orange	un	1.0	3360	3360
S/TOTAL :				**24928.68€**

Déduction part Orange :				
Participation aux frais de câblage.	un	1.0	16300.45	16300.45
Etude GC	un	1.0	1690.08	1690.08
S/TOTAL :				17990.53€

Pour rappel :
Participation d'Orange sur le matériel de Génie-Civil posé à hauteur de 3360 €HT, **dans l'attente d'un** Titre Exécutoire

Somme dû par la municipalité à Orange:	Montant total Hors Taxes	3578,15€
Trois mille cinq cent soixante-dix-huit Euros et quinze centimes	Montant TVA à 0.0 %	0 €
	MONTANT TOTAL H T	**3578,15€**

Fait en deux exemplaires originaux,

à BALMA, le 18/05/2021 Pour Orange Guillaume VIRASSAMY	A ..... **le** ..... Devis accepté par : ..... Fonction : ..... Signature (précédée de la mention " Bon pour exécution des prestations ") SIRET : ..... **N° de SIRET à fournir obligatoirement pour les entreprises et les collectivités**

Monsieur le Maire :
Merci M Busse, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M BERILLON **DEL2021-06-283**

AMENAGEMENT DU BOULEVARD DES MIQUELOTS (1e TRANCHE)

Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement d'une piste cyclable entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch

Vu le code de la Commande Publique et notamment sont article L 2422-12 ;
Vu l'article L 5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération du conseil communautaire en date du 8 avril 2021,
Vu la convention ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant les travaux d'aménagement de voirie d'une partie du boulevard des Miquelots programmés sur l'exercice budgétaire 2021,

Considérant que le boulevard des Miquelots a vocation à intégrer un aménagement cyclable en continuité avec les pistes existantes à proximité,

Considérant que la création d'un aménagement cyclable Boulevard des Miquelots a un intérêt communautaire,

Considérant que dans ce cadre, le code de la commande publique et le Code Général des Collectivités Territoriales permettent la désignation, par convention, d'un maître d'ouvrage unique,

Considérant que pour des raisons économiques et techniques, il est intéressant de réaliser concomitamment la voirie, les trottoirs, et la piste cyclable,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER la délégation de maîtrise d'ouvrage déléguée par la COBAS au profit de la commune de La Teste de Buch

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec la COBAS

Aménagement du Boulevard des Miquelots (1e tranche)

Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'aménagement d'une piste cyclable entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch

Note explicative de synthèse

Dans le cadre du plan de rénovation de la voirie communale, la Ville de La Teste de Buch a programmé l'aménagement d'une partie du boulevard des Miquelots, sur l'exercice budgétaire de 2021. Ce boulevard est un axe majeur d'accès à La Teste de Buch. Il mérite un aménagement sécuritaire mais aussi qualitatif et paysager. Différentes problématiques ont été clairement identifiées sur le boulevard, dont la gestion des eaux pluviales, le développement des mobilités actives (piétons & cyclistes), la sécurité pour tous, la vitesse des automobilistes et le besoin de requalifier les espaces verts. Le boulevard des Miquelots a vocation à intégrer un aménagement cyclable en continuité avec les pistes existantes à proximité.

La Ville de La Teste de Buch assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération, notamment en réalisant concomitamment la voirie, les trottoirs, et la piste cyclable pour des raisons économiques et techniques.

Ainsi, dans le cadre de ces compétences en mobilité sur le bassin sud d'Arcachon et conformément à l'article L 5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la COBAS confie à la Ville de la Teste de Buch la réalisation de la piste cyclable située sur le boulevard des Miquelots, dont la première partie des travaux mesure 550 ml.

La présente convention fixe le cadre juridique, les attributions et les responsabilités de la commune, les modalités d'exécution et le financement, entre la COBAS et la Ville de La Teste de Buch.

Dans le cadre de l'opération, la COBAS s'engage à financer les travaux de réalisation de la piste cyclable d'un montant prévisionnel de 123 071.61 € H.T.

Objet de la délibération :

- ACCEPTER la délégation de maîtrise d'ouvrage déléguée par la COBAS au profit de la commune de La Teste de Buch
- Autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention correspondante,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-243300563-20210408-DEL-2021-04-038-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2021
Affichage : 15/04/2021
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS

CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE ENTRE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH ET LA COBAS À LA TESTE DE BUCH SITUEE BOULEVARD DES MIQUELOTS (1ère TRANCHE)

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, représentée par son président, Marie-Hélène DES ESGAULX, agissant au nom de la COBAS, autorisé à cet effet par délibération n° ..... du Conseil Communautaire en date du 8 Avril 2021 n° 2021 04 38

D'UNE PART,

ET :

LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH, représentée par son maire, Patrick DAVET, agissant au nom de la Ville de la Teste de Buch, autorisée à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du et désignée dans ce qui suit par le terme « La Ville »

D'AUTRE PART.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

La présente convention a pour objectif de définir le cadre juridique et financier de la maitrise d'ouvrage qui est confiée à la commune de la Teste de Buch par la COBAS dont les opérations sont décrites ci-dessous.

Dans le cadre de son programme de voirie, la ville de la Teste de Buch a programmé sur l'exercice budgétaire 2021 l'aménagement du Boulevard des Miquelots. Cette voie constitue un axe secondaire de circulation qui a vocation à intégrer un aménagement cyclable en continuité de la piste cyclable existante située Boulevard de l'Océan entre le rond-point du Boulevard des Miquelots et la rue de Moutchalette. Cet aménagement permettra de matérialiser et de résorber une discontinuité cyclable existante.

La ville de la Teste de Buch assurant la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement de cette portion, il apparaît opportun de réaliser concomitamment des parties voirie, trottoir et piste cyclable pour des raisons économiques et techniques.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-243300563-20210408-DEL-2021-04-036-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2021
Affichage : 15/04/2021
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS

Ainsi, la COBAS souhaite confier à la ville de la Teste de Buch la réalisation de la piste cyclable située « boulevard des Miquelots » sur 400 ml.

Conformément aux dispositions de l'article 2.II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, la COBAS confie à la ville de la Teste de Buch, la maitrise d'ouvrage en coordination avec ses propres opérations de travaux.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La COBAS demande à la commune, qui l'accepte, de réaliser, en son nom et pour son compte, sous son contrôle, la réalisation et de l'aménagement de la piste cyclable située Boulevard des Miquelots (550 ml).

Cet ouvrage devra répondre au programme et aux prescriptions de la COBAS qui pourront après avis faire l'objet de modifications ou de précisions.

ARTICLE 2 : CADRE JURIDIQUE

Conformément à l'article L5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la COBAS peut confier par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions, à une ou plusieurs communes membres.

ARTICLE 3 : ATTRIBUTIONS DE LA COMMUNE

La COBAS confie au titre de cette convention à la commune les opérations suivantes :

- Etablissement des plans, descriptifs nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Passation et attribution des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux aux entreprises chargées de réaliser les opérations suivant les modalités définies par la règlementation de la commande publique qui répondent aux besoins de la présente opération ;
- Versement des acomptes liés aux marchés publics relatifs à l'opération de toutes sommes nécessaires à l'exécution de l'ouvrage ;
- Suivi, contrôle et coordination des études et de l'exécution des travaux sur le plan technique, juridique et financier ;
- Réception des ouvrages et exécution de toutes les tâches garantissant le parfait achèvement des ouvrages et la clôture des comptes.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITÉS DE LA COMMUNE

D'une façon générale, la commune de la Teste de Buch est responsable :

- Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de sa mission de mandataire et devra avertir le cocontractant de sa qualité de mandataire de la COBAS ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-243300563-20210408-DEL-2021-04-038-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2021
Affichage : 15/04/2021
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS

- De toutes les conséquences juridiques auprès de ces cocontractants ou dommages aux tiers résultant de l'exécution des travaux visés par l'opération objet de la présente convention ;
- De la coordination des prestataires afin d'aboutir à la réalisation de l'ouvrage dans les délais et l'enveloppe financière et conformément aux prescriptions de la COBAS ;

Et est responsable à l'égard des tiers dans l'exercice de ces attributions.

ARTICLE 5 : DÉFINITION DES CONDITIONS DE RÉALISATION DE L'OPÉRATION

La commune assurera un suivi permanent des études et de la réalisation de l'opération dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

À cette fin, elle est en charge de :

- La préparation et le suivi des dossiers de demandes d'autorisations administratives, le cas échéant.

La commune ne pourra approuver le projet d'aménagement, après accord écrit du Président de la COBAS qui sera réputé acquis si le programme et l'enveloppe financière sont respectés et en cas d'absence d'observation de la COBAS dans un délai de 2 semaines après présentation du projet.

- Elle assurera les relations avec les concessionnaires dans le cadre de leur éventuelle intervention.

- Elle définira les modes de dévolution des marchés et assurera le suivi administratif, financier et technique des procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

À ce titre, la commune s'engage à respecter les dispositions de mise en concurrence et de publicité prévues par la règlementation portant sur la commande publique.

Elle pourra prévoir l'intervention de prestataires déjà désignés dans le cadre des marchés publics ou accords cadre existants.

- Elle assurera la mise au point et le suivi du calendrier d'exécution de l'opération ;

- Elle assurera le suivi de l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la COBAS dont un représentant sera convié aux réunions de chantier et pourra à tout moment interpeller la ville sur la réalisation de l'ouvrage ;

- Elle fera procéder à toutes les études nécessaires à la réalisation de l'opération (géomètres, sols…) ;

- Elle fera intervenir le cas échéant un organisme de contrôle et un coordonnateur SPS.

Toutes les dépenses engagées à ce titre sont comprises dans l'enveloppe de l'opération définie par la COBAS.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-243300563-20210408-DEL-2021-04-038-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2021
Affichage : 15/04/2021
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS

ARTICLE 6 : FINANCEMENT

L'estimation prévisionnelle des travaux est fixée selon le tableau ci-joi

Montants (en € TTC)	Année
123 071.61	2021

Elle comprend tous les frais nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages visés et notamment :

- Les études techniques ;
- Le coût des travaux ;
- Toutes dépenses annexes et aléas se rattachant à l'exécution de la prestation (plans, SPS, contrôle technique, constats, publicité…).

La COBAS supportera la charge du coût des ouvrages dans la limite du montant fixé. Ce montant s'entend toutes taxes comprises, il appartient donc à la COBAS d'effectuer toutes les démarches et déclarations relatives au fonds de compensation à la taxe sur la valeur ajoutée.

À l'issue des travaux et sur présentation des pièces justificatives certifiées par le comptable public de la ville de La Teste de Buch valant reddition des comptes, la COBAS s'engage à verser le montant mentionné sur le compte de la commune à la Trésorerie d'Arcachon, dans les 30 jours de délais.

Un bilan sera effectué et présenté à la COBAS qui devra l'entériner dans un délai de 15 jours après réception.

Si le coût définitif de l'opération est supérieur à l'estimation initiale, la COBAS effectuera un versement complémentaire uniquement pour les travaux auxquels elle aura donné son accord.

ARTICLE 7 : ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

Après achèvement des travaux, il sera procédé, à l'initiative du maître d'ouvrage, en présence des représentants de la COBAS aux opérations préalables à la réception des ouvrages, contradictoirement avec les entreprises.

En cas de réserves lors de la réception, la commune invite la COBAS aux opérations préalables de levée des réserves.

Dès la réception définitive prononcée par la commune et après levée des réserves éventuelles, la piste sera incluse dans le réseau communautaire dont le gros entretien est assuré par la COBAS, le nettoyage et balayage restant du ressort des communes conformément à la convention de gestion adoptée en Conseil Communautaire.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa transmission par la COBAS au représentant de l'Etat en vue du contrôle de légalité, date qui sera notifiée à la commune dès que connue.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
033-243300563-20210408-DEL-2021-04-038-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 15/04/2021
Affichage : 15/04/2021
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS

La présente convention expirera à l'achèvement des travaux c'est-à-dire après reddition définitive des comptes acceptée par la COBAS et versements des sommes correspondant aux éventuels ajustements.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION

Cette convention pourra être résiliée à tout moment par accord des deux parties si un changement de programme de travaux ou une autre solution juridique était envisagée lettre recommandée avec accusé de réception sans versement d'indemnités.

ARTICLE 10 : RÉSOLUTION DES CONFLITS ET LITIGES

Les parties conviennent en cas de litige de privilégier une solution amiable. À défaut, les litiges seront de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Etablie en trois exemplaires, le 15 Avril 2021

Pour la ville de la Teste de Buch

Patrick DAVET
Maire

Pour la COBAS

LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud

Marie-Hélène DES ESGAULX
Présidente


ZONE CONCERNEE PAR LA DELIBERATION

Monsieur le Maire :
Merci M Berillon, nous vous montrons quelques photos, la piste cyclable sera peinte jeudi ainsi que le marquage au sol, les gens se trompent un peu et prennent la piste piétonne pour la piste cyclable, alors qu'elle est de l'autre côté, du très bon travail de réalisé, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELEPINE **DEL2021-06-284**

AMENAGEMENT DE L'A660 ET RN250

Convention relative à la domanialité et à la gestion de l'aménagement des échangeurs de Césarée et de la Hume sur l'A660 et de la mise à 2x2 voies de la RN 250 entre la Hume et Bisserié à Gujan-Mestras et La Teste-de-Buch

VU le code général de la propriété des personnes publiques, en ses articles L 2122-1 et suivants et R 2122-1 ;
VU le code de la voirie routière, en ses articles L 121-2 et R121-1 ;
VU la déclaration d'utilité publique (DUP) relative à l'amélioration de la desserte du Bassin d'Arcachon Sud par l'axe A 660/RN 250 du 17 décembre 2018,
VU la convention ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que les travaux de réalisation de deux échangeurs sur l'A660 à Césarée et à La Hume, et de mise en 2x2 voies de la RN 250 entre La Hume et Bisserié sur les communes de Gujan-Mestras et de La Teste de Buch dont la livraison prévue pour la fin du mois de juin 2021.

Considérant qu'il convient de définir les modalités d'utilisation et d'administration des dépendances du domaine public entre les différents gestionnaires que sont l'Etat, le Département de la Gironde, la COBAS, la ville de Gujan-Mestras et la ville de La Teste de Buch.

Considérant qu'il est nécessaire, d'une part, de définir les limites des domaines publics respectifs des « parties » après réalisation de l'ensemble des travaux sur l'A660 et sur la RN250.

Considérant qu'il convient, d'autre part, de fixer les conditions dans lesquelles interviendra la remise des ouvrages ou parties d'ouvrage devant intégrer le domaine public de La Teste de Buch, et des autres « parties ».

Considérant qu'il convient, enfin, de fixer des modalités particulières d'entretien courant et de maintien de la viabilité au regard de la configuration spécifique des ouvrages, par chacune des « parties ».

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention établie entre l'Etat, le Département de la Gironde, la COBAS, la commune de Gujan-Mestras et la commune de La Teste de Buch,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention,

AMENAGEMENT DE L'A660 ET RN250
Convention relative à la domanialité et à la gestion de l'aménagement des échangeurs de Césarée et de la Hume sur l'A660 et de la mise à 2x2 voies de la RN 250 entre la Hume et Bisserié à Gujan-Mestras et La Teste-de-Buch

Note explicative de synthèse

La déclaration d'utilité publique (DUP) relative à l'amélioration de la desserte du Bassin d'Arcachon Sud par l'axe A660/RN250 du 17 décembre 2018 comprend la réalisation de deux échangeurs sur l'A660 à Césarée et à La Hume, et la mise en 2x2 voies de la RN 250 entre La Hume et Bisserié sur les communes de Gujan-Mestras et de La Teste de Buch.

A ce titre, les travaux sont en cours, avec une livraison prévue pour la fin du mois de juin 2021.

Conformément aux articles L 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, et des articles L 121-2 et R121-1 du code de la voirie routière, il convient de définir les modalités d'utilisation des dépendances du domaine public et de prise de décisions relatives à l'administration de ces mêmes dépendances sur le domaine public, entre les différents gestionnaires. Ceux-ci sont les suivants : l'Etat, Département de la Gironde, COBAS, Ville de Gujan-Mestras et Ville de La Teste de Buch.

Ainsi, la présente convention a pour objet :

1. De définir les limites des domaines publics respectifs des « parties » après réalisation de l'ensemble des travaux sur l'A660 et sur la RN250. Ainsi pour la commune de La Teste de Buch il s'agira de l'ensemble des espaces verts, des espaces paysagers et pistes cyclables, hors des plateformes routières de l'Etat, du Département de la Gironde et de la section ouest de la voie verte entre la limite avec la commune de Gujan-mestras et le boulevard de l'industrie, située au sud de la RN 250 (article 3)

2. De fixer les conditions dans lesquelles interviendra la remise des ouvrages ou parties d'ouvrage devant intégrer le domaine public de La Teste de Buch, et des autres « parties ». Ainsi, les limites de l'agglomération de la commune de La Teste de Buch seront fixées en entrée aux amorces des avenues de Candale et de l'Industrie en limite de l'entrée du giratoire de Bisserié, en sortie à l'amorce de la voie directe du tourne-à-droit, et en entrée/sortie du ½ échangeur desservant le pôle de santé au droit du carrefour en croix avec l'avenue de l'Europe (article 4)

3. De fixer des modalités ultérieures particulières d'entretien courant et de maintien de la viabilité au regard. Ainsi pour la commune de La Teste de Buch, en sus de l'ensemble des espaces verts et paysagers situés sur son domaine, la commune assurera l'entretien des espaces verts et paysagers et de l'éclairage situés sur l'îlot central du carrefour giratoire de Bisserié (article 5)

Objet de la délibération :

- APPROUVER les termes de la convention établie entre l'Etat, le Département de la Gironde, la COBAS, la commune de Gujan Mestras et la commune de La Teste de Buch,
- Autoriser Monsieur Le Maire à signer ladite convention,

Monsieur le Maire :
Merci Mme Delepine,

Madame DELMAS :

Cette délibération me donne l'occasion de répéter ici les remarques que j'ai déjà formulées hier en conseil communautaire lors du vote de la poursuite des études pour l'aménagement de la desserte sud bassin à savoir notamment qu'il ne nous avait pas échappé que les bouchons gujanais s'étaient déplacés à la Teste et à partir de Bisserié congestionnant encore davantage la zone industrielle de la Teste qui est, rappelons-le, le 2ème bassin d'emplois de Gironde.
De plus j'ai émis quelques inquiétudes, mais peut-être à tort, sur l'efficacité en termes de fluidité de circulation du demi rond-point avec ses 3 stops de l'entrée/sortie vers le pôle santé.
Enfin le passage Direction Bordeaux vers Arcachon de 130 puis 110, 90 et toujours sur 2 voies puis 70 kms n'apparaît pas évident, j'espère que les automobilistes respecteront la limitation de vitesse, d'autant plus qu'il n'y a pas du tout de rails de sécurité, je crains des sorties de route.
Ne pourrait-on pas mettre des radars pédagogiques ? Pour signaler 70Kms
Voilà ce que j'ai dit à la COBAS, qu'il était urgent de poursuivre ces études et aménager et de poursuivre le doublement au moins jusqu'à l'embranchement Dune du Pyla .

Monsieur le Maire :
Vous avez raison d'avoir des inquiétudes, moi j'en ai, même une autre, je regrette qu'il n'y ait pas eu cette réflexion bien avant, la première que j'ai c'est le demi rond-point.
Je ne sais pas si c'est le hasard qu'il se retrouve juste en face de la station-service d'une marque de grande distribution, pour moi ce n'était pas l'endroit idoine, mais on verra à l'usage.
D'ores et déjà je peux vous l'annoncer, j'ai eu la présidente de la COBAS au téléphone, un des stops va disparaître, c'est celui qui arrive du centre de vaccination, à la perpendiculaire de l'avenue de l'Europe, celui-là va sortir il en restera plus que 2.

Une de mes inquiétudes, et j'espère que non, c'est qu'il n'y ait pas de bouchons pour les gens qui veulent rentrer par celui-là et qui se retrouvent sur la voie directe.
Le plus gros souci, et je suis assez mécontent, il aurait dû être réfléchi en amont et de par notre municipalité précédente, c'est la sortie de la plaine des sports Bonneval.
Là nous avons commencé à y travailler, réfléchir, il va falloir certainement faire un rond-point supplémentaire pour les gens qui veulent sortir, il va y avoir danger, ils ne pourront pas sortir, dans tous les cas ça va être fermé, sur la 2x2 voies avec la circulation qu'il va y avoir ça va être très dangereux.
Moi ce que j'ai demandé dans un temps rapide, on ne va pas attendre les études, que l'on puisse utiliser la contre-allée, dans le sens la Teste Gujan, à sens unique, sinon il va y avoir une densité de voitures importante et il faut penser que l'on est sur une plaine des sports avec des ballons qui peuvent arriver au ras.
Comment ça n'a pas été imaginé, réfléchi, imaginez un dimanche après-midi à 17h quand il va y avoir la sortie des matchs comment on va gérer la situation, ça c'est la première solution qui pourra être faite très rapidement, avec un sens interdit pour les gens qui arrivent de la Hume , un portique pour ne pas laisser passer certains véhicules, et là ,nous sommes en train de travailler avec M Pezas qui va nous être très précieux, pour mettre un rond-point, de façon à récupérer les 2 voies en toute sécurité.
Malheureusement aujourd'hui c'est ainsi mais on va essayer d'aller très vite pour réguler cette zone-là, vous avez raison les embouteillages sont chez nous.

Monsieur DUCASSE :
C'est des sujets qui étaient prévus, prévisibles, on nous avait déjà proposé il y a 10 ans, 15 ou 20 ans un triple rond-point pour la sortie de Bonneval, il y a aussi le fait qu'il n'y ait pas de bande d'arrêt d'urgence dans cette zone, ce qui va encore causer des risques supplémentaires.
Je voudrais soulever un petit détail qui va plaire à notre nouveau DGST, c'est le flou artistique de la domanialité entre l'Etat, le Département et la commune, qui va se retrouver avec des effets secondaires de la circulation, du passage ou des fins de travaux qui risquent nous coûter cher, j'espère que les plans que vous avez sont plus précis que les nôtres, parce que sur les limites elles sont décrites mais mal dessinées. Je compte sur lui.

Monsieur le Maire :
On travaillera en commun là-dessus et ce n'est peut-être pas le hasard s'il est ici, c'est justement parce qu'il est spécialiste.

Monsieur MURET :
Je souscris sur ce qui vient d'être dit en matière d'inquiétude, sécurité de part et autre et pour comprendre bien cette convention, en fait le terre-plein central avec les broyats d'huîtres. Qui va désherber, entretenir, pour être clair qui fait le terre-plein central ?

Monsieur le Maire :
C'est l'Etat.

Monsieur MURET :
Ça reste à l'Etat, je trouve que c'est beaucoup mieux pour la sécurité de nos personnels.

Monsieur PASTOUREAU :
Juste pour dire qu'en votre absence hier, j'ai aussi après Mme Delmas rappelé le fait que nous étions en zone urbanisée par rapport à Gujan , il y a une différence, là, on traverse des zones.
La Présidente m'a parlé de murs anti-bruits, c'est aussi important on n'est pas à Gujan où il y a quand même un grand espace de chaque côté, là on est vraiment en zone urbanisée.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M PASTOUREAU **DEL2021-06-285**

ECOLE VICTOR HUGO
PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH PAR LA COBAS

___

Vu le Code Général des Collectivité Territoriales et notamment ses articles L2122-21 et L1321-1 et suivants;
Vu la délibération du conseil municipal n°173 du 7 avril 2016 approuvant la mise à disposition à la COBAS du terrain d'assiette de la nouvelle école Victor Hugo,
Vu la délibération du conseil communautaire de la COBAS en date du 20 mai 2021 approuvant le procès-verbal de mise à disposition de l'école Victor Hugo au profit de la ville de La Teste de Buch,
Vu le projet du procès-verbal susvisé annexé à la présente ;

Mes chers collègues,

Considérant que dans le cadre de sa compétence facultative « Education - enseignement du 1er degré (écoles maternelles et primaires) pour les constructions neuves et opérations de restructuration lourde », la COBAS a procédé à la reconstruction de l'école VICTOR HUGO sur la commune de La Teste de Buch.

Considérant que depuis la rentrée scolaire 2018-2019, les nouveaux locaux ont été mis à disposition de la Ville de La Teste de Buch.

Considérant l'extinction de la période des réserves et de la garantie de parfait achèvement sous responsabilité de la COBAS, il convient d'acter le transfert de l'école et du terrain à nouveau à la commune de La Teste de Buch.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021, de bien vouloir :

- APPROUVER les termes du procès-verbal de mise à disposition de la nouvelle école Victor HUGO au profit de la Ville de La Teste de Buch, à titre gracieux ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit procès-verbal
- HABILITER Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires :
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents en vue du transfert de l'actif.

ECOLE VICTOR HUGO
PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH PAR LA COBAS

Note explicative de synthèse

Dans le cadre de sa compétence éducation de l'enseignement du 1er degré (écoles maternelles et primaires) pour les constructions neuves et opérations de restructuration lourde, la Communauté d'Agglomération a procédé à la reconstruction de l'école VICTOR HUGO sur la commune de La Teste de Buch sur la parcelle FR0648 mise à disposition par la Ville.

Dès la rentrée scolaire 2018-2019, les nouveaux locaux ont été mis à disposition de la Ville de La Teste de Buch, afin de pouvoir assurer l'accueil des élèves et de l'équipe enseignante dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, la COBAS a exercé les droits et obligations du maître d'ouvrage, pendant la période d'extinction des réserves, et notamment pendant la période de la garantie de parfait achèvement.

Après la période de la garantie de parfait achèvement, la Ville de La Teste de Buch est réputée titulaire de toutes les garanties contractuelles et légales, notamment la garantie dommage ouvrage.

La Ville de La Teste de Buch étant en charge de la gestion et de l'entretien de la nouvelle école, la Communauté d'Agglomération a transmis les Dossiers des Ouvrages Exécutés (D.O.E), dès le 26 mars 2019 (version papier et numérique).

Il vous est donc proposé d'approuver la mise à disposition de la nouvelle école VICTOR HUGO à la Ville de La Teste de Buch proposée par la Communauté d'Agglomération. Cette mise à disposition est consentie, à titre gracieux. Elle est intégrée dans le patrimoine de la ville par la signature entre les deux parties d'un procès-verbal de mise à disposition en vue du transfert de l'actif.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes du procès-verbal de mise à disposition de la nouvelle école Victor HUGO au profit de la Ville de La Teste de Buch, à titre gracieux ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit procès-verbal de mise à disposition, annexé à la présente délibération ;
- HABILITER Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires :
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents en vue du transfert de l'actif.

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

LA TESTE DE BUCH
BASSIN D'ARCACHON

PROCES-VERBAL DE MISE À DISPOSITION : DE L'ECOLE VICTOR HUGO - COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

ENTRE :

La Communauté d'agglomération Bassin d'Arcachon Sud (désignée ci-après **la COBAS**), représentée par sa Présidente, Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, agissant au nom de la COBAS – 2 Allée d'Espagne, BP 147, 33311 Arcachon Cedex, autorisée à cet effet par délibération DEL-2021-05 - du Conseil communautaire en date du 20 mai 2021,

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH (désignée ci-après **la Ville**), représentée par son Maire, Monsieur Patrice DAVET, agissant au nom de la Ville de La Teste de Buch – Hôtel de Ville – 33260 La Teste de Buch, autorisé à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du

D'AUTRE PART

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
Vu la délibération communautaire n°15-228 du 30 octobre 2015, approuvant les travaux de reconstruction de l'école Victor HUGO à La Teste de Buch,
Vu la délibération n°16-80 du 27 mai 2016 approuvant la mise à disposition à la COBAS du terrain d'assiette dans le cadre des travaux de reconstruction de la future école,
Vu la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux de construction objets du permis de construire n°033 529 16K0289 en date du 22 mars 2019,

Il est procédé, ce jour, entre les parties visées ci-dessus à :

- **La mise à disposition par la COBAS, à titre gracieux, de la nouvelle école Victor HUGO, d'une surface plancher de 1 763 m2, située rue du Chemin des Dames sur la commune de La Teste de Buch, sur une parcelle d'une superficie de 3 125 m2 environ cadastrée FR 648p, à la ville de La Teste de Buch (33260). Ainsi que la restitution du terrain d'assiette mis à disposition pour la durée des travaux.**

Étant précisé que, conformément à l'article L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la ville de La Teste de Buch est substituée à la COBAS dans ses droits et obligations découlant des contrats.

Après la période d'extinction des réserves et de la garantie de parfait achèvement, de la responsabilité de la COBAS, la ville de La Teste de Buch sera réputée titulaire de toutes les garanties contractuelles et légales, notamment la garantie dommage ouvrage. La COBAS ne pourra alors être appelée en garantie ou en qualité de maître d'ouvrage à quelque titre que ce soit. La ville de La Teste de Buch accepte le bien en l'état.

Fait à Arcachon, le
(En trois exemplaires originaux)

Pour la COBAS, **Madame Marie-Hélène DES ESGAULX** **Présidente,**	Pour la ville de La Teste de Buch, **Monsieur Patrick DAVET** **Maire,**

Monsieur le Maire :

Merci M Pastoureau, des interventions ? Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme PLANTIER **DEL2021-06-286**

RUE VICTOR HUGO
Convention d'occupation d'une emprise privée nécessaire à l'implantation d'un support à vélo

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29,
VU la convention d'occupation ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant qu'afin de favoriser les déplacements doux et faciliter le stationnement des vélos en centre-ville, la Commune de La Teste de Buch a souhaité implanter du mobilier urbain destiné au stationnement des vélos, rue Victor Hugo, axe central desservant plusieurs établissements recevant du public.

Considérant que l'emplacement retenu se situe au n°3 au droit de la résidence Les Allées Marines, avec une emprise suffisante pour garantir à la fois le stationnement des vélos et la circulation piétonne,

Considérant qu'une partie de trottoir, qui est ouvert au public, appartient à la copropriété de la résidence Les Allées Marines,

Considérant l'accord de la copropriété pour la pose du support à vélo, il convient de définir, par convention, les modalités de cette occupation par la Commune de La Teste de Buch

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention d'occupation ci-jointe entre la copropriété les Allées Marines et la commune de La Teste de Buch,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention,

Convention d'occupation d'une emprise privée nécessaire à l'implantation d'un support à vélo rue Victor Hugo

Note explicative de synthèse

Afin de favoriser les déplacements doux et faciliter le stationnement des vélos en centre-ville, la Commune de La Ville de La Teste de Buch a décidé d'implanter du mobilier urbain destiné au stationnement des vélos, rue Victor Hugo, dans la portion privée comprise entre la place Jean Hameau et la rue du Général Chanzy axe central desservant plusieurs établissements recevant du public.

L'emplacement retenu se situe au n° 3 de la rue ; l'emprise de trottoir est, à cet endroit, suffisante pour garantir à la fois le stationnement de vélos, et la circulation piétonne.

Toutefois, une partie de trottoir qui est ouvert au public, voir le plan ci-joint, appartient à la copropriété de la résidence Les Allées Marines. La Ville de La Teste de Buch a donc sollicité l'aval de la copropriété pour autoriser l'implantation d'un support à vélo. Cette copropriété est gérée par le groupe PICHET.

La partie de la parcelle est mise à disposition à titre gratuit, sans aucune indemnité de part ni d'autre.

Pour permettre à la ville de procéder à l'installation de ce mobilier urbain, le Groupe Pichet consent un droit d'accès et de passage sur la partie de la parcelle ainsi que le droit d'installer et d'entretenir ce mobilier.

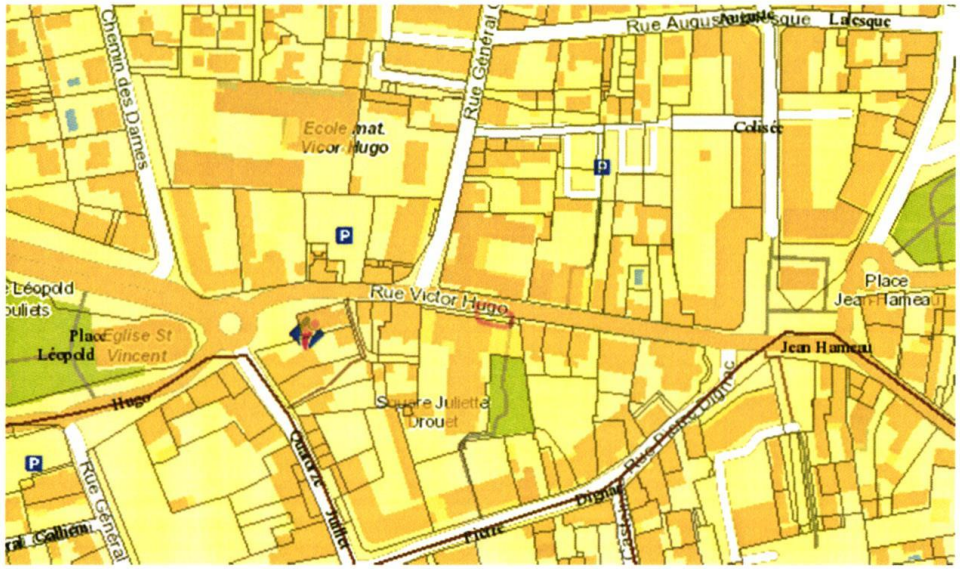
La présente convention est consentie pour une durée de cinq ans.

La présente convention a pour objet de définir, entre les parties, les modalités (clauses et conditions) de cette mise à disposition.

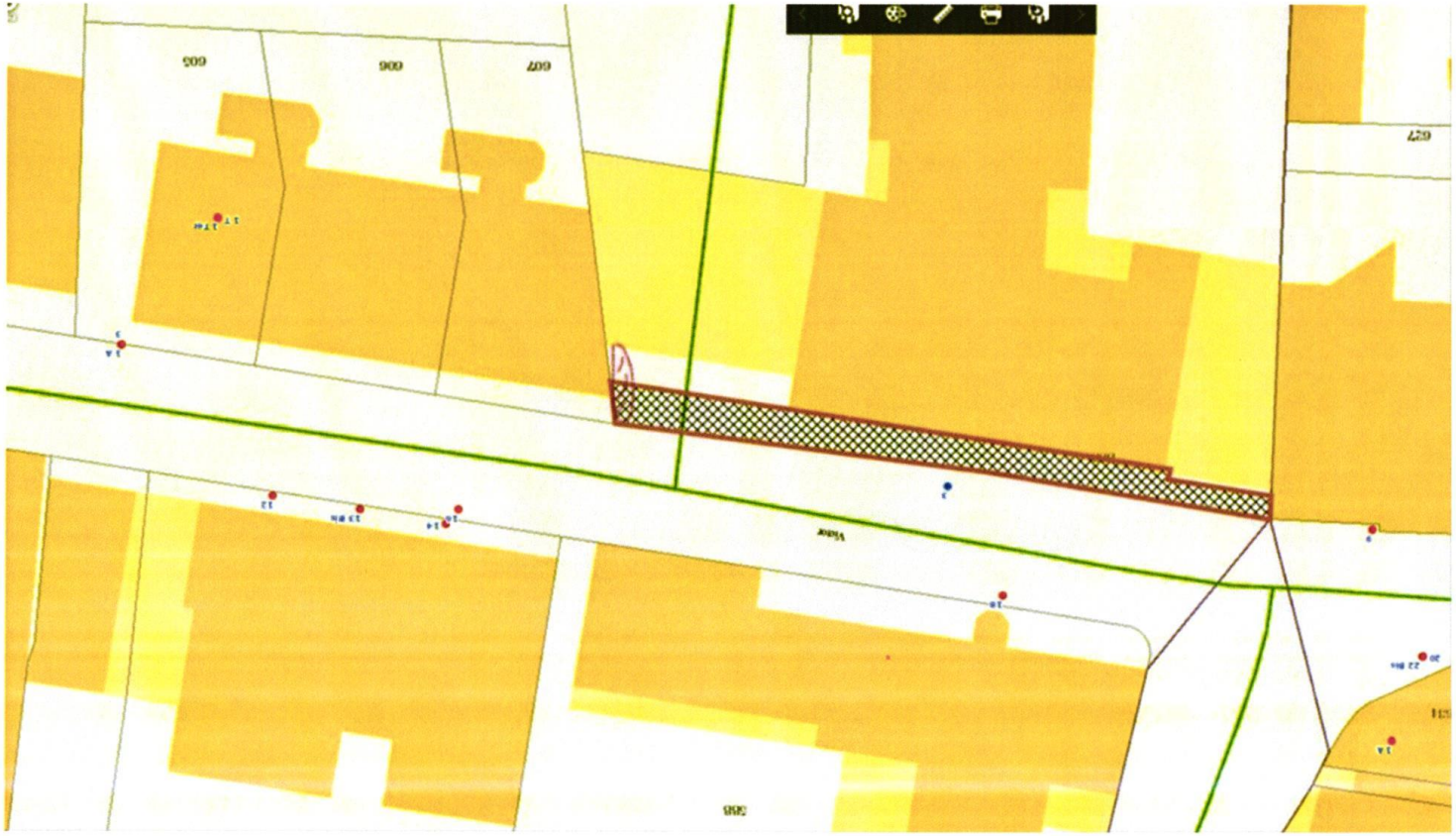
Objet de la délibération :

- ACCEPTER la convention établie entre le Groupe PICHET et la commune de La Teste de Buch,
- Autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention,

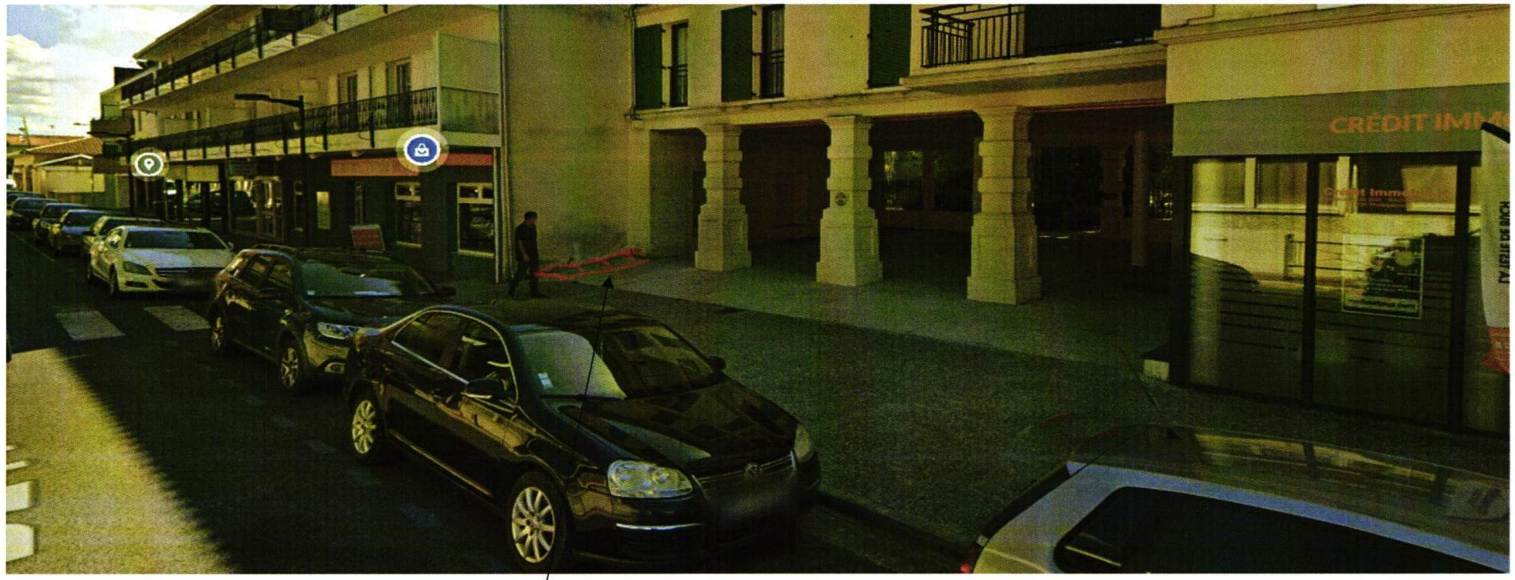
Rue Victor Hugo – projet d'implantation d'un support à vélo



Rue Victor Hugo – projet d'implantation d'un support à vélo



Rue Victor Hugo – projet d'implantation d'un support à vélo



Emplacement projeté rack à vélo

Convention d'occupation d'une emprise privée nécessaire à l'implantation d'un support à vélo

ENTRE LES SOUSSIGNES

La copropriété de la Résidence Les Allées Marines située 3 rue Victor Hugo à La Teste de Buch, représentée par le Groupe PICHET, gestionnaire de la copropriété de la résidence,

Ci-après dénommée « **le Propriétaire** »,

D'une part,

ET

La Commune de LA TESTE DE BUCH, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 La Teste de Buch,
Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Patrick DAVET, dument habilité par délibération en date du 22 juin 2021,

Ci-après dénommée « **l'Occupant** »,

D'autre part,

La présente convention a pour objet de définir, entre les parties, les modalités (clauses et conditions) de cette mise à disposition.

PREAMBULE :

Afin de favoriser les déplacements doux et faciliter le stationnement des vélos en centre-ville, la Commune de La Ville de La Teste de Buch a décidé d'implanter du mobilier urbain destiné au stationnement des vélos, rue Victor Hugo, dans la portion privée comprise entre la place Jean Hameau et la rue du Général Chanzy axe central desservant plusieurs établissements recevant du public.
L'emplacement retenu se situe au n° 3 de la rue ; l'emprise de trottoir est, à cet endroit, suffisante pour garantir à la fois le stationnement de vélos, et la circulation piétonne.
Toutefois, une partie de trottoir qui est ouvert au public, voir le plan ci-joint, appartient à la copropriété de la résidence Les Allées Marines. La Ville de La Teste de Buch a donc sollicité l'aval de la copropriété pour autoriser l'implantation d'un support à vélo.

La présente convention a pour objet de définir, entre les parties, les modalités (clauses et conditions) de cette mise à disposition.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET – DESIGNATION

Le Propriétaire consent, par la présente, à l'Occupant qui l'accepte la mise à disposition de l'emprise nécessaire à l'implantation d'un support à vélo (plan ci-annexé).

Pour permettre à l'Occupant de faire procéder à l'installation de ce mobilier urbain, le Propriétaire consent également à l'Occupant :

- Un droit d'accès et de passage sur la partie de la parcelle ci-dessus désignée,
- Le droit d'installer et d'entretenir ce mobilier vélo.

L'installation sera réalisée sous la seule responsabilité de l'Occupant de manière à ce que la copropriété de la Résidence Les Allées Marines ne soit en aucun cas inquiétée ou recherchée à ce sujet.

ARTICLE DEUX – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée de cinq ans.

ARTICLE TROIS – RESILIATION

Elle pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, sans indemnités, par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis d'un mois.

La résiliation entraînera l'obligation pour l'occupant de retirer l'intégralité des installations mises en place et de remettre en état les lieux dans les conditions définies à la présente convention.

ARTICLE QUATRE – ETAT DES LIEUX

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de la conclusion de la présente convention par les deux parties.

L'Occupant s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire démonter toute installation ou aménagement temporaire réalisé pendant la durée de la convention, dans un délai d'un mois à l'expiration de la présente convention.

L'Occupant s'engage, au terme de la présente convention, à remettre les lieux occupés dans l'état où ils se trouvaient au jour de la prise de possession.

Toute installation, aménagement appartenant au propriétaire qui seraient détériorés ou mis hors d'usage du fait de l'Occupant, devront être remplacés par ce dernier au plus tard au terme de la présente convention.

ARTICLE CINQ – ENTRETIEN

L'Occupant prend à sa charge l'entretien régulier du mobilier qui sera installé, et assurera la maintenance, ainsi que le changement de mobilier si nécessaire.

ARTICLE SIX – ABSENCE D'INDEMNITE

La partie de la parcelle objet des présentes est mise à disposition de l'Occupant à titre gratuit, sans aucune indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE SEPT – CHARGES ET CONDITIONS

L'Occupant assurera ses mobiliers, matériels, aménagements et installations.

L'Occupant sera civilement responsable pour les dommages corporels ou matériels pouvant être causés à des tiers ou des voisins, du fait de l'occupation de l'espace, du fait des travaux d'aménagement, ou du fait et de l'usage des aménagements et installations à sa charge.

ARTICLE HUIT : LITIGES

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie de règlement amiable et notamment la médiation ou l'arbitrage avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le……..2021

Pour Le Propriétaire, Pour l'Occupant

Le Maire de La Teste de Buch

Monsieur le Maire :

Merci Mme Plantier, il s'agissait d'une demande des commerçants, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M Le Maire **DEL2021-06-287**

OPPOSITION AU TRANSFERT DE LA COMPETENCE EN MATIERE DE PLAN LOCAL D'URBANISME A LA COBAS

Vu la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès à un logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) et notamment son article 136,

Vu la Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire,

Vu la délibération n°2020-09-318 du 24 septembre 2020,

Mes chers collègues,

Considérant que, par délibération n° 2020-09-318 du 24 septembre 2020, le Conseil Municipal s'est opposé au transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la COBAS au 1er janvier 2021,

Considérant que l'article 7 de la Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 a repoussé de 6 mois la date du transfert automatique de la compétence PLU à l'échelle intercommunale en le portant du 1er janvier 2021 au 1er juillet 2021,

Considérant que les assemblées délibérantes sont invitées à se prononcer sur ce transfert dans le délai de trois mois précédant cette date,

Considérant que les Communes membres de la COBAS peuvent s'opposer à nouveau à ce transfert,

Considérant l'importance, pour les Communes, de pouvoir déterminer librement l'organisation de leur cadre de vie, en fonction de spécificités locales, d'objectifs particuliers, de préservation patrimoniale ou naturelle, et selon des formes urbaines qui peuvent différer d'une Ville à l'autre,

Considérant que les documents intercommunaux de planification viennent, par ailleurs, compléter le volet urbanisme local, en matière de déplacements ou d'habitat, et que ces documents sont nécessairement pris en compte dans le PLU communal qui doit en tout état de cause leur être compatible,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- REFUSER le transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la COBAS,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte ou document en ce sens,

OPPOSITION AU TRANSFERT DE LA COMPETENCE EN MATIERE DE PLAN LOCAL D'URBANISME A LA COBAS

Note explicative de synthèse

Conformément à l'article 136 de la loi n°2014 -366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR), de nombreuses Communautés d'Agglomération et Communautés de Communes se sont vues transférer automatiquement la compétence urbanisme, à compter du 27 mars 2017.

En effet, le transfert de la compétence urbanisme aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) est obligatoire depuis le 27 mars 2017.

Néanmoins, le législateur avait laissé aux Communes la possibilité de refuser ce transfert si, dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans suivant la publication de la Loi ALUR, au moins 25 % des Communes représentant au moins 20 % de la population s'y étaient opposées. Il s'agit de la minorité de blocage prévue à article 136-II.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 21 mars 2017, la Commune de la Teste de Buch, représentant bien 25% des Communes membres, et au moins 20% de la population de la COBAS, s'était opposée au transfert de la compétence urbanisme.

Pour les EPCI dont les Communes membres se sont opposées à ce transfert, le législateur avait prévu, de nouveau, que le transfert interviendrait automatiquement à compter du 1er janvier 2021 (soit « au premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaire ») sauf nouvelle opposition décidée selon les mêmes conditions et procédures qu'en 2017.

Aussi, par délibération n° 2020-09-318 du 24 septembre 2020, la Commune s'est à nouveau opposée à ce transfert automatique effectif au 1er janvier 2021.

Par délibération du 05 novembre 2020, le Conseil de la COBAS a pris acte de l'opposition unanime de toutes les Communes membres au transfert de la compétence en matière de PLU à la COBAS.

Or, l'article 7 de la loi du 14 novembre 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire a repoussé la date du transfert de 6 mois en le portant au 1er juillet 2021. Autrement dit, le transfert de la compétence PLU à l'échelle intercommunale sera effectif au plus tard le 1er juillet prochain sauf activation de la minorité de blocage dans les 3 mois précédant cette date.

Il semble, en effet, que seules les délibérations adoptées dans ce nouveau délai seront valables pour exprimer la minorité de blocage et que celles prises antérieurement (notamment la délibération 2020-09-318) soient privées de fondement juridique.

Le Conseil Municipal doit donc à nouveau se prononcer sur le transfert, ou non, de la compétence Urbanisme à la COBAS.

Il apparait particulièrement inopportun de transférer à un échelon intercommunal la compétence urbanisme, qui permet aux Communes et aux Conseils Municipaux de déterminer librement l'organisation de leur cadre de vie, en fonction de spécificités locales, d'objectifs particuliers, de préservation patrimoniale ou naturelle, et selon des formes urbaines qui peuvent différer d'une commune à l'autre. Si la grille de lecture réglementaire et législative est la même pour chaque ville de l'agglomération, le parti-pris urbanistique reste foncièrement différent.

Afin que la compétence urbanisme ne soit pas automatiquement transférée à la COBAS à la date du 1er juillet 2021, il est demandé au Conseil Municipal de s'y opposer pour les raisons évoquées ci-dessus.

La délibération a donc pour objet de :

- Refuser le transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la COBAS,

- autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte ou document en ce sens.

Monsieur le Maire :
Lecture de la délibération,

Monsieur MURET
Sans aucune hésitation, compte-tenu des difficultés que nous avons à vivre avec la gouvernance actuelle de la COBAS bien évidemment que la Teste doit garder ses prérogatives, cela va de soi.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme JECKEL **DEL2021-06-288**

PROJET DE CREATION D'UNE CHAMBRE FUNERAIRE

AVENUE DU PARC DES EXPOSITIONS

Avis du conseil municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-21 et R2223-74,

Mes chers collègues,

La Société O.G.F représentée par Monsieur COTTET, a déposé auprès de la Préfecture de la Gironde un dossier pour la création d'une chambre funéraire dans des locaux existants à aménager, constituant le lot n°1 et n°6 d'un bâtiment situé sur les parcelles cadastrées section HA n°686 et 728 sises avenue du Parc des Expositions.

Cette création est soumise à décision préfectorale après consultation du Conseil Municipal de la Commune du lieu d'implantation et avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Le projet consiste à aménager deux locaux types coques vides en un complexe funéraire en R+1, d'une superficie totale de 341m². La partie accessible au public se situe uniquement en rez-de-chaussée.

Conformément aux dispositions de l'article R2223-74 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Sous- Préfecture a sollicité l'avis de la commune sur ce projet.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin de bien vouloir :

- EMETTRE un avis favorable sur le projet de création d'une chambre funéraire dans les locaux existants (lots n°1 et 6) sur les parcelles cadastrées section HA n°686 et 728, sises avenue du Parc des Expositions.

Projet de création d'une chambre funéraire
Avenue du Parc des Expositions
Parcelles cadastrées HA n° 686 et 728

Note explicative de synthèse

En application des dispositions de l'article R2223-74 du Code général des collectivités, la Sous-Préfecture d'Arcachon demande par courrier en date du 9 juin 2021 un avis du Conseil Municipal sur le projet de création d'une chambre funéraire dans des locaux existants à aménager, constituant le lot n°1 et n°6 d'un bâtiment situé sur les parcelles cadastrées section HA n°686 et 728 sises avenue du Parc des Expositions.

Le projet consiste à aménager 2 locaux types coques vides en un complexe funéraire au RDC et R+1.

- Lot 1- 146 m² simple RDC
- Lot 6- 137 m² au RDC et 58m² en R+1

La chambre funéraire comprend :

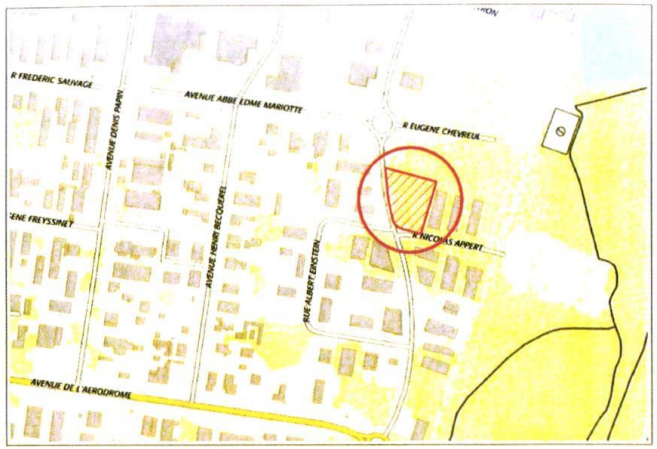
- Des locaux ouverts public : 1 hall d'accueil, 1 salle de reconnaissance, 3 salons de présentation des défunts, 1 sanitaire PRM. 5 places de parkings sont également réservées aux familles, dont 1 PMR
- Des locaux techniques à l'usage exclusifs des professionnels : 1 salle de préparation de 45 m² avec l'arrivée des corps depuis le garage
- 2 chambres froides avec au total 7 cases réfrigérées positives et 1 case négative.
- 1 vestiaire/ sanitaire pour le personnel

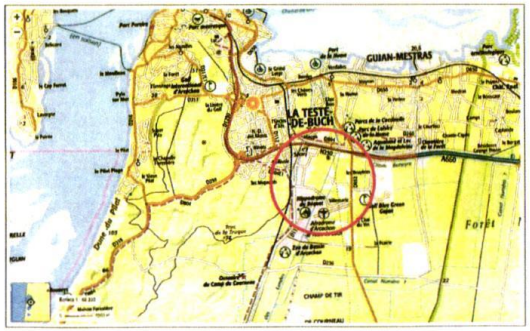
La partie publique est séparée intégralement de la partie technique.

Il est à noter également que l'aménagement des locaux a fait l'objet d'une demande d'autorisation d'aménager un Etablissement recevant du public en date du 2 avril 2021.
Ce dossier a fait l'objet d'un avis favorable des commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.

La délibération a donc pour objet d'émettre un avis sur le projet de création d'une chambre funéraire dans les locaux existants (lots n°1 et 6) sur les parcelles cadastrées section HA n°686 et 728, sises avenue du Parc des Expositions.



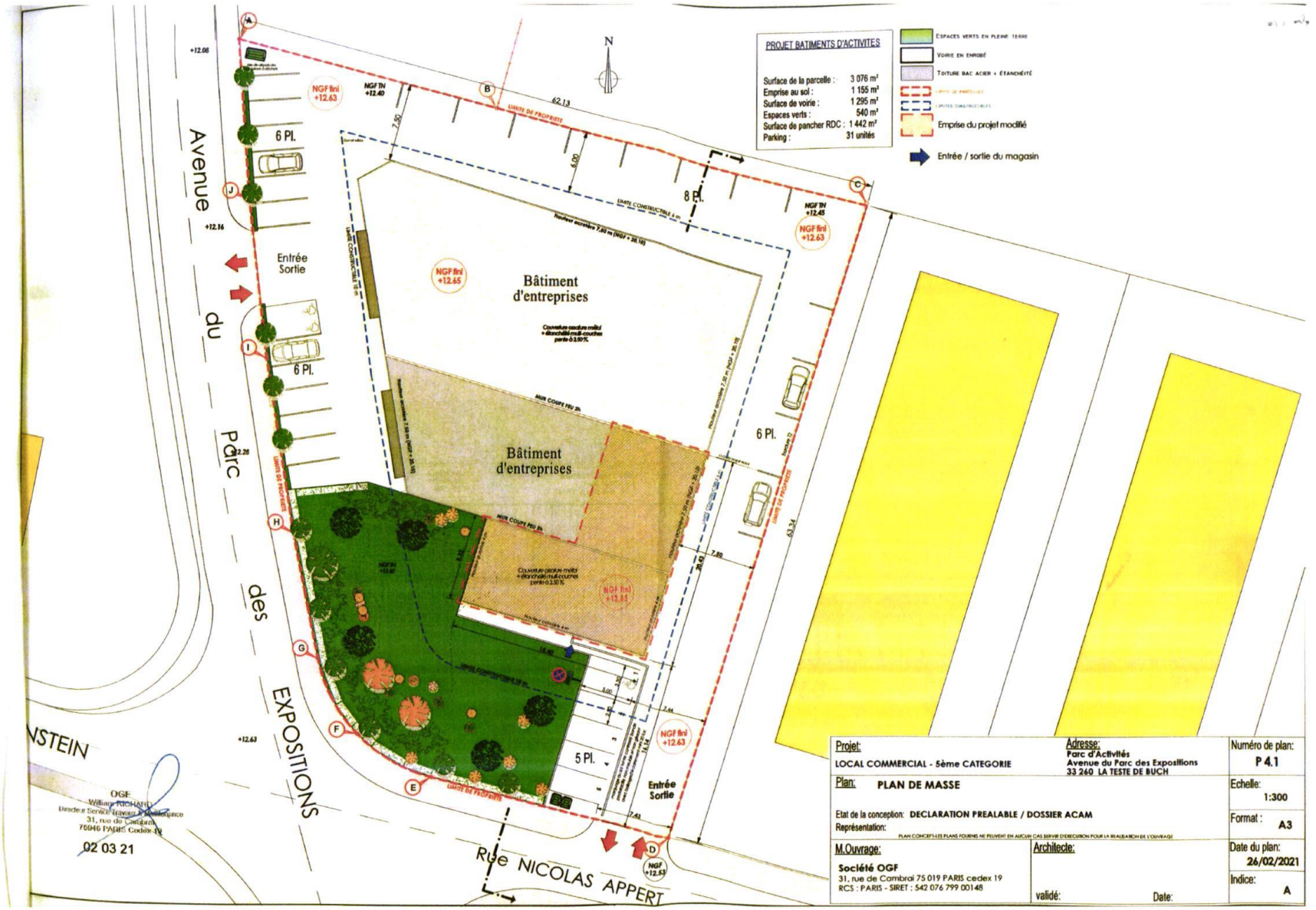




ADRESSE : AVENUE DU PARC DES EXPOSITIONS - 33260 LA TESTE DE BUCH
RÉFERENCES CADASTRALES : 000 H 686 ET 728
SUPERFICIE : 3 076 M²

OGF
William RICHARD
Directeur Service Travaux & Maintenance
31, rue de Cambrai
75946 PARIS Cedex 19
02 03 21

Projet: LOCAL COMMERCIAL - 5ème CATEGORIE	Adresse: Parc d'Activités Avenue du Parc des Expositions 33 260 LA TESTE DE BUCH	Numéro de plan: P 2
Plan: PLAN DE SITUATION		Echelle:
Etat de la conception: DECLARATION PREALABLE / DOSSIER ACAM Représentation: PLAN CONCEPTUEL PLANS FOURNIS NE PEUVENT EN AUCUN CAS SERVIR D'EXECUTION POUR LA REALISATION DE L'OUVRAGE		Format : A3
M.Ouvrage: Société OGF 31, rue de Cambrai 75 019 PARIS cedex 19 RCS : PARIS - SIRET : 542 076 799 00148	Architecte: validé: Date:	Date du plan: 26/02/2021 Indice: A


PROJET BATIMENTS D'ACTIVITES
Surface de la parcelle : 3 076 m²
Emprise au sol : 1 155 m²
Surface de voirie : 1 295 m²
Espaces verts : 540 m²
Surface de pancher RDC : 1 442 m²
Parking : 31 unités
Espaces verts en pleine terre
Voirie en enrobé
Toiture bac acier + étanchéité
Emprise du projet modifié
Entrée / sortie du magasin
N
Avenue du Parc des EXPOSITIONS
Rue NICOLAS APPERT
Bâtiment d'entreprises
Bâtiment d'entreprises
Entrée Sortie
Entrée Sortie
6 Pl.
6 Pl.
8 Pl.
6 Pl.
5 Pl.
NGF fini +12.63
NGF fini +12.65
NGF fini +12.55
NGF TN +12.40
NGF TN +12.45
62.13
63.34
Projet: LOCAL COMMERCIAL - 5ème CATEGORIE
Adresse: Parc d'Activités Avenue du Parc des Expositions 33 260 LA TESTE DE BUCH
Numéro de plan: P 4.1
Plan: PLAN DE MASSE
Echelle: 1:300
Etat de la conception: DECLARATION PREALABLE / DOSSIER ACAM
Format : A3
Représentation:
M.Ouvrage: Société OGF 31, rue de Cambrai 75 019 PARIS cedex 19 RCS : PARIS - SIRET : 542 076 799 00148
Architecte:
validé: Date:
Date du plan: 26/02/2021
Indice: A
OGF
02 03 21

Monsieur le Maire :

Merci Mme Jeckel,

Monsieur MURET :
Juste pour savoir on en a déjà une... Cela va faire deux ?

Monsieur le Maire :
C'est la deuxième, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : Mme TILLEUL **DEL2021-06-289**

ACQUISITION PARCELLES SECTION FX N° 558 et 559
ALIGNEMENT RUES GASTON DE FOIX ET JEAN DE GRAILLY

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-21,

Vu l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière,

Mes chers collègues,

Considérant que les parcelles cadastrées section FX n°558 et 559, d'une superficie de 60 m² et 10 m², constituent l'emprise de trottoirs au droit de la propriété sise 62 rue Jean de Grailly, et le long de la rue Gaston de Foix,

Considérant que ces parcelles privées doivent être cédées à la Commune pour régulariser cet ancien alignement,

Considérant qu'un accord est intervenu entre la Commune et les propriétaires pour une cession de ces emprises, à la Ville, moyennant l'euro symbolique dispensé de recouvrement,

Considérant que ces parcelles, de par leur nature, ont vocation à intégrer le domaine public communal,

Considérant que les frais afférents à l'établissement de l'acte notarié estimés à 1000€ sont à la charge de la Commune,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER d'acquérir les parcelles cadastrées section FX n° 558 et 559 dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir,

- DECIDER que la voirie sera transférée dans le Domaine Public Communal après la signature de l'acte notarié constatant le transfert de propriété à la Commune.

ACQUISITION PARCELLES SECTION FX N° 558 et 559 –
ALIGNEMENT RUES GASTON DE FOIX ET JEAN DE GRAILLY

Note explicative de synthèse

Par courrier du 04 mai 2021, dans le cadre d'une vente immobilière, Maître DURON, Notaire, a fait savoir à la Commune que ses clients souhaitaient régulariser un ancien alignement, à l'angle de la rue Gaston de Foix et du 62 rue Jean de Grailly.

En effet, ils sont toujours propriétaires des parcelles cadastrées section FX n° 558 et 559, d'une superficie respectivement de 60 m² et 10 m², constituant l'emprise de trottoirs.

Les propriétaires ont donc proposé à la Commune de lui rétrocéder ces emprises, ce qu'elle a accepté.

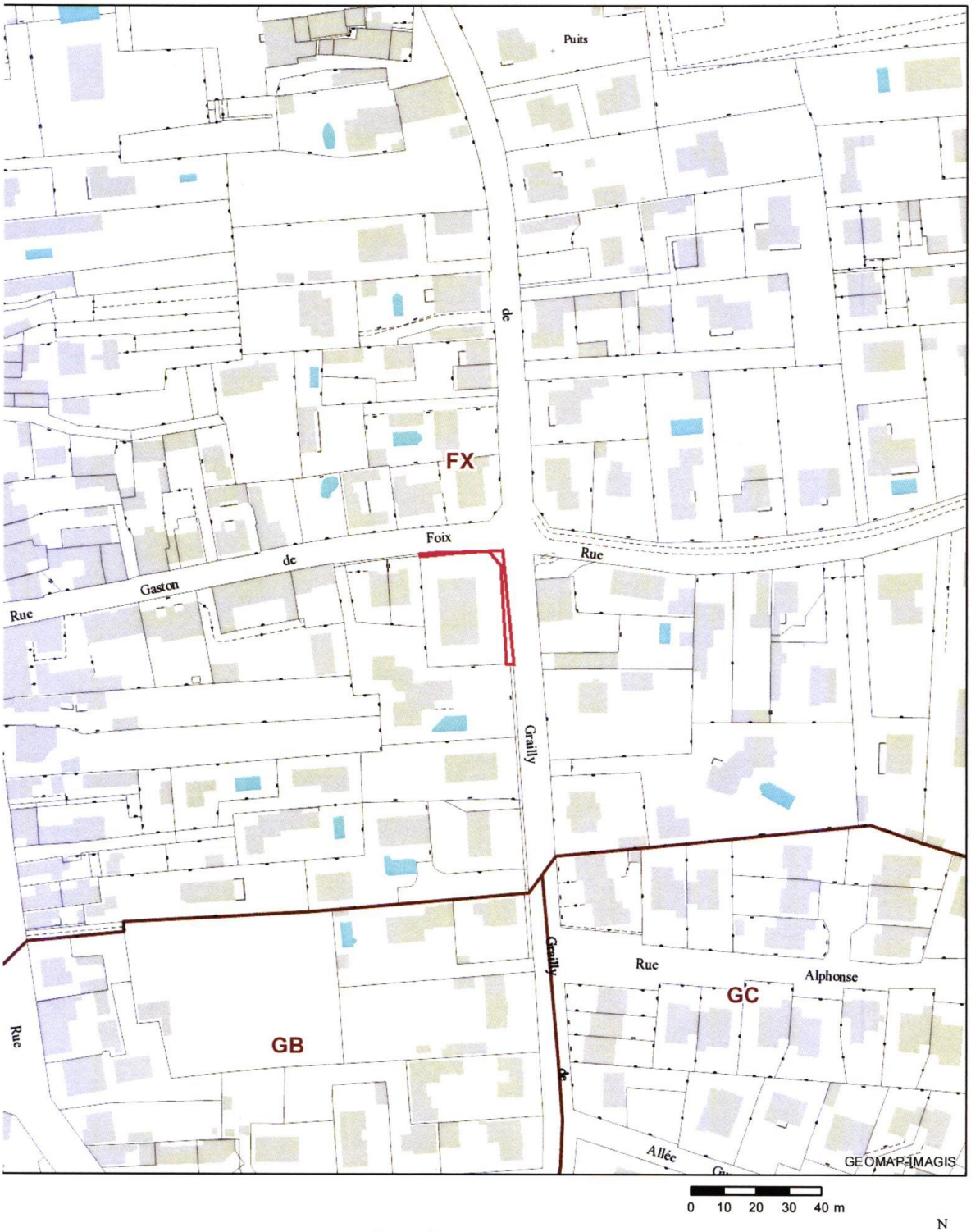
Suite à l'accord intervenu avec ces derniers, l'acquisition des parcelles FX n° 558 et 559 interviendra moyennant l'euro symbolique et la prise en charge, par la Ville, des frais d'acte d'un montant de 1 000€ environ.

La délibération a donc pour objet de :

- approuver l'acquisition, par la Commune, des parcelles cadastrées section FX n° 558 et 559, moyennant l'euro symbolique et la prise en charge des frais d'acte,

- autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié d'acquisition et tout autre acte à intervenir,

- décider que la voirie sera transférée dans le Domaine Public Communal après la signature de l'acte notarié constatant le transfert de propriété à la Commune, conformément à l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière.

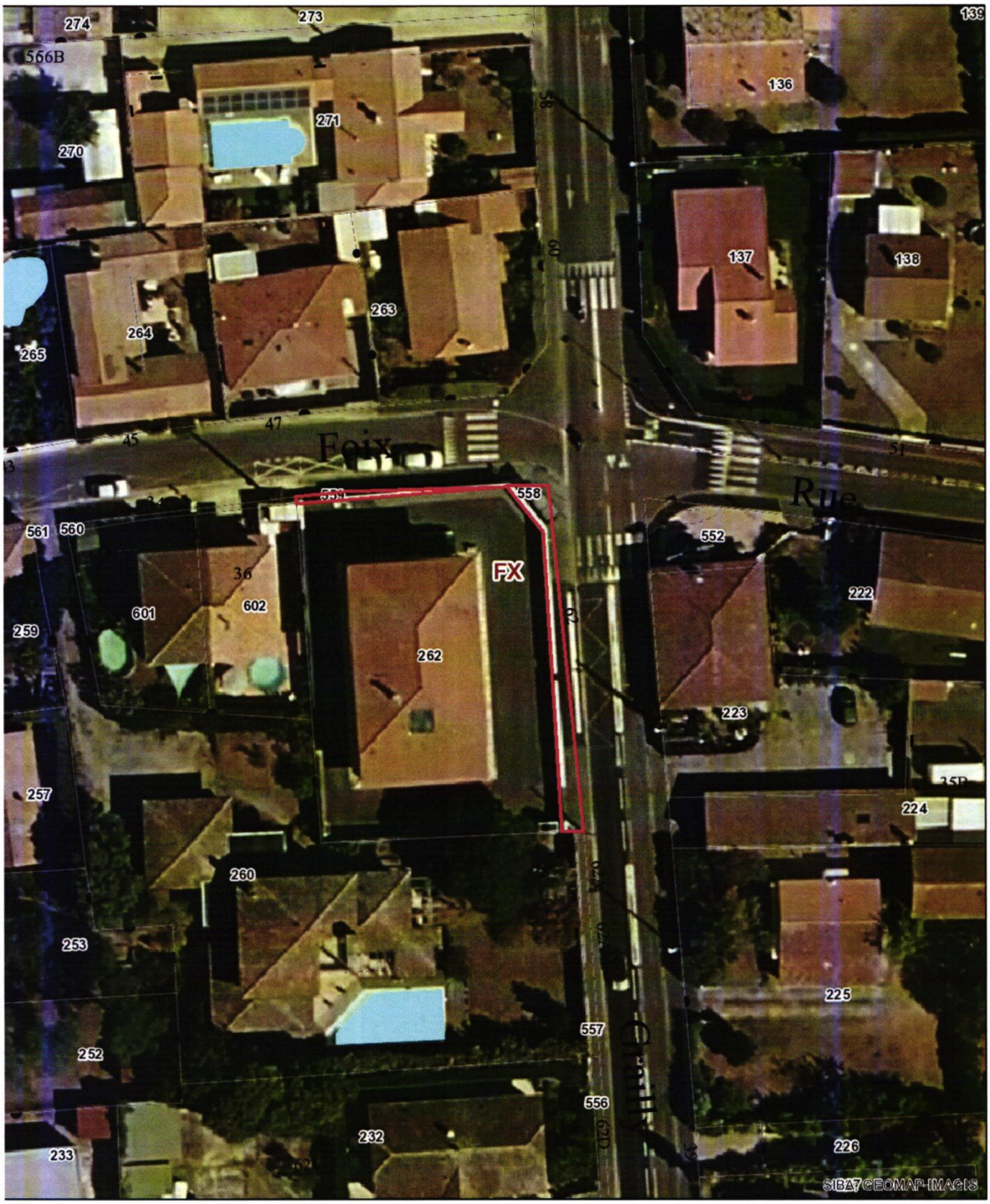


Parcelles FX 558 et 559

Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100



Parcelles FX558 et 559

Légende

locations **Parcelles défaillance actuel** **Parcelles défaillance 2100**

locations Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100

Monsieur le Maire :
Merci Mme Tilleul, c'est dans le cadre d'un alignement, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : Mme JECKEL **DEL2021-06-290**

ACQUISITION PARCELLES CV 532 et 534p
AMENAGEMENT RUE DU DOCTEUR ORFILA A CAZAUX

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-21,

Vu l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière,

Mes chers collègues,

Considérant que la Commune est propriétaire des parcelles CV n°212-214-533-535 et est en cours d'acquisition des parcelles CV n° 204 et 200 constituant l'emprise d'une partie de la rue du Docteur Orfila, à Cazaux,

Considérant le projet d'aménagement de cette voie ouverte à la circulation publique incluent les parcelles cadastrées section CV n° 532 et 534p, d'une superficie respectivement de 16 m² et 106 m² environ, qui appartiennent à des propriétaires privés,

Considérant que des négociations sont intervenues entre la Commune et les propriétaires afin de régulariser l'acquisition de ces emprises moyennant l'euro symbolique dispensé de recouvrement,

Considérant que ces parcelles, de par leur nature, ont vocation à intégrer le domaine public communal,

Considérant que les frais afférents à l'établissement de l'acte notarié estimés à 1500€ sont à la charge de la Commune,

Considérant que les frais de géomètre, de déplacement des compteurs (si nécessaire) et de reprise du mur de clôture seront aux frais de la Ville,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER d'acquérir les parcelles cadastrées section CV n° 532 et 534p dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir,

- DECIDER que la voirie sera transférée dans le Domaine Public Communal après la signature de l'acte notarié constatant le transfert de propriété à la Commune.

ACQUISITION PARCELLES SECTION CV N° 532 et 534p –
AMENAGEMENT DE LA RUE DU DOCTEUR ORFILA
A CAZAUX

Note explicative de synthèse

La Commune est propriétaire des parcelles cadastrées section CV n°212-214-533-535, d'une superficie totale de 840 m², constituant l'emprise d'une partie de la rue du Docteur Orfila à Cazaux, et est en cours d'acquisition de la parcelle CV n° 204, d'une superficie de 691 m², conformément à la délibération n° 2020-09-314 et de la parcelle CV n° 200, d'une superficie de 148 m², conformément à la délibération n° 2021-04-119.

La rue du Docteur Orfila, qui débute rue Edmond Doré et se termine rue des Ecureuils, est ouverte à la circulation publique.

La Commune envisage l'aménagement de cette voie. Ce projet inclut également la parcelle cadastrée section CV n°532, en totalité, d'une superficie de 16 m² et la parcelle CV n° 534, en partie, pour une superficie de 106 m², qui sont situées 4B rue des Ecureuils et 20 rue du Docteur Orfila.

Or, ces parcelles en nature de trottoir et d'espace à usage de stationnement sont toujours privées.

Eu égard à la nature de ces parcelles qui ont vocation à intégrer le domaine public, la Commune s'est rapprochée des propriétaires pour leur faire part de sa volonté de les acquérir.

Suite à l'accord intervenu avec ces derniers, l'acquisition des parcelles CV n° 532 et 534p interviendra moyennant l'euro symbolique et la prise en charge, par la Ville, de l'ensemble des frais liés à cette opération notamment les frais d'acte d'un montant de 1 500€ environ ainsi que les frais de géomètre et de déplacement des compteurs, le cas échéant.

Par ailleurs, il sera nécessaire de « raboter » un bout du muret qui empiète sur le trottoir. Les travaux de reprise du mur de clôture seront intégralement aux frais de la Ville.

La délibération a donc pour objet de :

- approuver l'acquisition, par la Commune, des parcelles cadastrées section CV n° 532-534p, moyennant l'euro symbolique et la prise en charge des frais d'acte,

- autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié d'acquisition et tout autre acte à intervenir,

- décider que la voirie sera transférée dans le Domaine Public Communal après la signature de l'acte notarié constatant le transfert de propriété à la Commune, conformément à l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière.



Vue aérienne CV 532 et 534p

Légende

locations **Parcelles défaillance actuel** **Parcelles défaillance 2100**

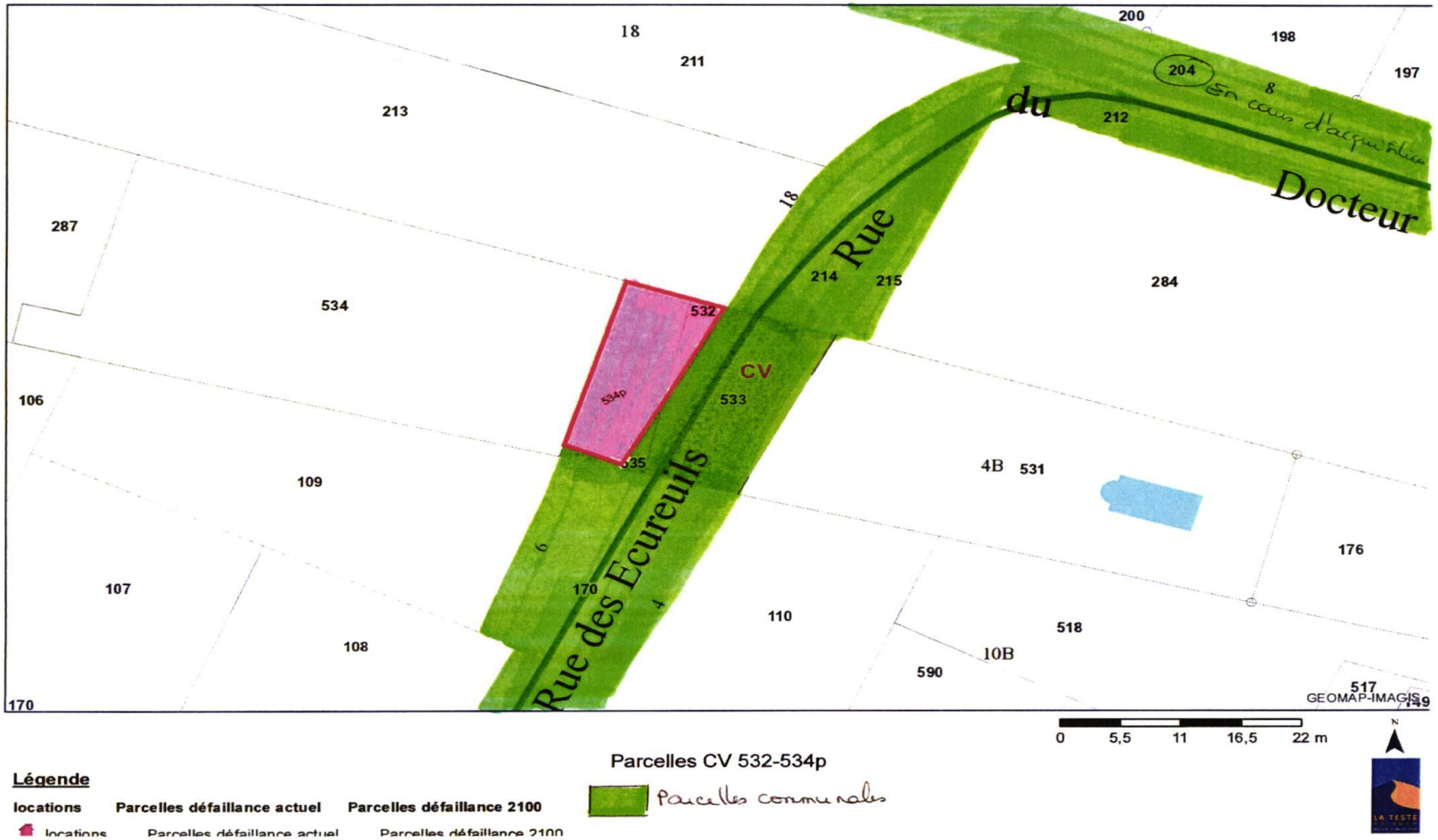


Parcelles communales Parcelles CV 534p-532

Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100


18
211
213
200
198
204
197
8
En cours d'acquisition
du
212
Docteur
287
Rue
214
215
284
534
532
CV
534p
533
106
109
535
4B
531
176
6
Rue des Ecureuils
107
170
4
110
518
108
10B
590
517
170
GEOMAP-IMAGIS
0
5,5
11
16,5
22 m
N
Parcelles CV 532-534p
Légende
locations
Parcelles défaillance actuel
Parcelles défaillance 2100
Parcelles communales

Monsieur le Maire :

Merci Mme Jeckel,

Monsieur MAISONNAVE :

C'est la rue du Docteur Orfila qui est très belle, avec de très larges trottoirs, la question au niveau du stationnent, maintenant il n'y a pas de marquage au sol il n'y a rien, le fait de stationner à côté du trottoir, on ne sera pas verbalisé ?

Monsieur BUSSE :

Dans cette rue comme dans les autres rues, il faut éviter le stationnement sur les trottoirs et effectivement on stationne sur la chaussée, s'il n'y a pas de marquage au sol on respecte le stationnement alterné par quinzaine, et ça ne pourra que contribuer au ralentissement des véhicules.

Monsieur le Maire :

Dans certaines rue et à Cazaux avenue du Marechal Leclerc, on va à la fois gérer le stationnement, plus personnes sur les trottoirs on fera en quinconce ce qui permettra de réduire la vitesse, comme ça se passe ici par exemple rue Peyjehan, quand le véhicule arrive, un s'arrête et ça réduit considérablement la vitesse, et on ne demande plus des dos d'âne.

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : M BERILLON **DEL2021-06-291**

ACQUISITION PARCELLES GC n°350, 351, 345, 346, 354

PARTIE DE LA VOIRIE RUE DU CAPITAINE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-21,

Vu le code de la voirie routière et notamment son article L 141-3,

Mes chers collègues,

Considérant que la rue du Capitaine est constituée de diverses parcelles privées appartenant aux propriétaires riverains, excepté la moitié Nord et les parcelles GC n° 395 et 448 au Sud, qui sont déjà communales,

Considérant que les parcelles de voirie cadastrées section GC n° 348, 357 et 394 sont en cours d'acquisition par la Ville,

Considérant que cette voie ouverte à la circulation publique a vocation à intégrer le domaine public communal nécessitant ainsi une maîtrise foncière de la voie par la Commune,

Considérant que les parcelles cadastrées section GC n° 350, 351, 345, 346 et 354 constituent l'emprise d'une partie du trottoir et la chaussée de la rue du Capitaine,

Considérant que les propriétaires ont donné leur accord pour céder ces parcelles à la Ville moyennant l'euro symbolique dispensé de recouvrement,

Considérant que les frais afférents à l'établissement de l'acte notarié estimés à 2 500€ sont à la charge de la Commune,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission après avis de la commission après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER d'acquérir les parcelles cadastrées section GC n° 350, 351, 345, 346 et 354 dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout acte à intervenir.

- DECIDER que ces parcelles de voirie seront transférées dans le Domaine Public Communal après signature de l'acte notarié constatant le transfert de propriété à la Commune.

ACQUISITION PARCELLES GC n°350, 351, 345, 346, 354
PARTIE DE LA VOIRIE RUE DU CAPITAINE
Note explicative de synthèse

La rue du Capitaine reliant la rue du Coutoum et la rue Gaston de Foix est constituée de diverses parcelles appartenant pour partie à la Commune (en vert sur le plan ci-joint) et pour partie à des propriétaires privés.

Eu égard aux caractéristiques de cette voie qui dessert de nombreuses propriétés et qui est ouverte à la circulation publique, la Commune souhaite l'incorporer dans son domaine public.

Elle doit préalablement avoir la maîtrise foncière de la totalité de la voie et donc procéder à la régularisation des cessions des parcelles encore privées.

A cette fin, le 06 février 2015, la Commune a acquis moyennant l'euro symbolique la parcelle cadastrée section GC n° 395, constituant l'emprise d'une partie de cette voie, au droit de la propriété située 31 rue du Capitaine.

Le 27 septembre 2016, elle s'est également rendue propriétaire des parcelles FX 549 et 550 situées au droit des propriétés du 2 au 14 rue du Capitaine.

Enfin, le 04 septembre 2020, elle a acquis la parcelle GC n° 448 au droit de la propriété située 34 rue du Capitaine.

Par ailleurs, les acquisitions moyennant l'euro symbolique, des parcelles cadastrées section GC n° 394- 357, et GC n° 348 sont en cours de régularisation chez le Notaire.

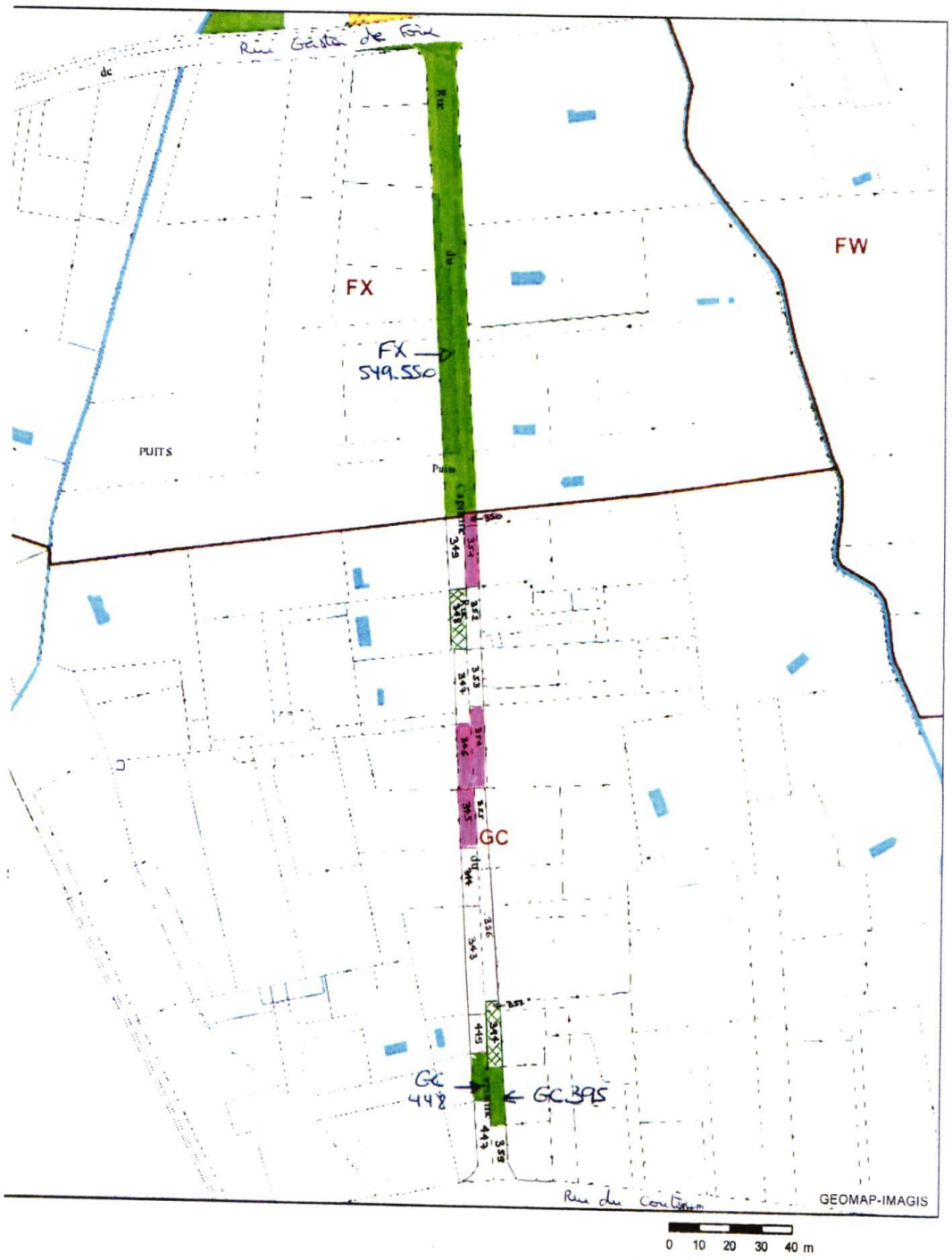
Après discussions, les propriétaires des parcelles suivantes (en rose sur le plan joint) ont donné leur accord pour les céder à la Commune, moyennant l'euro symbolique :

- parcelle GC n° 350 d'une superficie de 17 m², au droit de la propriété située 11B rue du Capitaine,
- parcelle GC n° 351, d'une superficie de 78 m², au droit de la propriété située 13 rue du Capitaine,
- parcelle GC 345, d'une superficie de 98 m², au droit de la propriété située 28 rue du Capitaine,
- parcelle GC 346, d'une superficie de 96 m², au droit de la propriété située 26 rue du Capitaine,
- parcelle GC 354, d'une superficie de 113 m², au droit de la propriété située 19 rue du Capitaine,

Les frais d'acte d'un montant de 2 500€ environ seront pris en charge par la Commune. La délibération a donc pour objet de :

– accepter d'acquérir, moyennant l'euro symbolique dispensé de recouvrement, et la prise en charge des frais d'acte estimés à 2 500 euros, les parcelles cadastrées section GC n° 350, 351, 345, 346, 354 constituant l'emprise d'une partie de la rue du Capitaine,

– autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout acte à intervenir.



Rue du Capitaine

Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100

Parcelles communales

Parcelles dont l'acquisition est en cours

Parcelles objet de la délibération

Monsieur le Maire :
Merci M Berillon, voilà une rue dont on parle depuis des années, on va voir les propriétaires, et on est en train de faire le nécessaire de façon à incorporer cette rue et ensuite nous mettrons ce fameux parking en quinconce pour à la fois ralentir la circulation aux heures de rentrées et sorties de classes avec l'école Brémontier, et le collège.
C'est exactement ce que nous voulons, mettre de l'ordre et dire aux gens, vous n'êtes plus chez vous, vous êtes chez nous, et on va pouvoir mettre les règles précises que nous ne pouvions pas mettre jusqu'à présent.

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur :</u> M BOUDIGUE **DEL2021-06-292**

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA TAXE DE SEJOUR

A COMPTER DU 1ER JANVIER 2022

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2333-26 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles R 2333-43 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 08 août 1959 instaurant la taxe de séjour,

Considérant que le tarif de la taxe de séjour est arrêté par délibération du conseil municipal avant le 1er juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante,

Considérant les exonérations conformément à l'article L2333-31du CGCT,

Considérant qu'il convient d'actualiser la tarification de la taxe de séjour pour l'année 2022 et de fixer le taux applicable aux hébergements non classés pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- ASSUJETTIR les natures d'hébergement figurant dans le tableau ci-après à la taxe de séjour « au réel »,

- FIXER à compter du 1er janvier 2022 les tarifs et taux de l'année 2022 comme suit :

CATEGORIE D'HEBERGEMENT	Tarif 2021	Tarif plancher 2022	Tarifs plafond 2022	Tarifs proposés pour 2022		
				Part communale	Part Départementale (*)	Total
Palaces	3,30 €	0,70 €	4,20 €	3 €	0,30 €	3,30 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2,20 €	0,70 €	3,00 €	2 €	0,20 €	2,20 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,21 €	0,70 €	2,30 €	1,10 €	0,11 €	1,21 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,99	0,50 €	1,50 €	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,88 €	0,30 €	0,90 €	0,80 €	0,08 €	0,88 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1étoile, villages vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes et auberges collectives	0,66 €	0,20 €	0,80 €	0,60 €	0,06 €	0,66 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes. Emplacements dans les aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,61 €	0,20 €	0,60 €	0,55 €	0,06 €	0,61 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance.	0,22 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,02 €	0,22 €

Hébergements	Taux 2021	Taux mini	Taux maxi	Taux appliqué pour 2022 (**)
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air.	5 %	1 %	5 %	5 %

(*) Taxe additionnelle du Conseil départemental

(**) Le taux adopté s'applique par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la Collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxe.

- DÉCIDER conformément à l'article L 2333-31 du CGCT de l'exonération suivante :
  - Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à 1 euro par nuitée, 7 € par semaine et 30 € par mois.

- CHARGER Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux et au directeur des finances publiques.

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA TAXE DE SÉJOUR
A COMPTER DU 1er JANVIER 2022

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Les articles L 2333-26 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoient que les communes peuvent, par délibération de leur Conseil Municipal, instaurer une taxe de séjour. Il ne peut appliquer qu'un seul des deux régimes d'impositions prévus à chaque nature d'hébergement à titre onéreux proposées dans la commune, soit régime au réel ou forfaitaire.

Par délibération du 08 août 1959, le Conseil Municipal de la Ville de La Teste de Buch a instauré la taxe de séjour.

Cette taxe est établie sur les personnes qui ne sont pas domiciliées dans la Commune et elle est fixée, pour chaque catégorie d'hébergement, par personne et par nuitée de séjour.

Le produit de la taxe de séjour est affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique de la commune sous réserve de l'application de l'article L.133-7 du Code du Tourisme.

Par délibération du 16 décembre 2010, la Ville de La Teste de Buch a transféré le produit et la gestion de la taxe de séjour à son EPIC-Office de Tourisme sur la base des articles R133-7 et R133-14 du Code du Tourisme.

Conformément aux l'article L2333-26 et L2333-30 du CGCT, les tarifs sont arrêtés par délibération du Conseil Municipal avant le 1er Juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Les limites tarifaires sont revalorisées chaque année comme le taux prévisionnel, associé au projet de loi de finances de l'année, d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac, de l'année courante.

Depuis le 1er janvier 2015, les natures d'hébergement concernées par la taxe de séjour sont mentionnées à l'article R.2333-44 du CGCT. Ceux sont :

- Les palaces,
- Les hôtels de tourisme,
- Les résidences de tourisme,
- Les meublés de tourisme,
- Les villages de vacances,
- Les chambres d'hôtes,
- Les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristiques,
- Les terrains de camping et les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air,

- Les ports de plaisance,

- Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des autres natures d'hébergements.

Il convient de noter que pour tous les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement (qui ne relèvent pas des autres natures d'hébergements), le tarif applicable par personne et par nuitée doit être compris entre 1% et 5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité.

En vertu de l'article L2333-30 du CGCT, il convient au Conseil Municipal de fixer ce taux chaque année.

Le Code Général des Collectivités Territoriales (article L2333-31) prévoit quatre catégories d'exonérations liées aux conditions des personnes hébergées :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil municipal détermine.

La délibération a pour objet de :

- FIXER les tarifs et taux relatifs à la taxe de séjour dite « au réel » applicables au 1er janvier 2022.

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : **Mme OTHABURU** **DEL2021-06-293**

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME DE LA TESTE DE BUCH EN CATEGORIE 1

Mes chers collègues,

Vu les articles L.133-10-1 et D.133-20 et suivants du code du tourisme,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2019 fixant les critères de classement des offices de tourisme,

Considérant que les Offices de Tourisme peuvent être classés par catégories – I ou II - suivant le niveau des aménagements et services garantis au public en fonction de critères fixés par l'arrêté susvisé du ministre de l'Europe et des affaires étrangères et du ministre de l'économie et des finances.

Considérant que l'Office de Tourisme souhaite déposer un dossier de renouvellement de classement en catégorie I auprès de la Préfecture de la Gironde,

Considérant que ce classement est prononcé pour cinq ans,

Considérant qu'il revient au Conseil Municipal, sur proposition de l'Office de Tourisme, de formuler la demande de renouvellement de classement auprès du représentant de l'Etat dans le département,

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission de rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter, auprès de Madame la Préfète de la Gironde, la demande de renouvellement de classement de l'Office de Tourisme de La Teste de Buch en catégorie 1.

DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE CLASSEMENT
DE L'OFFICE DE TOURISME EN CATEGORIE I
Note explicative de synthèse

L'Office de Tourisme a obtenu son classement en catégorie I le 24 novembre 2016 pour une durée de 5 ans.

Un Office de Tourisme classé dans cette catégorie correspond à une structure pilotée par un directeur répondant à un niveau de compétence ou d'expérience élevée qui exerce la plénitude de ses fonctions, se dote d'une politique de qualité de services et mesure sa performance globale.

Par ailleurs, l'Office de Tourisme de catégorie I doit développer une politique de promotion ciblée et mettre en œuvre des outils d'écoute de la clientèle, de nature à améliorer la qualité des services rendus et de ceux de ses partenaires œuvrant dans sa zone géographique d'intervention.

Pour rappel, afin de proposer un service et un accueil performant à la clientèle qui le fréquente, l'Office de Tourisme s'est engagé depuis 2012 dans la démarche qualité initiée par A.D.N.Tourisme.

Pour obtenir le renouvellement de ce classement en catégorie I l'office de tourisme doit répondre aux 15 critères du nouveau référentiel des critères de classement des Offices de Tourisme applicables depuis le 1er juillet 2019.

Ces 15 critères sont déclinés en neuf chapitres :

- ✓ L'Office de Tourisme est accessible et accueillant
- ✓ Les périodes et horaires d'ouverture sont cohérents avec la fréquentation touristique de la zone géographique d'intervention
- ✓ L'information est accessible à la clientèle étrangère
- ✓ L'information touristique collectée est exhaustive, qualifiée et mise à jour
- ✓ Les supports d'informations touristiques sont adaptés, complets et actualisés
- ✓ L'Office de Tourisme est à l'écoute du client et engagé dans une démarche promouvant la qualité et le progrès
- ✓ L'Office de Tourisme dispose des moyens humains pour assurer sa mission
- ✓ L'Office de Tourisme assure un recueil statistique
- ✓ L'Office de Tourisme met en œuvre la stratégie touristique locale

Il revient donc au Conseil municipal sur proposition de l'office de tourisme de formuler cette demande de classement en catégorie I auprès du représentant de l'Etat dans le département.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Othaburu,

Monsieur MURET :
Rien à dire sur ce renouvellement qui est quelque chose de récurrent et d'ordinaire, j'en profite pour aborder un sujet, j'ai vu une polémique sur les réseaux sociaux il y a quelques jours, à propos des saisonniers, et le classement de l'office n'a pas de lien direct avec notre statut de commune balnéaire, mais nous avions travaillé et on travaille toujours à la COBAS au sein de la commission habitat sur la problématique des saisonniers, pour résumer c'était un saisonnier de Bretagne qui expliquait qu'il vit en camping-car et qu'il ne trouve pas où se loger il avait eu maille à partir avec la police municipale , bref, c'est pour faire le focus sur la problématique de l'hébergement des emplois saisonniers sur notre territoire, qui reste un vrai thème compliqué pour la plupart des employeurs de notre économie touristique.

Monsieur le Maire :
C'est vrai, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Madame OTHABURU :
Je vous ai préparé une présentation du nouvel Epic, l'établissement qui gère à la fois, l'office de tourisme, le parc des expositions, le marché municipal et les animations de la ville désormais.
Le contexte de cet Epic nous avons souhaité avec M le Maire porter une animation et un développement économique assez fort, et de ce fait c'est une régie pluridisciplinaire qui sera créée afin d'animer des leviers économiques stratégiques.
Dans les leviers économiques, l'OT, le parc des expositions, nous créons un Office de Commerce et de l'Artisanat, nous gérons les marchés puisque nous avons développé plusieurs marchés sur la commune et une cellule événements qui animera la ville tout au long de l'année, pas une cellule culturelle, je parle d'une cellule d'animations commerciales et économiques.
L'enjeu c'est de créer un modèle économique à la croisée de plusieurs données, la performance et la rentabilité, mais aussi la bienveillance et la responsabilité.

Nous avons plusieurs axes stratégiques qui sont évalués, l'expérience client qui est importante pour développer la visibilité de notre commune, un engagement RSE, et un management de l'espace et du territoire.
Nos objectifs sont de valoriser la commune, de préserver le patrimoine naturel, et de dynamiser l'économie locale.
Tout ça pour 2022, l'ambition est de faire passer la nouvelle structure d'une logique de satisfaction de besoins des usagers, un service public classique à une logique d'attractivité du territoire, comme une agence locale d'attractivité. Ce changement de paradigme ouvre la voie à une nouvelle structure et son projet technique et politique autour de principes fondateurs, notamment en dehors de la démarche RSE et de la connaissance clients, l'exploitation de la data, puisque je vous rappelle une source qui a été donnée par une étude en 2020, les entreprises et l'Epic peut s'assimiler à une entreprise de développement commerciale, les entreprises qui utilisent stratégiquement les nouvelles tendances digitales et la technologie pour mieux satisfaire les besoins des clients, peuvent réaliser jusqu'à 30% de profit en plus que les entreprises qui ne le font pas.

Cela a été notre ambition de passer sur un modèle un peu plus XXIème siècle et en développant l'événementiel, B2C c'est-à-dire vers des consommateurs individuels et un événementiel B2B vers du business et des relations entreprises qui seraient intéressées pour évaluer des événements et les organiser sur la commune.
Bien entendu le développement commercial du centre-ville qui est une vraie stratégie fondamentale de vie de la ville.
L'expérience client, c'est la connaissance client en étant un axe prioritaire, le but est de connaître notre clientèle de commune en tant qu'Epic et adapter au mieux les missions menées au sein de la nouvelle structure. C'est l'objet d'investissement dans un CRM qui est un logiciel de relations clients, et le développement de la commercialisation et du digital en interne comme en externe.

La démarche RSE c'est une démarche sociétale, et aujourd'hui c'est une pierre angulaire du développement de nombreuses entreprises du secteur public. L'expérience des employés et le bien-être et bien-vivre au travail sont également inclus au même titre que la formation et l'apprentissage d'une culture du digital et l'approche environnementale de la fonction.
Cela sera intégré à la formation des salariés de l'Epic cette dimension digitale pour ceux qui en ont besoin.

Le management de l'espace est l'objectif du 3ème axe stratégique de l'Epic et de créer une synergie entre les différentes polarités commerciales et touristiques de la ville, entre le cadre de vie au quotidien et le tourisme via l'embauche d'un manager de ville et du transfert de la commune vers l'office de gestion du marché, du parc des expos, avec leur développement de l'animation et la stratégie.
Pour donner un exemple, le parc des expos va rouvrir des activités de location du site à partir de l'automne puisque nous avons des salons qui sont programmés mais nous ne sommes pas organisateur, nous ne sommes aujourd'hui que loueur d'espaces et nous laissons les organisateurs organiser leur événement à leur guise.

Monsieur MURET :
Merci pour cette présentation, je souhaiterais avoir le document, j'ai besoin de le relire à tête reposée, il y a beaucoup d'acceptions conceptuelles qui me sont assez originales dans le champ du service public et des relations administration-Epic- usagers, tout ça est très original, jargonneux, on sent bien votre fibre école de management et effectivement j'ai un petit peu peur que le testerin moyen avale son béret en lisant ça, ou essayant de comprendre.

Moi si je pouvais avoir ce texte pour m'y pencher dessus et essayer de comprendre, je n'ai aucune difficulté à ce que l'Epic recadre sa politique vis-à-vis de la relation client, ça me semble intéressant, mais effectivement et on a déjà eu cet échange Mme L'adjointe, le service public ce n'est pas l'entreprise, et l'entreprise ne sera jamais le service public.
Il y a quelques angles morts que l'entreprise ne pourra jamais combler, la démarche RSE vous la transposez à la sphère publique, ça me semble un petit peu hasardeux aussi, tout ça pour dire que je voudrais bien avoir cet exposé pour m'en imprégner et comprendre un petit peu de la data tourisme à la Teste.

Madame OTHABURU :
Pour le mot jargonnesque cela fera plaisir à Astrid qui a fait le document avec moi et qui ne dirige pas une école de commerce, et pour ce qui est de la compréhension par les Testerins, je pense que c'est très compréhensible et je ne vois pas où est le problème du vocabulaire.

Monsieur le Maire :
M Muret c'est assez marrant que vous ayez cette image du testerin qui ne comprend pas avec le béret, vous ne vous promenez pas souvent dans la ville, la population testerine elle a évolué il y a

28 700 habitants aujourd'hui il y a une très belle population, même s'ils mettent le béret, le béret un couvre-chef comme un autre, mais vous avez une image qui n'est pas très bonne, vous ne connaissez pas bien les Testerins, d'ailleurs ils ne vous connaissent pas à vous.
Ils connaissent M Ducasse mais ils ne vous connaissent pas.

Monsieur DUCASSE :
Pour la smart city et ma voiture, c'est connecté, par contre je n'arrive pas à connecter mon ordinateur de la ville au site de la ville, je ne peux pas avoir zimbra, je trouve là qu'il y a un petit défaut qu'il va falloir régler rapidement.

Monsieur le Maire :
Ça ne vient pas de nous malheureusement,

Monsieur BOUDIGUE :
Je voudrais proposer à M Ducasse de venir au service informatique je pense que les techniciens sont très compétents pour vous régler ça. Je vous propose de passer.

Monsieur DUCASSE :
Je vous remercie j'irai au 1er étage.

Madame DELMAS :
Suite à votre présentation Mme l'adjointe, je n'ai pas compris, l'Epic il n'est pas encore créé, il fera l'objet d'une délibération très précise, avec les clés de financement etc... C'est juste le projet que vous nous avez présenté ?

Madame OTHABURU :
Oui.

Monsieur BERILLON :
Quand M Muret dit que la RSE n'est pas compatible avec le service public, je ne partage pas du tout, ou vous vous êtes mal exprimé, mais au contraire je trouve que la démarche de responsabilité sociétale des entreprises ou environnementale au contraire elle soutient complètement l'action de la municipalité, je trouve que ça me paraît un peu réducteur de vouloir l'écarter. A mon avis c'est une question comportementale, et ça s'adresse aussi bien dans la politique environnementale de la commune que par rapport à la gestion du personnel, par rapport à ce projet, c'est un domaine que je connais bien à titre professionnel puisque je dirige , je trouve qu'il faut être très large et c'est une démarche intégratrice et stratégique.

Monsieur le Maire :
Les Testerins ont demandé de l'évolution, du dynamisme, de l'innovation, voilà ce qu'ils ont demandé il y a un an, et ils l'ont confirmé M Muret.

<u>Rapporteur</u> : Mme SECQUES **DEL2021-06-294**

VENTE TERRAIN SIS LANDE DES DEUX CRASTES ET BONNEVAL AU SUD DU PÔLE HOSPITALIER

___

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-21 et L2241-1,

Mes chers collègues,

Considérant que le projet d'extension du Pôle Hospitalier consistant en la construction d'un bâtiment accueillant un EHPAD de 80 lits, une unité de soins de longue durée de 80 lits et une plateforme territoriale d'appui,

Considérant la demande formulée par le Centre Hospitalier d'Arcachon représenté par son Directeur Julien ROSSIGNOL en vue de l'acquisition du terrain situé au Sud du Pôle Hospitalier pour y réaliser le projet précité,

Considérant que la Commune est propriétaire de ce terrain en nature de friche boisée d'une superficie de 4,5ha environ cadastré sections GZ n° 130p -129p et HA n° 601 - 592 - 597p – 595 - 591p, qui relève de son domaine privé et ne présente aucune utilité pour elle,

Considérant l'avis du Domaine en date du 1er février 2021 estimant la valeur vénale de ce terrain à 5€/m²,

Considérant que le Centre Hospitalier d'Arcachon a accepté d'acquérir ce terrain au prix de 10€/m² hors taxes et hors charges et de prendre à sa charge tous les frais inhérents à la vente, notamment les frais de géomètre et de Notaire,

Considérant que la vente est conditionnée à la réalisation du projet précité exclusivement,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER de vendre au Centre Hospitalier d'Arcachon représenté par son Directeur Julien ROSSIGNOL ou toute personne ou entité qui viendraient s'y substituer le terrain cadastré sections GZ n° 130p -129p et HA n° 601 - 592 - 597p – 595 - 591p, d'une superficie totale de 4,5 ha environ, dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique de vente et tout autre acte à intervenir,

VENTE TERRAIN SIS LANDE DES DEUX CRASTES ET BONNEVAL - AU SUD DU PÔLE HOSPITALIER

Note explicative de synthèse

La Commune est propriétaire des parcelles cadastrées sections GZ n° 129p -130p et HA n° 601 - 592 - 597p – 595 - 591p d'une superficie totale de 4,5 ha environ, sises lieux-dits « Lande des deux Crastes » et « Bonneval ».

Ces parcelles constituent l'emprise d'un terrain en nature de friche boisée, situé entre le Pôle Hospitalier (au Nord) et les Jardins Familiaux (au Sud), matérialisé en rose sur les plans joints.

Le Centre Hospitalier d'Arcachon représenté par son Directeur Julien ROSSIGNOL a sollicité la vente, à son profit, de ce terrain en vue de l'extension du Pôle Hospitalier. Le projet consisterait en la construction d'un bâtiment accueillant un EHPAD de 80 lits, une unité de soins de longue durée de 80 lits et une plateforme territoriale d'appui.

Ce terrain relève du domaine privé de la Commune et ne présente pas d'utilité pour la Ville.

Par courrier du 1er février 2021, le Domaine a estimé la valeur vénale de ce terrain à 5€/m² avec une marge d'appréciation de plus ou moins 15%, en considération de son classement actuel en zone NL (zone naturelle) au PLU. Après révision du PLU, ce terrain basculera en zone US (Zone Urbaine située dans la continuité du parc d'activités du Pays de Buch sur laquelle est implanté le pôle de santé intercommunal public-privé) pour permettre la réalisation du projet décrit précédemment.

Après discussions, la Commune et le Centre Hospitalier d'Arcachon se sont entendus pour procéder à la vente moyennant le prix de 10€/m² hors taxes et hors charges. Si cette opération est soumise à TVA, celle-ci sera intégralement acquittée par l'Acquéreur et le prix de vente sera augmenté à proportion du montant de la taxe.

Le Centre Hospitalier d'Arcachon ou toute personne ou entité qui viendraient s'y substituer prendra également en charge tous les frais inhérents à cette cession notamment ceux de géomètre pour la réalisation du document d'arpentage et les frais d'acte notarié.

La vente sera conditionnée à la réalisation du projet précité, exclusivement, c'est-à-dire la construction d'un bâtiment accueillant un EHPAD et une USLD.

La délibération a donc pour objet de :

- accepter de vendre au Centre Hospitalier d'Arcachon représenté par son Directeur Julien ROSSIGNOL ou toute personne ou entité qui viendraient s'y substituer le terrain matérialisé en rose sur les plans joints, cadastré sections GZ n° 130p -129p et HA n° 601 - 592 - 597p – 595 - 591p, d'une superficie totale de 4,5 ha environ, au prix de 10€/m² hors taxes et hors charges,

- autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique de vente et tout autre acte à intervenir.

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE NOUVELLE-AQUITAINE ET DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE
DIRECTION DE LA GESTION PUBLIQUE
PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE
24 rue François de Sourdis – 6ème étage
BP908 – 33060 BORDEAUX CEDEX
Balf : drfip33.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone secrétariat : 05 56 90 50 30 / 05 56 90 50 84

BORDEAUX, le 1er février 2021

Monsieur le Maire de La Teste de Buch
Pôle Droit des Sols et Foncier
Hôtel de Ville
BP 50105
33 164 La Teste de Buch Cedex

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick SAUBUSSE
Téléphone : 05 57 81 69 76
Responsable du service : Laurent KOHLER
Téléphone : 05.56.90.78.95
Adjoint du service : Bruno BENEDETTO
Téléphone : 05.57.81.69.43

Nos réf :	2021-33529V0255
Vos réf. :	Demande DS 3449448 déposée le 27 janvier 2021

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

Acquisition

Article L. 1211-1 du code général de la propriété des personnes publiques
Articles L. 1311-9 à L. 1311-12 et R. 1311-3 à R. 1311-5 du code général des collectivités territoriales
Article 23 de la loi du n°2001-1168 du 11 décembre 2001 dite loi " Murcef "
Arrêté ministériel du 5 décembre 2016

DÉSIGNATION DU BIEN : Emprises et parcelles GZ 129p, GZ 130p, HA 591p HA 592, HA 595, HA 597p.

ADRESSE DU BIEN : Avenue Vulcain et lieu dit « Bonneval », à La Teste de Buch

VALEUR VÉNALE : 5 €/m²

1 - SERVICE CONSULTANT : Commune de La Teste
AFFAIRE SUIVIE PAR : Sandrine GELLIBERT
2 - Date de consultation : 27/01/2021
Date de réception : 27/01/2021
Date de visite : secteur connu
Date de constitution du dossier « en état » : 27/01/2021

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Projet de cession des emprises et parcelles GZ 129p, GZ 130p, HA 591p HA 592, HA 595, HA 597p en vue de l'extension du Pôle de Santé.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

A) **Situation géographique du bien, desserte par les transports :**

Commune	Adresse	Section cadastrale	Superficie
La Teste de Buch	Avenue Vulcain et lieu dit « Bonneval »	GZ 129p, GZ 130p, HA 591p HA 592, HA 595, HA 597p.	45 000 m² (surface exacte non définie)

Situation géographique du bien



Les parcelles sont situées en arrière du Pôle de Santé de La Teste de Buch.

B) **Consistance actuelle du bien :**

Les parcelles sont en nature de terrain boisé.

5 - SITUATION JURIDIQUE

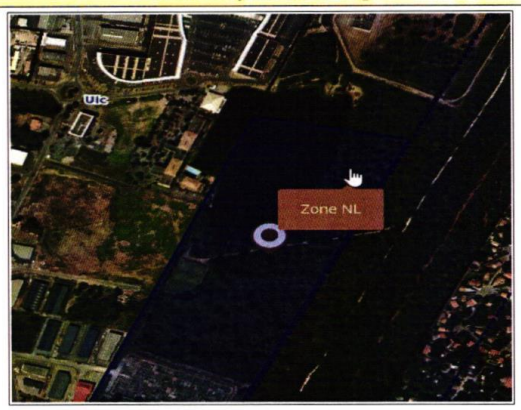
A) Désignation et qualité des propriétaires : Commune de la Teste.

B) État et conditions d'occupation : estimé libre d'occupation.

6 - URBANISME ET RÉSEAUX

Dernier règlement opposable aux tiers, date d'approbation	PLU approuvé le 06 octobre 2011 et modifié le 12 septembre 2013
Identification du zonage au POS/PLU et le cas échéant du sous-secteur	Zone NL naturelle de sports, de loisirs et d'équipements où l'accueil du public nécessite des équipements

Extrait du plan de zonage



7 – CONDITIONS FINANCIÈRES PROPOSÉES PAR LE PROPRIÉTAIRE : SANS OBJET

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

8 a/ Méthode d'évaluation retenue : Par comparaison directe

8 b/ Modalités de calcul :

Au regard des termes de comparaison observés dans un secteur proche pour des terrains similaires en zone NL, la valeur vénale des biens est estimée à 5 €/m² soit une valeur totale de 225 000 € pour 45000 m² (4,5 ha).

La présente évaluation s'entend hors taxes et droits d'enregistrement.

Marge d'appréciation ± 15 %

9 – DURÉE DE VALIDITÉ

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

10 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

La présente estimation est réalisée sous réserve des coûts éventuels liés à la présence d'amiante (Code de la Santé Publique art. L.1334-13 et R. 1334-15 à R. 334-29), de plomb (CSP : articles L. 1334-5 et L. 1334-6 – art R. 1334-10 à 1334-13 ; art L. 271-4 et R. 271-5 du code de la construction et de l'habitation), ou de termites et autres insectes xylophages (cf. code de la construction et de l'habitation art. L. 133-6 et R. 133-1 – R. 133-7 - art L.271-4 et R. 271-5.)

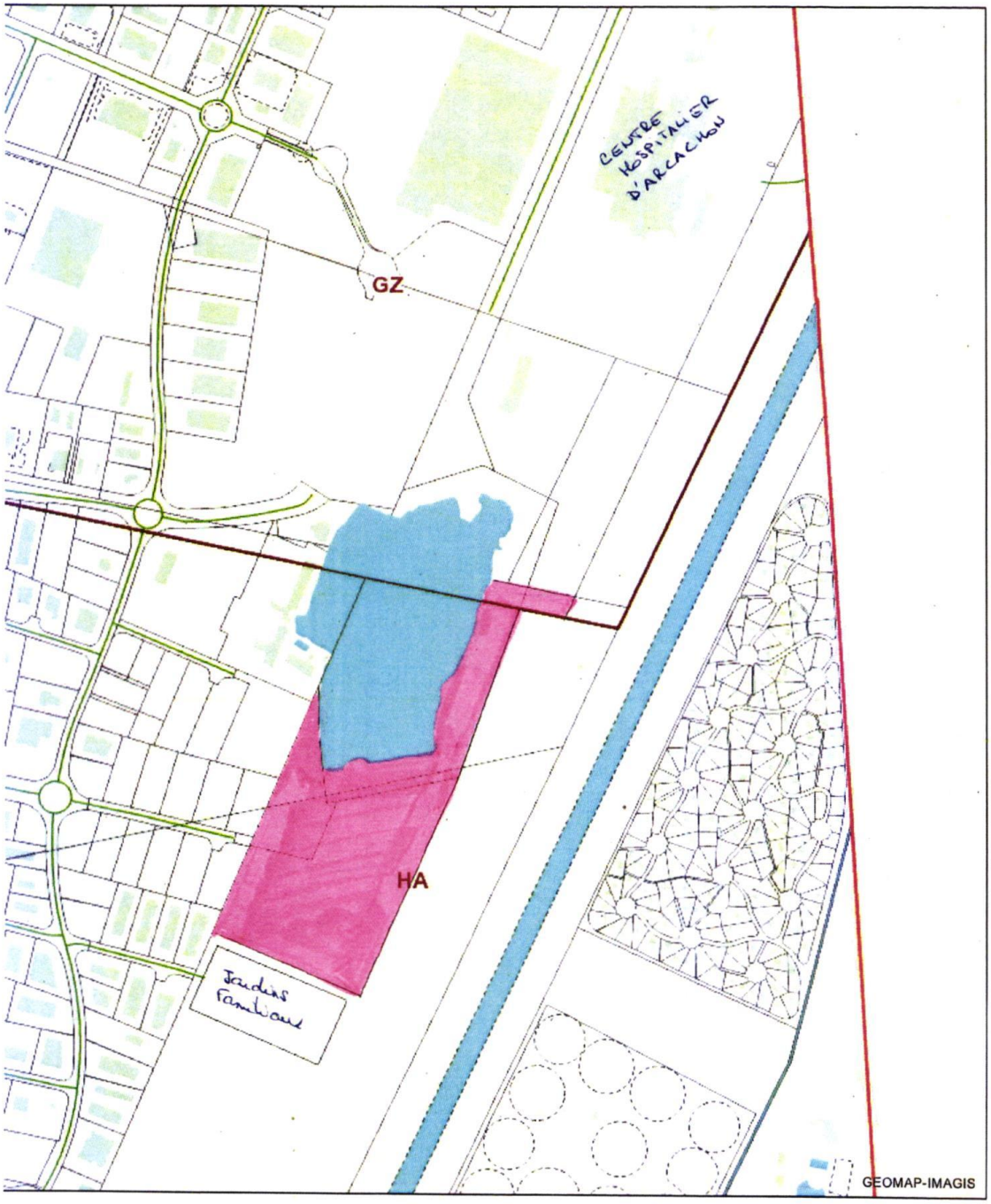
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour la Directrice Régionale des Finances publiques
de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde
par délégation,



Patrick SAUBUSSE

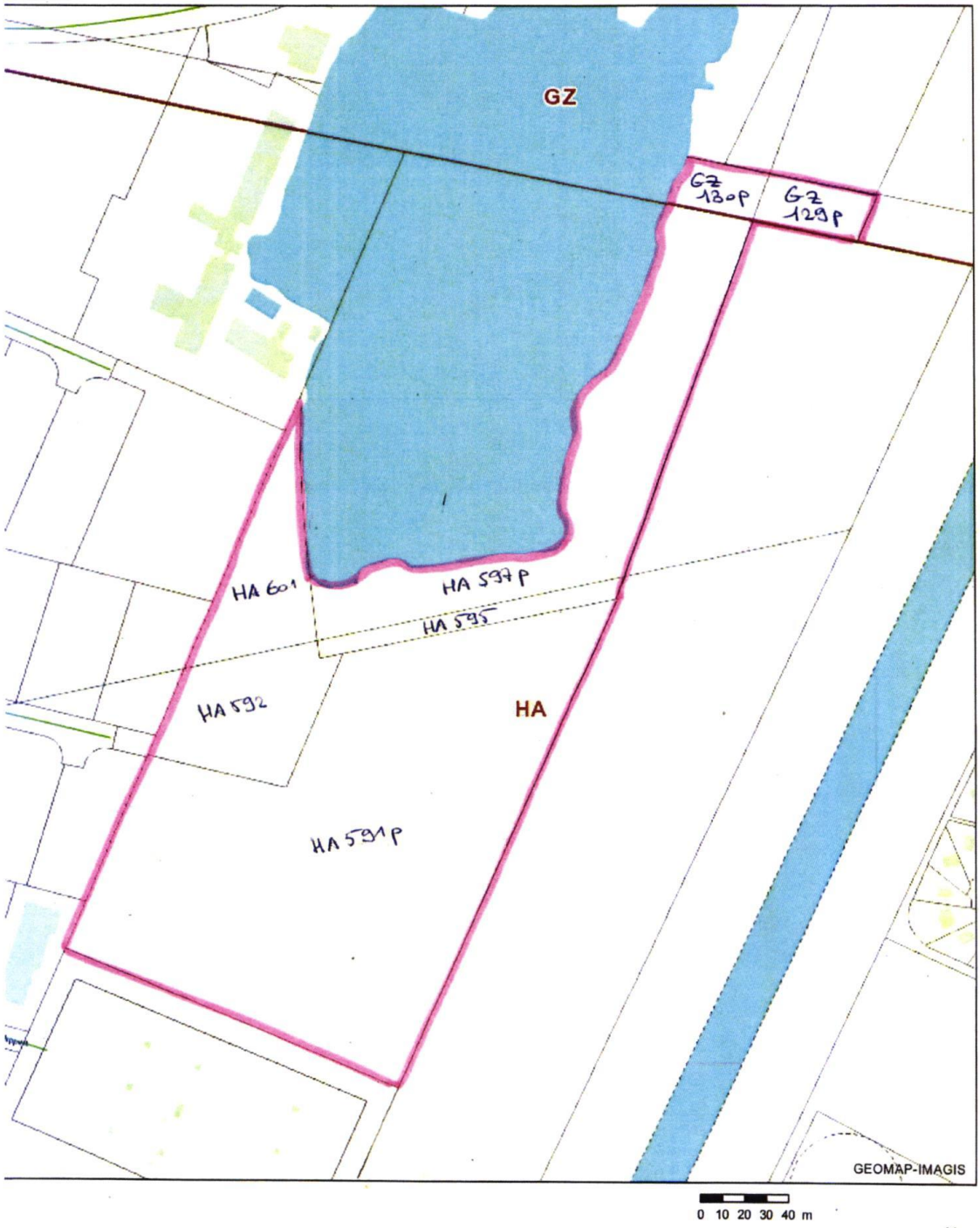
Inspecteur des Finances publiques



Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

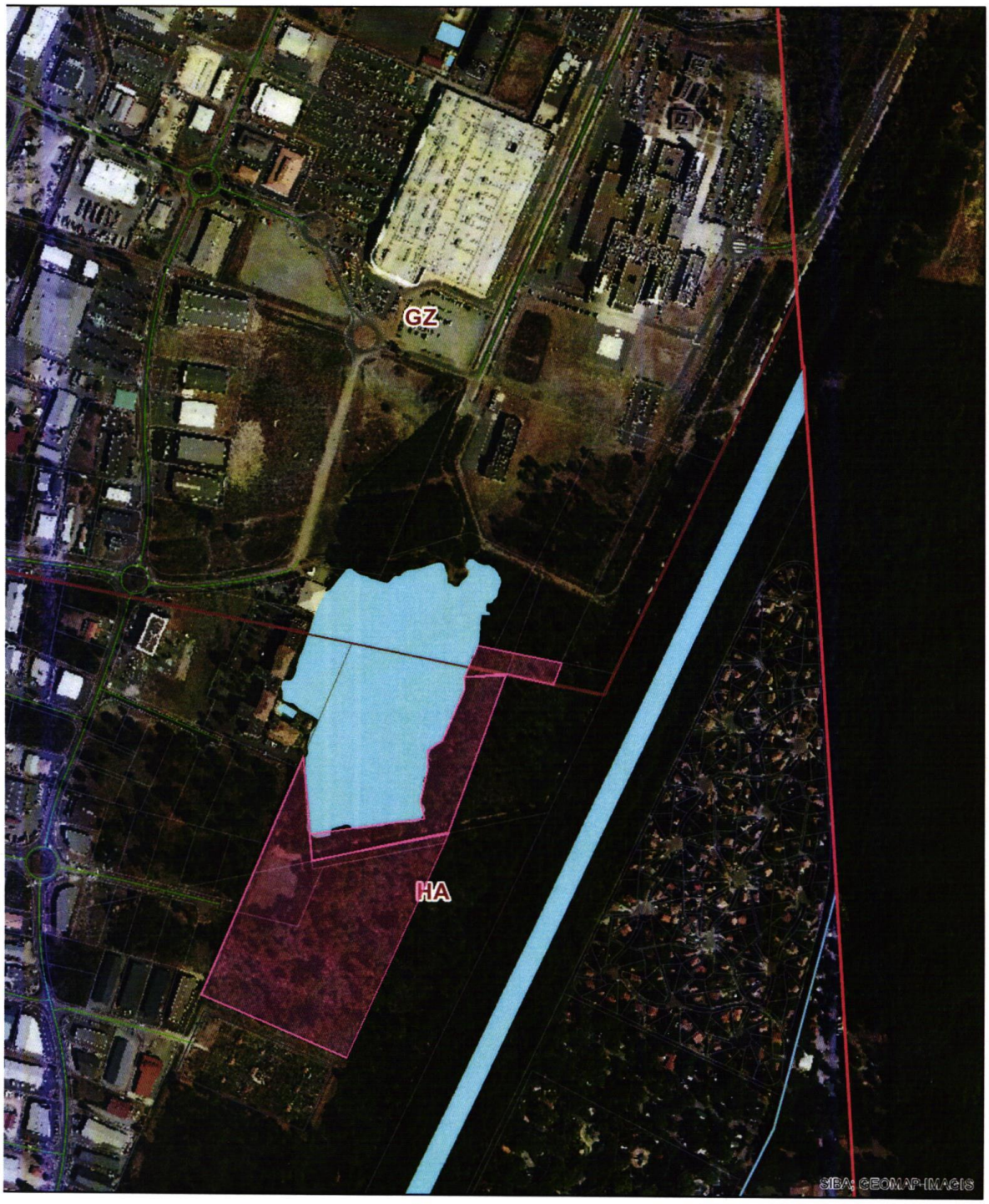
Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100



Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100



Vue aérienne terrain objet de la vente

Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100

Monsieur Le Maire
Merci Mme Secques, cette vente de terrain il fallait la faire, c'est dans un intérêt plus que général, puisqu'il s'agit de la santé plus particulièrement.
Pourquoi le prix est passé de 5 à 10, tout simplement parce que l'hôpital, nous a dit « on ne va pas vous payer les 5€ le M² c'est eux qui nous ont proposé 10€, donc il n'y avait aucune raison de vendre à 5€.
Je souhaiterais qu'elle soit votée à l'unanimité puisque c'est l'hôpital avec qui nous entretenons évidemment des relations plus que particulières avec Julien Rossignol qui nous aide bien, l'autre jour il a annoncé 47 000 injections réalisées depuis l'ouverture du vaccinodrome, au mois de janvier, ça veut dire que ça fonctionne bien, de façon régulière, nos relations fonctionnent, si nous n'avions pas eu ces relations nous n' aurions jamais eu ce centre de vaccination à la Teste ou dans des conditions tout à fait différentes.
Ce n'est pas un 4 étoiles, mais il vaccine c'est là l'essentiel,

Madame DELMAS :
Nous sommes tout à fait d'accord pour voter cette délibération, d'autant plus que nous avions obtenu la dérogation en ce sens pour ce projet d'intérêt général d'extension de l'hôpital qui accueille des longs séjours et moyens séjours.

Monsieur Le Maire
Vous l'avez obtenu, nous l'avons fait. Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

<u>Rapporteur</u> : Mme TILLEUL DEL2021-06-295

CONVENTION D'OCCUPATION DU SITE DE L'ILE AUX OISEAUX EN VUE DE LA REALISATION DES TRAVAUX D'URGENCE SUR LA CABANE TCHANQUEE N°3

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2121-29 ;

Vu l'Article L 322-10 du Code de l'Environnement;

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L2411-1 et suivants

Vu la convention de gestion de l'Ile aux Oiseaux signée le 1er juillet 2014 entre le Conservatoire du Littoral et la Ville de La Teste de Buch ;

Vu l'arrêté du Préfet Maritime n°2020/040 du 10 juillet 2020 instaurant une zone réglementée autour de la cabane n°3 dans laquelle la circulation, le mouillage et l'échouage de tous les navires et engins nautiques sont interdits ;

Vu l'arrêté municipal en date du 6 août 2020 interdisant l'accès à la cabane tchanquée n°3 ainsi que son escalier et l'espace compris dans l'emprise de la cabane situé entre les pilotis ;

Vu le projet de convention d'occupation ci-annexé ;

Mes chers collègues,

Considérant que le diagnostic structurel de la cabane tchanquée n°3 réalisé en 2019 par le bureau d'études QCS identifie des désordres structurels nécessitant des travaux de réparation importants,

Considérant que la cabane tchanquée n°3 poursuit sa dégradation, il est donc impérieux de la consolider de manière urgente afin d'assurer la sécurité du public préalablement à sa rénovation,

Considérant que le Conservatoire du Littoral souhaite déléguer à la Ville la réalisation de ces travaux,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de délégation de maitrise d'ouvrage entre le Conservatoire du Littoral et la Commune de La Teste ci-annexée,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout autre acte à intervenir pour sa mise en œuvre.

CONVENTION D'OCCUPATION DU SITE DE L'ILE AUX OISEAUX EN VUE DE LA REALISATION DES TRAVAUX D'URGENCE SUR LA CABANE TCHANQUEE N°3
Note explicative de synthèse

I. Contexte

a/ La gestion de l'Ile aux Oiseaux

Le Domaine Public Maritime (DPM) de l'Ile aux Oiseaux a été attribué au Conservatoire du Littoral par l'Etat en 2004. Le Conservatoire du Littoral a ensuite confié la gestion du site à la Ville de La Teste de Buch, par convention en date du 1er juillet 2014.

En tant que gestionnaire, la Ville met en œuvre un plan de gestion, adopté en 2013. Il fixe les priorités suivantes :
- Disposer d'une connaissance suffisante et renouvelée, socle d'une stratégie de gestion efficace et partagée,
- Assurer la préservation et l'amélioration de l'équilibre et de la qualité des écosystèmes de l'Ile aux oiseaux,
- Maintenir une présence humaine compatible avec la conservation du patrimoine naturel et garante de la qualité architecturale et paysagère de l'Ile,
- Préserver l'identité paysagère et architecturale de l'Ile aux oiseaux,
- Garantir le respect de l'ensemble des réglementations sur le site de l'Ile aux Oiseaux.

La Ville est affectataire de trois cabanes parmi les 42 cabanes situées sur le DPM : deux à l'intérieur de l'Ile, les cabanes de gestion n°21 et 44, et la cabane tchanquée n°53, ouverte ponctuellement au public et aux scolaires.
Les autres cabanes situées sur le domaine public sont occupées par des particuliers dans le cadre d'Autorisations d'Occupation Temporaires (AOT) attribuées par le Conservatoire du Littoral.

b/ La cabane tchanquée n°3

La cabane tchanquée n°3 a été occupée par un particulier bénéficiant d'une AOT jusqu'à la fin de l'année 2019. Depuis le 1er janvier 2020, elle est inoccupée, le dernier occupant n'ayant pas souhaité solliciter le renouvellement de son AOT.
Compte-tenu de la dégradation apparente du bâtiment, un diagnostic structurel de la cabane a été mandaté par la Ville et réalisé par le bureau d'études QCS services en 2019. Le rapport a mis en avant des désordres structurels importants, notamment au niveau des fondations.

Suite au départ du dernier occupant et compte-tenu des coûts de rénovation inéluctablement importants, le Conservatoire du Littoral s'oriente vers une utilisation désormais « publique » de cette cabane, avec affectation à la Ville de La Teste de Buch pour un usage qui reste à définir plus précisément.



Depuis la réalisation du diagnostic structurel, le bâtiment poursuit sa dégradation, en

particulier au niveau des pilotis dont certains sont totalement rongés par la mer au niveau de leur base.



Photo en date du 27/04/2021

Photo en date du 10/05/2021



Photo en date du 10/05/2021

Si des mesures visant à assurer la sécurité du public ont été mises en place (arrêté du Préfet Maritime en date du 10 juillet 2020 créant une zone interdite à la navigation autour de la cabane tchanquée ; arrêté municipal en date du 6 août 2020 interdisant l'accès à la cabane tchanquée y compris l'espace compris entre les pilotis sous la cabane ; enlèvement des escaliers d'accès ; mise en place de panneaux signalant le danger au public), le public ne respecte pas toujours les consignes et des personnes ont été observées sous la cabane, celle-ci offrant une ombre appréciée en été.

Compte-tenu de la forte fréquentation du secteur des cabanes tchanquées par le public, il convient de consolider de manière urgente le bâtiment, en préalable à sa rénovation.

II. Convention

Cette cabane, qui n'est pas affectée à la Ville, est un bâtiment du Conservatoire du Littoral. Or, les travaux de consolidation relèvent du propriétaire.
Par conséquent, une délégation de maitrise d'ouvrage est nécessaire afin d'effectuer ces travaux.

Le montant estimatif des travaux permettant ces travaux de consolidation s'élevant à 130 000 € TTC sont inscrits au budget 2021.

La délibération a donc pour objet d' :

- APPROUVER les termes de la convention de délégation de maitrise d'ouvrage entre le Conservatoire du Littoral et la Commune de La Teste ci-annexée,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de de délégation de maitrise d'ouvrage et d'occupation du site de l'ile aux Oiseaux en vue de l'aménagement et la réalisation de travaux avec le Conservatoire du Littoral.

CONVENTION D'OCCUPATION DU SITE DE L'ILE AUX OISEAUX (33-724) EN VUE DE L'AMENAGEMENT ET LA REALISATION DE TRAVAUX.

Vu l'Article L 322-10 et l'article R 322-12 du Code de l'Environnement ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral du 5 mars 2020 approuvant la convention type ;

Vu la consultation du Conseil des rivages Sud-Ouest Atlantique en date du…….. au titre de l'article R 322-36 du code de l'environnement ;

Vu l'article L 322-6-1 du code de l'environnement ;

Vu la convention-type visée par le contrôle général économique et financier en date du 28 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de La Teste de Buch en date du 29 juin 2021 approuvant la présente convention entre le Conservatoire du Littoral et la Ville de La Teste de Buch,

ENTRE

le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, représenté par sa directrice Agnès VINCE, agissant en application de l'article R. 322-37 du Code de l'environnement, et ci-après appelé **« le Conservatoire »**

d'une part

ET

La Commune de La Teste de Buch représentée par son Maire Patrick DAVET, Gestionnaire du site par convention passée avec le Conservatoire du Littoral en date du 1er juillet 2014, et ci-après appelé(e) **« le Bénéficiaire »**

d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Préambule général

La présente convention est établie en application de l'article L.322-10 du Code de l'Environnement qui prévoit que "*l'aménagement et la réalisation des travaux portant sur des immeubles relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres peuvent être confiés, en vue d'assurer la conservation, la protection et la mise en valeur des biens, à l'une des personnes publiques ou privées désignées à l'article L. 322-9 du présent code dans le cadre d'une convention d'occupation n'excédant pas trente ans. Les missions confiées doivent être conformes à la mission poursuivie par le Conservatoire. Cette convention peut habiliter le bénéficiaire à accorder des autorisations d'occupation non constitutives de droits réels d'une durée n'excédant pas celle de la convention (…). Le bénéficiaire est choisi librement. En fin de convention d'occupation, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité pour les améliorations apportées à l'immeuble*".

Le Conservatoire du littoral transfère la responsabilité de la conception et de la réalisation d'un programme de travaux :
la maîtrise d'ouvrage des travaux visés par la présente convention est transférée au bénéficiaire.

Cette convention n'est pas constitutive de droits réels sur les biens concernés.

Article 1 : Objet

Conformément aux articles L 322-10 et L 322-9 du Code de l'Environnement, le Conservatoire confie à la Commune de La Teste de Buch, qui est gestionnaire du site par convention en date du 1er Juillet 2014, l'aménagement et la réalisation de travaux définis à l'article 4 ci-après, sur les terrains du site de l'Île aux Oiseaux qui lui ont été attribués par l'Etat.

La présente convention définit les droits et obligations des parties contractantes.

Article 2 : Consistance des biens concernés :

Les biens concernés par la présente convention consistent en :
- La cabane Tchanquée n°3 et les espaces attenants, conformément au plan en annexe 1 à la présente convention.

Article 3 : Principes d'aménagement et de réalisation des travaux.

3.1 Disposition générale

Il est ici rappelé que conformément à l'article L 322-1 du Code de l'Environnement, l'intervention du Conservatoire sur le site de l'Île aux Oiseaux a pour objectifs la sauvegarde de l'espace littoral ainsi que le respect des sites naturels et de l'équilibre écologique et conformément à l'article L 322-9 du Code de l'Environnement « ce domaine est ouvert au public dans la limite de la vocation et de la fragilité de chaque espace ».

Les terrains objet des présentes ont fait l'objet d'un Plan de gestion approuvé par le Conservatoire et le gestionnaire en 2013 fixant notamment les priorités suivantes:

➢Disposer d'une connaissance suffisante et renouvelée, socle d'une stratégie de gestion efficace et partagée

➢Assurer la préservation et l'amélioration de l'équilibre et de la qualité des écosystèmes de l'Ile aux oiseaux
➢Maintenir une présence humaine compatible avec la conservation du patrimoine naturel et garante de la qualité architecturale et paysagère de l'Ile
➢Préserver l'identité paysagère et architecturale de l'Ile aux oiseaux
➢Garantir le respect de l'ensemble des réglementations sur le site de l'Ile aux oiseaux

Les principes de gestion et d'aménagement du site devront dans tous les cas être conformes aux prescriptions du plan de gestion, dont le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance, et respecter les réglementations d'urbanisme applicables.
Sur ce dernier point, le bénéficiaire instruira et déposera **les demandes d'autorisations préalables aux travaux qui seront visées par le Conservatoire et établies en son nom**.

Le Bénéficiaire s'engage à communiquer au Conservatoire, préalablement à la réalisation du chantier, les plans d'exécution des ouvrages et de conduite du chantier.

Pour les bâtiments, les travaux autorisés devront avoir un caractère exemplaire quant à leur qualité architecturale et leur insertion paysagère.
Cette exigence vaut également pour le choix des matériaux et pour la consommation d'énergie des locaux par référence aux prescriptions du label Haute Qualité Environnementale (HQE) ou d'autres démarches de développement durable.

3.2 Dispositions particulières

Le Bénéficiaire devra stipuler, dans tous les contrats et marchés qu'il serait amené à passer avec des tiers, que le Conservatoire en tant que propriétaire, sera subrogé au Bénéficiaire dans toutes les garanties légales ou particulières prévues aux contrats notamment concernant les travaux sur le bâti dans l'hypothèse de la résiliation de la présente convention du fait du Bénéficiaire.

Article 4 : Programme et enveloppe financière prévisionnels.

4.1 – Programme des travaux

L'opération consiste en la réalisation de :
- travaux de **consolidation temporaires** en **préalable à la rénovation** de la **cabane tchanquée n°3**
Le programme prévisionnel des travaux est défini à l'annexe 2 à la présente convention.

L'ensemble des travaux sera conduit par le Bénéficiaire ou confié à des entreprises intervenant sous sa maîtrise d'ouvrage.
Dans le cas où, au cours de cette mission, le Conservatoire ou le Bénéficiaire estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière, un avenant à la convention devra être conclu avant la mise en œuvre de ces modifications.

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme défini en annexe et de la réglementation en vigueur au regard notamment du Code de la Commande Publique.

Toute nouvelle tranche de travaux devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention signé par les parties.

4.2 – Montant des travaux

L'enveloppe financière des travaux de sécurisation temporaires en préalable à la rénovation de la cabane tchanquée n°3 est fixée à titre indicatif à **130 000 € ttc**[1], selon le détail figurant en annexe 2 de la présente convention. Elle sera prise entièrement en charge par le Bénéficiaire.
La modification de la répartition des dépenses pourra être amendée par voie d'avenant par la suite.

Article 5 : Suivi -Evaluation

➢ Des réunions de suivi seront organisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux à la diligence du Bénéficiaire ou du Conservatoire du littoral.

➢ A la fin des travaux, le Bénéficiaire adresse au Conservatoire du littoral un compte rendu des travaux achevés accompagné d'un bilan financier exhaustif des investissements réalisés. Une visite sur place est organisée à la suite de laquelle est délivré un procès-verbal de réception sans réserve des travaux réalisés valant quitus pour le bénéficiaire, et acceptation des travaux par le Conservatoire transférant la propriété des travaux à cette date.

➢ En cas de désaccord les parties pourront s'en remettre à un tiers compétent en la matière choisi d'un commun accord.
Si le désaccord subsiste le Conservatoire fera application des clauses prévues à l'article 10 ci-après.

Article 6 : Occupations du bâtiment et sous-traitance.

6.1 – Conditions générales

6-1-1 Conditions d'occupation

L'occupation étant la condition indispensable et consubstantielle à la réalisation des travaux visés par la présente convention, celle-ci est délivrée à titre gratuit pour la durée des travaux.

6-1-2 Etat des lieux

Le Bénéficiaire de la présente convention prend le terrain et les installations dans leur état au jour de son entrée en jouissance, et ne peut exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Conservatoire, ni réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

6.1.3 Respect des lois et règlements

Les lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail, à l'urbanisme, à la police, aux monuments historiques classés et, d'une manière générale, les lois et règlements applicables, doivent être strictement respectés par le Bénéficiaire.

[1] "Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient également des attributions du Fonds de compensation pour la TVA au titre des dépenses d'investissement réalisées à compter du 1er janvier 2005 sur des biens relevant du Conservatoire du littoral. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec le Conservatoire, précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties". Article L 1615-2 du CGCT.

Article 7 : Responsabilités et assurances

7-1 Dommages

Le bénéficiaire est responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation des réalisations.

7-2 Assurances

Le bénéficiaire se garantit contre tout dommage.

Il souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans tous les cas où elle pourrait être recherchée, notamment du fait de son occupation des lieux, des entreprises, de l'existence et de l'exploitation des ouvrages et installations.
En ce qui concerne les dommages aux personnes, le montant couvert devra être du maximum possible sur le marché national de l'assurance et si possible illimité.

Une clause expresse spécifie que les polices d'assurances sont automatiquement résiliées dès la fin de l'occupation quelle qu'en soit la cause.

Les attestations d'assurance et quittances doivent être communiquées au Conservatoire sur simple demande.

Article 8 : Disposition d'exécution

8.1 - Produits de la gestion

Si le Bénéficiaire perçoit à son profit les produits des parcelles concernées, conformément à l'article L 322-10, « il doit procéder au reversement périodique au Conservatoire du surplus des produits qui n'ont pas été affectés à la mise en valeur et à la gestion du bien »

8.2 - Durée

La durée de la présente convention est de un an, à compter de sa signature.

Article 9 : Sort des installations et équipements à l'issue de la convention

A l'issue du titre d'occupation, les installations et les équipements nouvellement réalisés seront incorporés au domaine public du Conservatoire sans que celui-ci soit tenu au versement d'aucune indemnité.

Article 10 : Résiliation

10.1- Résiliation amiable

La résiliation ou la modification de la présente convention ne peut intervenir avant son terme, sauf accord entre les parties qui devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention qui en précisera les modalités.

10.2 – Résiliation de l'autorisation à l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut obtenir la résiliation de la présente autorisation en notifiant sa décision par lettre recommandée adressée au Conservatoire, moyennant un préavis de deux mois.
En outre, cette résiliation ne pourra prendre effet que sous les conditions suivantes :

➢ Le Bénéficiaire devra terminer les tranches de travaux en cours jusqu'à leur achèvement définitif et solder financièrement tous les contrats et marchés qu'il pourrait avoir contractés afin que le Conservatoire ne puisse être inquiété à quelque titre que ce soit.

➢ Il devra dénoncer tous les contrats et assurances qu'il aurait contractés vis à vis des biens objet des présentes en veillant à régler toutes les factures.

Dans ce cas, aucune indemnisation ne sera due par le Conservatoire à quelque titre que ce soit.

10.3 – Retrait de l'autorisation d'occupation par le Conservatoire pour inexécution des clauses et conditions

Faute par le bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente convention et notamment en cas de :

- Cession partielle ou totale de l'autorisation sans agrément du Conservatoire,
- Non-exécution totale ou partielle des travaux prévus à l'article 4.1 entraînant un risque de perte d'intégrité du domaine du Conservatoire,
- Sous-location partielle ou totale, ou perte par le bénéficiaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur,

La présente convention peut être retirée par décision motivée du Conservatoire deux mois après en avoir informé le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Un constat contradictoire entre le Conservatoire et le bénéficiaire aura été dressé au préalable.
Ce retrait de l'autorisation sera notifié en recommandé avec A/R et se fait sans indemnité de quelque nature que ce soit.

10.4 - Retrait de l'autorisation d'occupation par le Conservatoire pour un motif d'intérêt général, en particulier en cas de modifications législative ou réglementaire s'imposant au Conservatoire.

Nonobstant la durée prévue à l'article 8.2 ci-dessus, la présente convention peut être retirée par le Conservatoire, à tout moment, si l'intérêt général l'exige ou en cas de résiliation par l'Etat d'une convention d'attribution (L 322-6-1 du code de l'environnement) portant sur les biens visés à l'article 2.
Dans ces cas, conformément à l'article R 322-12 du Code de l'environnement, « le bénéficiaire est indemnisé pour la partie non amortie des aménagements et des travaux qu'il aura réalisés avec l'accord du Conservatoire » sur ses fonds propres.
Les modalités d'information du Bénéficiaire sont les mêmes que dans le cas de retrait pour inexécution des clauses et conditions.

10.5 - Caducité.

Tout changement législatif ou réglementaire affectant un ou plusieurs articles de la Convention, en particulier toute modification des articles L 322-9 et L 322-10 du Code de l'Environnement ou de leurs textes d'application, entraînera la caducité de cette convention, sauf avenant la mettant en conformité.

Article 11 : Impôts et frais

Le Bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation. En accord entre les parties, les impôts fonciers, auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens faisant l'objet de la présente autorisation, continueront à être supportés par le Conservatoire du littoral.

Article 12- Litiges

La présente convention étant un contrat administratif, seul le tribunal administratif de Bordeaux est compétent pour régler les éventuels conflits entre les partenaires.

A……, le……..

Le Conservatoire du littoral Le Bénéficiaire

ANNEXE 1 : PLAN DU SITE
ANNEXE 2 : PROGRAMME PREVISIONNEL ET ENVELOPPE FINANCIERE DE TRAVAUX

ANNEXE 1: PLAN DU SITE



ANNEXE 2 : PROGRAMME PREVISIONNEL ET ENVELOPPE FINANCIERE DE TRAVAUX

- **Descriptif des travaux**

Les travaux consistent en la consolidation de la trentaine de pieux qui soutiennent la cabane, de 1.00 à 1.20 m de profondeur et 1.80 à 2.20 m en élévation.
Une première rotation permettra d'étayer les pieux, un sur deux, et ainsi procéder au chemisage et au remplissage béton/fer du poteau intermédiaire.
Une deuxième rotation, suivant le même procédé, permettra d'étayer le reste des pieux.
Une quinzaine d'abouts de pannes seront également remplacés.
Estimation de la durée du chantier : cinq semaines.

- **Coût estimatif**

Bureau d'études et travaux : 125 000 € ttc,
Contrôle technique : 5 000 € ttc,
Soit 130 000 € ttc au total.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Tilleul, l'urgence était de nous mettre en sécurité, si elle tombe il n'y a personne dedans mais si elle tombe sur quelqu'un c'est plus problématique, elle n'est pas loin de tomber il fallait tout de suite la sécuriser et mettre des plots pour la soutenir et empêcher que les gens n'y accèdent.
Les propriétaires ont rendu les clés, elle va nous être attribuée, nous allons devenir gestionnaire comme la précédente.

Monsieur MURET :
Précisément la ville attend la rétrocession de l'Aot, il y a déjà eu un acte, il me semble que le conseil municipal de la Teste avait déjà voté en préalable à la réfection de cette cabane l'autorisation de quérir des subventions et déjà de monter le dossier, où on en est ? En fait dans cette rénovation, c'est sûr qu'il faut réparer mais tant qu'à faire …….

Monsieur le Maire :
Il se monte le dossier, c'est un dossier lourd, vous serez invité à l'inauguration…..

Monsieur MURET :
On sait que c'est long c'est un dossier lourd et compliqué et qu'en plus on est avec le conservatoire, il ne faut pas tarder à lancer les marchés, il faut y aller.

Monsieur le Maire :
Merci du conseil, la précédente, avait coûté 600 000€……

Monsieur MURET :
Celle-là coûtera le double….

Monsieur le Maire :
Pas le double mais 40% de plus c'est probable, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. DAVET **DEL2021-06-296**

LANCEMENT DE LA PRODEDURE DE CREATION D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE POUR LE QUARTIER DU PYLA-SUR-MER

Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture au Patrimoine,

Vu le code du patrimoine et notamment ses article L631-1 et suivants,

Vu la note d'intentions annexée à la présente délibération

Mes chers collègues,

Considérant la nécessité de protéger le quartier de Pyla-sur-Mer, quartier identitaire de La Teste de Buch formalisé au début des années 1920,

Considérant, d'une part, la volonté de préserver une continuité du paysage entre le domaine public et le domaine privé, le caractère homogène avec une faible densité urbanistique et une cohérence architecturale de ce quartier emblématique de la Commune constitué essentiellement de villas et de maisons de style landais, arcachonnais et néo-basque,

Considérant, d'autre part, l'importance de maintenir au plus fort le couvert végétal et boisé de ce quartier qui constitue la ville sous la forêt et de lutter contre sa suppression excessive,

Considérant que les protections présentes sur ce quartier (Monuments historiques, règlementation du PLU), ne sont pas suffisantes pour prendre en compte la complexité du paysage forestier des quartiers composés par l'ensemble des jardins des habitations de Pyla-sur-Mer ni pour protéger le patrimoine bâti du site.

Considérant la volonté d'associer l'Etat à la préservation de ce site par la création d'un site patrimonial remarquable dont la première étape est la rédaction d'une note d'intentions qui présente le territoire, l'inventaire des protections existantes, les objectifs et les enjeux de la protection des patrimoines, les grands axes de sa politique patrimoniale, culturelle et environnementale et de son développement urbain, la motivation de la collectivité,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 22 juin 2021 de bien vouloir :

- DECIDER d'engager une procédure de création d'un Site Patrimonial Remarquable pour le quartier de Pyla-sur-Mer,

- APPROUVER la note d'intentions annexée à la délibération,

- AUTORISER Monsieur le Maire à saisir l'Architecte des Bâtiments de France et la Direction Régionale des Affaires Culturelles sur l'opportunité de lancer une étude préalable,

- AUTORISER Monsieur le Maire à lancer les consultations inhérentes à cette opération et destinées à choisir un cabinet en charge de conduire cette étude maître d'œuvre devant conduire les études complémentaires.

- AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour cette étude.

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents et actes y afférant à la présente délibération.

LANCEMENT DE LA PRODEDURE DE CREATION D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE POUR LE QUARTIER DU PYLA-SUR-MER

Note explicative de synthèse

I- Objet de la délibération

La présente délibération a pour objet de soumettre au Conseil Municipal la note d'intentions pour validation, correspondant à la première étape de la mise en œuvre de la procédure de création d'un site patrimonial remarquable. Elle sera adressée à la direction régionale des affaires culturelles (D.R.A.C.), qui jugera de l'opportunité de la création du site patrimonial remarquable.

II- La procédure de mise en œuvre

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine dite loi LCAP, vise à réformer le droit du patrimoine, en relaçant la politique en faveur du patrimoine urbain et paysager. Elle refonde aussi le partenariat avec les collectivités territoriales, les citoyens et les associations qui agissent aux côtés de l'Etat pour la conservation et la mise en valeur du patrimoine.

Elle vise en dernier lieu à clarifier les outils existants, en créant un nouveau classement désigné sous le nom de « Site Patrimonial Remarquable » (SPR). Ce dernier se substitue aux anciens dispositifs que sont les secteurs sauvegardés, les Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager(ZPPAUP) et les Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine(AVAP).

Le code de l'urbanisme et le code du patrimoine ont été modifiés en conséquence. L'article L631-1 du code du patrimoine précise ainsi que sont classés comme SPR « les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public. Peuvent être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur. Le classement au titre des sites patrimoniaux remarquables a le caractère de servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. Les sites patrimoniaux remarquables sont dotés d'outils de médiation et de participation citoyenne. » Le SPR est par ailleurs règlementé par un document de gestion (Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur –PSMV-ou un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine–PVAP-) annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU). Il comprend notamment des prescriptions relatives à la qualité architecturale des constructions neuves ou existantes (matériaux, implantation, volumétrie et abords, etc.) ainsi que des règles relatives à la conservation ou la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels ou urbains. Le décret d'application n°2017-456 du 29 mars 2017 précise les conditions et la procédure de classement du SPR. En l'occurrence, la procédure s'effectue en deux temps: le classement du périmètre d'une part, puis l'élaboration du document de gestion d'autre part. Concernant la procédure de classement du Site Patrimonial Remarquable:

1. Proposition de l'autorité compétente en matière de documents d'urbanisme

Lorsque l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme prend l'initiative de proposer la création d'un SPR, elle saisit l'ABF qui sur la base de la connaissance de son territoire est en mesure soit d'encourager le porteur de projet à poursuivre sa démarche, soit de l'orienter vers d'autres outils de protection (PDA, MH, PLU patrimonial). Dans le cas où le porteur de projet est encouragé à suivre sa démarche, l'ABF transmet à la collectivité une grille pour l'élaboration d'une note d'intentions.

2. La rédaction de la note d'intentions par le porteur de projet

Une rédaction d'une note d'intention par le porteur de projet doit être effectuée et pourra être accompagnée d'une délibération de l'organe délibérant du conseil municipal et de l'EPCI, le cas échéant. La note d'intentions présente le territoire, l'inventaire des protections existantes, les objectifs et les enjeux de la protection des patrimoines, les grands axes de sa politique patrimoniale, culturelle et environnementale et de son développement urbain, la motivation de la collectivité. Cette note d'intentions, une fois achevée par le porteur de projet, doit être retournée à l'ABF puis à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

3. Présentation de la note d'intentions en pôle patrimoine à la DRAC

La note d'intention envoyée à la DRAC fait l'objet d'un examen en Pôle patrimoine, afin d'évaluer au regard de la grille de critères, la pertinence de lancer une étude préalable.

4. Etude préalable définissant un périmètre pour le SPR et le choix du document de gestion

Le lancement de l'étude préalable fait l'objet d'une délibération qui conduit à désigner le chargé d'étude compétent pour élaborer le document de présentation. Le choix du chargé d'étude fait suite à un appel à candidature sur la base d'un cahier des charges définissant les objectifs de l'étude et le contenu du document de présentation. Le cahier des charges pourra s'appuyer sur la note d'intentions. L'étude sera réalisée par une équipe pluridisciplinaire possédant des références et compétences dans le domaine du patrimoine, de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage. L'équipe mandataire comprendra à minima un architecte du patrimoine.

5. Validation par la CNPA.

La Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture examine le dossier résultant de l'étude préalable qui comporte la proposition de périmètre pour le SPR. La collectivité concernée et le chargé de l'étude préalable sont alors invités à présenter le projet devant la commission, en apportant l'argumentaire qui fonde la proposition de périmètre ainsi que le document de gestion à prescrire à savoir un PSMV ou un PVAP. Selon le cas, la proposition peut comporter plusieurs secteurs à l'intérieur d'un même périmètre. La CNPA se prononce sur le projet de SPR et le ou les documents de gestion à l'issue de sa délibération.

6. Validation par la CNPA.

L'accord de l'autorité compétente obtenu, le préfet de département soumet le projet à enquête publique. A l'issue de l'enquête publique, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur sont joints au dossier de projet de délimitation et au procès-verbal de la CNPA puis transmis aux services du ministre pour que ce dernier prenne sa décision.

7. Décision de classement en SPR de la commune par le Ministre chargé de la Culture

La décision de classement est prise par le ministre chargé de la culture et la notification est faite par le préfet de région à l'autorité compétente. A compter de la décision de classement, les mesures de publicité et d'information doivent être prises selon les modalités prévues au code de l'urbanisme. Le classement produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités d'affichage et de publication.

8. L'institution de la commission locale du SPR

La commission locale du site patrimonial remarquable (CLSPR) est instituée dès la publication de la décision de classement du SPR. Elle est consultée pour l'élaboration du document de gestion (PSMV ou PVAP), qui constitue la deuxième étape dans la création d'un SPR.

III- Les motivations du projet

Les protections existantes sur le quartier de Pyla sur Mer ne sont pas suffisantes pour prendre en compte la complexité du paysage forestier des quartiers composés par l'ensemble des jardins des habitations du Pyla ni pour protéger le patrimoine bâti du site. Les jardins boisés et son patrimoine bâti constituent l'identité du Pyla-sur-mer.

Le principe fondateur de la station de Daniel MELLER s'est poursuivi, de manière constante à travers les opérations de Louis Gaume et de ses successeurs, ce qui confère au Pyla une qualité urbanistique et paysagère exceptionnelle :

> *Dès le 2 avril 1917, un cahier des charges de la société civile immobilière du Pyla-sur-Mer a été rédigé et déposé. Selon l'article 6, "les pins ou autres arbres de haute tige ne pourront être abattus que sur l'emplacement des constructions à édifier ou des allées à ouvrir". Ceci est à l'origine de la particularité du Pyla: "la ville dans la forêt". Daniel Meller eut aussi l'idée forte d'y imposer une unité architecturale songeant même un temps, à demander à un ingénieur centralien, Jean Lafon de construire une briqueterie afin de disposer d'un matériau uniforme.*

Sur le Bassin, en dehors de la Ville d'Hiver d'Arcachon, aucune commune ne dispose d'un tel ensemble doté d'une telle qualité d'unité paysagère. De plus le Pyla fut réglé par des cahiers des charges de lotissement, dont l'ancienneté est historique et représentative du système du lotissement moderne, encore pratiqué aujourd'hui.
Dans ce sens, on peut affirmer que la valeur « urbanistique et paysagère du Pyla » justifient la participation de l'Etat à la préservation et à la gestion de ce patrimoine, par la création d'un site patrimonial remarquable.
Ainsi le Site Patrimonial Remarquable s'appuierait sur 3 principes :

- Préserver les arbres et planter,
- Préserver la composition urbaine : la continuité des voiries, le jeu de volumes de petite taille et isolés les uns des autres et l'homogénéité des clôtures,
- Préserver l'ambiance paysagère de l'urbanisme et de l'architecture, pour les parties les plus anciennes résultant de la présence d'un bâti à l'aspect dominant maçonnée.

La qualité de la station justifie une mesure de protection plus fine et mieux adaptée que le seul Plan Local d'Urbanisme (P.L.U). Située en contact direct de la Grande Dune (elle-même site classé), le

Pyla représente l'un des ensembles les plus cohérents de paysage balnéaire de lotissement. Son inscription dans un site boisé, la régularité parcellaire, par tranche de lotissements, dont la majorité s'est créé entre 1920 et 1950, la beauté des avenues et des rues, la qualité du front de site sur le bassin en font un site unique auquel les résidents sont très attachés. Pourtant, l'architecture, à l'exception de quelques villas plus élaborées que d'autres, n'y est pas toujours exceptionnelle ; mais le système régulateur issu des règlements, uniformes, des lotissements, la présence de quelques constructeurs attentifs qui ont régulé l'aspect des constructions et y ont inculqué un style et ont produit le site original que nous connaissons.
Aujourd'hui, les pratiques et la législation changent, depuis quelques années, les constructions de style landais, arcachonnais et néo-basques sont démolies et remplacées par des constructions aux volumétries plus importantes et complexes notamment avec des toitures terrasses. Il est également constaté sur certains projets réalisés un non renouvellement du couvert végétal. Aussi, l'unité du site doit être préservée de manière spécifique.
Le Site Patrimonial Remarquable apparait comme le moyen le plus simple, le plus clair vis à- vis des habitants d'assurer la pérennité globale du site, par sa définition.

IV- Objet de la délibération

La délibération a donc pour objet :

- De décider de s'engager dans une procédure de création d'un Site Patrimonial Remarquable pour le quartier de Pyla-sur-Mer

- D'approuver la note d'intentions présentant le territoire, l'inventaire des protections existantes, les objectifs et les enjeux de la protection des patrimoines, les axes de la politique patrimoniale, culturelle et environnementale et de son développement urbain, annexée à la délibération, préalable au lancement de l'étude.

- D'autoriser Monsieur le Maire à saisir la Direction Régionale des Affaires Culturelles sur l'opportunité de lancer une étude préalable.

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents et actes y afférant.

- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer les consultations inhérentes à cette opération et destinées à choisir un cabinet en charge de conduire cette étude maître d'œuvre devant conduire les études complémentaires.

- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour cette étude.

COMMUNE
DE LA TESTE DE BUCH

SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE

PYLA-SUR-MER

Note d'intention

Mairie de la Teste de Buch
Hôtel de Ville - B.P. 50105
33260 LA TESTE DE BUCH
Tel. : 05.56.22.35.00 – E-Mail : arnaud.nicoullaud@latestedebuch.fr

• Direction de l'Aménagement et de l'Urbanisme

LA TESTE DE BUCH
BASSIN D'ARCACHON

TABLE DES MATIERES

I. PRESENTATION DU TERRITOIRE 450

II. INVENTAIRE DES PROTECTIONS EXISTANTES ET DES ETUDES DE CONNAISSANCE 451

1. Les protections actuelles 451
2. Périmètre de protection et périmètres délimités des abords (PDA) 457
3. Etudes existantes 464

III. OBJECTIFS DE PROTECTION DES PATRIMOINES 465

ET POUR QUELS ENJEUX 465

IV. GRANDS AXES DES POLITIQUES PATRIMONIALE, CULTURELLE, ENVIRONNEMENTALE, D'AMENAGEMENT URBAIN ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET LEUR COHERENCE 467

1. Politique patrimoniale 467
2. Politique culturelle 468
3. Politique environnementale 470
4. Politique d'aménagement urbain 472
5. Politique de développement économique 473

V. MOTIVATION DE LA COLLECTIVITE 474

PRESENTATION DU TERRITOIRE

Département : Département de la Gironde

Porteur du projet : Commune de La Teste-de-Buch

Nombre d'habitants : 26 078 habitants en 2017

Nombre de demande d'autorisation de travaux (Ville de la Teste dont Pyla-sur-Mer) :

La Teste (La Teste + Cazaux + Pyla)	**PC**	**DP**	**Total demande d'autorisation**
2018	296	503	799
2019	293	539	832
2020	236	558	794
2021 (janvier-30 avril)	86	277	363
TOTAL	**911**	**1 877**	**2 788**

Pyla-sur-Mer	**PC**	**DP**	**Total demande d'autorisation**
2018	64	62	126
2019	73	68	141
2020	54	90	144
2021 (janvier-30 avril)	27	18	25
TOTAL	**198**	**238**	**436**

Superficie du territoire d'étude : Le territoire de La Teste-de-Buch occupe une superficie de 26.020 ha dont 10.320 ha d'eau (Bassin 8.120 ha et lac de Cazaux 2.200 ha), et un territoire forestier de près de 10.000 ha.

Le quartier de Pyla-sur-Mer faisant l'objet de la demande s'étend sur environ 330 hectares.

Outil de gestion et de planification urbaine : Plan Local d'Urbanisme approuvé le 6 octobre 2011.

INVENTAIRE DES PROTECTIONS EXISTANTES ET DES ETUDES DE CONNAISSANCE

Les protections actuelles

Un monument historique est classé au titre de la loi du 2 mai 1913 (monuments classés ou inscrits à l'invention supplémentaire des monuments historiques) dans le centre de la Teste de Buch (hôtel de Baleste) et deux à Pyla sur Mer (villas Tethys et Geneste), liste Mérimée (source DRAC de la nouvelle Aquitaine). La villa Rotschild, quant à elle, est inscrite.

De plus, l'ensemble « la Dune du Pilat et de la Forêt Usagère » forme un site de 6288 hectares, classé en 1994. Il s'étend globalement de la dune du Pilat à l'ouest, à la craste de Nézer, à l'est et de la RD 217 (le bourg- le Pyla) au nord et à l'étang de Cazaux au sud.

La commune contient en outre plusieurs sites inscrits complémentaires : le site « Grande Dune du Pilat, partie de la Grande Dune du Sabloney et de la Forêt » (1943), « le site de la Forêt Usagère » (1978) et le site « littoral et extension de la Forêt Usagère » (1979).

HOTEL DIT DE BALESTE OU MAISON PORTIER :





L'Hôtel dit de Baleste



Vue du parc de l'hôtel

- **Historique** : Située au 10 rue Jean de Grailly, cette demeure date du 18ème siècle, le Baron d'Andernos, Gérard de Campos en est le propriétaire. C'est ensuite la famille Portier qui l'acquiert et entreprend de grands travaux de restauration et d'aménagement qui vont mettre en valeur le monument. Le bâtiment, de plan rectangulaire avec un étage, est en moellons avec pierres de chaînage. Les décors intérieurs sont menuisés.

- **Date protection** : L'hôtel de Baleste est inscrit en totalité au titre des monuments historiques par arrêté du 19 avril 2004.

VILLA TETHYS :
Architecte : Roger-Henry Expert





Le jardin de la Villa Téthys



La façade ouest, tournée vers la mer



Le portail avenue de la Plage

- <u>Maison</u> : éléments protégés MH jardin époque de construction 1ère moitié 20e siècle année 1924

- <u>Historique</u> : Située au 14 avenue de la Plage à la Teste-de-Buch, cette villa fait partie d'un ensemble de cinq villas édifiées par l'architecte Roger-Henri Expert à Arcachon de 1924 à 1927. Située en bordure de l'océan, la villa Téthys (du nom d'une déesse marine grecque) s'organise autour d'une vaste pièce centrale à rotonde qui rappelle à la fois l'architecture grecque et palladienne.
Face à mer côté ouest, elle donne côté est sur un jardin régulier conçu également par Expert, qui mêle l'architecture, la végétation et les jeux d'eau et donne à cette façade un aspect plus intimiste.

- <u>Date protection</u> : MH 2001/01/16 : inscrit MH Villa et son jardin en totalité (cad. BP 403) : **inscription par arrêté du 16 janvier 2001.**
Type d'étude recensement immeubles MH N° notice PA33000051 (c) Monuments historiques, 2001

VILLA GENESTE :

Architecte : SALIER YVES





Villa Geneste

- **Historique** : Située au 31 avenue Louis Gaume, la construction de la maison Geneste a été achevée en 1969 et réalisée par l'agence d'Yves Salier. Implantée au sommet d'un terrain en pente, face au bassin d'Arcachon, son architecture blanche de poutres, poteaux et terrasses s'ouvre largement à la vue et se caractérise par un entrecroisement de lignes verticales et horizontales. Cette villa est conçue sur un plan formant un grand rectangle.

Une large terrasse ceinture sur trois côtés le niveau du séjour alors qu'au niveau inférieur, celui des chambres, elle est limitée au nord et au sud par des pans de murs obliques. Le niveau 1 est celui des quatre chambres et le niveau supérieur présente un grand volume dont seule la cuisine a été séparée.

- **<u>Date protection</u>** : MH/2011/02/18 : inscription par arrêté du 18 février 2011 : La villa, son garage, sa clôture, ainsi que son sol d'assiette, en totalité, mais à l'exclusion de la piscine (cad. CD 351).

- Site inscrit « **Villa Rothschild au Pyla-sur-Mer** » : arrêté en date du 09/06/1943
Superficie : 3,7878 ha.

L'inscription s'applique aux toitures et façades des immeubles bâtis.



Le pourtour du site est lui aussi protégé et participe à l'ambiance particulière du quartier de Pyla-sur-Mer qui en est sa prolongation jusqu'à l'océan :

L'ensemble « la Dune du Pilat et de la Forêt Usagère » forme un site de 6288 hectares, classé en 1994. Il s'étend globalement de la dune du Pilat à l'ouest à la craste de Nézer à l'est et de la RD 217 (le bourg – le Pyla) au nord et l'étang de Cazaux au sud.

La commune contient en outre plusieurs sites inscrits complémentaires : le site « Grande Dune du Pilat, partie de la Grande Dune du Sabloney et de la Forêt » (1943), « le Site de la Forêt Usagère » (1978) et le site « Littoral et extension de la Forêt Usagère » (1979).

Périmètre de protection et périmètres délimités des abords (PDA)

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), promulguée le 8 juillet 2016, a modifié la définition et la gestion des abords de monument historique.

La loi prévoit aujourd'hui la création de périmètre délimité des abords (PDA), au titre de l'article L 621-30-II du code du patrimoine.

Dans ce périmètre, l'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du monument historique ou des abords (Art L 621-32).
L'avis conforme de l'architecte des Bâtiments de France n'est donc plus régi par le principe de co-visibilité mais s'applique sur la totalité des travaux dans ce périmètre.

Conformément à l'article L621-31 du code du patrimoine le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l'article L 621-30 est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des bâtiments de France, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées et accord de l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale.

Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification d'un du Plan Local d'Urbanisme, du document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre des abords.

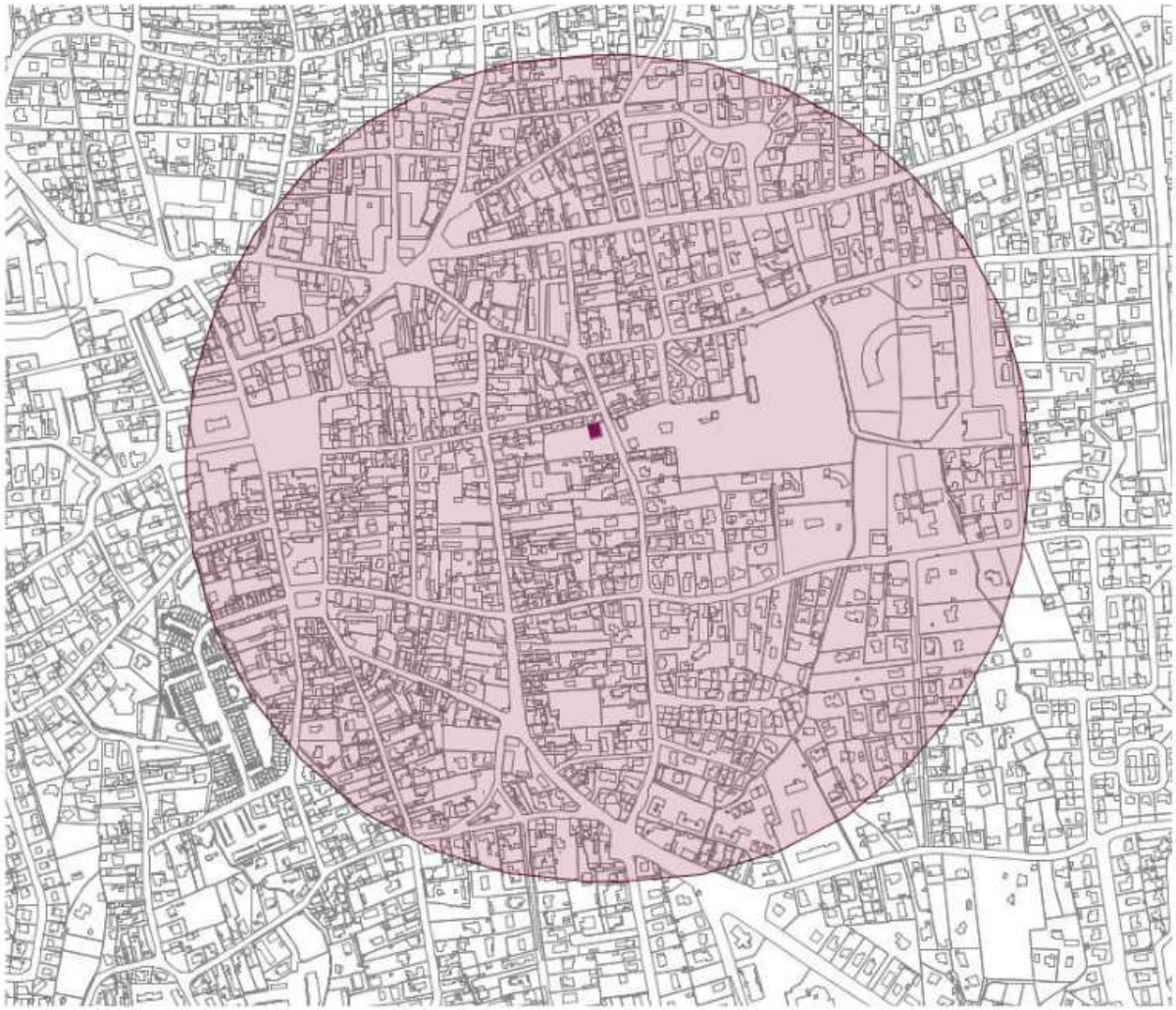
La servitude AC1 (périmètre de 500 m autour du monument), aujourd'hui applicable peut donc être modifiée en Périmètre Délimité des Abords (PDA) sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France.

La ville a donc donné un avis favorable par courrier en date du 23 janvier 2018.

Ces trois monuments historiques, Hôtel dit De Baleste ou maison Portier, la villa Téthys et la villa Geneste font donc l'objet d'une demande de périmètres délimités des abords (PDA).

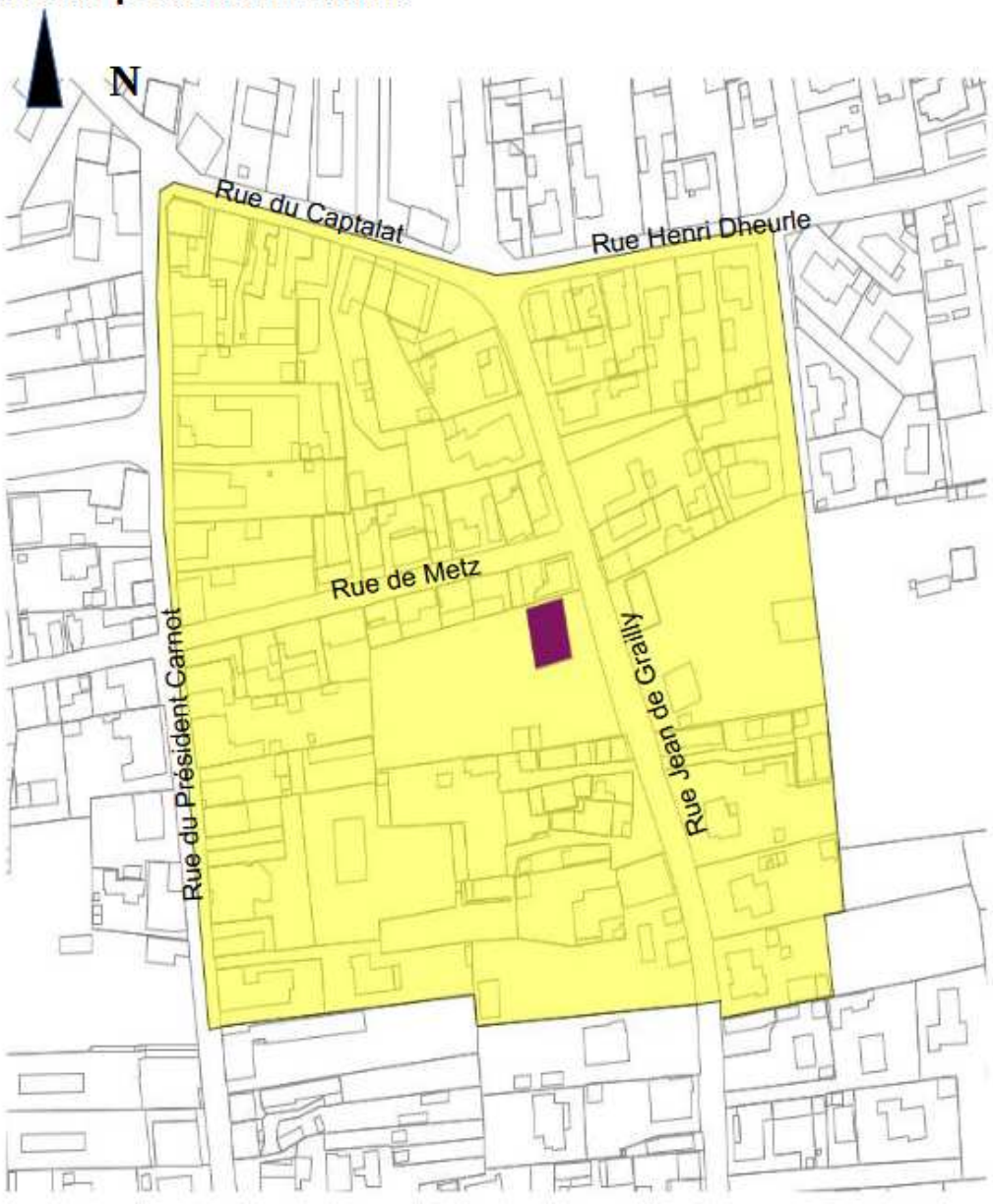
HOTEL DIT DE BALESTE OU MAISON PORTIER :

Périmètre de protection actuel de la commune



Source : Atlas des patrimoines

Périmètre de protection modifié



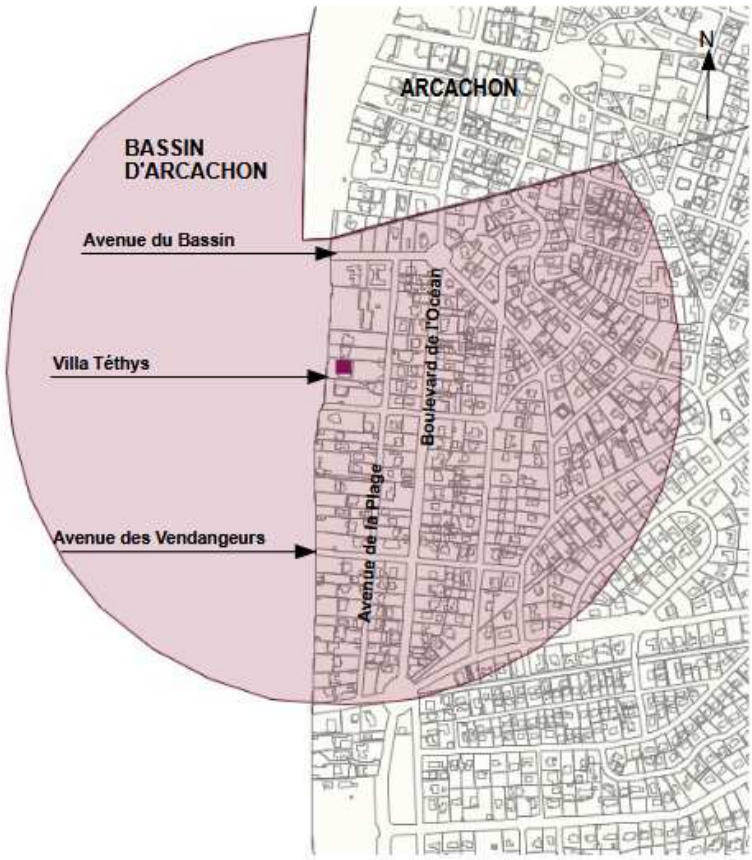
Justification du périmètre de protection modifié :

Dans un tissu urbain peu homogène, le périmètre proposé a pour objectif le maintien d'une qualité architecturale et paysagère dans l'environnement immédiat de l'hôtel de Baleste, Le périmètre modifié proposé prend en compte les îlots urbains ou le front bâti des îlots situés au pourtour de l'édifice. Il est délimité:
- Au nord par les rues du Captalat et Henri Dheurle,
- A l'ouest par la rue du Président Carnot,
- A l'est par le front bâti situé le long de la rue Jean de Grailly
- Au sud par la partie médiane des îlots situés entre la rue de Metz et la rue Gaston de Foix.

Le périmètre modifié englobe par ailleurs le contexte végétal de qualité en cœur d'îlot qui met en scène le bâti et les percées visuelles sur ce dernier.

Villa Téthys :

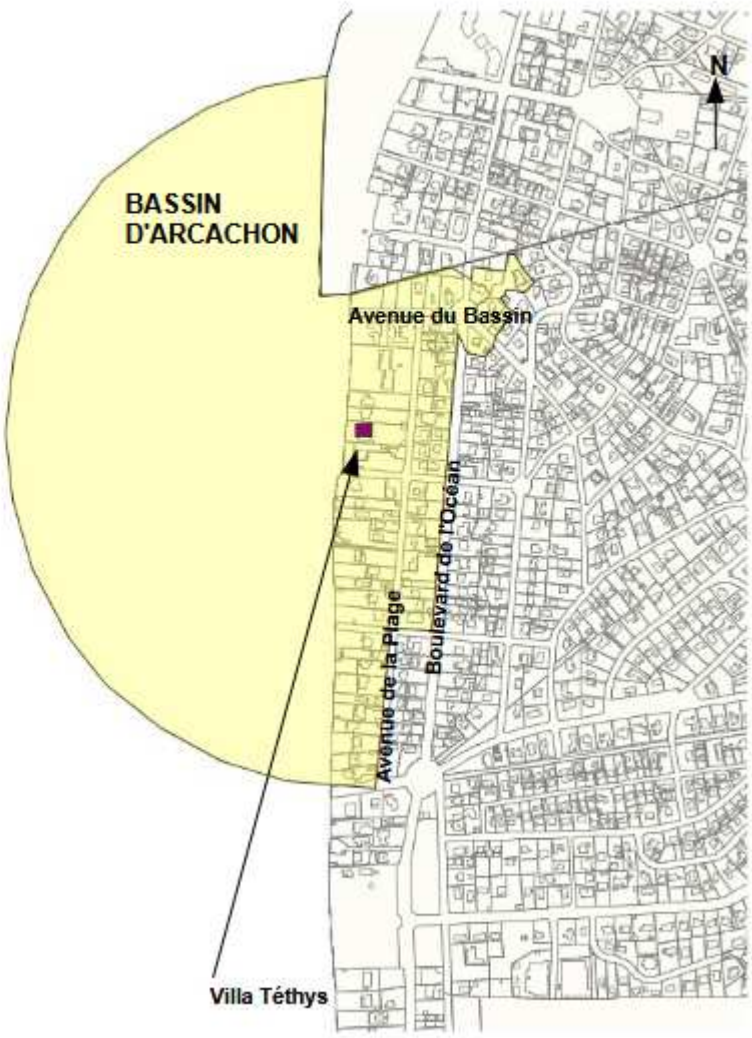
Périmètre de protection actuel de la commune



Source : Atlas des patrimoines

La partie du périmètre située sur la commune d'Arcachon a été retirée suite à l'approbation du PLU d'Arcachon en 2007.

Périmètre de protection modifié

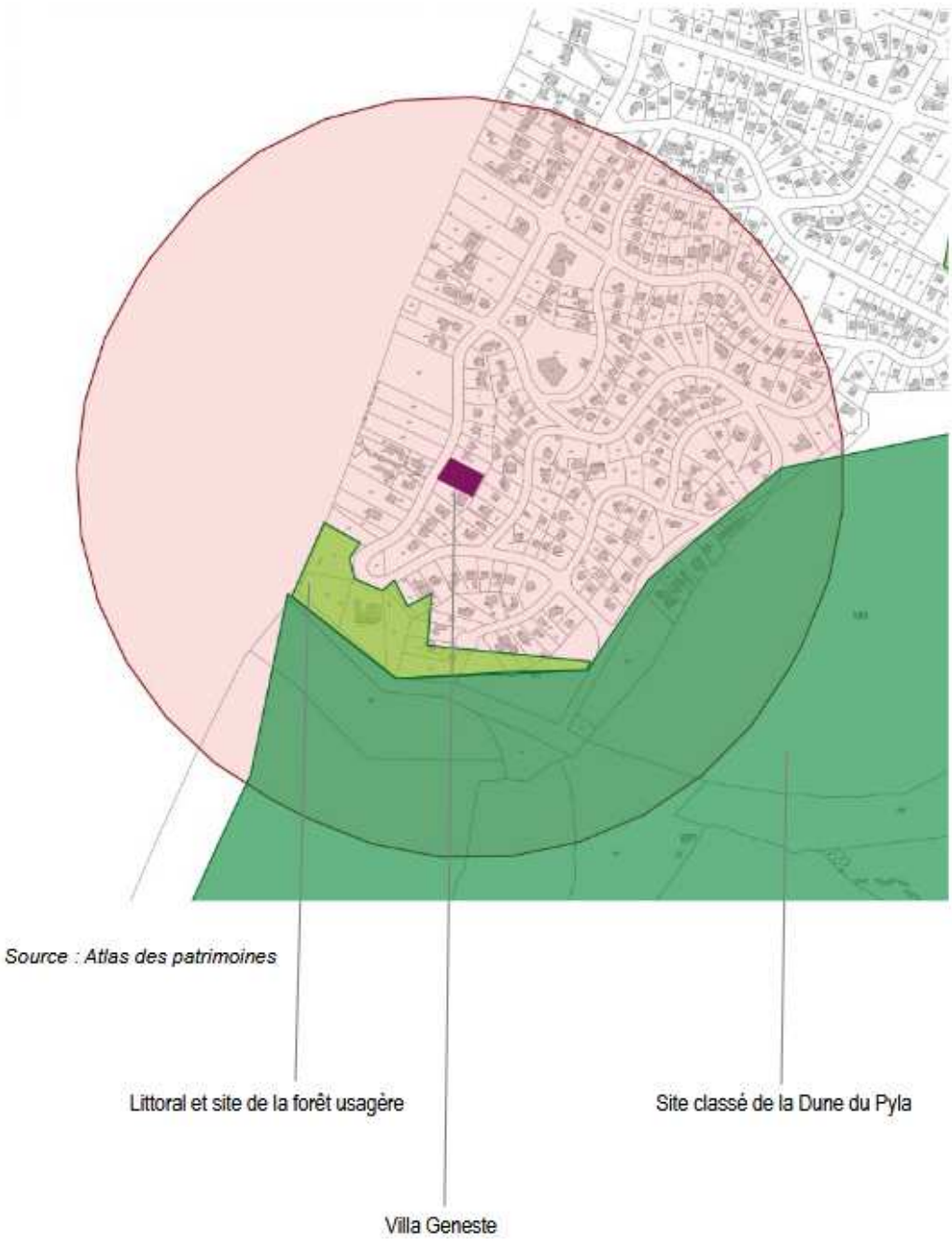


Justification du périmètre modifié :

Le périmètre modifié prend en compte les villas de qualité qui composent le front de mer sur un linéaire de 500m à proximité de la villa Téthys et qui participent ainsi à sa mise en valeur. Il englobe également les habitations derrière la villa le long de l'avenue de la Plage ainsi que les autres réalisations de l'architecte Expert au niveau du rond-point (Lyside et Canope) et en première ligne (Kypris) qui créent un ensemble des années 20 art décoratif exceptionnel dans le quartier.

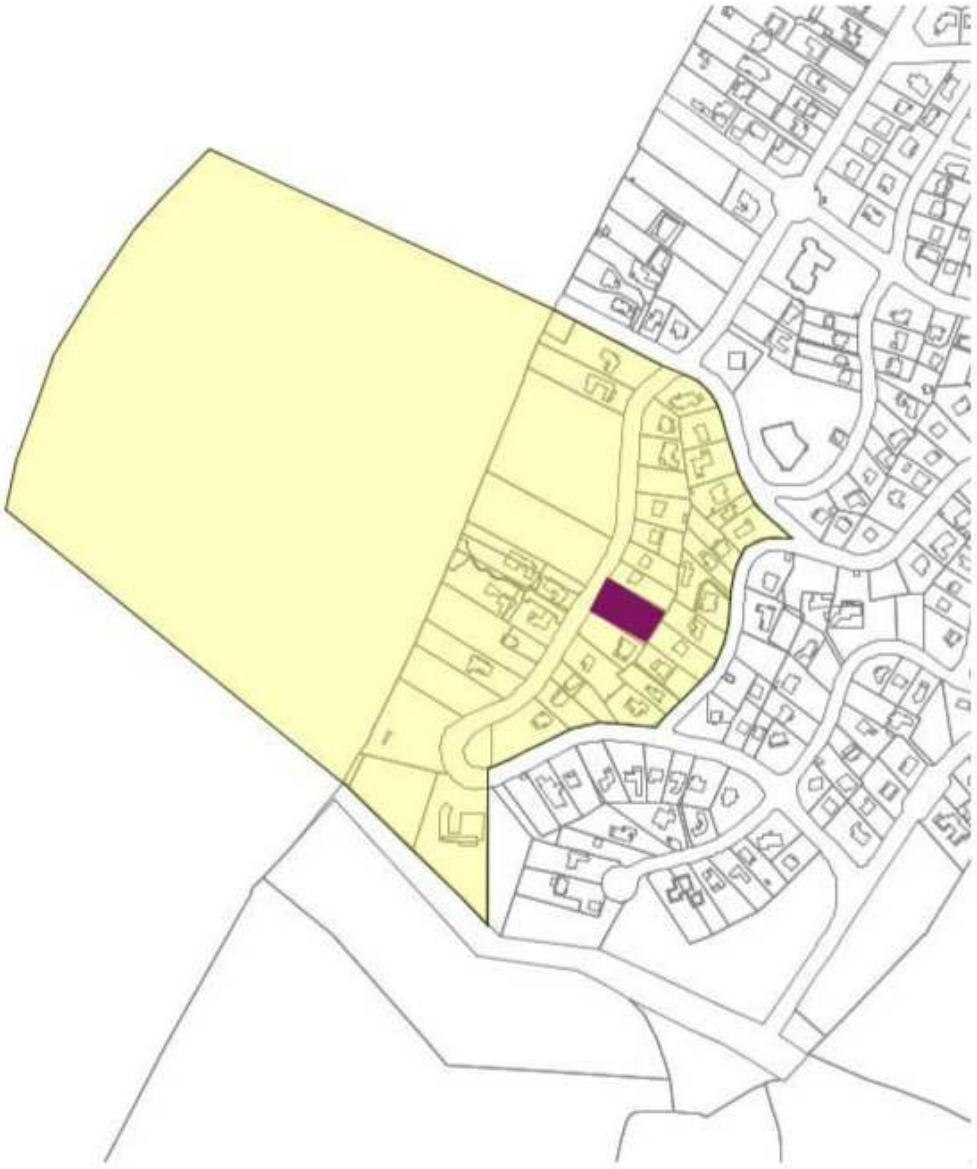
Villa Geneste :

Périmètre de protection actuel de la commune



Source : Atlas des patrimoines

Périmètre de protection modifié



Justification du périmètre de protection modifié :

Le périmètre proposé comprend l'îlot d'assiette de la maison Geneste, les parcelles lui faisant front entre l'avenue Louis Gaume et le bassin d'Arcachon et une part du bassin lui-même, espace public. La ligne des maisons situées en partie basse, à l'ouest de l'avenue, participe à la conservation du caractère monumental de la villa et du boisé d'accompagnement. Il en est de même des parcelles avenue des Sables dont le bâti doit rester dissimulé. Du fait du relief et de la forme des voies, le périmètre est restreint mais permet de préserver la maison dans sa situation prééminente et l'écrin végétal qui la met en scène.

Etudes existantes

La commune de La Teste de Buch a lancé en novembre 2002, par convention avec le bureau d'étude G.H.E.C.O., dirigé par M. WAGON, une étude pour la mise en œuvre d'une Z.P.P.A.U.P. sur le secteur de Pyla-sur-Mer.

L'objet de l'étude était, à partir des éléments existants (données des documents d'étude, visite systématique des lieux et réunions de travail en commune), d'établir des propositions de gestion et de mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager, et de les traduire dans l'établissement d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (Z.P.P.A.U.P.) à Pyla-sur-Mer. L'objectif déjà, à cette époque, était de reconnaître la spécificité du Pyla d'être entourée de forêt et de la protéger en évitant qu'elle disparaisse au grès des projets immobiliers et de l'attractivité de ce site.

Cette étude devait aussi permettre la mise au point d'un document de gestion du paysage, du « style bâti », de l'harmonie « urbaine » générale formant ainsi un ensemble homogène reconnu.

- Le maintien du paysage : 6 objectifs
    - Les arbres :
        - Les arbres situés entre l'alignement et le bâti
        - Les arbres situés entre l'océan et le bâti
        - L'ensemble arboré
    - La préservation de la faible densité
    - La préservation de la régularité parcellaire
    - La préservation de la régularité des implantations
    - L'aspect des clôtures
    - L'aspect des voies.

La ZPPAUP devait déterminer les espaces libres à maintenir, notamment entre l'alignement et les constructions, entre constructions (préservation de la lisibilité réelle ou fictive) du parcellaire. De même, pour les secteurs dont les clôtures présentent une cohérence et assure une continuité, la Z.P.P.A.U.P. devait par référence au plan, préserver l'unité des formes.

- Le repérage du bâti intéressant et des styles de référence avec le repérage des immeubles reconnus pour leurs particularités historiques, architecturales et urbaines ainsi que l'architecture référente pour l'environnement. Et enfin le type de villas (Néo basque, Néo landais, Arcachonnais, Anglo Normand et Cube :

Les styles bâtis sont variés, avec toutefois :

- La perception de la volumétrie
- Le cas des secteurs commerciaux et hôteliers.

Néanmoins, la Z.P.P.A.U.P. n'a pas été créé. En effet, la dernière étape a coïncidé avec la campagne électorale de 2008 pendant laquelle des désaccords ont existé entre candidats sur le périmètre notamment, et entre les associations actives sur le secteur de Pyla-sur-Mer.

La nouvelle municipalité d'alors avait décidé de repousser la mise en œuvre face au manque de consensus sur le sujet.

OBJECTIFS DE PROTECTION DES PATRIMOINES

ET POUR QUELS ENJEUX

Ces protections ne sont pas suffisantes pour prendre en compte la complexité du paysage forestier des quartiers composés par l'ensemble des jardins des habitations du Pyla ni pour protéger le patrimoine bâti du site. Les jardins boisés et son patrimoine bâti constituent l'identité du Pyla-sur-mer.

Le principe fondateur de la station de Daniel MELLER s'est poursuivi, de manière constante à travers les opérations de Louis Gaume et de ses successeurs, ce qui confère au Pyla une qualité urbanistique et paysagère exceptionnelle :

> *Dès le 2 avril 1917, un cahier des charges de la société civile immobilière du Pyla-sur-Mer a été rédigé et déposé. Selon l'article 6, "les pins ou autres arbres de haute tige ne pourront être abattus que sur l'emplacement des constructions à édifier ou des allées à ouvrir". Ceci est à l'origine de la particularité du Pyla: "la ville dans la forêt". Daniel Meller eut aussi l'idée forte d'y imposer une unité architecturale songeant même un temps, à demander à un ingénieur centralien, Jean Lafon de construire une briqueterie afin de disposer d'un matériau uniforme.*

Sur le Bassin, en dehors de la Ville d'Hiver d'Arcachon, aucune commune ne dispose d'un tel ensemble doté d'une telle qualité d'unité paysagère. De plus le Pyla fut réglé par des cahiers des charges de lotissement, dont l'ancienneté est historique et représentative du système du lotissement moderne, encore pratiqué aujourd'hui.
Dans ce sens, on peut affirmer que la valeur « urbanistique et paysagère du Pyla » justifient la participation de l'Etat à la préservation et à la gestion de ce patrimoine, par la création d'un site patrimonial remarquable.
Ainsi le Site Patrimonial Remarquable s'appuierait sur 3 principes :

- Préserver les arbres et planter,
- Préserver la composition urbaine : la continuité des voiries, le jeu de volumes de petite taille et isolés les uns des autres et l'homogénéité des clôtures, la non imperméabilisation des trottoirs.
- Préserver l'ambiance paysagère de l'urbanisme et de l'architecture, pour les parties les plus anciennes, résultant de la présence d'un bâti à l'aspect dominant maçonnée et ayant un caractère homogène avec une faible densité.

La qualité de la station justifie une mesure de protection plus fine et mieux adaptée que le seul Plan Local d'Urbanisme (P.L.U). Située en contact direct de la Grande Dune (elle-même site classé), le Pyla représente l'un des ensembles les plus cohérents de paysage balnéaire de lotissement. Son inscription dans un site boisé, la régularité parcellaire, par tranche de lotissements, dont la majorité s'est créé entre 1920 et 1950, la beauté et la spécificité des avenues et des rues, la qualité du front de site sur le bassin en font un site unique auquel les résidents sont très attachés. Pourtant, l'architecture, à l'exception de quelques villas plus élaborées que d'autres, n'y est pas toujours exceptionnelle ; mais le système régulateur issu des

règlements, uniformes, des lotissements, la présence de quelques constructeurs attentifs qui ont régulé l'aspect des constructions et y ont inculqué un style et ont produit le site original que nous connaissons aujourd'hui.
Cependant, de nos jours, les pratiques changent. En effet, les volumétries sont plus complexes avec l'apparition des toitures terrasses, le non renouvellement du couvert végétal, etc. voire de l'évolution de la législation relativement permissive… L'unité du site doit être préservée de manière spécifique et urgente. Un travail rigoureux doit être fait sur :

- La densité des constructions afin de préserver le couvert végétal : l'objectif étant de diminuer la densité pour laisser plus de place au paysage et s'assurer de sa non suppression excessive comme constatée trop souvent !
- La continuité des paysages entre le domaine public et le domaine privé par un traitement multiforme notamment sur les trottoirs sans bordure, les clôtures et les espaces verts.
- L'obligation du maintien des infiltrations d'eaux pluviales in-situ, à la parcelle en privilégiant les aménagements sans bordures dans la mesure du possible sans volet urbain trop affirmé et artificialisé

Pour ce faire, le recours à une classification comme Site Patrimonial Remarquable apparait le moyen et l'outil le plus simple, le plus clair vis à- vis des habitants afin d'assurer pour les générations futures la pérennité globale du site afin d'y préserver la qualité de vie.

GRANDS AXES DES POLITIQUES PATRIMONIALE, CULTURELLE, ENVIRONNEMENTALE, D'AMENAGEMENT URBAIN ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET LEUR COHERENCE

1. Politique patrimoniale

La Z.P.P.A.U.P n'ayant pas été créé, la commune a néanmoins décidé d'utiliser les éléments en sa disposition, et issus de l'étude, afin d'en intégrer certaines dispositions au document d'urbanisme. Ainsi, la commune a fait usage de l'article L 123-1-5 7° du code de l'urbanisme, qui lui permettait « d'Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection ».

A ce titre, pour le quartier de Pyla-sur-Mer, trois plans ont été annexés au PLU sur lesquels sont identifiées les bandes arborées de bordure de parcelles d'épaisseurs variables.
Ces espaces sont protégés pour leur rôle paysager majeur au sein du site : ce sont les garants de la conservation de l'ambiance forestière De Pyla-sur-Mer. Ils sont situés fréquemment le long des axes principaux, en façade sur rue et en front de bassin.

De plus, la règlementation des zones de Pyla-sur-Mer précise à son article 2 :
« Dans les espaces verts protégés (au titre des éléments remarquables visés à l'article L 123-1-5 alinéa 7 du Code de l'Urbanisme, marqués au plan par une trame de ronds), les occupations et utilisations du sol suivantes sont autorisées à condition qu'elles concernent :

-L'accès à la parcelle
-Les terrassements pour le passage des réseaux
-La construction d'un garage dans la limite de 25 m² par unité foncière, si, en raison des pentes l'accessibilité au garage en dehors des espaces verts est susceptible de porter atteinte au paysage arboré
-L'implantation sur le perré d'une gloriette dans la limite de 12 m² d'emprise au sol
-En UPAc, les aires de stationnement et de circulation liées aux activités de la zone existante ou à créer.

La commune a en outre réalisé, au titre du même article du Code de l'Urbanisme cité ci-dessus, un inventaire des édifices à protéger dans lequel sont répertoriés pour Pyla-sur-Mer les immeubles reconnus pour leurs particularités historiques, architecturales et urbaines issus de l'inventaire réalisé pour la Z.P.P.A.U.P.

Ainsi toute destruction est soumise à permis de démolir et toute destruction partielle ou totale doit préalablement faire l'objet d'une déclaration préalable.

Pour compléter le dispositif, les terrains qualifiés à fortes pentes ont aussi été répertoriés sur trois plans annexés au PLU et la règlementation adaptée en conséquence pour l'implantation des garages notamment afin de limiter les saillis dans le système dunaire pour les accès.

Les dispositions règlementaires du règlement de la ZPPAUP ont été retranscrit dans une charte paysagère spécifique au quartier de Pyla-sur-Mer mais qui n'a qu'un caractère incitatif.

Enfin, pour préserver le couvert forestier sur les zones urbanisées du quartier de Pyla-sur-Mer, un arrêté Municipal en date du 30 octobre 2009 règlemente l'abattage des arbres.

De manière générale, la ville souhaite donner une place prépondérante à la nature dans les futurs aménagements de ville et les traitements de l'espace public, en la préservant et en la faisant pénétrer l'urbain. Elle entend maintenir le lien avec l'environnement naturel, qu'il soit océanique ou forestier, car emblématique de notre territoire.

Elle souhaite en outre maintenir sur son territoire, l'ensemble du patrimoine bâti représentatif de l'histoire de la ville ainsi que l'identité des quartiers historiques, qu'elle a répertorié dans un inventaire des édifices à protéger, lequel inclus un certain nombre d'éléments paysagers.

Une charte architecturale est en phase de finalisation afin d'harmoniser les pratiques et maintenir une cohérence architecturale qui fixera l'identité du territoire, notamment dans le centre-ville de La Teste.

Aussi la ville a souhaité préserver son patrimoine culturel forestier en inventoriant l'ensemble des cabanes présentes en forêt, symboles de l'histoire des résiniers et des acteurs de la sylviculture dans leur ensemble.

Politique culturelle

La direction de la Vie Culturelle de la Ville de la Teste de Buch est composée de 5 structures :

- **Un Pôle Culturel**

Il est par définition un producteur d'actions culturelles au sein des différents quartiers et il s'attache à construire une médiation de ses projets dans les différents lieux et établissements municipaux accueillant du public.

Pour cela, il utilise des événements tels que :

- **Salon de la Bande Dessinée** :
  Il est organisé chaque année par la ville en partenariat avec des librairies locales (Librairie du Port et librairie Victor Hugo), des hôtels, agences de tourismes et restaurateurs locaux.

- **Un festival « Mouvement d'Arts »** :
  Une première édition en 2021.

• Mettre en lumière des réalisations d'artistes professionnels locaux et des créations artistiques d'artistes émergents,

• Permettre à des artistes amateurs locaux d'exposer leurs créations dans plusieurs lieux de la Ville.

- **<u>Un festival « Street Art »</u>** :

  Production de fresques dans des sites dans l'espace urbain, centre-ville de la Teste et Cazaux.

- **<u>Cinémas de plein air</u>** :
  Chaque année la Ville organise à la tombée de la nuit, quatre séances de projection de films et dessins-animés.

- **<u>Les Rendez-Vous de l'Eté</u>** :
  La Ville va organiser pendant les vacances d'été des animations culturelles « les rendez-vous de l'été » dans différents lieux : Cazaux, Miquelots, centre-ville, Régue Verte, Pyla... Elles se composeront de concerts tous les mardis, de théâtre tous les samedis et de déambulations tous les dimanches matin et après-midi. La programmation mise en place sera réalisée par des artistes de production et de compagnie locales et proche de Bordeaux.

D'autres actions sont mises en place en transversalité avec les Maisons de Quartiers, les écoles, et collège, CFA, Résidence Autonomie Lou Saubona,…… pour ouvrir et partager la culture..

Ce pôle culture gère :

- **<u>Des espaces culturels dédiés à l'art tels que</u> :**
  - **<u>Le 6bis'Arts</u>** : espace municipal entièrement dédié aux arts plastiques.
  - **<u>La Source Art Galerie</u>** : galerie municipale de 120m2 qui accueille toute l'année des expositions d'arts plastiques, notamment les œuvres des artistes et associations locales.
  - **<u>2 galeries à Pyla /Mer :</u>**
    - La galerie du Pilat, située avenue du Sémaphore à Pyla sur Mer
    - La salle des mariages de la mairie annexe de Pyla sur Mer, située rond-point du Figuier.

  Ces espaces municipaux font l'objet d'attributions temporaires et sont principalement affectés à l'usage d'expositions.

<u>4 Equipements structurants :</u>

- **<u>Théâtre Pierre Cravey :</u>**
  Le théâtre municipal Pierre Cravey d'une **une salle de 400 m²** avec un **plateau de 180 m² et 10 m de hauteur sous plafond,** 1000 places debout, 480 places assises, accessible au public à mobilité réduite, propose tout au long de l'année des spectacles en tous genres : concerts, théâtre, humour… nouveauté en 2022 un Festival de théâtre en partenariat avec Olivier Marchal.

- **Bibliothèque municipale :**
  La bibliothèque municipale, désignée sous l'appellation « La Biblio, cultures partagées » est un service public destiné à toute la population, résidente ou non. Elle a pour mission de garantir l'accès, dans le respect du pluralisme, à la culture, aux loisirs, à l'information et à l'éducation permanente.

- **Un Conservatoire de musique à rayonnement communal** : qui accueille toute l'année 500 élèves dès l'âge de 5 ans. Une équipe pédagogique de 23 professeurs y dispensent plus de vingt-cinq cours de pratique instrumentale, des cours de formation musicale, une quinzaine de cours de pratique collective et orchestre, deux ateliers vocaux de tous âges et tous niveaux. Le conservatoire propose une trentaine d'auditions et concerts par an.

- **Des collections Muséales** La Ville de La Teste de Buch s'est engagée dans un vaste programme de sauvegarde d'urgence et de protection raisonnée des collections relatives au patrimoine maritime et forestier du Bassin d'Arcachon. A cette fin, des réserves municipales ont été créées. Elles accueillent les collections réunies à ce jour devant faire l'objet d'un projet de valorisation muséal, avec pour objectif, l'obtention de l'appellation « Musée de France ».

La Direction de Vie Culturelle a pour mission de propager la Culture dans tous les quartiers et structures de la Ville.

Elle s'attache, à chacun de ses évènements, de les mettre hors les murs sous forme d'expositions, de médiation, de représentations, concerts …

Une association Culturelle propose aussi des évènements et notamment sur le Pyla :

- **Pyl'artistiques** :
  Manifestation annuelle tous les dimanches de juillet et d'aout, organisée par l'Association La Promenade des Arts et soutenue par la Ville. Cet évènement propose des expositions – ventes d'œuvres d'artistes peintres et sculpteurs.

Politique environnementale

La Teste de Buch est une vaste commune qui s'étend sur plus de 26 000 ha constitués à plus de 90% d'espaces naturels protégés. Le Grand Site de la dune du Pilat, la Réserve Naturelle Nationale du banc d'Arguin, le site classé de l'Ile aux Oiseaux, le lac de Cazaux, les Prés Salés, les vastes étendues de forêts, ou encore les plages océanes font de notre commune un territoire d'exception.
La forêt domaniale a d'ailleurs obtenu le label « Forêt d'exception » le 15 juin 2018. Tout l'enjeu du label est de valoriser et de dynamiser nos forêts autour d'un projet fédérateur, avec l'ensemble des acteurs locaux. Ce label distingue les forêts domaniales françaises les plus

remarquables par leur patrimoine unique en termes d'histoire, de paysages, de biodiversité et de bois de grande valeur.

Dans ce contexte local si particulier et afin de répondre plus globalement aux défis de la transition écologique, la Ville a décidé d'élaborer un programme pour le développement durable du territoire. Celui-ci sera co-construit avec les instances participatives, notamment les Conseils de Quartier. Les grands axes de ce projet, qui se dessinent aujourd'hui, sont une meilleure prise en compte de la biodiversité en ville, la végétalisation du cadre de vie, la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre et la promotion d'une alimentation saine et locale.

Sans attendre la finalisation de la rédaction de ce programme, la Ville met en œuvre des actions dont voici certains exemples :

- Gestion différenciée et zéro pesticide des espaces verts et de la voirie
- Programme de diminution de la pollution lumineuse et énergétique de l'éclairage public
- Développement de techniques routière écoresponsables telles que les enrobés bio végétal. L'impact environnemental des opérations de voiries est désormais au centre des réflexions ; revêtement drainant, naturel, meilleur gestion des eaux pluviales, etc.
- Actions d'éducation à l'environnement auprès du jeune public (découverte des espaces naturels de la commune, mise en place de sapins sur les dunes avec l'ONF dans le cadre d'opérations de restauration de dunes, etc.)
- Actions de préservation de la biodiversité : animation du docob du site Nature 2000 « Forêts dunaires de La Teste de Buch » (réseau écologique européen), mise en place de nichoirs à martinets, etc.
- Mise en œuvre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière :

  La commune a donc fait le choix en 2013 de s'engager dans l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du trait de côte dans la continuité de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte et dans le cadre de la stratégie régionale de gestion de la bande côtière en Aquitaine.

  Elle s'est d'abord associée, par convention, avec les villes de Lège Cap-Ferret et de Biscarrosse ainsi qu'avec le SIBA eux aussi touchés par les mêmes phénomènes, afin de réaliser un diagnostic préalable qui a fait l 'objet d'un premier rapport en mars 2015 puis d'un deuxième rapport spécifique à chaque partenaire en novembre 2015 correspondant à la phase de définition et de cartographie de l'aléas.

  En 2016, elle a ainsi lancé l'élaboration de sa propre stratégie qui s'est terminée en mars 2019, de laquelle ont découlé des scénarios de gestion et un plan d'actions permettant à la commune de passer à la phase opérationnelle. Cette phase a été découpée en deux volets distincts.

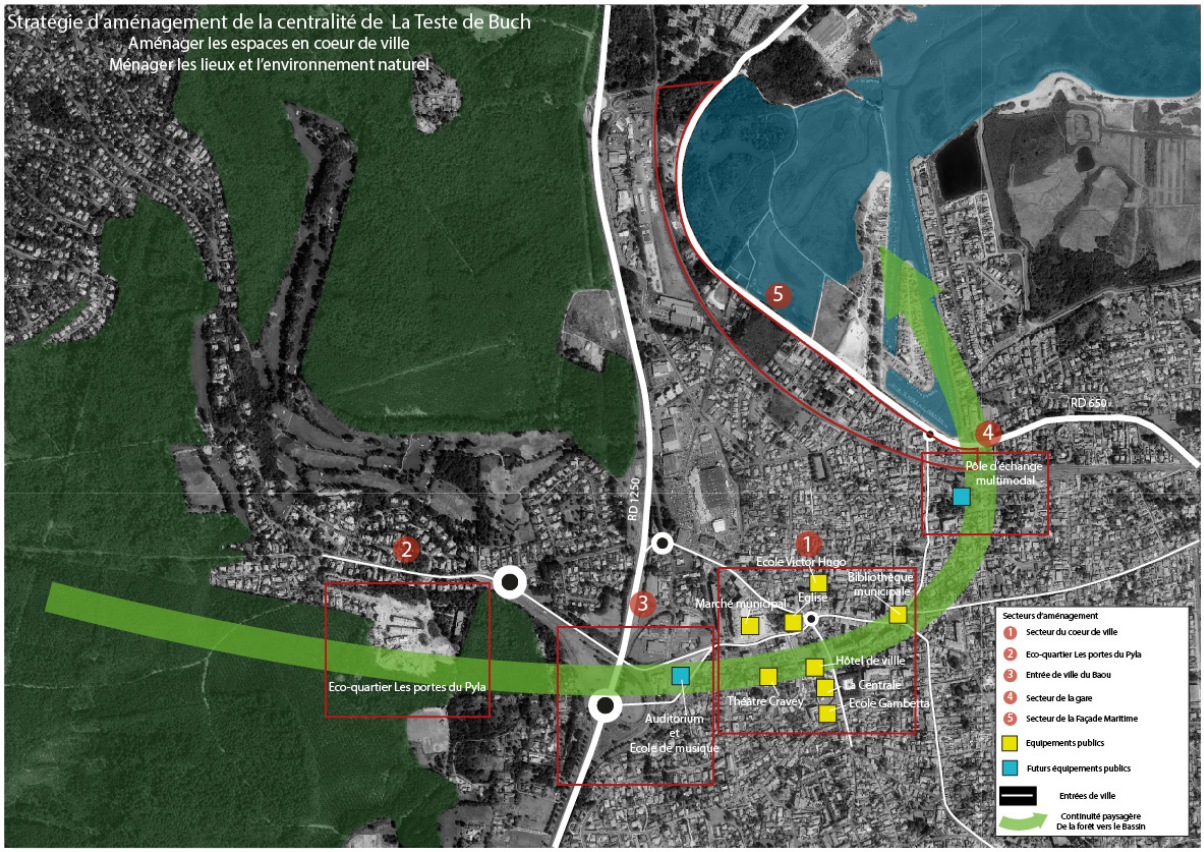
  -Un volet érosion,
  -Un volet Plans-Plages

  Ces scénarios ainsi que le plan d'actions ont été présentés en Comité Régional de Suivi le 2 juillet 2019, sous l'égide du GIP Littoral Aquitain dont les partenaires ont validé les scénarios et le plan d'actions afin de passer en phase opérationnelle.

- Lutte contre la pollution des océans : opération expérimentale de tri des déchets sur la plage du Petit Nice ; mise en place d'un bac à marée (automne 2021)
- Installation d'un agriculteur sur une parcelle communale afin de participer à la relocalisation d'une agriculture saine et locale (projet en cours d'élaboration).

Politique d'aménagement urbain

La ville cherche à retisser le lien entre forêt et Bassin.
Pour se faire, elle a identifié 5 secteurs sur un axe majeur de la forêt au port.



Ces 5 secteurs sont identifiés par ordre de mise en œuvre. Ainsi, le secteur 1 que constitue le centre-ville a opéré sa mue par la requalification et la reconquête du centre-ville et les ajustements en termes de densités sont opérés par la nouvelle équipe municipale sur les derniers îlots encore mutables, notamment sur l'îlot Franklin. Le travail sur l'espace public, primordiale, doit permettre de faire pénétrer la forêt dans la ville et d'articuler les différents secteurs réaménagés.

Le secteur 2 que constitue l'éco quartier les portes du Pyla a été réalisé. Le dossier de candidature pour la troisième étape de la labélisation a été déposée au mois de juin 2021 auprès de la DDTM.

Le secteur 3 du Baou est en cours de projet ainsi que le secteur 4 que constitue le pôle multimodal de la gare.

Politique de développement économique

Dans le cadre du projet de la nouvelle municipalité, le Maire Patrick DAVET et ses élus souhaitent porter une animation et un développement économique fort sur le territoire.

De fait une régie pluridisciplinaire sera notamment créée afin d'animer 5 leviers économiques stratégiques : l'Office de Tourisme, la création d'un Office de Commerce et de l'Artisanat, le Marché Municipal, le Parc des Expositions et une cellule Évènementiel.

L'ambition sera de faire passer la nouvelle structure d'une logique de satisfaction des besoins des usagers (service public) à une logique d'attractivité du territoire, comme une « agence locale d'attractivité ». Ce changement de paradigme ouvre la voie à une nouvelle structure et son projet technique et politique autour de principes fondateurs : une démarche RSE, la connaissance client grâce à l'exploitation de la DATA, l'évènementiel, le développement commercial du centre-bourg…

Les axes stratégiques

L'expérience client : La connaissance client est un axe prioritaire. Le but est de connaître sa clientèle pour adapter au mieux les missions menées au sein de la nouvelle structure : tel est l'objet de l'investissement dans un CRM (**Customer Relationship Management)**. Le développement de la commercialisation et du digital en interne comme en externe (BtoB et BtoC) en fait partie.

La démarche RSE : (responsabilité sociétale des entreprises) est aujourd'hui une pierre angulaire du développement de nombreuses entreprises et du secteur public. L'expérience des employés et le bien-être / bien-vivre au travail sont également inclus, au même titre que la formation et l'apprentissage d'une culture du « digital » et l'approche environnementale de la fonction.

Management de l'espace : L'objectif de ce troisième axe stratégique est de créer une synergie entre les différentes polarités commerciales et touristiques de la ville, entre le cadre de vie et le tourisme, via l'embauche d'un « manager de ville » et du transfert de la commune vers l'Office de la gestion du marché, du Parc des expositions, avec leurs développements de l'animation et la stratégie

MOTIVATION DE LA COLLECTIVITE

La ville de La Teste de Buch souhaite placer la concertation au cœur du projet.

Ainsi elle souhaite associer tout au long du processus de mise en œuvre du site patrimonial remarquable, la population, les associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine, des personnalités qualifiées.

Ainsi la commune, pendant toute la durée de l'élaboration pourra mettre en place les modalités de concertation suivantes :

Moyens d'informations à utiliser :

- Diffusion d'articles dans la presse locale ;
- Information dans les bulletins municipaux ;
- Exposition des travaux en cours et notamment sur le site internet de la ville ;
- Consultation de documents en Mairie

Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

- Consultation du comité consultatif de l'aménagement et de l'urbanisme ;
- Consultation du conseil des sages ;
- Organisation de réunions publiques ;
- Présentation des travaux en cours aux conseils de quartier et plus particulièrement celui de Pyla-sur-Mer ;
- Tenue d'un registre en Mairie, destiné aux observations de toute personne intéressée, tout au long de la procédure ;
- Possibilité d'écrire à M. Le Maire ;

Les protections existantes ne sont pas suffisantes pour prendre en compte la complexité du paysage forestier des quartiers composés par l'ensemble des jardins des habitations du Pyla ni pour protéger le patrimoine bâti du site. Les jardins boisés et son patrimoine bâti constituent l'identité du Pyla-sur-Mer, qui mérite largement une protection spécifique dans un but d'intérêt général.

Pyla–sur-mer est un joyau hérité de nos aînés et est en péril de par notamment la trop forte attractivité du territoire. La spécificité de cet équilibre, si fragile et unique, entre urbanisation homogène, faible densité et proportion substantielle du paysage et notamment de sa forêt doit être garantie pour l'avenir. Une étape importante a été manquée en 2008 et nous ne pouvons pas et ne devons pas recommettre la même erreur aujourd'hui. C'est pour cette raison que la Ville de la Teste de Buch mettra tout en œuvre afin de le protéger en demandant notamment sa classification en qualité de site patrimonial remarquable en totale et pleine collaboration avec les services de l'Etat dans ce combat de protection du site qui le mérite tant.

C'est aujourd'hui une nécessité impérieuse pour la municipalité, pour ses habitants, pour ce territoire

Monsieur le Maire :

Lecture de la délibération,

Monsieur MURET :

C'est quand même ma délibération préférée, vous m'avez régalé M Le Maire, j'ai trouvé mon bonheur, comme pour les boues du port, finalement le ballon avait franchi la ligne il n'y avait plus qu'à aplatir, et vous l'avez aplati.

C'est très bien, le Pyla mérite sa zone de protection et va enfin pouvoir l'obtenir, je serai plutôt à saluer tout le rédactionnel de cet argumentaire qui est plutôt bien fait, j'ai reconnu la patte de M Legris de Lassale, de Stéphane Ducros qui ont travaillé pendant des années et des années là-dessus et il y a bien un historique, vous l'avez bien retracé et vous avez pris tout ce qui avait fait le corpus de tous ces préalables à cette protection de Pyla et nous pouvons qu'y souscrire.

En revanche la note d'intention pour moi est quelque chose d'assez anthologique, je n'ai aucune difficulté, à l'instar du groupe on se prononcera pour cette zone de protection, en revanche j'ai un certain nombre d'observations sur la note d'intention, je suis à deux doigts de vous demander de la retirer pour la réécrire.

Pourquoi on l'a fait ce n'est pas pour nous, pas pour marc Muret ni le testerin à béret que vous parliez tout à l'heure, on l'a fait pour les gens de la DRAC, et on le fait pour donner à notre volonté de protéger le Pyla , c'est-à-dire un crédit de nos politiques municipales pour appuyer notre volonté de protéger dans la durée et efficacement ce quartier et ça fait partie effectivement de ce qui donne du poids à l'argumentaire.

Déjà, vous nous avez redit le chiffre de la population testerine, ce n'est pas le bon, il y a encore le chiffre de 2017 dans la note, pourquoi ne le mettez-vous pas dans votre délibération si vous êtes sûr de votre 28 000, parce que là on est encore avec le chiffre de 2017 et ça fait 4 ans et on n'a toujours pas la moyenne d'âge de la ville, c'est quelque chose que l'on attend , vous semblez avoir des chiffres que nous n'avons pas et nous avons besoin de les connaître.

Cela fait 30 ans que les Pylatais attendent, et je prendrai le temps qu'il faut pour en parler, à l'occasion de cette délibération vous avez l'opportunité de présenter votre politique culturelle et là encore on s'exprime pour les gens de la DRAC, pour les ABF c'est un tropisme des nouveaux règnes, mais vous avez effacé tout un tas d'acquis culturels qu'il était opportun de mettre en avant.

Il est dommage que des manifestations récurrentes historiques, comme Alios, Alias aussi qui est installé dans le paysage, des manifestations qui célèbrent l'art plastique et qui ont une notoriété sur ce territoire, Instantané commençait aussi a bien s'installer, le salon de la BD est cité, Mouvement d'arts….

Vous avez cru bon de citer tous les nouveaux événements culturels que vous êtes en train de mettre en place et c'est très bien, mais pour donner du poids au site remarquable……

Monsieur le Maire :

Parlez-nous du site remarquable, ou je vous arrête M Muret, vous nous ennuyez, quel est votre problème, vous ne l'avez jamais fait, on vient de le faire.

Monsieur MURET :

Moi ce que j'aurais voulu c'est une réunion publique pour expliquer cette note d'intention, à l'intérieur il y a beaucoup d'amateurisme dans la fin de la rédaction de cette note.

J'ai le droit de le penser et de l'exprimer devant la représentation municipale pour dire ce que j'en pense, si vous ne me laissez pas terminer, excusez-moi, je ne sais pas pourquoi je viens alors….

Monsieur le Maire :

On ne sait pas où vous en êtes, on ne comprend rien….

Monsieur MURET :

Est-ce que je peux avancer, je suis dans la description de la politique…. Je suis le seul à l'avoir lue cette note d'intention ?

Dans la description de la politique culturelle effectivement le cinéma de plein air c'est très bien c'est installé, mais ç'est pas ça qui va donner du poids, j'aurais préféré que l'on dise que nous mettions depuis plusieurs années, depuis le pêcheur et son filet jusqu'à l'artiste Basque qui aura lieu sur le site du bois de Rome, que nous mettions de l'argent sur nos espaces publics pour mettre des installations et des œuvres de qualité et c'est pour dire que la commune avait une attention soutenue envers la culture, les arts, les arts dans le domaine public c'est ça qu'il fallait mettre en avant, effectivement la représentation de Mia et le lion blanc ce n'est pas tout à fait du même ordre.

Monsieur le Maire :

Coupez le micro, c'est M Berillon qui a la parole….

Monsieur MURET :

On ne peut plus parler, ce n'est plus la peine de préparer ses interventions ni de lire les documents…

Monsieur le Maire :

Non, vous ne parlez plus, M Berillon à vous

Monsieur MURET :

Je n'ai pas fini M le Maire, coupez-le moi, je n'ai pas fini je suis à peine au début.

Monsieur le Maire :

Coupez-lui le micro.

Monsieur BERILLON :

Je voudrais que l'on se recadre, M Muret pourra peut-être intervenir ensuite, mais là j'ai l'impression que l'on part dans tous les sens, nous sommes en train de lancer une procédure, vous avez fait du droit M Muret, le lancement d'une procédure, il y a un début et une fin.

Il y a tout juste un an, dans notre programme nous avions fait une promesse aux Pylatais :

Nous affirmerons davantage le caractère de ville sous les pins de Pyla sur Mer, voilà le sujet.

Nous renforcerons la mise en valeur et la préservation du Pyla par un classement en site patrimonial remarquable, de plus en sanctuarisation des 25 hectares de forêt du Vieux-Pilat et protégeant les arbres remarquables.

La procédure d'un site patrimonial remarquable, aujourd'hui c'est quoi. C'est l'aboutissement d'une volonté, de l'action sans relâche d'une association, depuis 40 ans, le lancement d'une procédure illustrant la détermination de la municipalité à défendre, protéger le territoire, c'est parfaitement symbolique et c'est protecteur du paysage et du patrimoine.
Quand vous avez parlé de la culture, je voudrais dire ici à l'assemblée, c'est quoi un Site Patrimonial remarquable ? On parle de tout sauf de ça.

Les SPR concernent les villes, villages ou quartiers ainsi que leurs paysages et espaces ruraux dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présentent, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public, et cela fait l'objet d'une législation.

Il y a quelques années c'était la ZPPAUP et AVAP et depuis la loi du 7 juillet 2016 c'est devenu site patrimonial remarquable.

Des SPR il y en a 860 en France, par exemple, Biarritz, Bordeaux, Angoulême, Pau, Saint Emilion, Bazas, Agen, Périgueux, Bergerac etc. Des endroits remarquables, tous un point commun, défendre une architecture, un style.

Le classement au titre des sites patrimoniaux remarquables est **le** fruit d'un partenariat entre les collectivités territoriales et les services de l'État**,** notamment la DRAC et la concertation avec la population à l'occasion d'enquêtes publiques, il y a un process qui est prévu tous ces enjeux sont retranscrits dans un plan, qui entraîne des définitions de documents d'urbanisme, expertises de l'architecte des bâtiments de France, possibilités d'avantages fiscaux pour les travaux dans certains secteurs.

Ces collectivités locales peuvent utiliser un logo, s'agissant du Pyla il faut savoir que ça fait des années qu'on en parle et la notion de SPR elle a fait l'objet de mots, de postures, de promesses, de refus mais aujourd'hui le pas est enfin franchi .

Je voudrais parler en tant qu'ancien vice-président de l'association qui est à l' origine de la démarche, je veux vous remercier M le Maire au nom de toutes les personnes qui ont travaillé depuis près de 40 ans et je voudrais rendre hommage à l'un des plus grands défenseurs du Pyla, Jacques Rigaud, ancien Président de RTL et conseiller d'Etat.

Je le cite « ce que nous voulons conserver c'est un lieu d'exception chargé de mémoire et de bonheur, avec le sentiment que nous offrons à notre pays et à l'Europe une sorte de miracle de vitalité économique et touristique dans la préservation d'un patrimoine naturel exceptionnel » voilà ce que disait Jacques Rigaud et il a ouvert la voie à toute la démarche de la ZPPAUP et AVAP et le SPR et ceci depuis les années 1970.

La délibération proposée c'est donc le début d'un nouveau processus mais avant c'était quoi, là aujourd'hui c'est un petit pas pour la municipalité, mais un grand pas si j'ose dire pour les Pylatais et Testerins.

Que s'est-il passé avant ce 29 juin 2021 ? Près de quarante ans, fin des années 80, municipalité Moga, un projet de zone de protection du Pyla est amorcé.

1989, élection de Claude Espied qui rejette tout statut protecteur du Pyla, c'était contraignant, il y a eu de longs contentieux, des projets de constructions et de marina, de bâtiments au Pyla vite combattus.
1992, l'ADPPM consulte un architecte-urbaniste, Bernard Wagon, pour une étude de ZPPAU afin de défendre et promouvoir les spécificités du Pyla, 2002, la municipalité Acot-Mirande missionne Bernard Wagon pour élaborer un projet de Zone ZPPAUP, des promesses sont faites mais arrive en 2008, Jean-Jacques Eroles, est élu maire et à l'époque il n'y est pas favorable.

En revanche, il y a eu des avancées en intégrant la charte paysagère du Pyla du projet Wagon, un arrêté réglementant l'abattage des pins et une priorité donnée au couvert végétal, mais ça n'allait pas assez loin.
Mais, lorsque le territoire est aussi proche d'un grand site classé, la dune du Pilat, ce dialogue n'était pas encore suffisant. Quoi de plus normal que de faire cohabiter au Pyla un grand site classé national avec un site patrimonial remarquable !

Voilà ce qui a du sens aujourd'hui, et on y arrive mais il a fallu attendre la campagne électorale des municipales de 2020 pour que chacun se dise convaincu du SPR.
C'est assez intéressant à observer, mais moi ce que je peux vous dire aujourd'hui, nous avons été élus, en un an de mandat, Patrick Davet l'avait promis, Patrick Davet le fait aujourd'hui.
C'est le premier maire de la Teste à lancer la procédure de SPR et ce signal est fort et exemplaire.
Trente ans d'attente pour le port de la Teste, il y a eu 30 ans d'attente pour le SPR, nous y sommes, ce rêve pylatais est enfin réalisé, ce signal démontre bien pour moi la volonté de l'équipe municipale de préserver notre environnement et notre patrimoine par un urbanisme raisonnable et végétalisé, à l'échelle de la Teste, Cazaux et du Pyla, et proche des attentes des habitants.
Le document en annexe reprend le canevas imposé par la DRAC exercice obligé, mais moi ce que je tiens à dire c'est que nous sommes dans une démarche unique qui doit faire honneur à la Teste et je compte sur votre vote unanime à tous.

Monsieur le Maire :
Non enregistré ….
M Chauteau prendra la parole, Mme Poulain et après fini on votera

Monsieur CHAUTEAU :

J'aurais voulu prendre la parole après le vote de cette délibération, mais je vais enchaîner, moi je la voterai pleinement.

Juste repartir avec M Bernard pour revenir sur le début de l'intervention de ce conseil.

Je voudrais féliciter M Patrick Davet et Mme Antoun d'avoir été élus au conseil départemental, j'ai voté pour eux bien entendu, je n'aurais pas voté pour eux si nous avions été avec mon équipe au second tour, nous ne l'avons pas été pour des raisons d'isolationnisme politique du groupe local de mes partenaires verts qui sont absents aujourd'hui.

Ce n'est que partie remise, je pense qu'ils reviendront à gauche très bientôt. Pour ce qui concerne ces départementales, je me félicite de voir que c'est un couple politique de gauche qui a mis fin à la guerre Gujano Gujanaise et qui va contribuer à renforcer la majorité de gauche renouvelée de M Gleyze, avec qui je suis sûr que M Davet vous travaillerez en bonne entente, parce que vous êtes sur les mêmes objectifs.

Pour terminer, mais j'avais peur d'être le seul homme de gauche à la Teste, et je m'aperçois que 40% des testerins ont voté pour la liste de M Rousset, 30% pour lui et 10% pour les écologistes, donc la gauche Testerine existe, elle n'est pas arrogante, elle est polie, courtoise mais elle est déterminée à faire valoir ses idées, ses valeurs je me réjouis que M Rousset ait obtenu la majorité pleine et entière sans les turbulents écologistes de l'Aquitaine.

Egalement le renouvellement de la gauche pour la direction du conseil départemental M Gleyze.

Juste dire à nos électeurs d'y il y a un an, jour d'anniversaire et que la gauche testerine existe, que je ne suis pas l'homme providentiel pour la représenter dans les instances municipales mais mon vœu c'est simplement offrir une position intelligente, courtoise et républicaine à Patrick Davet, que je respecte en tant qu'homme et en tant que Maire de cette ville.

Monsieur DUCASSE :

J'apprécie ce que M Berillon a dit de Jacques Rigaud, il a été notre ministre de la culture de 68 à 95, et un Pylatais de qualité, bien qu'il ait un sale caractère.

J'apprécie beaucoup ce travail qui aboutit enfin, mais il est vu sur un angle esthétique, un angle de conservation, mais on a oublié la fragilité de la dune littorale qu'est le Pyla en grande partie et cette dune littorale elle a été fixée par nos grands-parents et arrière-grands-parents grâce à un seul arbre qui est capable de fixer en surface et en profondeur, le pin maritime.

Considérer le pin maritime comme un décor c'est une connerie, sur l'effet du pluvial, l'eau s'engouffre, on a vu partir des routes entières il y a quelques années.

Je pense qu'il faudrait avec l'ONF en particulier créer des informations par quartiers fragiles, de façon à non pas planter des oliviers, oyats mais de replanter du pin maritime qui est le seul pour l'instant à pouvoir assurer l'avenir du terrain qui reste une dune littorale fragile.

Madame DELMAS :

Nous confirmons que nous sommes tout à fait favorables au lancement de cette procédure qui est quand même aussi la continuité des échanges et actions qui ont été menées en ce sens avec les services de l'Etat, les différents architectes des bâtiments de France, les associations, l'ADPPM.

En 2008 le paysage associatif était différent, personne n'était d'accord sur le périmètre, c'était compliqué, mais vous en avez fait l'historique. Donc voilà nous avons un souhait à exprimer, c'est d'être associés.

Monsieur AMBROISE:

En vue des conseils municipaux à venir, je voudrais partager avec vous une formule de La Rochefoucauld qui pourrait être utile « comme c'est le propre des grands esprits de faire entendre en peu de paroles beaucoup de choses, à l'inverse les petits esprits ont le don de beaucoup parler pour ne rien dire »

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition
Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Monsieur le Maire :

Il vous reste au niveau des décisions si il y a des questions à poser, nous conclurons ce conseil jusqu'au prochain conseil le 23 septembre.

Madame DELMAS :

La décision 2021- 80 relative à la préemption de l'EPF nouvelle aquitaine d'une parcelle 7A rue Général Castelnau, pour un prix de 430 000 euros en zone UA, au sein de l'ilot Castelnau d'une emprise globale de 3500 M², pouvez-vous nous préciser le projet à venir, une RPA, des locaux d'activités, le nombre de logements sociaux, ou ce n'est pas encore défini ?

Monsieur le Maire :

Non, aujourd'hui c'est un dossier qui avance, ce ne sera pas une RPA, on est en train de faire en sorte, ce que nous souhaitions, on a fait une campagne en souhaitant alléger les constructions, c'est ce que l'on est en train de faire.

La partie n'est pas facile, d'abord, j'ai fait annuler un projet qui était lancé, trop important à nos yeux, les promoteurs se sont retirés, on est repartis à zéro, on a fait venir tous les propriétaires, on est en train de trouver des accords, on n'a pas la fiche de projet qui est sortie mais ça avance, il y a un ou deux qui sont sortis du projet mais ça n'empêchera pas d'avancer.

On devrait faire quelque chose de qualitatif, nous misons beaucoup sur la place Gambetta, je suis navré de voir cette place, que l'on a tous connu ici dynamique et qui aujourd'hui est une place morte.

C'est un projet de faire vivre cette place, vous parlez de l'ilot Castelnau, il y aura l'ilot Franklin puisque nous sommes propriétaire et nous avons aujourd'hui l'EPF et la Préfecture qui nous demandent d'avancer, d'avoir des projets mais c'est toujours pareil. Nous étions avec le Préfet dans le bureau du secrétaire général de la Préfecture et je lui ai dit qu'il y avait quelque chose qui n'était pas négociable, c'est la qualité de vie chez nous, je lui ai expliqué que si c'est moi qui suis en face de vous aujourd'hui , c'est parce qu'il y a eu des projets qui ont été présentés aux Testerins, et que les Testerins n'en ont pas voulu, et c'est pour ça que je suis là, et vous n'allez pas me faire faire ce que les Testerins ne veulent pas, en partie Mme Delmas, je vous montrerai une enquête qui a été faite.

Donc il y a bien entendu cette qualité de vie, cette promiscuité qui s'est un peu perdue, quand je fais toujours allusion aux immeubles qui sont derrière nous, vous l'avez vu avant nous, on voit comment ils vivent chez eux, tout ça on n'en veut plus.

On est en train de travailler sur du qualitatif et il y a un gros projet d'ensemble et ça avance des deux côtés. L'ilot Franklin on en a 49% mais vous avez le groupe Fayat qui en a une partie et le groupe Sovi qui a l'autre partie, ça avance on vous le présentera mais nous-mêmes on ne l'a pas encore, il y a quelqu'un qui est dessus et qui est en train d'avancer, il y a des accords qui se font avec les différents propriétaires, eux aussi il faut qu'ils fassent un effort mais en tous les cas ils ont pour la plupart des maisons qui sont insalubres qui risquent d'être squattées mais avec notre police municipale on veille à ça.

Voyez pendant le conseil notre police a agi sur une maison squattée, ils agissent sur des opérations de drogue ils ont beaucoup agi la semaine dernière, on a eu une réunion avec le sous-préfet, la police nationale et municipale pour le quartier à la règue verte qui est en train de se faire gangrener et on ne va pas accepter.

Pour en revenir à la question, le projet avance et on le présentera quand il sera plus élaboré.

On veut vraiment avoir une très belle place dans le centre de la Teste que l'on arrivera à faire jointer avec le parvis de la mairie et le marché qui est à 150 mètres, c'est un ensemble qui doit vivre à pied, en vélo.

Lors de la réunion à la Préfecture, je leur ai dit que notre vision était sur 2050, on est en train de réfléchir comment les gens qui vont naître en 2030 qui auront 20 ans en 2050 comment ils auront envie de vivre demain dans notre ville, certainement il y aura moins de voitures, et une part belle à la vie locale, à pied, la vie sociale, c'est ça la ville de demain et malheureusement ce n'est pas celle que les Testerins subissent aujourd'hui.

Oui vous serez informés de ce projet, il n'est pas du tout celui qui devait se faire, mais on ne va pas laisser cet endroit en l'état et l'on a envie d'avoir un environnement magnifique, avec des brasseries, des bars des lieux de vie certainement peut-être un peu d'espaces verts, une aire de jeux, toujours les boulistes, la fontaine n'existera plus, elle fuit tellement que l'on a coupé l'eau il y a déjà 9 mois, le projet avance, et l'héritage que nous avons avec l'EPF, il faut discuter avec ces gens-là, ce n'est pas très facile mais ils nous écoutent.

Monsieur DUCASSE :

Hors micro…

Monsieur le Maire :

Ils étaient dans les locaux cette après-midi, ils sont en train de rendre compte, on est en train de se projeter, on n'a rien fait ……

Monsieur MURET :

Cette décision n° 106 c'est un marché à bon de commande de 100 000€, vous pouvez nous dire ce que représente le sondage en cours ? Il y a eu une petite communication de la ville sur le sujet pour avertir les Testerins, mais quelle est votre stratégie sur ce qui a été sondé et en cours de diagnostic ?

Monsieur BUSSE :

Il y a une étude de circulation qui est lancée mais pour le moment on est toujours dans des éléments de mesures, et l'objectif c'est de faire des mesures de trafic, vous avez vu il y a les bandeaux au sol posés en juin, il va y avoir un complément qui va être fait en juillet, il y a des enquêtes qui ont été réalisées sur des destinations, on en est toujours aux phases de mesures et ensuite l'analyse suivra pour définir des scénarios de choisir la stratégie à l'échéance de septembre, octobre.

Monsieur MURET :

La décision 146, le club canin s'est vu notifier son éviction de la parcelle qu'il occupe aujourd'hui un petit peu avant l'hippodrome, c'est une parcelle qui jouxte l'opération de Gironde habitat, on suppose que c'est pour y mettre du logement social, juste en bord de route départementale, j'espère tout du moins même si la décision fait preuve de fermeté pour mettre fin à l'activité de ce club qui a plus d'une centaine d'adhérents, est-ce que la mairie cherche une solution de relocalisation pour cette association, ou est-ce qu'elle peut espérer rester le temps que mettra le projet, peut-être de Gironde habitat, à mûrir, est-ce que c'est encore opportun de mettre plein

de monde alors qu'il y a un gros globe de méthanisation plein de gaz juste à côté de là où les gens habiteront, plusieurs questions.

Monsieur le Maire :

Ce qui a été mis par Gironde Habitat c'est que certainement ils ont dû prendre toutes les mesures pour savoir quel était le risque.

M Muret, ce club canin ils ont dû certainement venir vous voir, et vous en parler, ce club il est là depuis une dizaine d'années, gratuitement, sur un terrain qui fait 4500 M².

Aujourd'hui nous avons 1000 demandes de locaux pour se loger, j'entends qu'il y a 100 chiens, j'adore les chiens, j'en ai un, on va les laisser normalement jusqu'à la fin de l'année.

Ce club canin vous le connaissez moins que moi, ce sont mes voisins qui le tiennent, autrefois ils étaient à Parentis, un jour la ville de Parentis leur a dit on ne peut plus vous loger, ils sont venus à la Teste pendant 10 ans gratuitement, aujourd'hui nous avons besoin de ce terrain pour loger nos jeunes.

Moi ce que je veux faire là-bas, il y aura de l'accession sociale à la propriété et de la location, c'est pour nos jeunes, j'adore les animaux mais entre 100 chiens et 1000 jeunes que j'ai sur la place, moi je fais un choix, ce sont les jeunes, j'en ai besoin, on va essayer avec ce club canin de les aider pour trouver un autre terrain, mais si on ne trouve pas il faut qu'ils aillent aussi voir d'autres communes, il faut qu'ils demandent au Teich, à Gujan, Mios, Biganos.

Toutes les semaines j'ai une demande d'un jeune ou moins jeune, des gens qui travaillent chez nous, l'hôpital, Intermarché et me disent, on a besoin de se loger sinon on part à 40 Kms.

Ce terrain effectivement il sera réservé à nos résidents pour pourvoir faire de l'accession ou de la location chez nous.

Monsieur MURET :

La décision n°185, une « formation des cadres au commerce éphémère comme solution à la vacance de locaux commerciaux », le sujet a l'air intéressant, je suppose que derrière il y a eu une volonté ou stratégie qui s'exprime, est-ce que vous envisagez la surtaxe foncière sur les locaux inoccupés ?

Monsieur le Maire :

Oui, bien sûr on envisage….

Monsieur MURET :

Cette formation concerne qui, le manager de centre-ville, ou qui ?

Monsieur le Maire :

La directrice de l'urbanisme, et le DGS.

Nous pouvons considérer que le conseil est clos, merci à vous, je vous souhaite de passer un bon été.

La séance est levée à 19H00

_____

Approuvé par M. PASTOUREAU secrétaire de séance le : 16 septembre 2021